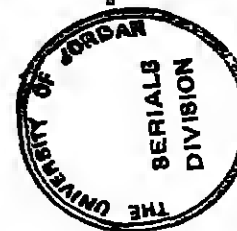


مكتبة النهر

Initiatives : 13 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15080 - 7 F

MERCREDI 30 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Le mérite du général Morillon

La Belgique vient de proposer la candidature du général Francis Briquemont pour succéder au général Philippe Morillon à la tête des « casques bleus » de Bosnie. Mais l'Espagne est aussi sur les rangs. Après l'annonce, sans doute prématurée, à la fin de la semaine dernière, par le ministre de la défense, François Léotard, qu'il revenait à la France - avec le choix du général Jean Cot - de commander les « casques bleus » dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, le Suède a regretté, avec amertume, que l'ONU ait « oublié » de le prévenir du retrait du général Lars Eric Wahlgren, à ce poste depuis seulement quatre mois.

La rancœur des Suédois est d'autant plus compréhensible que leur pays est, en Europe, le seul avec la France à s'être engagé à fournir de nouveaux contingents à l'ONU. Mais, du même coup, la France ne pouvait prétendre cumuler deux commandements, et elle doit rapatrier le général Morillon, qui a servi durant quinze mois d'officier dans l'ex-Yougoslavie. Le général Morillon sera nul ne le dissimule - difficile à « recaser » en France même. L'homme a pris de la stature, de la densité et il a goûté aux feux de la rampe.

Les médias, dont il a su jouer pour attirer l'attention sur les méfaits des diverses communautés sur place, ont fabriqué son « image », avec sa complicité, un peu comme ce qui s'est passé en France pour le maréchal de Lattre, en Indochine, ou autour du général Bugeaud en Algérie. Ce faisant, le général Morillon aura, à sa façon, contribué à redonner une certaine dynamique aux forces de l'ONU, qui en avaient besoin compte tenu de la lourdeur inhérente à une telle organisation.

Au-delà de l'apparence, il y a le fond de la mission - si tant est qu'elle ait jamais été exprimée en termes clairs par la communauté internationale - du général Philippe Morillon. Parti en Bosnie avec la consigne de tout faire pour éviter une reddition sur place des musulmans, comme il lui avait été suggéré à l'été-mai par les Français des armées, il aura, non sans quelques contorsions plus ou moins habiles, permis aux Nations unies de s'arrêter à ce concept, porteur des derniers espoirs, des « zones » dites de protection.

PAR ses démonstrations sur le terrain, où il aura payé de sa personne pour apporter l'aide humanitaire et le témoignage de l'ONU, il s'est opposé - avec quelques échecs à ce que des populations entières soient victimes de massacres dans certaines enclaves. De cette action, qui doit aussi sa fragilité aux directives souvent tardives des Nations unies, les détracteurs du général Morillon disent qu'elle n'a pas su empêcher la constitution de véritables « ghettos » musulmans, désemparés de surcroît, face à la puissance militaire des Serbes.

Pour autant, ces mêmes esprits critiques vont-ils jusqu'à préconiser qu'on laisse s'entre-tuer les camps en présence, avec la menace, si des pays musulmans s'en mêlaient sous une forme ou sous une autre, que le conflit ne prenne une tournure et une dimension plus grave encore ? C'est probablement, outre sa bravoure, et son sens de l'honneur, le mérite essentiel du général Morillon que d'avoir, en dépit d'initiatives de l'ONU incomplètes et peu satisfaisantes, réussi, avec ses « casques bleus », à sauver des hommes et des femmes de l'extermination.

Lire nos informations sur la situation en Bosnie-Herzégovine page 3

M0147 - 0630 0 - 7.00 F



Un entretien avec le premier ministre israélien

Itzhak Rabin se montre intraitable sur la question de Jérusalem

Le premier ministre israélien, M. Rabin, est attendu, mercredi 30 juin à Paris, pour une visite officielle de trois jours. Dans un entretien accordé au « Monde », il se montre intraitable sur la question de Jérusalem, en déclarant que celle-ci ne saurait être soulevée par les Palestiniens au stade actuel des négociations bilatérales qui se poursuivent. « Si les Palestiniens demandent Jérusalem, ils peuvent mettre une croix sur les chances d'un accord », affirme-t-il, en continuant de revendiquer la souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Ville sainte.

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux
« Le bouclage des territoires occupés et de Jérusalem-Est semble pousser le processus de paix vers une nouvelle fois dans l'impasse ».

Ecoutez, notre position sur Jérusalem est bien connue : la ville est notre capitale, mais sous notre souveraineté. Sur cette question, il n'y aura aucun compromis, d'aucune sorte. C'est notre position, et nous nous y tiendrons quoi qu'il arrive. Depuis juillet 1967 (date de la conquête de Jérusalem-Est), il y a un consensus national en Israël sur cette question. Les Américains connaissent notre position. Ils comprennent bien que pendant la période intermédiaire, la ville ne sera en aucun cas placée sous la juridiction transitoire des Palestiniens.

« Mais pourquoi les Palestiniens, qui ont à Jérusalem l'essentiel de leurs institutions, renonceraient-ils à leur revendication sur la partie orientale de la ville ? »

« Je ne leur demande pas de renoncer. Je leur répète que nous négocions aujourd'hui

un arrangement intermédiaire qui ne concerne que les territoires sous administration militaire. Jérusalem n'en fait pas partie. - Il sera donc possible d'en discuter dans une seconde phase ?

« Il ne s'agit pas aujourd'hui de négocier le statut final et permanent. Les questions de souveraineté et de frontières seront abordées plus tard, à partir de la troisième année de mise en œuvre de la phase transitoire. Attendons, nous verrons bien quelles questions seront soulevées à ce moment-là. Pour l'instant, je le répète, ce n'est pas à l'ordre du jour. »

« Mais les Palestiniens veulent quand même être sûrs, dès aujourd'hui, qu'ils pourront poser la question de Jérusalem... »

« Au moment de la deuxième phase de négociations, ceux qui y participeront pourront essayer de soulever toutes les questions qu'ils veulent. »

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 4

Mme Veil veut faire des économies sur les dépenses maladie

Les assurés sociaux supporteront l'essentiel de l'effort de redressement

Simone Veil, ministre des affaires sociales, devait présenter, mardi 29 juin, un plan de plus de 30 milliards de francs d'économies sur les dépenses de santé. Les assurés sociaux devront supporter l'essentiel de l'effort, soit une baisse de cinq points du taux de remboursement ainsi qu'une hausse de 5 francs du forfait hospitalier. Parallèlement à une accélération de la restructuration de l'hôpital public, le gouvernement entend aussi obtenir des médecins libéraux un net ralentissement de la croissance de leur activité.



Lire page 19 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

Michel Rocard contre le rocardisme

Les contraintes de l'animation du PS rendent plus difficile l'entreprise de rénovation de la gauche

par Jean-Marie Colombani

Qu'il est dur de reconstruire ! Pendant qu'il s'y attelle, dans son coin, sous le regard hostile de l'Elysée et dans l'indifférence de l'opinion, celle-ci se voit proposer quelques piqures de rappel ; comme s'il fallait surtout éviter de dissiper le parfum de scandale qui avait accompagné la chute des socialistes, pour qu'ils ne se relèvent trop vite : hier le départ désastreux de Jacques Attali, aujourd'hui le soup-

çon contre Bernard Tapie, demain la mise en cause de Gérard Collé à la tête de la Française des jeux... Et pendant ce temps, les sondages, dont il fut si longtemps l'enfant chéri, déçoivent.

Si bien qu'on ne peut pas ne pas s'interroger sur la pertinence du choix fait par Michel Rocard de prendre la tête d'une formation politique si mal en point.

C'est un choix qui, à l'expérience, contredit sa stratégie présidentielle aussi bien que son

projet de « big bang ». Celle-ci, telle qu'elle se profilait depuis qu'il est candidat à l'Elysée - c'est-à-dire depuis des temps immémoriaux - tenait en quelques propositions simples : un homme, plutôt qu'un parti ; une idéologie difficile à enfermer dans le mot « socialisme » ; un projet de recomposition politique allant des communistes critiques aux centristes ; une légitimité assise sur une expertise personnelle de rassemblement. Toutes sont aujourd'hui contre-

dites ; aucune ne peut servir de point d'appui à une perspective présidentielle : l'homme est à la tête d'un parti gravement affaibli ; il est en charge la rénovation des fondements mêmes de l'idéologie socialiste ; il est désespérément seul, car les écologistes, diminués, se déchirent, les communistes orthodoxes sont plutôt renforcés, les centristes sont solidement installés chez Edouard Balladur.

Lire la suite page 8

L'enlèvement de l'Afrique

Ecrasés par leurs dettes, les pays du sud du Sahara semblent condamnés à la stagnation

par Jean-Pierre Tuquoi

Un seul continent a franchi le cap des années 90 plus pauvre qu'il ne l'était dix ans auparavant : l'Afrique. A ce sombre constat d'une décennie perdue, il est vain d'opposer les lendemains qui chantent. L'Afrique subsaharienne, selon un rapport récent de la Banque mondiale, est condamnée durablement au sur-place, avec une croissance économique incapable de s'élever au-dessus de la poussée démographique d'ici à la fin du siècle. Entre-temps, le nombre de pauvres y aura augmenté de moitié. Ils seront 300 millions en l'an 2000, assure la Banque mondiale, soit un habitant sur deux.

S'agissant d'un continent qui fait le part belle à l'économie informelle, sans doute faut-il se méfier de statistiques calculées sur des modèles occidentaux. Souvent, l'essentiel leur échappe. Et ces lacunes expliquent que les pays réputés les plus pauvres ne soient pas toujours ceux qui connaissent

les pires conditions de vie. La marginalisation de l'Afrique subsaharienne n'en est pas moins réelle. Un chiffre le résume : la part de l'Afrique noire dans le commerce mondial. En baisse constante depuis des années, elle ne dépasse pas 2 % aujourd'hui. Huit fois moins que celle des pays asiatiques en développement.

Feuille des élites, chute des cours des matières premières - l'une des rares sources de devises - calamités agricoles... Pour expliquer les difficultés de l'Afrique, les raisons ne manquent pas. A tous ces handicaps, il faut ajouter le fardeau d'une dette qui pèse sur le continent et l'asphyxie chaque année davantage. En 1992, elle s'élevait à 290 milliards de dollars (1 600 milliards de francs au cours actuel) pour l'ensemble de l'Afrique. Depuis 1980, elle a été multipliée par deux. Et même par trois si l'on s'en tient à l'Afrique subsaharienne (183 milliards de dollars).

Lire la suite et nos informations page 20

Sagan



« Un être très gracieux, ce sera celle du tragique, d'ailleurs, plus qu'il ne se font plus rares, et cette prise si bien élevée, comme attentive à ne pas décevoir. »

Julliard

Cuba et le « modèle chinois »

Fidel Castro est entrainé de lâcher du lest au niveau économique tout en maintenant son état politique.

Mais les efforts du régime pour répartir le pécuniaire n'empêchent pas la clochardisation, le chômage et la plongée dans la délinquance d'un nombre croissant de Cubains.

page 5

M. Balladur n'ira pas au sommet de Tokyo

Le premier ministre ne se rendra pas au sommet des sept pays industrialisés qui se tiendra à Tokyo du 7 au 9 juillet.

M. Balladur a affirmé qu'une position « commune » serait arrêtée avec le président de la République, qui y participera, et qu'il n'y aurait pas d'accord tant que les Américains n'auraient pas levé les sanctions frappant les avions européens.

page 19

Matisse de nouveau à Nice

Le Musée de Cimiez, qui regroupe des œuvres offertes par le peintre et sa famille, a rouvert ses portes après avoir été rénové.

page 16

La mort de Boris Christoff

Le chanteur bulgare, qui s'illustra notamment dans Boris Godounov, s'est éteint le 28 juin à Rome.

page 16

A L'ÉTRANGER : Maroc, 0 DH ; Tunisie, 880 m ; Algérie, 2,50 DH ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 5 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Une « autre politique » ?

Après « Munich »

par Max Gallo

Philippe Séguin dément-il l'une des élites de la profonde mutation politique dont chacun sent bien que la France a besoin ? Qui peut imaginer en effet que Balladur, Barre, Giscard, Rocard, Delors, l'un homme de transition, les autres personnalités enfoncées jusqu'au cou dans le passé, pourront conduire le renouvellement radical qu'exige la crise ? Philippe Séguin saura-t-il, dans ces conditions, être l'un des éléments moteurs du rassemblement républicain qui se cherche sur les décombres d'un Parti socialiste converti au libéralisme et au monétarisme, d'une gauche alternative bégayante et d'une droite parlementairement puissante mais enclavée dans les mêmes dogmes économiques, la même conception d'une Europe maasrichtienne ou tentée par un populisme sécuritaire ? Saura-t-il être autre chose qu'une carte dans un jeu présidentiel, aliéni d'une droite politicienne ? Saura-t-il en somme être dans la tradition de de Gaulle de 1940-1943, constituant le CNR avec la gauche résistante, ce qui avait supposé des ruptures franches avec son milieu d'origine ? Il ne faut préjuger de rien et ne pas à Philippe Séguin aucun procès d'intention. Noter au contraire que sa campagne contre le traité de Maastricht, son attitude et ses derniers propos dessinent une personnalité exigeante et courageuse, cherchant, comme il l'a dit, à se placer à la « hauteur de l'histoire ».

Car l'histoire est impitoyable avec ceux qui aspirent à jouer un vrai rôle et non simplement à gérer habilement une carrière.

Puisque Philippe Séguin estime à juste titre — que nous subissons un « Munich social », puis qu'il pense qu'il faut accomplir une « révolution culturelle », alors il doit s'interroger sur les moyens politiques permettant de sortir la France de cette orientation suicidaire.

Or celle-ci a été mise en œuvre depuis une vingtaine d'années par la droite et les socialistes libéraux. Ils ont les uns et les autres affirmé que la nation était une forme obsoète, qu'un seul choix nous était offert : celui d'une Europe libérale dont le traité de Maastricht a été l'expression. Ils ont jugé qu'il fallait en finir avec l'exception française (dont la future organisation de la banque centrale est le modèle) la réalité du pouvoir. Ils ont affirmé, et continuent d'affirmer — qu'il suffisait d'attendre la reprise mondiale, et ils ont refusé de voir qu'en se soumettant ainsi à une idéologie monétariste et euro-peiste, ils détruisaient non seulement la nation et la République mais aussi une construction européenne indispensable, fondée sur des politiques communes.

Un nouveau pacte républicain et social

Ils ont nié les conséquences désastreuses de ces choix tant sur le plan social que sur celui de la vie démocratique. Et droite et gauche libérales, économistes, se sont retrouvées en 1992 sur les mêmes estrades pour défendre le traité de Maastricht.

À gauche, parce que nous nous élevions contre cette politique — et ce depuis plusieurs années — nous avons subi la barge, l'ironie et l'insulte : nous étions les adeptes d'un « nationalisme pauvre », « franchouilleries » et « pétroliers » nous étions des « orchaques » et pourquoi pas des « Doriot de sous-préfecture ».

Philippe Séguin a été plus respecté, plus écouté. Et pourtant ce sont les vieux départements de gauche, la majorité des couches sociales salariées — la majorité de la population active — bref, les électeurs traditionnels de la gauche qui ont voté « non » au référendum. (Et le mouvement des citoyens est né durant cette campagne et il s'est implanté à partir de ces résultats.) C'est dire qu'une politique anti-libérale, affirmant qu'une réorientation de la construction européenne, que l'indépendance nationale, la maîtrise des choix monétaires sous contrôle démocratique, le rôle de l'Etat-nation sont nécessaires, ne peut trouver ses appuis principaux que si elle rencontre l'adhésion des citoyens qui sont enracinés dans les valeurs de la gauche. De Gaulle l'avait compris. Ce sont ses pairs qui l'ont condamné à mort. Et c'est Jean Moulin, homme du Front populaire, qu'il a choisi pour le représenter en France.

D'ailleurs Philippe Séguin va entendre, entendre, les réquisitoires de ceux qui, à droite et à gauche, ont choisi le libéralisme et le monétarisme, parce qu'il n'est jamais facile de résister. On l'accuse déjà d'avoir opté pour « le

rétro et les antiquités » et presque d'avoir trahi son pays : « Quand on a du talent et qu'on aime son pays, on le défend à l'extérieur de nos frontières et on n'offense pas un gouvernement qui est en train de gagner » (Gérard Longuet). Ou va lui reprocher de vouloir « isoler la France » ou bien d'« emboucher le clavier de Dérouté ».

Certes, on va le faire avec prudence d'abord, car les politiciens sont bien que le pays bouge. On a même vu les socialistes voter contre la dénationalisation de la Banque de France, qu'ils avaient acceptée en soutenant le traité de Maastricht. Il peut y avoir d'autres retournements. Mais quand il s'agit de passer des mots aux actes, c'est-à-dire de rompre avec cette politique, alors, s'il n'y a pas d'élan populaire, tous ceux qui ont depuis plus de vingt ans cédé pas après pas se retrouveront. Comment pourraient-ils dévier ceux qui ont bâti toute leur carrière et leur projet sur une orientation donnée ? Quand Janès tentait de convaincre la classe dirigeante française des dangers de l'alliance France-Russe, il était accusé d'être un agent de l'Allemagne. Et des millions de Français ont payé avec leur vie — et leur argent — cette politique obstinément ponsnauvise, même quand les faits en montraient les risques.

Dans ces conditions, si le pays et l'Europe ont réellement besoin de rompre avec des choix qui conduisent dans toute l'Europe à un « Munich social », la résistance ne peut s'organiser que sur de nouvelles lignes, ou rupture avec les divagations actuelles. C'est autour d'un nouveau pacte républicain et social, aussi ambitieux que celui du

CNR, adapté aux circonstances présentes qu'il faut concevoir ce rassemblement.

Cela veut dire que si la droite et la gauche doivent continuer d'exister, il faut que, au-delà des tactiques politiciennes, se dégagent en leur sein, des hommes qui, sur les questions centrales du moment — le rôle de la nation, celui de l'Etat, les valeurs républicaines, les limites du marché, ou certain type de coconstruction européenne — se retrouvent. Disons-le : cette rencontre paraît difficile. Philippe Séguin peut avoir la tentation — légitime — de rallier son camp d'origine à sa ligne et réussir à entraîner derrière lui une majorité de l'opinion.

Après tout, le de Gaulle de 1956 a réussi, à partir de la droite et de l'extrême droite même, à reconquérir le pouvoir. Puis à mener sa politique.

Mais le tissu social du pays, son économie, son identité, n'étaient pas à ce point lacérés et la situation internationale était moins grave.

C'est d'un élan autrement puissant que la France a besoin, elle qui compte sans doute 4 à 5 millions de personnes « prisotières » du chômage et de la précarité du travail.

Nous sommes bien entrés dans une époque d'« années noires » après Maastricht. Et ce n'est point d'abord d'habileté et de calcul que le pays a besoin, mais d'audace, d'énergie et de foi, de regroupements nouveaux. Faisons le pari qu'il saura reconnaître ceux qui, vraiment, auront pris ce risque-là.

► Max Gallo est député européen et porte-parole du Mouvement des citoyens.

Enfer ou paradis

par Lionel Stoléru

Aujourd'hui, le chômage est l'enfer. Comme le disait La Fontaine à propos de la peste, « ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient atteints ». Il y a des chômeurs qui se suicident, il y a des êtres humains détruits par le chômage, il y a tous ceux qui sont atteints de la peur d'en être victimes. Drogue, violence, même sida, ce sont pas des du chômage, mais s'en alimentent.

Hier, ou un peu plus loin, le chômage était pourtant le paradis. Adam et Eve vivaient sans travailler dans un jardin où tout se faisait tout seul. Le péché d'Eve fut la cause par laquelle l'humanité reçut ce terrible châtiment : « Tu gagneras ta vie à la sueur de ton front ».

Ah, prenons un peu la mesure de ce qui se passe dans nos sociétés et posons-nous la question : ces robots qui font notre travail nous amèneront-ils demain en enfer ou au paradis ?

Redistribuer l'emploi

J'ai vu, comme chacun, le Charlot des Temps modernes qui vivait son écrou sur les épaules de montage. Faut-il regretter le robot qui l'a supprimé ? J'ai vu, comme jeune ingénieur des Mines à Douai, la vie de ceux qui allaient à la sueur de leur front et au risque de leur vie ou de leurs poumons, arracher le charbon à Lens ou Béthune pour alimenter les centrales thermiques. Faut-il regretter le nucléaire qui a fermé les mines ?

Economiste, j'ai lu ou entendu tous ceux qui expliquaient de 1945 à 1973 que plus on faisait de croissance, plus on faisait de croissance. Et c'était vrai, j'ai entendu

ensuite tous ceux qui, de 1973 à 1993, expliquaient que plus on faisait de productivité, plus on faisait de chômage. Et c'était vrai. Mais j'attends toujours celui qui saura expliquer pourquoi une même cause, la productivité, a pu produire deux effets opposés : le bonheur pendant trente ans, le malheur pendant vingt ans.

Que n'avez-vous cherché votre vérité, me dira-t-on ? Je l'ai fait. Secrétaire d'Etat au travail de Raymond Barre, j'avais demandé dès 1977, et obtenu, que l'OCDE convoque une réunion internationale sur le « plein emploi en croissance modérée ». Ce fut une totale déception, où la question fut éludée par cette incantation à la relance que j'entends encore aujourd'hui.

Pourtant, les chiffres sont accablants. Avec cent mille emplois créés par point de croissance, il faudrait 30 % de croissance pour résorber le chômage actuel ! Or non seulement c'est impossible, mais c'est l'inverse qui se produit : la productivité continuera à croître de 7 % à 10 % par an jusqu'en l'an 2000, alors que la croissance ne peut raisonnablement pas dépasser 3 % à 4 %. Saint-Gobain va supprimer quatre mille emplois ? Mais cela fait vingt ans qu'il augmente sa production en diminuant de moitié ses effectifs par décaunie. Et Peugeot ? Et Renault ? Ils peuvent robotiser, et donc ils doivent robotiser une grande partie des postes

de production. Et les banques et les compagnies d'assurances ? Elles peuvent assurer le même service avec deux fois moins de personnel. J'entends comparer 1993 à la crise de 1929. Fantastique erreur : en 1929, la production chutait en même temps que l'emploi et il fallait donc remettre tout le monde au travail. En 1993, la production augmente tandis que l'emploi baisse. La machine ou l'ordinateur remplace l'homme.

D'où une première conclusion qui fera frémir certains, tellement elle remet en cause le discours officiel : si l'on peut produire plus en travaillant moins, tant mieux. Alors, en effet, il sera possible de redistribuer la richesse et de redistribuer l'emploi. Lutter, au nom de l'emploi, contre la productivité, c'est lutter contre l'enrichissement national et contre le progrès du niveau et du mode de vie de l'homme.

D'où une seconde conclusion encore plus révolutionnaire : travailler 39 heures en 1993 comme en 1983 alors que dix ans de forte productivité sont passés par là, c'est une aberration absolue. Voilà un siècle que la durée du travail haïsse au rythme de la productivité : nous travaillons moitié moins que nos grands-parents. Ce mouvement historique s'est arrêté en 1983, alors même que la productivité s'accélérait. Pourquoi ? Les décisions de François Mitterrand sur le passage autoritaire de 40 heures à 39 en sont en grande partie responsables : tout le monde sait que, si le gouvernement n'avait pas touché à cette durée du travail en 1982-1983, 000 seulement nous eussent été restés à 40 heures mais nous serions déjà à 35 ou 36 heures, par simple prolongation des tendances passées.

D'où une troisième conclusion : protéger l'enrichissement national, c'est protéger notre économie contre des forces mondiales qui peuvent surenchérir sur notre capacité à produire, nous ruiner à la fois en richesse et en emploi, et dès lors nous conduire en enfer. Je suis contre le protectionnisme car nous serions aujourd'hui beaucoup plus pauvres et nous aurions aujourd'hui beaucoup plus de chômeurs si nous étions restés franco-français dans l'Hexagone. Mais je suis pour une préférence européenne qui organise une prospérité globale dans les trois zones qui la composent : les douze pays de la Communauté échevinant vers l'union monétaire et l'union politique, l'ensemble des pays européens de l'ALEE et de l'Europe de l'Est, l'ensemble des pays du tiers-monde liés à l'Europe par les accords de Lomé. Je travaille actuellement comme conseiller économique du président d'Ukraine : je vois bien toutes les difficultés, mais je vois aussi et surtout que, quand je suis à Kiev, je suis en Europe autant que quand je suis à Paris. Voilà notre territoire : nous l'organisons nous le mettons en valeur, tantôt avec, tantôt contre la zone américaine ou la zone asiatique, selon nos intérêts.

Une partie de ce discours — une partie seulement, et en tout cas pas celle sur l'Europe — recoupe l'analyse récente de Philippe Séguin. Je n'aurai pas la cruauté de déplorer qu'il n'ait ni exprimé ni appliqué le moindre début de telles idées quand il était ministre du travail de 1986 à 1988. Mieux vaut tard que jamais si nous parvenons à faire comprendre aux Français en quoi le monde est en train de changer en profondeur.

Aujourd'hui, le diagnostic du fléau du chômage est clair : depuis vingt ans, et pour encore dix ou vingt ans, c'est le génie technologique de l'homme qui crée l'abaissement du chômage en permettant de produire beaucoup plus en travaillant beaucoup moins.

Si nous ne savons pas trouver au dehors l'équilibre entre ce même génie de l'homme européen, de l'homme américain et de l'homme asiatique, si nous ne savons pas, au-dedans, répartir la richesse et le travail au rythme de ce progrès, alors nous allons vers l'enfer.

Mais si nous savons piloter ce changement de civilisation, à la fois au niveau mondial et dans notre société, alors il faut dire que ce génie de l'homme nous ouvre une perspective vers le paradis perdu.

► Lionel Stoléru est ancien ministre.

Du côté de Méline

par François Hollande

Le protectionnisme a trouvé en France son champion. Et finalement, tant mieux. Il est sain, dans une démocratie, que les exceptions trouvent leur porte-parole. Quant à l'image, deux mois après sa victoire, d'une droite se déchirant à belles dents et d'un premier ministre déjà condamné par ses propres amis, elle suscitera bien entendu quelques fous rires au sein d'une gauche encore sous le choc et qui se plume pour y croire.

Mais tout cela serait à la fois cocasse et savoureux si nous ne constatons dans notre pays et notamment à l'indépendance des élitaires, une soudaine contagion de thèmes qui sont aux marchandises ce que celles de M. Pasqua sont aux hommes. « Commerce zéro », voilà le nouveau slogan.

Des rangs du patronat émerge, en sus de la ritournelle épuisée de la baisse des charges, l'ardente illusion qu'un franc libre, deux points de moins du taux d'intérêt et quelques contingents douaniers permettront

de retrouver mécaniquement le chemin de la croissance et de l'emploi. Alors que ce qui fait problème, c'est l'atonie même de la demande et l'instabilité des règles du jeu au plan mondial. Au nord du peuple français d'autres réclament des clauses de sauvegarde, des tarifs et des barrières tout en prétendant crever pour le développement du tiers monde dont les avantages s'arrêtent où commencent nos privilèges. La cause de la lutte contre le chômage a bon dos. Elle camoufle les intérêts de corporatismes passés maîtres dans les chantiers électoraux ou les rejets d'un capitalisme qui n'aime l'Etat que tant qu'il le protège. La multiplication des mesures protectionnistes aboutirait au retour du bilatéralisme, voire au développement d'un néo-mercantilisme fondé sur la protection du marché intérieur et la conquête, par tous les moyens, y compris monétaires, des marchés extérieurs. Les unions douanières ne seraient admises que pour autant qu'elles éliminent des barrières vis-à-vis des tiers.

Philippe Séguin voit des Munich partout : il a sans doute raison : les modes, les humeurs et le populisme ont fini par faire passer des comportements de défiance pour des communications de victoire, des facilités de langage pour des discours courageux et une politique de l'autruche pour une autre politique.

Nul doute qu'Edouard Balladur a déjà perdu son pari. La reprise s'est égarée dans le trou noir des projections macroéconomiques. Il a péché par orgueil et par incompréhension de la crise. Le succès de son emprunt n'y changera rien. Mais ce n'est pas parce que les recettes de Pinay n'opèrent plus que pour autant Méline avait raison. La gauche serait bien inspirée de ne pas laisser le débat politique s'organiser autour de ces deux « monstres sacrés ».

► François Hollande est membre du bureau exécutif du PS et fondateur du Combat pour l'aspirer à gauche.

Dons « Manière de voir » : « Les frontières de l'économie globale »

Un monde déchiré

par Alain Lipietz

RAREMENT la précieuse série « Manière de voir » du Monde diplomatique aura aussi bien mérité son nom (1). D'abord elle donne à voir, de manière saisissante, condensée, argumentée mais aussi synthétique, notre monde tel qu'il est en cette fin de siècle.

Un monde déchiré : la mondialisation est en même temps ségrégation. Ségrégations internes au monde développé : nos sociétés ne sont plus unies et divisées par le rapport salarial, mais, en fait, par une spirale d'une exclusion croissante. Comme si, grâce au progrès technologique, une partie croissante de nos sociétés ne valait même plus la peine d'être exploitée ! Même chose au niveau mondial : un « techno-apartheid » oppose de plus en plus le monde développé à un tiers-monde qu'il n'est même plus la peine d'exploiter. Sauf en quelques poches de mise en valeur de la ressource, on fait produire des marchandises par une force de travail surabondante qui ne peut même plus rêver d'avoir accès à ce qu'elle produit. A son tour, ce flux de marchan-

dises venues de pays à salaires quasi nuls vient anéantir ce qui reste de travail à basse qualification dans le monde développé. Quel avenir alors pour la frange croissante des exclus du savoir ? Un rôle de serviteur des nantis et des compétents.

Puissants outils de cette déchirure : le dictateur monétariste dont les grands prêtres siègent au FMI, couplée à une libéralisation des échanges que ne régule aucune dimension transnationale de la législation sociale, comme l'Europe de l'Acte unique et de Maastricht en offre le plus bel exemple, laissant ainsi la démocratie sans voix face à l'impératif de compétitivité, devenu principe vide de sens. Cette perte du sens de l'activité économique, qui n'a plus l'excuse d'assurer le bien-être collectif à travers la recherche de l'intérêt individuel, explique sans doute cet extraordinaire retournement qui transforme le progrès local (libéralisation, technologie, compétitivité) en drame global.

Que faire alors ? La troisième partie du recueil (« Vers une révolution de travail ») indique des solutions d'un tel bon sens qu'elles en

deviennent utopiques : le partage du travail, la conquête du temps libre, la mobilisation des exclus, non pas pour le service de plus riches qu'eux, mais pour le service du bien-être collectif...

On pourra, bien sûr, critiquer quelques faiblesses. Ainsi, le dynamisme (sans doute socialement et écologiquement avoué, mais dynamisme quand même) de l'Asie de l'Est est, comme souvent, oublié.

La crise écologique globale correspond, dans le rapport homme-nature, à ce que le recueil exprime de façon saisissante des rapports entre les humains eux-mêmes, est à peine évoquée (elle fait, il est vrai, l'objet des n° 9 et 15 de la série). Mais cet appel à changer nos manières de voir est en la même une œuvre de salut public : une leçon de démocratie et d'écologie véritable.

(1) « Les frontières de l'économie globale », « Manière de voir » n° 18, le Monde diplomatique éd., mai 1993, 42 F. En vente dans les kiosques.

► Alain Lipietz est économiste, directeur de recherches au CNRS, auteur, entre autres, de Vert équilibre, La Découverte, 1993.

BOSNIE-HERZÉGOVINE : les tentatives d'organisation en trois provinces

Marchandages territoriaux et découpage au canon

Serbes et Croates ont fait état lundi 28 juin, à l'issue des pourparlers de Genève, de « progrès » sur les principes d'organisation de la future Bosnie-Herzégovine. Les médiateurs internationaux David Owen et Thorvald Stoltenberg ainsi que leur porte-parole ont affirmé que ces pourparlers, auxquels le président Alija Izetbegovic a refusé de participer, n'avaient pas porté sur le découpage des provinces bosniaques. Des sources diplomatiques concordantes indiquaient cependant qu'un marchandage sur les territoires était dans l'air entre Serbes et Croates.

Le chef des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et celui des Croates Mate Boban, qui sont sortis très satisfaits de leur rencontre avec les médiateurs, ont implicitement reconnu que des propositions sur des échanges de territoires avaient été formulées. Elles vise-

raient à garantir aux Musulmans (qui contrairement aux deux autres communautés de Bosnie n'ont pas de République « sœur » voisine sur laquelle s'appuyer) un accès au réseau fluvial danubien et un accès à la mer.

Selon des diplomates, les médiateurs suggéreraient ainsi un accès pour les Musulmans à la rivière Sava (affluent du Danube, frontalière entre la Bosnie et la Croatie) en proposant aux Serbes une bande sur la rive gauche de la Sava, c'est à dire en Croatie, leur garantissant la « continuité territoriale » qu'ils réclament. En échange, Zagreb se verrait proposer l'arrière-pays de Dubrovnik, qui se trouve en Bosnie, dans une région sous contrôle serbe.

Réunion de la présidence à l'aéroport

Une partie de la présidence collégiale était à Genève lundi, sans toutefois M. Izetbegovic et son adjoint Ejup Ganic, qui, ayant rejeté le projet de division de la Bosnie en trois provinces sur

lequel Serbes et Croates se sont entendus il y a une dizaine de jours, boycottent les négociations de Genève. Une réunion de la présidence collégiale au grand complet a cependant été annoncée à Genève d'abord pour mercredi, puis pour ce mardi. Elle devrait se tenir à l'aéroport de Sarajevo. MM. Owen et Stoltenberg ne devaient pas y participer, se réservant pour une seconde réunion en principe prévue quelques jours plus tard.

Les résultats des négociations en cours à Genève « seront adressés, par écrit, à la présidence collégiale », y compris au président Izetbegovic resté à Sarajevo et « que nous n'avons jamais voulu exclure », a déclaré le porte-parole des deux médiateurs. Ces derniers doivent d'autre part présider jeudi une réunion avec des représentants des pays associés à la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie (CEE, États-Unis, Russie notamment) pour faire le point des discussions en cours.

Dans les milieux diplomatiques à Genève, on soulignait lundi que

la question de la Krajina (province contrôlée par les Serbes en République croate) est également essentielle et liée aux marchandages territoriaux qui pourraient avoir lieu sur la Bosnie.

De violents affrontements ont continué lundi d'opposer forces croates et musulmanes dans le centre de la Bosnie et forces serbes et croates dans le sud. Les plus violents fuites ont eu lieu dans la région de Maglaj où, selon Radio-Sarajevo, d'importantes unités d'artillerie du HVO croate, appuyées par des chars, ont pillé lundi la petite ville de Zavidovici (20 kilomètres au sud de Maglaj). La 111^e brigade du HVO, qui a pris le contrôle de Zepce, localité située au sud de Zavidovici, pillait et incendiait les maisons musulmanes, toujours selon Radio-Sarajevo, qui a indiqué que les soldats de l'armée bosniaque se sont regroupés et ont lancé une contre-offensive. Des sources croates ont de leur côté affirmé que les combats « pour la libération de Maglaj occupée par les Moudjahidines et les extrémistes d'Alia [Izetbegovic] » étaient entrés dans leur « phase finale ».

Par ailleurs, plusieurs civils serbes ont été blessés lundi dans des bombardements de l'artillerie croate contre un faubourg de Trepnje, ex-Herzégovine (Sud-Est), sous contrôle serbe. Ces combats interviennent après plusieurs semaines de trêve entre Croates et Serbes en Bosnie. Selon des sources militaires, des forces de l'armée régulière de Croatie ont bombardé lundi au canon et au lance-roquette multiple les positions serbes bosniaques et les villages serbes du pourtour de la dépression de Popovlje (entre Dubrovnik et Trepnje), ainsi que les faubourgs de Trepnje, entraînant une riposte des forces serbes.

D'autre part, selon la radio de Zagreb, les forces serbes bombardent depuis lundi matin les environs de Dubrovnik (sud de la Croatie) à partir de leurs positions de Trepnje, à 26 kilomètres au nord-ouest de Dubrovnik (AFP, AP-Reuters).

ESPAGNE : la formation du nouveau gouvernement

Les dirigeants basques acceptent de négocier avec M. Gonzalez

MADRID

de notre correspondant

A l'inverse des Catalans, les Basques du Parti nationaliste basque (PNV) sont disposés à participer au prochain gouvernement socialiste ou, à tout le moins, à signer un pacte de législature. Tel est le résultat des trois heures de discussions, lundi 28 juin, entre le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, et deux dirigeants basques, le président du PNV, Xabier Arzallus, et le président du Pays basque, José Antonio Ardanza.

« Il serait facile que nous nous levions les mains, mais nous sommes dans une situation d'urgence, et nous réglerons les problèmes ensemble ou nous [ironie] tous au diable. Nous n'aurions pas bonne conscience si nous ne nous engageons pas », a indiqué, à l'issue des pourparlers, le responsable du PNV, auparavant très réticent à faire partie de la coalition. Le refus des Catalans et le désir d'assurer la stabilité gouvernementale sont sans doute à l'origine de cette attitude. Une coalition PNV-PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) existe déjà pour diriger le Pays basque. Cela facilite les rapprochements. Cependant, la force d'appoint de ces cinq députés ne suffira pas pour atteindre la majorité absolue, puisqu'il manque dix-sept sièges. Apparemment, M. Gonzalez serait disposé à faire avec, si l'opposition catalane ne se dément pas. Avant de savoir si un portefeuille sera bien attribué aux Basques, une commission conjointe va mettre sur pied une sorte de programme commun.

Par ailleurs, la reprise en main du PSOE par M. Gonzalez, qui en est le secrétaire général, a commencé, afin de clarifier le rapport de forces entre les deux principaux courants. Ces divergences avaient abouti à une crise ouverte et provoqué les élections anticipées du 6 juin. La nomination du porte-parole du groupe socialiste a été la première occasion saisie par le chef du gouvernement pour entreprendre ce qu'il avait appelé pendant la campagne « la nouvelle impulsion démocratique ». En imposant Carlos Solchaga, actuel ministre de l'économie et des finances, pour présider le groupe parlementaire socialiste, d'abord au comité fédéral vendredi dernier puis, lundi, parmi les parlementaires, Felipe Gonzalez a remporté une double bataille contre le numéro deux du PSOE, Alfonso Guerra, chef de file des orthodoxes et opposant au libéral Carlos Solchaga.

MICHEL BOLE-RICHARD

ALLEMAGNE : dirigé contre une famille marocaine

Nouvel incendie criminel

Un nouvel attentat raciste a eu lieu près de Moenchengladbach, dans l'ouest de l'Allemagne. Une femme de trente et un ans, d'origine marocaine, mère de quatre enfants, a été gravement intoxiquée, lundi 28 juin, dans l'incendie de sa maison à Wegberg.

La victime a échappé à la mort grâce à l'arrivée des pompiers, et ses enfants ont pu s'enfuir par le toit. C'est la deuxième fois en deux semaines que cette maison est le cible d'un attentat. Par ailleurs, un

touriste japonais a été roué de coups, dans la nuit de samedi 26 juin, par des extrémistes de droite dans la banlieue de Berlin. Trois hommes ont été interpellés, des néo-nazis âgés entre vingt-quatre et vingt-huit ans. Pour la première fois dans l'histoire politique allemande, le Parti social-démocrate (SPD) a désigné, dimanche 27 juin, un candidat d'origine turque pour le représenter lors des élections au Parlement de Hambourg. (AFP-Reuters, AP)

Nouveau foyer de tension dans les Balkans

Crise entre Athènes et Tirana

La question épilote, qui semblait relever davantage du folklore que du nationalisme explosif, est en passe de provoquer une grave crise entre Tirane et Athènes : en représailles contre l'expulsion d'un ecclésiastique grec d'Albanie pour activisme nationaliste, le gouvernement grec procède depuis dimanche 27 juin à des expulsions massives de travailleurs albanais, arrêtés puis ramenés à la frontière par milliers ces derniers jours.

C'est, de nouveau, l'attitude de l'Eglise orthodoxe grecque, et son militantisme au-delà des frontières de la Grèce qui sont en cause. A l'origine, couve un contentieux entre Tirane et Athènes sur la nomination d'un exarque grec en 1991 pour réorganiser l'Eglise orthodoxe albanaise qui, comme les autres confessions, avait été pratiquement éradiquée par l'athéisme officiel sous le communisme. L'exarque, Mgr Anastas (1), un homme fin et plutôt modéré, parvient à se faire accepter par les autorités albanaises qui, en revanche, refusent la nomination de ses trois métropoles, également grecs.

La question est particulièrement sensible à Gjirrokastër et dans le sud de l'Albanie, considéré par les Grecs comme l'Épire du Nord, c'est-à-dire, pour les plus nationalistes d'entre eux, comme une région qui devrait être rattachée à la Grèce pour que l'Épire se trouve réunifiée. C'est là qu'est concentrée la minorité grecque d'Albanie, dont l'importance varie, selon les estimations, de 60 000 à 400 000 personnes et qui jusqu'ici vivait en parfaite entente avec la population albanaise.

Mauvais traitements

L'incident qui a provoqué la poussée de fureur actuelle s'est produit avec l'arrivée à Gjirrokastër, le 24 juin, d'un archimandrite grec, Christosmos Maidonis, qui, selon la version albanaise, a été pris en flagrant délit de distribution de tracts et de cartes en faveur de la réunification de l'Épire.

Le soir même, les autorités albanaises ont demandé à ce prêtre, qui apparemment se rendait régulièrement de Grèce à Gjirrokastër, de quitter le territoire puis, devant son refus d'obtempérer, ont décidé le lendemain, vendredi, de le faire conduire par la police à la frontière, à quelques dizaines de kilomètres de là. Sans incidents, affirme-t-on de source officielle à Tirana. « Avec violence », proteste le chargé d'affaires grec en Albanie.

La riposte d'Athènes n'a guère tardé : depuis samedi, la police grecque procède à des rafles massives de travailleurs albanais - ils sont quelque 300 000 à gagner en Grèce, légalement ou clandestinement, de quoi faire vivre leur misérable pays - qu'elle ramène ensuite à la frontière par autocars entiers. Au total, deux mille à dix mille Albanais ont ainsi été expulsés en trois jours et, selon Athènes, les expulsions se poursuivent mardi matin. Hommes, femmes, enfants, disposant de papiers en

régle ou non, ont été débarqués sans ménagement lundi au poste-frontière de Kakavia, et devant les caméras de la télévision albanaise, plusieurs d'entre eux se sont plaints d'avoir été brutalisés ou battus par la police grecque. A Athènes, le ministère des Affaires étrangères a espéré que ces mesures fassent comprendre aux dirigeants albanais « combien leur faute est grande ».

Le président albanais Sali Berisha a adressé lundi une lettre au secrétaire général de l'ONU et aux missions diplomatiques dénon-

çant les tentatives d'« hellénisation de l'Albanie du sud » qui « constituent un risque de déstabilisation dans les Balkans ».

Déjà en difficulté sur ses autres frontières, avec la Serbie (Kosovo) et la Macédoine, l'Albanie a tout à perdre d'une éventuelle aggravation de cette crise : c'est en grande partie grâce à ses travailleurs en Grèce qu'elle survit.

S. K.

(1) Le Monde daté 5, 15 et 26 avril, AP-Reuters.

DIAGONALES

SARAJEVO, ... juin.

« Jusqu'à la guerre, nous ignorions qui était qui, parmi nous. » C'est le président de l'Académie de la ville qui parle, un toxicologue, au nom d'une vingtaine de savants et d'artistes. Maintenant, il le connaît, car en ces proportions qui traitent dans toute conversation sur le drame yougoslave : douze musulmans, cinq orthodoxes, trois catholiques, un peu à l'image du pays ; mais avant mars 1992, ils sont formels : la question « ne se posait même pas ! »

Cette sainte incuriosité, le président Izetbegovic l'a aussi connue, au lycée, avant l'arrivée de la mondialité. Il n'a su que plus tard qu'il était tant de juifs, tant de catholiques, d'orthodoxes, de musulmans. Il y insiste, dans son bureau dont plusieurs impacts de mortier ont éradiqué les passerelles à l'autrichisme : « La tolérance n'est pas innée, elle s'apprend, mais après bientôt mille ans, elle était devenue aussi naturelle pour nous que de se brosser les dents ».

C'est la force des idées civilisatrices, quand elles sont inscrites dans les siècles et dans la pierre. La vieille ville de Sarajevo en porte témoignage, sous ses bouleversements. Mosquée, église orthodoxe, cathédrale catholique et synagogue dressent ce qui leur reste de symboles monothéistes à quelques dizaines de mètres l'une de l'autre. Leur héritage « se raconte et se répète », disait le Nobel Andrić, auteur de la *Chronique de Travnik*. Dans les décombres de la bibliothèque, bombardée à dessein, on ramasse des pages en toutes langues, et des photos de fiancés à qui importaient peu leurs origines.

Ce refus de considérer la confession de l'autre - ne parlons pas d'ethnie, ce mot lancé par l'agresseur comme une bombe à effet, et repris inconsciemment, - on le retrouve dans les caves sans lumière du journal *Oslobodjenje*. A la tête des lits de camp où se succèdent les rédacteurs, tels des sous-marins en plongée, se mêlent des patronymes aux désinences que les « épurateurs » voudraient ennemies. Cette promesse de victoire renforce celle des 5 000 exemplaires diffusés chaque jour avec les moyens du bord.

L'Occident parle d'un inextricable conflit de bords, et il croit l'apaiser avec des charcuteries de frontières, alors que c'est à une idée de creuset culturel qu'en veut l'agresseur. Une idée européenne, de surcroît, ce qui rend nos victimismes plus inexplicables et, pour les victimes, presque tristes. « Depuis la dernière conférence européenne, nous sommes en danger de mort », répète le président Izetbegovic. Pour lui, l'Europe se devrait de condamner des idéaux nationalistes, racistes et fascistes

Admiration

qu'elle a combattus naguère comme mortels pour elle, et qui la défient aujourd'hui autant qu'ils ruinent les Balkans.

L'Académie de Sarajevo situe, elle aussi, le débat à ce niveau de civilisation. « Qu'attendez-vous pour prendre le rôle d'un front antiraciste des intellectuels, sur les traces de Romain Rolland et de Gorki ? », s'impatiente un historien, doyen de la compagnie.

Que cette institution s'élève toujours n'est qu'un signe, parmi d'autres, de la stupéfaction des habitants de la ville martyre. Quinze mille de blocus, une cité à la casse, des tours torrides comme des brandons éteints, pas une façade qui ne soit criblée d'impacts, quatre facultés entières, 10 000 morts, dont 30 % d'enfants, deux stades changés en cimetières, une économie de survie distribuée, faite de ressources et de manna - à chacun selon ses besoins. L'idéal final de Marx, en somme, - plus d'électricité ni d'eau, ni d'égouts, les épidémies qui emmènent, l'hôpital bombardé exprès, les rafales qui continuent de déchirer un silence de ville morte, de nuit comme de jour... Et malgré cela, entre deux files d'attente aux rares points d'eau, les assésés qui traversent en courant les avenues ébouffantes, les gosses à trois par vélo, l'*Oslobodjenje* qu'on s'arrache, hier-jour au Théâtre municipal, et, l'autre soir, tandis que les aviateurs se tiraient à coups de salves aveugles, des jeunes mariés pendant la crémation d'une maison sans fenêtre, et à l'invitation à la fête le général Morillon...

Cette rage de croire à un avenir, les Français « occupés » de 1940-1944 s'y reconnaissent, comme dans les croisillons de papier sur les vitres. Dans ces cas-là, le superflu aide à se passer du nécessaire. La culture retrouve son rôle d'aliment vital, l'humour fait oublier le fait et l'accomplissement.

Il n'empêche que la flamme ne couvrirait pas si l'ONU et ses mandataires, tant décriés à l'« arrière », n'avaient pas erré, tant bien que mal, le défilément. Les Bosniaques n'étaient pas préparés à une telle étiquette surprise : pas d'uniformes ni d'armes étiquetées, un commandement improvisé, etc. Aucun espoir ne serait permis entre les « VAB », dont les blindages blancs et les lanternes bleues ont pris la teinte d'acier des pites surchauffées, sans les soldats égyptiens, pakistanais, américains ou canadiens qui assurent le suivi, mitrailleurs braqués vers les tireurs de toits, sans les militaires européens, tout à la fois de découvrir sur le terrain le fond de sensibilité commune que

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

de l'Académie française

EUROPE

HONGRIE

Les statues socialistes
au musée

BUDAPEST

de notre correspondant
La Hongrie a symboliquement immortalisé, non sans humour, quarante années de son histoire : dimanche 27 juin, à l'occasion des festivités qui devaient marquer le deuxième anniversaire du départ des troupes soviétiques, la ville de Budapest, dirigée par le diadème de longue date Gábor Demszky, a inauguré le premier musée en plein air des statues socialistes dans un ancien État du bloc soviétique.

A l'ombre du monument aux « martyrs », et sous le regard bienveillant de deux colosses de l'armée rouge, une troupe parcourt une cérémonie officielle des années 50, avec son cortège de pionniers, de héros du travail et ses discours en jargon communiste, et joyeusement célébré la naissance de ce pays d'attractions d'un genre particulier, qui sera ouvert au public le 1^{er} août.

Une sage ironie

Étalé sur 4 hectares à la périphérie de la ville, le musée regroupe une quinzaine de statues et une dizaine de plaques commémoratives de l'ancien régime. C'est d'ailleurs l'un des rares endroits en Hongrie où il est encore possible d'observer sans crainte des drapeaux rouges, depuis la récente interdiction de l'utilisation publique

des sigles communistes, sauf à des fins « culturelles » ou « éducatives ».

Histoire oblige, les statues des pères fondateurs du socialisme, Marx, Engels, Lénine, sont nichées aux deux extrémités du panthéon néo-classique dressé à l'entrée du musée. Les autres reliques ont été réparties en trois groupes : les événements historiques, les figures politiques, et le monument aux « libérateurs » de 1945, revenus en 1956 pour marquer l'annexion hongroise. Au milieu des fleurs en forme d'étoile rouge qui ornent jadis l'entrée du Pont des chaînes de Budapest, et pour terminer le balade, un autre clin d'œil : un mur.

L'ouverture du parc a été précédée d'une vive polémique entre partisans de la destruction et partisans de la conservation de ces statues, sans que soient mentionnées ceux qui voulaient les vendre - à qui ? - pour révéler les fondations « vitales » du communisme. « Nous avons voulu éviter deux extrêmes », insiste Miklós Marichall, le maire adjoint de la capitale, chargé de la culture : faire un Disneyland socialiste qui aurait tourné en dérision l'Histoire, et créer un lieu au sérieux trop forcé. Le résultat est typiquement hongrois : un compromis teinté de sage ironie.

YVES-MICHEL RIOLS

SLOVAQUIE : en butte
à de sérieuses difficultés économiquesBratislava s'engage
à mener une politique d'austérité

Après plus de cinq mois de négociations difficiles, le gouvernement slovaque s'est engagé, mardi 15 juin, un protocole avec le Fonds monétaire international (FMI) sur sa politique économique. Bratislava s'est engagée à mener une politique d'austérité afin de réduire le déficit budgétaire et freiner l'inflation et recevra en contrepartie un prêt de 90 millions de dollars. Cet accord risque de remettre en cause la paix sociale qui règne en Slovaquie depuis la chute du communisme en 1989.

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial
Un an après avoir été porté au pouvoir en promettant d'assurer le bien-être social à ses concitoyens, le premier ministre Vladimír Mečiar est contraint de revoir sa copie. Indépendance depuis six mois, la Slovaquie est plongée dans une grave crise économique : la chute de la production s'est poursuivie, l'inflation frise les 15 %, le chômage touche 13 % de la population et le budget de l'État accuse un déficit de 3 milliards de francs (5 % du PIB annuel).

Déjà particulièrement affectés par la thérapie de choc menée au niveau fédéral par l'actuel premier ministre tchèque Václav Klaus, les Slovaques, qui ont cherché leur salut dans l'indépendance et une transition vers l'économie « sociale » de marché, déchantent. La Slovaquie n'a pas renforcé sa position internationale, les investisseurs étrangers ne se précipitent pas et sont même moins nombreux que les années précédentes, les promesses sociales sont restées lettre morte et le niveau de vie de la population a baissé.

Pressés par leur base, les syndicats - ouvriers comme agricoles - ont été contraints d'organiser ces dernières semaines des manifestations qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes. « La situation est très tendue dans les entreprises, les gens s'impatientent », constate le président de la Confédération slovaque des syndicats (SKOZ), Alojz Engliš. « Nous avons laissé un délai au gouvernement pour répondre à nos revendications économiques et sociales. Si la réponse ne convient pas à la base, la situation sera explosive », déclarait-il avant la signature de l'accord avec le FMI.

Les premières conséquences de l'acceptation des conditions du

FMI - à l'exception de la dévaluation de la couronne que M. Mečiar refuse pour des raisons surtout psychologiques - ont été immédiates. Le gouvernement, qui devait discuter de projets de lois sociales, pour tant déjà fortement impopulaires, a dû les rejeter car leurs dispositions seraient « trop peu restrictives ». Le FMI a ainsi imposé au gouvernement slovaque la nécessité de faire des économies de 1 milliard de francs sur ses dépenses en limitant la hausse des salaires et en modifiant sa politique sociale, ce que Bratislava avait refusé en février dernier, lors d'une première mission du FMI en Slovaquie.

L'Europe aimerait
nous voir à genoux

Aussi les Slovaques commentent-ils à reconstruire leur vision du FMI, présent il y a encore quelques mois, comme l'ami qui veut du bien à la Tchécoslovaquie par les dirigeants ultra-libéraux de Prague et Bratislava. « Le FMI et l'Europe occidentale aimeraient sûrement nous voir à genoux pour ne plus craindre notre concurrence et nous vendre leurs excédents », estime Ľubomír Alaxa, responsable agricole à Nové Zámky (sud de la Slovaquie). « C'est un diktat antisocial qui n'apporterait rien de bon à la Slovaquie », estime de son côté Bohumil Moravec, un des dirigeants du Syndicat des métallurgistes.

Conscient de l'impopularité des mesures qu'il devra mettre en œuvre, M. Mečiar a décidé de prendre les devants en sacrifiant ses ministres de la santé, de l'éducation et des privatisations, particulièrement contestés, y compris à l'intérieur du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS). Ce réaménagement ministériel se produit au moment où la crise politique, ouverte par le départ du Parti national slovaque (SNS) de la coalition gouvernementale le mars dernier, prend fin avec le retour du même SNS, qui devrait obtenir deux à quatre portefeuilles, écartant l'éventualité d'élections anticipées par l'opposition.

Le gouvernement minoritaire de M. Mečiar, qui a chuté dans les sondages, son parti ne recueillant plus que 15 % des intentions de vote à la fin mai, a besoin d'un second souffle. Le nouveau cabinet devra agir vite. Pour M. Moravec, « les retours de vacances seront douloureux, beaucoup de portes d'usine resteront closes ».

MARTIN PLICHTA

Un entretien
avec Itzhak Rabin

Suite de la première page

Pour ce qui nous concerne, notre position est nette : nous n'avons pas à donner des maintenant notre feu vert aux questions que les Palestiniens voudront soulever au moment des négociations finales.

- Vous avez décrété le bouclage de Jérusalem. Il y a trois mois, en le justifiant par des raisons de sécurité. Mais il y a quelques jours, vous avez ajouté une motivation politique de taille, en soulignant que l'annexion de Jérusalem-Est devenait à l'heure plus claire sur vos yeux du monde...

- J'ai pris ma décision pour des raisons de sécurité. Cela dit, pour nous, la clôture démontre effectivement que Jérusalem est bien une ville unie sous notre souveraineté.

- Que faites-vous des 150 000 Palestiniens de Jérusalem-Est (1) ?

- Tous les gouvernements d'Israël leur ont offert la citoyenneté israélienne. Très peu d'entre eux l'ont acceptée. C'est leur problème. Je ne crois pas que ce soit aujourd'hui une question essentielle. Si l'on devait en faire un problème primordial, il y aurait tout simplement plus de possibilité d'accord.

- Mais toutes les institutions palestiniennes importantes - religieuses, culturelles, médicales, économiques et politiques - sont situées à Jérusalem-Est. Comment pouvez-vous entendre d'eux qu'elles les abandonnent purement et simplement ?

- Écoutez, il est inutile d'aller plus loin. S'ils demandent Jérusalem, ils peuvent mettre une croix sur les chaises d'un accord.

- La lettre d'invitation que vous acceptez pour les négociations dit pourtant clairement que, pendant la phase préliminaire, toutes les parties s'abstiendront d'actes unilatéraux qui pourraient affecter le statut permanent des territoires. La fermeture de Jérusalem-Est de 1,8 million de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ne viole-t-elle pas la lettre même de ce document ? De surcroît, avec la construction intensive de logements pour Israéliens à Jérusalem, les Palestiniens se disent que, s'ils attendent encore deux ans avant de s'attaquer à la négociation sur la ville, il ne leur restera plus rien à négocier.

- Permettez-moi de vous répéter encore une fois que notre position sur Jérusalem est claire et nette. Point à la ligne. Vous insistez sur cette question. Si le problème de Jérusalem est posé maintenant, il n'y aura pas d'accord. Et les Palestiniens seront les premiers à en souffrir.

- Peut-on imaginer qu'on revienne au moins à la situation précédente, quand Jérusalem-Est était ouverte à tout le monde ?

- C'est vrai, la liberté de mouvement était totale pour les Palestiniens sur l'ensemble du territoire d'Israël. La fermeture freine la liberté de mouvement. Je vous rappelle tout de même que cinquante mille Palestiniens (contre 120 000 avant la fermeture) ont encore aujourd'hui le droit de venir travailler en Israël. Nous facilitons autant que possible la liberté d'accès à Jérusalem-Est pour les étudiants, les avocats, les médecins etc. La ville n'est pas fermée à tous les Palestiniens.

- En définitif, pour vous, y a-t-il une autre option pour Jérusalem que l'annexion complète ?

- Écoutez, Jérusalem, dans la phase préliminaire, ne sera pas placée sous l'autorité du Conseil exécutif palestinien. Ce qui sera fait au moment des négociations finales, les questions qui seront soulevées, il est trop tôt pour les aborder.

- Donc, pas question de revenir à la situation antérieure ?

- Ce qui sera décidé pour le territoire souverain d'Israël quant à la circulation des Palestiniens vaudra aussi pour Jérusalem. C'est tout.

- Pourquoi, selon vous, aucun pays du monde, pas même les États-Unis ne reconnaît-il l'annexion - unilatéralement décrétée par la Knesset en 1980 - de Jérusalem ?

Demandez-leur. Pour ma part, je ne me soucie pas d'expliquer la position des autres. La position américaine, autant que je sache, est que Jérusalem doit rester une ville unie et ouverte, son statut permanent devant être discuté seulement dans la phase de négociation finale.

- La clôture des territoires a-t-elle rétabli l'ancienne ligne verte qui les séparait d'Israël ?

- Certains, dans ce pays, m'accusent en effet d'avoir restauré cette ligne. C'est faux. Simplement, je distingue clairement entre le territoire souverain d'Israël, lequel comprend Jérusalem unifiée, et les territoires qui ne



sont pas sous notre souveraineté. Nous avons bouclé les territoires qui sont du ressort de l'administration militaire. Comme je vous l'ai dit, nous l'avons fait essentiellement pour des raisons de sécurité. Cela a créé des problèmes. Mais ne voyez pas que la situation redoublée de ce qu'elle était, quand plus de 120 000 Palestiniens pouvaient circuler comme ils le voulaient en Israël. D'ailleurs, la fermeture des territoires a mis fin à l'exploitation de certains de ces travailleurs par des employeurs israéliens peu scrupuleux. Aujourd'hui ceux qui sont autorisés à travailler en Israël reçoivent un salaire équitable et bénéficient d'une protection sociale. Leur travail est organisé et contrôlé (2).

Les islamistes fer de lance
du terrorisme

» Pour ce qui concerne la sécurité, notre décision, trois mois après, a atteint son objectif. Elle a redonné un sentiment de sécurité personnelle à 97 % de la population juive israélienne, les autres 3 % vivant dans les territoires. C'était le principal objectif de la clôture. Cela a été, c'est vrai, de sérieux problèmes économiques pour les Palestiniens. C'est pourquoi nous allons investir plus de 100 millions de dollars en travaux d'infrastructures dans les territoires. Supposons seulement que, de ce côté, la communauté internationale, notamment les riches pays arabes, mais pas seulement eux, ait investi disons, 200 millions de dollars. Cela aurait eu un effet extrême d'investissement bénéfique pour le processus de paix. Malheureusement nous sommes les seuls à le faire sur cette échelle. Ah ! quand il s'agit de

faire des beaux discours sur la cause palestinienne, tout le monde est là. En revanche, pour faire de l'assistance concrète, il n'y a plus grand monde...

- A votre arrivée au pouvoir, en juin 1981, vous avez promis le gel des implantations juives dans les territoires. Pourtant, plus de onze mille logements, hors Jérusalem, sont actuellement en construction, ce qui équivaut à une augmentation de 50 % du nombre de colons...

- Quand je suis arrivé, ce sont 18 000 logements qui étaient programmés. Nous avons empêché la construction de 7 000 unités ; j'ai mis un terme à toute une série d'encouragements financiers et fiscaux à l'installation dans les territoires. Pour des raisons légales, je n'ai pas pu faire plus.

- Vous dites vous-même qu'il n'y a plus d'actes terroristes en Israël. Comment expliquez-vous que le nombre de victimes palestiniennes dans les territoires ne cesse, lui, de s'accroître ?

- C'est parce que nous luttons de plus en plus efficacement contre les terroristes islamiques, spécialement ceux du Hamas et du Jihad islamique. Ils sont depuis huit ou neuf mois le fer de lance du terrorisme dans les territoires. Regardez ce qui se passe un peu partout dans le monde, au Proche-Orient, en Algérie, en Égypte, en Tunisie, au Soudan, en Iran. Le khomeinisme sans Khomeiny s'étend partout dans la région. Je crois sincèrement qu'aujourd'hui le fondamentalisme d'origine iranienne a des idées très dangereuses dans le monde entier. Vous n'en avez pas vraiment conscience en Europe, nous si.

» Au début de mon mandat j'ai réduit les effectifs militaires dans les territoires. Cela a eu l'effet inverse de celui que j'espérais. Le terrorisme a redoublé, particulièrement celui de Hamas. Cette organisation nous a déclaré la guerre. Elle veut non seulement tuer le maximum d'Israéliens, mais aussi les Palestiniens qui ne sont pas de son bord, mais aussi, et avant tout, torpiller le processus de paix.

Tout doit être
négocié

- Mais alors, allez-vous malgré tout autoriser les quelques quatre cents Palestiniens présumés islamistes, expulsés en décembre dernier au Liban, à rentrer chez eux à la fin de l'année ?

- Je l'ai promis, je tiendrai ma parole. Entre-temps nous avons mis la main sur des archives de Hamas, nous en savons beaucoup plus sur eux. Ceux qui ont commis des actes répréhensibles seront déferés devant la justice. Ceux qui n'ont rien fait pourront rentrer librement chez eux. Je m'y suis engagé.

- Pourquoi les unités militaires dans les territoires ne sont-elles pas munies de l'équipement anti-déroule adéquat. Pourquoi les soldats n'ont-ils parfois, de ce fait, d'autre choix que de tirer sur les manifestants ?

- Ils sont équipés de matraques et de gaz lacrymogènes. Ils n'ont pas de boucliers, c'est vrai. Mais c'est parce qu'ils sont confrontés à des cocktails Molotov, des cocktails de grenades. Autant que je sache, le danger ne vient pas des grandes manifestations. Ce temps-là est révolu. En tout cas, ce n'est plus le danger principal.

- Reste que la majorité des victimes palestiniennes des tirs de soldats sont de jeunes hommes de passage et pas des hommes armés...

- La plupart du temps les sol-

dats tirent des halles caoutchoutées. Mais ils sont entraînés, pour se défendre, à nuire le feu.

- De récents incidents - déobéissances, suicides, roulement russe, etc - n'illustrant-ils pas le malaise grandissant à l'intérieur d'une armée qui, loin de sa vocation initiale de défense nationale, est devenue, depuis vingt-cinq ans, une force d'occupation ?

- Les incidents dont vous faites état n'augmentent pas mais diminuent. Le phénomène, malheureusement, n'est pas nouveau. Ces jeux de mort étaient de nature différente il y a vingt ans, mais ils existaient. Je ne crois pas qu'ils aient à voir avec les lieux de dépiement de Tshahal. Encore que le poids des responsabilités sur le corps d'armée et sur les réservistes soit effectivement plus lourd aujourd'hui qu'il ne l'était jadis.

- Vous dites souvent qu'Israël ne se retire pas du Golan tant que le Liban n'aura pas défini avec exactitude la nature de la paix qu'elle propose. A supposer qu'elle le fasse, en quoi cela garantirait-il une paix durable avec elle ?

- La question fondamentale est de savoir si l'on peut conclure une vraie paix avec un pays arabe, sachant que certains d'entre eux sont instables par nature et qu'on ne sait jamais avec certitude si tel ou tel régime respectera les engagements pris par son prédécesseur. Certains pensent que dans ces conditions, il est inutile de négocier. Je ne suis pas d'accord avec cette approche. Israël ne peut pas s'attendre que la démocratie s'installe dans tous les pays arabes.

» Parce qu'alors, il n'y aurait pas de paix possible avant des élections. Nous devons donc négocier maintenant avec, à chaque fois, deux soucis majeurs. D'un côté, d'abord s'assurer que les Palestiniens débouchent sur des contacts fréquents entre les peuples concernés, car c'est le seul moyen de mettre à bas les animosités, les préjugés mutuels. Il faut donc négocier qu'un traité se traduise par des frontières ouvertes, avec liberté de circulation, échange d'ambassadeurs etc. Ensuite, nous devons toujours conserver une marge de sécurité.

- Est-ce pour cela que vous répétez souvent qu'Israël ne descendra jamais complètement du Golan ?

- Exactement. Mais contrairement à ceux qui préconisent d'échanger seulement la paix contre la paix, sans aucune concession territoriale, je pense moi qu'elle veut que l'on prenne des risques.

- Pour conclure, n'est-ce qu'une impression ou Israël tient-il vraiment pour légitime un certain droit de coquetterie ? Croyez-vous qu'en dehors de toute question de sécurité, un pays vainqueur dans des combats est fondé, en toutes circonstances, à conserver une partie de son butin territorial ?

- Et bien, si nous suivions l'attitude des pays alliés pendant la deuxième guerre mondiale alors... Allons, je ne veux même pas penser en ces termes... Non, je crois que tout cela doit être négocié. Dans ce domaine, il vaut mieux s'abstenir de prendre des décisions unilatérales. Il faut toujours essayer de trouver un accord...

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE et JEAN-PIERRE LANGELLIER

(1) Après élargissement des anciennes limites municipales de la partie orientale de Jérusalem, pour la première fois depuis 1967, le nombre de Juifs israéliens dépasse légèrement celui des habitants arabes à l'est de la ville.

(2) Avant la fermeture des territoires, près de la moitié des 120 000 travailleurs palestiniens étaient employés au noir, bien en deçà du minimum salarial légal (environ 1 800 francs par mois) et sans protection sociale.

PROCHE-ORIENT

Le bilan de l'Intifada s'alourdit

Selon Betsalel, la principale organisation israélienne des droits de l'homme, pendant les neuf premiers mois du gouvernement Rabin il y a eu 129 Palestiniens tués par l'armée contre 79 au cours des neuf derniers mois du gouvernement Shamir. Pour les mêmes périodes de référence, le nombre de civils israéliens tués fut le même : quatre.

En mai dernier, le bilan mensuel fut le plus lourd jamais enregistré depuis octobre 1990 : 37 Palestiniens, dont six enfants de moins de seize ans, ont été tués par les forces de sécurité. Dans le même temps, trois civils israéliens et un sol-

dat ont été tués par des Palestiniens. Au total, à la fin de mai et depuis le début de l'intifada en décembre 1987, 1 104 Palestiniens, dont 66 enfants de moins de douze ans et 160 adolescents de treize à seize ans, ont été tués par des balles israéliennes.

Pour la même période, les victimes israéliennes de Palestiniens sont les suivantes : 49 soldats, 44 colons dont trois enfants, six touristes et 47 civils tués en Israël même. En outre, selon l'agence Reuters, 732 Palestiniens suspectés de collaborer avec les autorités israéliennes ont été tués par des activistes palestiniens.

1961-1990
Du mur de Berlin à
l'unification allemande :
reconstituez les fils
de l'histoire.
Consultez
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR

سك ان الرتل

PROCHE-ORIENT

Alors que Bagdad menace de se venger après le raid américain

Bill Clinton lance un nouvel avertissement à Saddam Hussein

Moins de quarante-huit heures après le raid américain sur le siège des services de renseignements irakiens à Bagdad, le chef de ces services a promis vengeance, lundi 28 juin. Dans un message au président irakien publié par la presse, ce dirigeant dont le nom n'a pas été précisé, affirme : « Nous allons pourchasser tous ceux qui tentent d'attaquer l'Irak et nous allons les châtier sévèrement ». Parallèlement, dans une lettre au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le chef de la diplomatie irakienne proteste formellement contre les États-Unis, qui, dit-il, se livrent à « du terrorisme d'État et de chantage ».

Aux États-Unis, où deux tiers des Américains (66 %) ont approuvé l'attaque contre le quartier général des services de renseignements irakiens - selon un sondage Gallup publié par le quotidien USA-Today et la chaîne de télévision CNN - le président Bill Clinton a averti qu'il n'hésiterait pas à ordonner de nouvelles actions de représailles contre Bagdad si l'Irak continuait d'utiliser « la violence, l'agression ou le recours au terrorisme » contre les États-Unis. Dans une lettre adressée au speaker de la Chambre des représentants et au leader démocrate de la majorité du Sénat, M. Clinton a exprimé l'espoir que « l'action limitée et proportionnée » de Washington « contribuera à dissuader et à prévenir à l'avenir des actions illégales du gouvernement » irakien.

Dans une brève déclaration à la presse, M. Clinton avait affirmé peu auparavant que l'attaque avait « paralysé » les capacités des services de renseignements irakiens. « Les autres terroristes dans le monde doivent savoir que les États-Unis feront tout ce qu'ils peuvent pour combattre le terrorisme », avait-il ajouté. Le

porte-parole du département d'État indiquait, de son côté, que l'éviction du président irakien avait la « préférence » de l'administration Clinton.

De même que le New York Times réclamait, lundi, de plus amples explications sur le raid américain, faisant notamment remarquer que les arguments fournis par l'administration n'étaient pas assez convaincants pour justifier une telle agression de l'opinion publique, les gouvernements britannique et russe ont, eux aussi, été critiqués à domicile pour avoir apporté leur soutien au raid.

Critiques à Londres et à Moscou

A Londres, lors d'un débat d'urgence aux Communes organisé à la demande des partis d'opposition, le ministre des affaires étrangères, George Robertson, a estimé que « l'action américaine était douteuse dans sa légalité, discutée dans sa moralité, hasardeuse sur le plan militaire et potentiellement dévastatrice sur le plan diplomatique ». Cette action « nous a aliéné nos alliés arabes et a unifié les amis de Saddam Hussein », a-t-il ajouté. De son côté, s'adressant au secrétaire au Foreign Office, le porte-parole de l'opposition libérale-démocrate a lancé : « Vous devez dire au président Clinton que la volonté du plus fort ne peut pas constituer le nouvel ordre mondial ». Le Financial Times, The Independent, le Daily Telegraph, ont critiqué le raid américain.

A Moscou, le vice-président russe Alexandre Rutskoi a qualifié le raid américain d'« injustifiable ». Il « remet en cause les normes internationales des relations entre États et contredit les statuts de l'ONU », a

ajouté M. Rutskoi, cité par Interfax. La bruchee nationaliste du Front de salut national a, pour sa part, annoncé qu'elle envisageait de porter la question devant le Parlement conservateur. Les membres de l'Union civile ont exprimé leur « regret » et leur « préoccupation » après le raid.

L'opposition chiite irakienne, pourtant farouchement hostile au président Saddam Hussein, a elle aussi vivement critiqué l'intervention américaine, une « action irresponsable » et un « acte de vengeance injustifié contre l'Irak et son peuple », selon le parti El Daawa et Islamiya (fondamentaliste). « Il est à craindre que des considérations de politique intérieure américaine ne soient à l'origine du dernier raid sur Bagdad », a estimé pour sa part le Conseil suprême de la révolution islamique, en Irak. L'opposition réclame la fin du régime de Saddam Hussein.

Si les États arabes du Golfe continuent d'observer le silence mardi sur le raid, la presse, qui relève les vues des gouvernements dans ces pays, s'est chargée de traduire un certain malaise. Le raid pose une « question inévitable : pourquoi la politique des Américains n'est-elle pas aussi stricte à l'égard des crimes flagrants des Serbes et de l'Irak ? » s'est interrogé le Gulf Daily News de Bahrein. L'attaque américaine est justifiable si elle est destinée à envoyer un message aux chefs de guerre en Bosnie-Herzégovine et en Somalie, « sinon elle laissera le sentiment que ce qui s'applique à l'Irak ne vaut pas pour le reste du monde », a commenté le Khaleej Times des Émirats arabes unis. - (AFP, AP)

« La chrétienté ne sera bientôt plus qu'un souvenir »

ZAKHO

de notre envoyé spécial

Comme chaque dimanche, une petite foule se presse, angoissée, autour du Père Pétros. Les mains chargées de lettres, celui-ci distribue calmement les massives des familles qui ne sont qu'à une dizaine de kilomètres de là, mais derrière « l'infranchissable » frontière avec la Turquie. Comme chaque semaine, le Père Pétros est allé - « avec l'autorisation de l'ONU », précise-t-il - célébrer la messe sous la tente, dans le camp de réfugiés de Sijopi où, trois ans après la révolte kurde en Irak, des centaines de chrétiens irakiens qui ont choisi l'exil attendent toujours d'hypothétiques visas pour refaire leur vie ailleurs.

Leur sort peu enviable ne trahit pourtant pas le désir d'exode des chrétiens du Kurdistan, qui se sentent abandonnés par leur hiérarchie à Bagdad et par l'Église plus généralement. « Un mot du pape pour le Kurdistan, cela ferait énormément de bien », confie le Père Pétros qui affirme : « Comment puis-je attendre à mes paroissiens de partir à l'exil sans que je n'aie rien à leur donner ? Comment puis-je les convaincre de rester, si je ne peux rien faire pour assurer leurs droits ? »

Divisés entre Chaldéens, majoritaires - certains se veulent Kurdes et d'autres uniquement chrétiens, - et Assyriens qui se définissent comme un peuple à part entière, avec sa langue, sa culture, les chrétiens du Kurdistan sont loin de se sentir tous à l'aise dans la nouvelle situation créée au Kurdistan d'Irak (le Monde des 10, 18 et 23 juin). Le « Parlement » kurde a fait des gestes : les chrétiens disposent d'office de cinq sièges sur cent cinq dans cette Assemblée, où eût été votée

réclamant une loi en faveur de l'enseignement de l'assyrien dans les écoles et du Noël et Pâques ont été décrétés jours fériés. Mais les chrétiens - qui, selon les estimations des religieux sur place, ne seraient guère plus de trente mille - ne se sentent pas complètement intégrés. Si les Assyriens, qui ont un parti, le Mouvement démocratique assyrien, participent au gouvernement, avec un ministre, nombre de Chaldéens refusent de se voir représenter par eux et certains craignent qu'en adaptant la cause kurde, les Assyriens n'entraînent les chrétiens dans une bataille qui n'est pas la leur et qui pourrait avoir de graves conséquences dans le futur.

La « mollesse » de la hiérarchie

Curé d'Ankawa, le grand quartier chrétien d'Erbil, le Père Raphaël Khoury affirme : « Nous disons à nos frères assyriens de ne pas aller trop loin, car la situation ne va pas durer. Nous vivons au jour le jour, personne ne sait de quoi demain sera fait. » Pour le Père Rabanna ces divisions ne sont pas des mises, l'essentiel pour lui est de convaincre les chrétiens de rester, donc de trouver les moyens de reconstruire leurs maisons et de vivre dignement. Rien qu'à Ankawa, vingt-cinq familles ont déjà émigré aux États-Unis et vingt-cinq autres au Canada. Il ne reste plus aujourd'hui que cinquante-cinq familles et le Père Rabanna déplore le manque de combativité des chrétiens qui, dit-il, « se sont éparpillés dans leur propre pays et refusent de prendre leur cause en mains. S'il y avait cinq cents personnes armées dans ce village - comme les Kurdes - cela changerait leur attitude à notre égard. Nous aurions une autre importance », dit-il. « L'Église, affirme encore le Père Rabanna, fait la sourde oreille devant le sort des chrétiens d'Irak et n'a rien fait pour eux. »

Nombres sort d'ailleurs les prêtres de la région qui dénoncent la « mollesse », sinon la « collusion » de leur hiérarchie, résidant à Bagdad, avec le régime du président Saddam Hussein. « Si nos évêques et patriarches restaient éloignés de la politique, le gouvernement les respecterait et les gens les aimeraient, affirma ainsi un prêtre, mais s'ils soutiennent la politique du gouvernement dans le but d'obtenir quelque chose, ils ne peuvent plus rien dire, ni faire. »

Le Vatican n'est pas non plus ménagé par ces chrétiens qui observent que, si le représentant du pape, le cardinal Silvagni, s'est rendu récemment à Bagdad, il n'est pas venu au Kurdistan. « Nous avons été invités à le recevoir à Mossoul (dans la zone toujours contrôlée par l'armée irakienne), affirme le Père Pétros, mais nos paroissiens ne pouvant pas s'y rendre, j'ai refusé d'y aller. »

Prisonniers d'une situation sur laquelle ils ont encore moins de prise que les Kurdes et faute de véritables garanties, quant aux droits religieux, culturels et linguistiques qu'ils revendiquent, les chrétiens du Kurdistan continuent de regarder vers l'étranger pour leur salut. « Si rien n'est fait pour nous, la chrétienté ne sera bientôt plus qu'un souvenir, dans une région où elle se double depuis le début du deuxième millénaire », avoue, amer, un curé de Souleymaniah.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

Cuba et le « modèle chinois »

Fidel Castro est contraint de lâcher du lest au niveau économique tout en maintenant son étai politique

LA HAVANE

de notre envoyé spécial

« Une situation muy compleja. » Cette appréciation sert rituellement de préambule aux discussions et permet d'esquisser les pronostics : la situation n'a jamais été aussi « complexe » - euphémisme cubain pour désigner la catastrophe économique actuelle - depuis la victoire des bandes commandées par Fidel Castro, il y a trente-trois ans. Au-delà de ce constat minimum, les diagnostics diffèrent. Pour les officiels, la cause des maux cubains, c'est bien sûr et avant tout l'embargo américain (imposé depuis 1961) puis la distorsion du camp socialiste, avec lequel l'île caribéenne réalisait plus de 80 % de son commerce à des conditions privilégiées jusqu'en 1989. Les opposants et la masse croissante des mécontents incriminent, eux, les erreurs du régime, l'entêtement du Lider maximo et le socialisme lui-même.

Rue Chacon, à deux pas de la cathédrale, dans le centre historique de La Havane, un vieillard dépenaillé fouille dans une benne à ordures. A la sortie de l'hôtel Capri, un gamin guère mieux vêtu examine le dollar « pour manger ». Des que le soleil baisse, autour des hôtels et sur le Malecon, la large avenue qui longe la mer, les touristes sont assésés par des essaims de jeunes prostituées qui sollicitent les porteurs de billets verts sous l'œil indifférent des policiers révolutionnaires. En moins d'un an, Pablo a perdu 5 kilos, sous l'effet conjugué d'une diète - l'objectif des autorités est de maintenir 2 000 calories par jour et par personne - et des 15 kilomètres qu'il doit couvrir chaque jour à bicyclette pour se rendre à son travail. Inconcevables il y a cinq ans, ces réalités témoignent de la gravité de la crise.

ter la nuit dans certains quartiers de La Havane.

Comble de malchance, les éléments ont sévèrement éprouvé l'île. « En deux heures, la tempête du 13 mars dernier a mis par terre deux ans d'efforts dans l'agriculture. Plus de six millions de bananiers ont été détruits, les plantations sucrières ont été durement touchées et trente mille logements ont été endommagés », affirme Lázaro Báez, un journaliste du défilé en février. Au total, les autorités ont évalué les dégâts à plus de 1 milliard de dollars et d'ont obtenu des promesses d'aide humanitaire pour pour environ 10 millions de dollars. Et une mystérieuse épidémie de névrite, dont on ignore l'origine, afflige la vie, le système nerveux et le moral des Cubains (le Monde du 5 juin).

En raison notamment du mauvais temps, du manque de combustible et de pièces détachées, la zafra - la récolte de sucre - sera cette année la pire depuis 1963. Elle attendra certainement, selon les premières estimations officielles, 4,7 millions de tonnes. Si bien que La Havane a dû suspendre provisoirement ses exportations de sucre, qui fournissent à Cuba plus de la moitié de ses devises. Le tourisme, l'industrie pharmaceutique et biotechnologique, « alternatives de réinsertion au sein du commerce mondial » développées à marche forcée par les autorités, sont très loin de compenser, en termes d'apport de devises, les milliards de dollars qu'apportaient chaque année l'Union soviétique avant la dissolution du Comecon. « En 1989, la capacité d'importation de Cuba atteignait 8,1 milliards de dollars. En 1992, elle est tombée à 2,2 milliards », résume Julia Carranza, un économiste du Centre d'études sur l'Amérique (CEA) de La Havane.

« Si ce pays a résisté à une catastrophe économique en trois ans, c'est en raison du caractère centralisé et autoritaire du régime », observe un diplomate. La répression continue de frapper les dissidents. Plusieurs d'entre eux, dont la poétesse Maria Elena Cruz Varela, ont opportunément bénéficié d'une libération conditionnelle anticipée, avant que ne s'ouvre, le 14 juin, la conférence internationale de Vienne sur les droits de l'homme. Mais la répression ne suffit pas à expliquer la survie du régime. Privés d'accès aux moyens d'information et donc peu connus, les mou-

vements d'opposition sont régulièrement infiltrés. Les scissions se multiplient et plusieurs leaders, découragés, se sont exilés à Miami. « C'est vrai que Cuba est à la mode en France », interroge un jeune écrivain, comme beaucoup d'intellectuels, sait qu'une image de dissident est une bonne carte de visite à Paris, à Madrid ou à New-York.

Le régime craint davantage les explosions de colère spontanées. Le samedi soir, dans le parc qui sépare la ville coloniale du Malecon, plusieurs milliers de jeunes, noirs pour la plupart, dansent au son du cha-cha-cha de Paul y su elite. « Je ne me sens pas mal, moi je reste, ici personne n'a peur », braille Paul dans son micro tandis qu'une cinquantaine de policiers des « brigades rapides » surveillent attentivement les abords du concert.

« Nous sommes assis sur un volcan, il manque encore un peu de lave », glisse Patricia, parmi la centaine de jeunes qui ont improvisé une plage en bas de Miramar, devant les grosses villas endommagées par la tempête du 13 mars. Les rochers en bord de mer sont jonchés de bicyclettes et d'adolescents en maillot de bain. Plusieurs pensionnaires du sidatorium Los Cocos, en permission pour le week-end, sont mêlés à la foule. Une ambiance bon enfant. Là encore, les policiers veillent discrètement. « C'est un contrôle subliminal, comme si chacun vivait dans une maison de verre sous l'œil du voisin. Beaucoup de jeunes perçoivent le système comme une mère qui n'a perdu la raison, mais à qui on doit la santé et l'éducation », dit le jeune écrivain.

La peur du changement, stimulée par l'abondante couverture qu'accroissent les médias officiels au chaos économique et aux guerres civiles qui ravagent l'ex-camp socialiste, joue en faveur du statu quo. « Je ne connais pas de famille cubaine qui ne compte à la fois des partisans du régime, des opposants et des exilés. Comment ces gens pourraient-ils souhaiter une issue violente ? », souligne l'archevêque Carlos Manuel de Céspedes, secrétaire de la conférence épiscopale cubaine.

La violence de nombreux porte-parole de l'exil de Miami, blancs à 90 %, conforte les craintes d'une partie des Cubains, surtout les Noirs et les mulâtres (ces deux groupes constituant plus de la moitié de la population de l'île), qui redoutent le retour des propriétaires des maisons qu'ils

ont occupées après la révolution de 1959 et les règlements de comptes. Les stations de radio de l'exil émettent vers Cuba avec un appel à la population à s'abstenir ou à voter nul ou blanc lors des élections législatives et provinciales de février, un scrutin qui n'offrirait pas de choix hors les candidats du régime. Les autorités ont affirmé que le taux de participation avait atteint... 99,6 % sur le plan national et que les votes nuls ou blancs n'avaient représenté que 7,1 % des suffrages exprimés (près de 20 % à La Havane). Ces résultats ont été présentés par le gouvernement comme une marque de soutien, qui lui permet de gagner du temps, sans pour autant faire progresser la légitimité du régime sur le plan international.

Tolérance face au marché noir

Pragmatisme ou absence d'alternative ? Les autorités font preuve d'une étonnante tolérance face au développement du marché noir et de la « dollarisation » de l'économie. Derrière la façade lézardée de ce qui fut jadis une demeure seigneuriale en bordure de la ville coloniale, s'étend le monde insoupçonné du dollar. Un village dans la ville, grouillant de matrones encombrées de gamins et de jouets de dominos. D'étroits passages mènent à une couronne, au fond du dollar. Une pièce sombre sert de dépôt. Au centre trône un imposant frigidaire des années 50 bourré de cannettes de bière. Les marchandes, introuvables avec la liberté (le carnet de rationnement) s'échangent librement. Les pesos, mais surtout les fulas (les dollars en argot) changent de mains. C'est à la fois le Café du commerce où l'on commente les dernières nouvelles de Radio-Martin, la plus puissante des stations de l'exil, l'épicerie et le bazar du marché noir. « Le peso ne vaut plus rien, c'est la bolsa negra qui permet aux gens de survivre », reconnaît un membre du comité central du Parti communiste. Si l'on voit moins de queues devant les bodegas (épiceries), c'est que les autorités tolèrent depuis six mois les coleros : ces coureurs enlèvent les produits rationnés de plusieurs familles, qui les rétribuent.

Les nombreux chômeurs mis à pied par les entreprises qui ne peuvent plus fonctionner faute d'énergie, de pièces et de matières premières continuent de toucher 60 % de leur salaire. Pour s'occuper et arrondir les fins de mois, beaucoup travaillent dans le « secteur informel ». Roberto, un mécanicien en chômage technique qui a l'âge de la révolution, répare des voitures au noir et propose ses services de chauffeur aux touristes. Activités illégales mais non réprimées tant qu'elles ne débouchent pas sur l'embauche de salariés. Le risque, c'est évidemment la corruption, qui se développe et sape la « morale révolutionnaire ».

« Poussés par la nécessité, les dirigeants cubains s'inspirent de l'exemple chinois : ouverture économique sans rien lâcher sur le plan politique », explique un diplomate. La grande interrogation qui hante la direction cubaine est l'attitude de la nouvelle administration américaine. L'embargo de 1961, renforcé l'an passé, est certes un obstacle au développement de l'île mais c'est aussi une bonne émissaire commandée pour étudier les vraies questions. Les plus réalistes reconnaissent que sa levée ne résoudrait pas le problème du manque de devises à court terme et priverait le régime du principal argument de sa propagande.

« Depuis l'arrivée du président Clinton à la Maison Blanche, la rhétorique a changé, les propos sont moins agressifs et l'aide humanitaire arrive plus rapidement », dit Ricardo Alarcon, le président de l'Assemblée nationale qui, avec le jeune ministre des affaires étrangères Roberto Robaina et l'économiste en chef Carlos Lage, a pour mission de faire passer la nouvelle image d'une direction « ouverte et réformatrice » en direction des États-Unis. « Comparé à la chute du camp socialiste a porté un coup mortel à Cuba, ils attendent que le fruit tombe de lui-même. Mais c'est précisément l'expérience de trente ans d'embargo qui nous permet de résister », assure M. Alarcon. Jusqu'à présent, Washington ne paraît guère pressé de considérer La Havane avec les mêmes égards qu'il témoigne à Pékin.

JEAN-MICHEL CAROIT

ÉTATS-UNIS

Le chef présumé du réseau terroriste de New-York avait travaillé au World Trade Center

Le chef présumé du réseau terroriste démantelé la semaine dernière à New-York a été employé comme garde de sécurité dans une banque du World Trade Center avant que ce complexe ne devienne la cible d'un attentat, a indiqué, lundi 28 juin, un responsable de cette banque, le Federal Reserve Bank. Le FBI s'est toutefois refusé à confirmer que Sidiq Ibrahim Siddiq, interpellé jeudi avec sept autres suspects, était impliqué dans l'attentat du 26 février qui a fait six morts et plus d'un millier de blessés. - (AFP)

□ GUATEMALA : le ministre de la défense a été limogé - En fonction depuis trois semaines, le président du Guatemala, Ramiro de Leon, a limogé, lundi 27 juin, le ministre de la défense, le général Roberto Perussina. Il a été remplacé par le général Marin Enriquez, qui avait joué un rôle important pour faire échouer la tentative de « coup d'État civil » de l'ancien président Jorge Serrano, réfugié depuis au Panama. Le président de Leon avait nommé le général Perussina pour essayer d'obtenir le soutien de l'armée dure de l'armée. Snn ehoix avait été très entristé par les organisations humanitaires. - (Reuters, UPI)

□ BRÉSIL : au moins 500 000 enfants se prostituent, selon une enquête parlementaire - La prostitution touche au moins 500 000 enfants au Brésil et se répand dangereusement aux alentours des mines d'or à ciel ouvert de l'Amazonie, selon le rapport d'une commission parlementaire d'enquête publié lundi 28 juin à Brasilia. Le ministère du bien-être social a confirmé que se multipliaient en Amazonie les cas de fillettes de moins de quatre ans souffrant de maladies vénériennes, parfois « assassinées » par les prostituées, quand elles ne peuvent plus « travailler ». Le Brésil compte 147 millions d'habitants, dont 32 millions vivent dans la pauvreté la plus totale. - (AFP)

ASIE

Japon : une société en « crise douce »

II. - Le productivisme en recul

Après avoir, dans un premier article, décrit les profondes évolutions sociales engendrées, au Japon, par une décennie de prospérité sans égale sur la planète (la Monda du 29 juin), nous constatons, dans la deuxième partie de notre enquête, que ces évolutions sont susceptibles de remettre en cause certains aspects centraux du modèle de développement du pays.

TOKYO

de notre correspondant

En l'an 2000, le Japon ne sera plus un pays jeune : la part de la population ayant plus de soixante-cinq ans dépassera 20 % du total alors qu'elle n'était que de 10,3 % en 1985. Sans doute ce vieillissement, dû à un allongement de l'espérance de vie et à une baisse de la natalité (le Monde du 20 avril), ne fera-t-il que placer le Japon au même niveau que la plupart des pays développés. Cette évolution, plus rapide qu'ailleurs, est pourtant perçue comme un facteur pesant sur l'avenir de l'archipel. Elle entame l'une des bases de la croissance, par une diminution de la population active et une augmentation des dépenses de protection des personnes âgées. Elle contraindra l'Etat à une difficile reconversion : revoir une conception de la gestion des ressources publiques tournée vers le soutien de l'extension économique plus que vers le bien-être social.

L'évolution démographique se conjugue à des phénomènes sociaux - conséquence de changements dans les modes de vie et les valeurs, qui en accentuent les effets. Lors de la forte croissance des années 60 et par la suite, la famille élargie traditionnelle a tendu à devenir nucléaire. Aujourd'hui, on assiste, en outre, à un recul de l'âge du mariage (30,3 ans pour les hommes et 26,9 pour les femmes). Par ailleurs, le célibat n'est plus aussi mal considéré : le pourcentage de célibataires parmi les quinquagénaires a plus que doublé en soixante-dix ans et les unions libres augmentent beaucoup.

Ces évolutions sont sensibles, même dans les campagnes. De manière générale, on assiste à une érosion du rôle traditionnel des parents. Cette transformation de la famille est certes un phénomène commun aux pays industrialisés.

Compte tenu des spécificités du système familial au Japon, elle reflète ici une très profonde mutation des mentalités.

L'évolution démographique pèse aussi sur le système de l'emploi. La récession aidant, l'un des grands sujets du moment est la fin de l'un des trois « piliers » de la gestion nipponne : l'emploi à vie - le salaire à l'ancienneté et le syndicat-maison étant les autres. Ce système, au demeurant flou, est réservé à une élite : les salariés des grandes entreprises, soit moins de 30 % du total ; il n'a jamais prévalu dans les PME, où la loi de la rentabilité joue d'autant plus que la protection syndicale y est précieuse ou absente.

La fin du salariat à vie ?

Conjugué au salariat à l'ancienneté, ce système avait été institué dans les années 20 pour fixer le main-d'œuvre. L'idéologie du « paternalisme d'entreprise » cimentant un ordre dans lequel le « consensus » souvent évoqué était encadré par des contraintes s'inscrivant dans un système subtil de contreparties qui concourait à l'efficacité de la gestion. Maintenu après la guerre, le système se couplait à la pratique du syndicalisme et à la formation dans l'entreprise, la qualification obtenue interdisait pratiquement au salarié de se reclasser chez un concurrent et limitait sa mobilité. L'élite du salariat peut toutefois, si nécessaire, être l'objet de pressions pour prendre une retraite prématurée.

Deux facteurs sont nouveaux : le ralentissement de l'activité économique coïncide avec une réflexion du patronat sur ses méthodes de gestion, notamment la maîtrise des coûts en personnel ; en outre, les cadres moyens sont plus menacés que les « cols bleus ». Pour l'instant, pourtant, les licenciements secs, dans cette « élite », sont rares. En revanche, les employés à contrat temporaire, les ouvriers en règle (détachés par un sous-traitant), ont été les premiers remaniés.

Cette situation implique-t-elle la fin du salariat à vie ? Sociologues, spécialistes des relations de travail, Kenichi Tomimaga, de l'université Keio, est formel : l'évolution sera graduelle. Non seulement le syndicat-maison



résiste, mais le patronat hésite : le salariat permanent représente un capital humain, fruit d'un investissement consenti pour sa formation. Si le maintien du salariat à vie peut être une charge, il constitue aussi une garantie contre une pénurie de bras qui s'annonce aiguë.

Une immigration clandestine limitée

En l'an 2000, la population active atteindra 67,7 millions de personnes (64 millions actuellement), mais elle commencera à décroître. Beaucoup d'entreprises ne souhaitent pas tenir leur image en procédant à des licenciements, pour devoir ensuite quémander de nouvelles recrues, comme ce fut le cas au début des années 80 ; elles préfèrent supporter un « chômage interne ». La compétitivité des entreprises dépendra largement de leur capacité à reformer leur système de gestion en tenant compte des données d'une croissance ralentie.

La pénurie de main-d'œuvre est un problème réel pour l'avenir du Japon. Il dispose pourtant de moyens pour y remédier. Les femmes, maintenues dans des emplois subalternes en dépit de leur qualification, et dont

le taux de mobilisation reste faible, constituent la principale « réserve ». Le problème sera plus délicat pour les travailleurs non qualifiés. Jusqu'à présent, la délocalisation des entreprises a permis d'esquiver le problème.

Et l'immigration clandestine y remédie partiellement. Cette immigration reste pour l'instant trop limitée (trois cent mille étrangers) pour avoir des effets sociaux. Si elle augmente, elle pourrait se traduire par des problèmes que l'Etat, comme ses homologues occidentaux, aura des difficultés à maîtriser. Quand le Japon recourra à l'immigration, avant-garde, il s'agira d'une main-d'œuvre asservie et très encadrée (Coréens et Chinois). Conscient des risques comme des nécessités de certains secteurs économiques, l'Etat filtre l'immigration légale. Pourra-t-il tenir cette politique ?

Les changements dans le système de l'emploi se posent dans le contexte d'une économie et d'une société qui évoluent vers une plus grande maturité. Le slogan du moment, *Kyosei* (« coexistence ») n'est pas seulement un de ces hautes idéologies qu'affectionnent les dirigeants nippons, c'est une formulation de l'« harmonie » si souvent préconisée par le gouvernement qui l'adopte. Elle exprime un double souci : s'intégrer davantage dans la communauté internationale, et équilibrer la logique de l'entreprise et les aspirations des

salariés à mieux préserver leur vie privée.

Les industriels sont conscients que la conquête des parts de marché attend un seul et que la concurrence excessive à laquelle ils se livrent est dommageable : non seulement elle met le Japon au ban des autres nations, mais encore elle est dévastatrice socialement. Les morts par excès de travail - *karoshi*, question qui émeut l'opinion - en sont l'une des expressions dramatiques. Les victimes en sont des cadres moyens. Moins tragique, mais non moins destructrice pour la vie familiale, est le détachement du salarié au provincial ou à l'étranger en laissant derrière lui femme et enfants.

Ces expressions d'un excès de fidélité du salarié à son entreprise sont le triste privilège d'une génération qui vit de telles contraintes comme une fatalité. Elle approche aujourd'hui de l'âge de la retraite. Un changement dans les mentalités est perceptible parmi les 30-40 ans, guère disposés à ces sacrifices - notamment à ce que la presse nomme le « *celibataire forcé* ». Les jeunes rechignent à des mutations ressenties jusqu'à présent comme obligatoires, ce qui incite les entreprises à mettre en place des systèmes plus souples.

Le recul de l'«entreprisisme»

Une réduction de la durée de travail est aussi une tendance irréversible, mais lente. Le nombre des heures travaillées dans les entreprises de plus de trente personnes a été en 1992 de 1 972 heures (contre 1 600 heures en France). Des écarts considérables persistent entre les secteurs (2 124 heures dans les transports). Le refus des heures supplémentaires semble cependant se répandre.

Les évolutions en cours devraient contribuer à un recul de ce que des sociologues japonais, ont nommé l'« *entreprisisme* » (*kaishasugi*) : en d'autres termes, le rôle dominant de l'entreprise dans la vie nationale comme pôle d'attraction concentre la vie de l'employé, au point d'acquiescer comme indiscutable la logique d'efficacité économique qui l'anime. Cette identification est si accablante qu'elle amenuise les responsabilités du Japonais comme citoyen ou chef

de famille. Les monuments élevés par les grandes entreprises à la mémoire de salariés défunts au cimetière de la secte bouddhique Shingon sur le mont Koya (région du Kansai) sont révélateurs de cette « centralité » de l'entreprise dans la vie sociale.

Le recul de l'« *entreprisisme* » favorisera-t-il la valorisation d'une société civile ? On peut le penser. La nouvelle génération est moins disposée à se sacrifier, mais elle est aussi plus fragile : nombre de jeunes optent pour plus de liberté en choisissant le marché du travail temporaire, mais la grande entreprise reste une garantie de sécurité.

Les évolutions en cours comportent une grande inconnue : le maintien de la cohésion sociale. Le fameux sentiment des Japonais d'appartenir en majorité à la « *classe moyenne* » a été entamé par la dernière crise. Il reposait sur le sentiment que, dans le grand brassage social, tout le monde avait sa chance. La similarité des modes de vie, renforcée par la diffusion d'une culture de masse, et l'amélioration de la condition de la plupart cimentent le consensus.

Depuis la fin des années 80, des différences prononcées dans les manières de vivre et de consommer se sont traduites par une « *nouvelle pauvreté* ». Un autre risque pourrait être le développement du chômage, bien que, pour l'instant, le Japon souffre d'une pénurie sectorielle de main-d'œuvre. Mais la délocalisation et les délocalisations risquent d'entraîner une désindustrialisation ; déjà, on note des fermetures d'usines, qui entraînent celle des réseaux de sous-traitants. Les pertes d'emploi font ainsi tâche d'huile. Vu les insuffisances de la couverture sociale, un développement du chômage pourrait avoir des effets déstabilisants.

Pour l'instant, comme le montre sa prudence en matière de « *dégraissage* », le patronat semble conscient de ce risque, et il reste attaché au principe qui a guidé son action dans le passé : éviter d'entraîner une cohésion sociale toujours difficile à reconstruire, en préservant l'emploi.

PHILIPPE PONS

Prochain article :

La révolution silencieuse des femmes

A TRAVERS LE MONDE

NÉPAL : au moins vingt-cinq morts selon des sources officielles

Le bilan des émeutes s'aggrave

Selon des témoins, au moins vingt personnes ont été tuées par les forces de l'ordre lors des émeutes qui ont éclaté, depuis le 25 juin, dans la capitale du royaume népalais et des localités de la vallée environnante. Des sources officielles, on a fait état d'au moins vingt-cinq morts et quatre-vingts blessés alors que, officiellement, il y a eu sept morts et cinquante blessés. Lundi 28 juin, au moins quatre personnes auraient été tuées et cinq autres blessées lorsque la police a ouvert le feu sur des manifestants dans la ville de Lalitpur (Pethan), contiguë à Katmandou.

FRANCOPHONIE

De nouveaux représentants français à l'AIPLF

Quatre-vingt-dix députés et soixante sénateurs, désignés proportionnellement à l'importance des groupes parlementaires, vont élire le nouveau bureau de la section française de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), dont le président-député sera Pierre-André Wiltzer (député UDF de l'Essonne), vice-président de l'Assemblée nationale. Philippe Séguin, président de l'Assemblée, préside de droit le bureau.

Des membres de la section française de l'AIPLF doivent se rendre, du 28 juin au 3 juillet, au Gabon pour y rencontrer une quarantaine de députés et sénateurs de l'aggravation inquiétante de la situation du continent africain. Les parlementaires francophones demanderont à leurs gouvernements respectifs d'être plus activement associés aux réflexions sur la coopération Nord-Sud.

(1) AIPLF Palais-Bourbon, 126 rue de l'Université, 75007 Paris.

AFRIQUE DU SUD

Multiplication des interpellations dans les milieux d'extrême droite

La police sud-africaine a continué ses interpellations dans les milieux de l'extrême droite blanche, sans cependant en inquiéter les dirigeants comme l'aurait réclamé, vendredi 25 juin, le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela. Trois jours après le coup de force des extrémistes blancs contre les bâtiments abritant les pourparlers sur l'installation d'un régime démocratique en Afrique du Sud, vingt et un militants ont été arrêtés lundi 28 juin.

Ni leurs noms ni leurs appartenances politiques n'ont été rendus publics par la police, qui a cependant précisé qu'ils étaient soupçonnés de poursuites pour « violence publique, contrevenant à la législation sur les armes et injures ».

Alors qu'un nouveau week-end de violences venait d'être enregistré, avec notamment vingt-deux

morts dans deux ghettos noirs proches de Johannesburg, l'extrême droite a menacé le gouvernement de « troubles graves » si les arrestations ne poursuivaient. Le Mouvement de résistance africain (AWB, néo-nazi), seul à reconnaître que ses militants étaient au nombre des interpellés, a qualifié la situation d'« explosive ».

(AFP, Reuters, UPI)

BURUNDI

Les élections législatives devraient confirmer l'arrivée au pouvoir de la majorité hutue

Moins d'un mois après avoir porté Melchior Ndadaye à la tête du pays, 2,6 millions d'électeurs retourneront aux urnes mardi 29 juin pour des législatives qui devraient confirmer la victoire historique du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) du président élu. M. Ndadaye avait gagné l'élection présidentielle avec 64,75 % des voix, assurant, pour la première fois depuis l'indépendance du pays en 1962, l'arrivée au pouvoir de l'ethnie majoritaire des Hutus (85 % de la population).

o ALGERIE : la Ligue pour la défense des droits de l'homme dénonce l'usage de la torture. - La Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH) reproche au pouvoir, dans un communiqué, de « tolérer et de cautionner l'usage de la torture ». « Nous assistons à un système d'encadrement de quadrillage et de contrôle de la population, avec rafles, arrestations très nombreuses, extensions extra-judiciaires », ajoute l'organisation humanitaire. Elle condamne le « cycle infernal de la violence fratricide, quelles que soient ses motivations, ses causes, sa provenance, (...) et quelles que soient les victimes concernées, sans aucune discrimination ». - (AFP)

dans un pays largement dominé jusqu'alors par sa minorité tutsi.

Co-boutement des rapports de forces politico-ethniques s'est produit dans un climat exultant, qui tranche avec l'histoire dramatique du Rwanda plusieurs fois endeuillé au cours des vingt dernières années par des massacres entre les mêmes ethnies. Sur les dix partis légalisés depuis l'instauration du multipartisme en mars 1992 - après vingt-cinq ans de parti unique -, six formations présentent 740 candidats dans les seize circonscriptions du pays pour 81 sièges de députés qui seront départagés dans un scrutin à la proportionnelle. Pour avoir des élus, un parti doit atteindre au moins 5 % des suffrages au niveau national. - (AFP)

HAÏTI

Les négociations de New-York achoppent sur les exigences du général Cedras

Les négociations engagées dimanche à New-York entre le président Jean-Bertrand Aristide et le général René Cedras en vue du rétablissement de la démocratie en Haïti ont failli être interrompues, lundi 27 juin, en raison des exigences formulées par l'homme fort de Port-au-Prince. Le général Cedras entendait rester à son poste de commandement en chef des armées et ne voulait accepter le retour en Haïti du président Aristide que dans « huit ou dix mois », après la nomination d'un nouveau premier ministre choisi « dans l'opposition ». Après l'intervention de Lawrence Pezzulo, le représentant du département d'Etat dépeché par l'administration Clinton à New-York, le chef de l'armée haïtienne aurait accepté de discuter de sa propre démission et de celle des autres putschistes, dont le chef de la police. (Corresp.)

SÉNÉGAL

Vingt morts lors de combats entre l'armée et les séparatistes de Casamance

Vingt membres supposés du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC, séparatiste) ont été tués, samedi 26 juin à Badem, à une vingtaine de kilomètres de Ziguinchar, lors d'un affrontement avec l'armée sénégalaise. Les militaires pétroliers dans cette zone lorsqu'ils se sont trouvés face à un groupe d'hommes armés en train d'établir leur campement. Un militaire a été blessé lors de l'acroche.

Le dernier affrontement entre militaires et membres du MFDC qui remonte au 18 avril, aurait entraîné la mort de trois cents personnes parmi les indépendantistes, un chiffre que les autorités sénégalaises n'ont ni démenti ni confirmé. La Casamance connaît depuis cette date une relative accalmie.

Une phase de négociations était en cours de préparation entre les autorités et les représentants du MFDC depuis l'appel au cessez-le-feu et au dépôt des armes lancé par l'abbé Augustin Diamoucou Senghor, le chef de la faction radicale du MFDC, rentré de huit mois d'exil en Guinée-Bissau, début avril. - (AFP, Reuters)

Le Monde
1000
La guerre des six jours
3-10 juin 1967
La guerre du Kippour
6-25 octobre 1973
Les accords de Camp David
?
Consultez
**L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR**

حکومتی لکھنؤ

POLITIQUE

La gauche continuant ses batailles de procédure

L'Assemblée nationale engage laborieusement le débat sur les privatisations

Les députés ont entamé lundi 28 juin, dans la soirée, l'examen du projet de loi de privatisation adopté en première lecture au Sénat, après déclaration d'urgence. Les suspensions de séance à répétition demandées par l'opposition ont retardé l'ouverture de la discussion. L'exception d'irrecevabilité, première motion de procédure destinée à montrer que le texte est contraire à la Constitution, devait être défendue mardi matin par Alain Bocquet, président du groupe communiste.

Moins de députés sur les bancs de la majorité que sur ceux de l'opposition, la plupart des orateurs inscrits absents, un président de séance communiste... On se sentait, dès l'ouverture de la séance, lundi soir à 21 h 30, que le débat sur le projet de loi de privatisation n'irait pas bien loin.

Le gouvernement semblait en avoir pris son parti, convaincu qu'il lui faudrait recourir à une procédure radicale pour faire passer un texte dont l'adoption, d'ici à la fin de la session ordinaire du

Parlement, mercredi soir, paraît désormais impossible. Les communistes ont déposé quelque 2 000 amendements, les socialistes près de 1 500.

Affirmant que ces amendements n'avaient pas été examinés par la commission des finances, les députés socialistes ont réclamé des suspensions de séance successives, que le président, Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), leur a accordées. A 22 h 20, le débat n'avait toujours pas commencé.

« Votre projet ne fait pas preuve d'acharnement idéologique », a souligné, lorsqu'il a pu prendre la parole, Alain Grioletier (UDF, Val-de-Marne), rapporteur du projet au nom de la commission des finances, à l'adresse du ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, venu défendre son projet devant les députés.

Après avoir regretté qu'un plus grand nombre d'activités du secteur public ne soient pas soumises à privatisation, Alain Grioletier a expliqué que les députés souhaitent une « alternance du dispositif » de l'action spécifique décernée par l'Etat dans les sociétés privatisables si la protection des intérêts nationaux l'exige. Un amendement de la commission des finances pro-

pose ainsi de transformer automatiquement, au bout de huit ans, l'action spécifique en action ordinaire afin de faire rentrer le plus vite possible les privatisées dans le lot commun des sociétés privées.

Le cas des industries de la défense

Au nom de la commission de la défense saisie pour avis, René Galy-Dejean (RPR, Paris) a pris le contre-pied de cette initiative en faisant remarquer que limiter la protection des intérêts nationaux à huit ans était difficilement envisageable pour les industries de la défense (Aérospatiale, Snecma et Thomson SA sont sur la liste des privatisables) où la mise en point des systèmes prend souvent une quinzaine d'années. « Le risque de dépeçage de ces entreprises n'est pas une crainte infondée », a remarqué le rapporteur de la commission de la défense.

S'attachant à débusquer, avec une rigueur qui lui a valu les félicitations d'Henri Emmanuelli (PS, Landes), les risques de manque de droit constitutionnel, communautaire ou des sociétés commerciales, Xavier de Roux (UDF, Charente-Maritime) s'est

penché, lui aussi, sur le problème de « l'absence de limitation de durée de vie » dont bénéficie l'action spécifique dans le texte gouvernemental. « Il n'est pas interdit de craindre qu'une action spécifique sans durée limitée ne soit susceptible de créer une rupture d'égalité entre entreprises », a fait observer le rapporteur de la commission des lois.

Après une énième suspension de séance, Edmond Alphandéry a entrepris de calmer les préoccupations exprimées par les différents rapporteurs. « Vos commissions se sont inquiétées de l'avenir public ou étatique qui pourrait donner aux sociétés privatisées l'existence d'une action spécifique sans limitation de durée », a-t-il indiqué. « Sans nuire à la gestion privée » de certaines entreprises à privatiser « lorsqu'elles auront quitté la sphère publique, a-t-il dit, il importe que l'Etat puisse disposer de prérogatives très clairement délimitées, mais propres à garantir les intérêts nationaux les plus essentiels ». « Rien n'assure que ces intérêts ne soient plus en cause dans cinq ou dans huit ans », a conclu le ministre, avant que la séance ne soit levée.

CLAIRE BLANDIN

Devant le conseil régional d'Auvergne

M. Giscard d'Estaing demande un prélèvement sur le produit de l'emprunt Balladur au bénéfice des régions

CLERMONT-FERRAND

de notre correspondant

Devant le conseil régional d'Auvergne qu'il préside, Valéry Giscard d'Estaing a annoncé, lundi 28 juin, qu'en sa qualité de président de l'Association nationale des élus régionaux (ANER) il demanderait mardi au premier ministre le prélèvement sur le produit de l'emprunt en cours d'une tranche dont la gestion serait confiée aux conseils régionaux en contrepartie de la dette de l'Etat vis-à-vis des régions au titre des lycées. A charge pour les régions de l'affecter « exclusivement à des opérations d'urgence créatrices d'emplois telles que l'amélioration de la sécurité dans les lycées, la rénovation et l'équipement des centres de formation d'apprentis, l'acquisition de moyens pédagogiques pour la formation en alternance ».

Pour Valéry Giscard d'Estaing, « les présidents de conseils régionaux sont prêts à négocier avec les préfets de région l'affectation de ces crédits pour la relance de l'emploi et l'engagement d'ores et déjà à conclure des contrats allant dans ce sens avant le 1^{er} août ».

Lors de cette même session, il a annoncé que le taux des avances

régionales remboursables accordées aux entreprises auvergnates, jusqu'alors d'intérêt égal aux deux tiers du taux bancaire moyen (6 à 7 %), serait ramené à 0 % à compter du 1^{er} juillet prochain. De plus, la région Auvergne a décidé d'accorder aux artisans des prêts sans intérêt plafonnés à 100 000 francs à condition que les bénéficiaires s'engagent à créer au moins un emploi à durée indéterminée.

Interrogé sur l'aménagement de la loi Falloux, l'ancien président de la République a estimé qu'il était « normal de revenir dans le droit commun du fait que précédemment, les lois divergeaient selon les enseignements ». Toutefois, il a bien mentionné que « les collectivités auraient toujours à prendre en compte une programmation cohérente des besoins de manière à ce qu'il n'y ait pas un développement des uns au détriment des autres ».

Il a également rappelé que les collectivités n'étaient pas propriétaires des établissements privés et que ce facteur devait être pris en compte dans l'attribution des aides.

JEAN-PIERRE ROUGER

NOUVEAUX DÉPUTÉS

Emmanuelle Bouquillon veut plus de travail

Emmanuelle Bouquillon est un député-champignon. Elle a poussé d'un coup, avec les dernières giboulées de mars, et s'est surprise à élire à l'Assemblée nationale, à trente et un ans, sans avoir jamais dirigé auparavant le moindre mandat électif.

Dans quelques jours, Emmanuelle Bouquillon abandonnera la gérance de sa petite entreprise de communication bâtie après de rapides études de droit à Villeneuve-d'Ascq et un bref passage dans une société de gardiennage. « Député professionnel », comme elle l'avait promis à ses électeurs, elle se partagera entre sa circonscription de l'Aisne et l'Assemblée nationale, où elle tentera de faire valoir sa toute nouvelle expérience de femme de terrain.

M^{me} Bouquillon est venue à vingt-cinq ans à la politique par le biais de ses activités professionnelles, en épousant progressivement les choix politiques de ses clients. C'est ainsi qu'elle a été très vite éligible par Charles Baur, président de la région Picardie, qui elle-même est devenue son mentor, vers le Parti social-démocrate (PSD), une composante de l'UDF dont la modeste fait parfois de l'ombre à celle du Parti radical et qui n'est pas particulièrement réputée pour la richesse de son corpus idéologique et programmatique. Secrétaire générale des jeunes du PSD, M^{me} Bouquillon n'a cure des sarcasmes qui pleuvent d'ordinaire sur sa formation. « Au moins, c'est familial, se réjouit-elle, ça donne une vision très humaine de la politique. »

La « motion du groupe des douze »

Lorsqu'elle s'est décidée, il y a un an, à tenter sa chance contre le député socialiste sortant, Bernard Lefranc, maire de Soissons, ses parrains politiques, Charles Baur et Paul Girod (UDF), président du conseil général de l'Aisne, ne donnaient sans doute pas cher de l'avenir politique de cette Nordiste née à Roubaix le 2 juillet 1961 mais établie à Paris. Au vu du faible empressement des notables locaux de l'UDF et du RPR, il était évident que la messe était loin d'être dite. La circonscription guignée par M^{me} Bouquillon n'appartenait pas à la catégorie de celles qui devaient tomber sans coup férir dans l'urne électorale de la droite.

Opiniâtre, la jeune femme a mené campagne, « portée » par la vague électorale, comme elle l'avoue bien volontiers, elle a battu d'un peu moins de mille

voix le notable socialiste. Avec 50,98 % « seulement » des suffrages, compte tenu de la clef majoritaire assénée à la gauche, le benjamin de l'Assemblée nationale se sent en situation délicate pour les élections à venir. Au soir de sa victoire, l'euphorie l'a très vite cédée à la prudence. « Je me suis dit : maintenant, il va falloir vraiment bosser », raconte-t-elle.

Elle a aussitôt joint le geste à la parole en signant il y a quelques jours, avec onze autres nouveaux élus UDF (1), un texte, baptisé « motion du groupe des douze », demandant au premier ministre de leur donner un peu plus de travail. « Les



Français ne comprendraient pas, écrivait ces courageux députés, que les parlementaires qu'ils ont élus pour trouver les remèdes à la crise partent deux mois en vacances, laissant les problèmes en l'état. »

Les « douze » prennent soin de se dire « solidaires du gouvernement », mais cette solidarité ne les empêche pas de juger les efforts dudit gouvernement « encore insuffisants pour enrayer la flèche qui constitue le chômage » et de l'inviter à « agir énergiquement, autrement qu'en proposant des demi-mesures ».

Voilà M. Balladur svertu. Le profil lisse d'Emmanuelle Bouquillon dissimule quelques aspirations.

GILLES PARIS

(1) Il s'agit de Jean-Pierre Baglini (Haute-Garonne), Arnaud Cazin d'Honnin (Finistère), Jean-Pierre Cave (Tarn-et-Garonne), Thierry Cornillet (Dordogne), Laurent Dousset (Paris), Eric Dupré (Vienne), Nicolas Forissier (Indre), Hervé Mariton (Drôme), Dominique Pallé (Deux-Sèvres), François Sauvéat (Charente) et Jean-Pierre Thomas (Vosges).

DANGER DEMORT!

Aujourd'hui, nos entreprises papetières utilisatrices de bois sont condamnées par le simple jeu de la dévaluation des monnaies étrangères. L'industrie papetière française, l'une des plus performantes du monde, subit un handicap de compétitivité insurmontable de 25%. Nos entreprises sont contraintes à vendre à perte et devront cesser leur activité.

Demain, si rien n'est fait, tous les métiers de la forêt seront, aussi, gravement menacés: sylviculteurs, débroussailliers, bûcherons, débardeurs, transporteurs, exploitants forestiers-scieurs et industriels du bois.

Ce n'est pas seulement notre secteur économique qui est condamné, ce sont aussi des dizaines de milliers d'emplois, la vie de nos forêts et l'avenir du monde rural.

Les industriels ont alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation.

LES DÉCISIONS NE PEUVENT PLUS ATTENDRE!

Les 1 500 000 propriétaires forestiers français.
Les 13 000 communes forestières de France.
Les 10 000 entreprises d'exploitation forestière et de sciage.
Les 10 000 professionnels de nos industries papetières.

FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER - GROUPEMENT DE LA COPACEL

CONSEIL INTERNATIONAL DU BOIS - FÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYLVICULTEURS - FÉDÉRATION DES COMMUNES FORESTIÈRES DE FRANCE - THÉMATIQUE NATIONALE DU BOIS - FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER BOIS - FÉDÉRATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE DU BOIS - CONFÉDÉRATION NATIONALE DES INDUSTRIES DU BOIS

POLITIQUE

La préparation des états généraux du PS

Les anciens jospinistes veulent réviser à la fois les conceptions libérales et les dogmes socialistes

Jean-Christophe Cambadélis, ancien député de Paris, chargé des relations extérieures du PS, et Pierre Moscovici, trésorier de ce parti, tous deux membres de la direction nationale du PS au titre du courant Avenir socialiste (ex-jospiniste), ont rendu publique, lundi 28 juin, dix «thèses» pour l'emploi, sous le titre : «Changer de modèles».

Cette présentation rappelle les débats des années 70 au sein du PS, qui discutaient alors des «thèses pour l'autogestion», mais il s'agit en fait, pour les auteurs, à l'occasion des états généraux du PS, de la fin de cette semaine, de proposer, sous une forme apparemment traditionnelle, une véritable rupture. «Au-delà des états généraux, (...) la perspective (...) est bien celle de la création d'un nouveau parti,

qui, affirment-ils, prenant acte à la fois de notre filiation social-démocrate et de l'usage de ce modèle, suit un parti de toute la gauche».

MM. Cambadélis et Moscovici préconisent de rompre, d'abandonner les mauvaises habitudes prises par la gauche dans les années 80 : «l'acceptation des thèses libérales (...) avec un empiètement excessif» et le fait de traiter le chômage comme «un soldat dans les politiques économiques». Ils estiment que le GATT «a atteint ses limites» et qu'il «s'agit, désormais, de mettre en place une nouvelle organisation des échanges internationaux, conçue selon une logique de partage». Ils affirment, enfin, que «l'Europe de Maastricht (...) n'est pas l'Europe des socialistes». «Trop impuissante sur la scène internationale, trop libérale sur la scène intérieure, elle est encore trop loin, écrivent-ils, de constituer seulement une véritable démocratie».

A ces remises en question des conceptions auxquelles les socialistes s'étaient ralliés au pouvoir, les deux auteurs ajoutent celle des idées originellement défendues par la gauche. Ainsi soulignent-ils que le «nouveau pacte social», que les socialistes doivent proposer au pays, suppose, certes, de «demander sa contribution au capital», mais qu'il doit comporter, aussi, «un partage, progressif et élargissant les plus bas revenus, des salaires».

«Démocratie participative»

Sans abandonner la lutte contre «les inégalités dans le travail», dont souffrent les salariés, ils plaident pour «une nouvelle conception de la justice sociale», car, selon eux, «le retour de l'Etat-providence des années 60 n'est pas plus à l'ordre du jour que l'individualisme libéral et l'assurancielisme cher aux pays anglo-saxons et à la droite».

François Mitterrand en 1978, il est le chef d'un parti battu qui attend une éclaircie, qui spéculait sur l'échec de la droite et qui s'efforçait de se doter d'une position qui lui permette de saisir la chance si celle-ci se présente.

Au-delà de ce constat, prend corps cependant une hypothèse, crédible celle-là, selon laquelle, face à une impopularité persistante, et en présence d'une candidature porteuse de mêmes idées et des mêmes idées, à savoir Jacques Delors, c'est à ce dernier que Michel Rocard demanderait de représenter les socialistes en 1995.

A vrai dire un problème analogue va lui être posé rapidement, à l'occasion de la préparation des élections européennes. Ne pas prendre lui-même la tête de la liste socialiste serait assurément ne pas remplir sa fonction, si le congrès de l'automne le confirme dans cette idée. Mais se porter candidat serait aussi proclamer un très gros risque politique, car ce serait européen sera regardé comme la répétition d'un premier tour de présidentielle, et d'ici là il y a fort peu de chances que l'horizon s'éclaircisse vraiment pour les socialistes. Mais la difficulté la plus grande est pourtant pas là : elle réside dans le fait que constitue pour lui et pour le pays le Parti socialiste.

Nostalgie de l'âge d'or

De ce point de vue, Michel Rocard risque de ne pas être en mesure de remplir son contrat, celui de la rénovation. Pour mener à bien celle-ci, il lui faudrait imposer sa règle à ses vus et à la sensibilité de l'ensemble de ses alliés et de sa volonté de faire apparaître à tout prix un mouvement rassemblé ; il lui faudrait emballer la machine, boucler tout le monde, là où ces mêmes alliés l'invitent à se poser, remettre en cause les structures existantes, alors même que celles-ci sont de truite évidence frappées d'obsolescence ; il lui faudrait rénover, adapter, moderniser le message social-démocrate là où la recherche militante est par nature davantage nostalgique de l'âge d'or que réellement soucieuse de rénovation. Celle-ci, et Michel Rocard avec elle, peut donc être bloquée par les batailles de courants, par les exigences militantes, par la recherche de la combativité face à la droite. Le risque existe ainsi de voir apparaître une contradiction forte et insurmontable entre Michel Rocard et le rocardisme.

A charge pour lui de ne pas se laisser imposer un programme inévitablement aujourd'hui, compte tenu de la dérive et des routes qu'elle engendre. «Équidistant», c'est-à-dire un tantinet démagogique, quand il faudrait coiffer à la réflexion et aux efforts d'adaptation des sociaux-démocrates européens. A charge pour lui également de ne pas perdre au cours de route l'objectif initial de sa démarche qui était de prendre le PS pour en faire autre chose que l'instrument d'une aventure personnelle et reprendre d'ailleurs le flambeau d'un mouvement historique qui ne mérite assurément pas le sort que, in fine, le mitterrandisme semble lui avoir réservé.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Seule région gouvernée «à gauche» en métropole

Le Limousin s'inquiète de la valse des préfets

Robert Savy, président (PS) du conseil régional du Limousin, a regretté, jeudi 24 juin, au lendemain du dernier mouvement préfectoral, que trois préfets de région se soient succédés entre 1991 et 1993. Il a souligné que l'action conjointe de la région et de l'Etat «ne peut se développer utilement que dans la durée».

LIMOGES

de notre correspondant

Seule région hexagonale à être «gouvernée» à gauche, le Limousin a été particulièrement touché par les derniers mouvements préfectoraux : les préfets de ses trois départements vicoquent en effet d'être mutés. Alors que la longévité préfectorale moyenne est en général de deux à trois ans, les trois préfets sortants seront restés en poste ou au plus. La région s'estime donc victime d'un traitement particulier. Elle vit ces mutations comme le troisième tour des élections législatives, qui ont vu sa représentation passer de huit députés socialistes sur neuf à huit RPR sur neuf.

Premier cas, celui de la Corrèze, où Pierre Mirabaud, alors secrétaire général de la Seine-Maritime, a été nommé le 3 mai (le Monde du 7 mai). Le préfet sortant, Bernard Boubé, n'a été en poste que sept mois. Il était la bête noire du RPR départemental. Son successeur a été précédemment en poste aux cabinets de Raymond Barre, Jean-François Deniau et Michel Giraud.

Dans la Creuse, Dominique Schmitt, remplacé le 23 juin par Jean Godfroid (le Monde du 25 juin), avait été nommé le 3 juin 1992. Son successeur, Jean Godfroid, a été notamment secrétaire général de la Corrèze lorsque Jacques Chirac était président du conseil général. Il a été ensuite un collaborateur de la Mairie de Paris à la jeunesse et aux sports, puis à la direction de l'architecture.

Daos la Haute-Vienne enfin, le préfet de région sortant, Jean Minasson, n'aura exercé ses fonctions que pendant sept mois. Son successeur, Bertrand Landrieu, nommé le 23 juin (le Monde du 25 juin), a été un collaborateur de Jacques Chirac à l'agriculture et à Matignon, puis de Charles Pasqua à l'intérieur, à l'époque de la cohabitation.

Moment crucial

Ce mouvement intervient à un moment crucial : l'élaboration du prochain contrat de plan Etat-région. Le président du conseil régional, Robert Savy (PS), a réagi jeudi 24 juin en déclarant : «L'action que la région doit conduire avec l'Etat, c'est-à-dire avec ses représentants dans la région et les départements, ne peut se développer utilement que dans la durée». Or, «entre l'été 1991, où la réflexion prospective a commencé, et la fin de l'année 1993, où le contrat de plan doit être signé, trois préfets de région se seront succédés. Il n'est pas possible de travailler de manière approfondie dans ces conditions».

Robert Savy a toutefois refusé d'engager une polémique politique : «C'est avec la volonté de travailler utilement que je souhaite la bienvenue aux nouveaux préfets, a-t-il dit. La collaboration confiante de la région leur est acquise dès lors qu'ils arrivent avec le seul souci de servir l'Etat, de comprendre le Limousin, de le respecter comme il est, et de travailler à son développement».

GEORGES CHATAIN

PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt du 29-3-1991. - La 9^e ch. de Versailles a condamné BAUMANN H., 9, rue du Gd-Veneur, Paris-3, à 4 mois de prison avec sursis, 10 000 F pour tentative d'escroquerie.

Michel Rocard contre le rocardisme

Suite de la première page

Quant au «big bang», qui était un appel à la création d'un nouveau monde, passant par le dépassement des structures partisanes existantes, il ressemble de plus en plus, au pire à la perpétuation du vieux monde socialiste, au mieux à la remise en état de la vieille maison.

Pourtant le ebois de Michel Rocard, présenté à l'origine comme transitoire, a toutes chances d'être durable. La période où il prétendait s'imposer comme candidat par la vertu de sa seule force dans l'opinion est révolue. Sa situation de candidat «virtuel» ou «naturel» frisant déjà le ridicule avant les législatives, après la défaite de Confiant, elle était devenue ingérable. Il lui fallait soit prendre sa retraite, soit se doter d'une base politique qui lui permette de troquer le statut extraordinaire qui était le sien contre une situation plus ordinaire, mais ayant l'avantage de lui offrir une légitimité permanente dans le débat politique ; au moment où les socialistes sont, eux, en dessous de l'ordinaire.

Precaut la tête d'un mouvement, il peut prétendre en effet non pas au titre de chef de l'opposition, tant celle-ci est éclatée, mais au moins à celui d'opposant en chef à Edouard Balladur. Même s'il est vrai qu'il n'est pas toujours adroit, que son autocritique dans Libération a malheureusement affaibli sa critique dans le Monde, par exemple, il a pris le bon chemin. Et le RPR aurait tout intérêt à l'encourager dans cette voie. Car pour le parti de Jacques Chirac le débat, voire la diatribe, face à un PS fort, vaut infiniment mieux que le vide actuel. Si celui-ci persiste, le risque est de voir s'installer un clivage redoutable entre, d'un côté, le

RPR, de l'autre, tous les autres d'usage part, et au sein même du RPR entre les «équidistes» et les autres. D'autre part, le bon vieux clivage droite/gauche est le seul qui permette d'éviter que se constitue à terme, et notamment à l'approche de la présidentielle, un front anti-RPR qui rassemblerait les libéraux et ce qui reste des socialistes à l'extérieur, et un front anti-Chirac à l'intérieur même du mouvement.

L'échec des européennes

Une telle situation se pale naturellement d'un prix très élevé dans l'opinion : en moins de cent jours, Michel Rocard a perdu quinze points au baromètre mensuel de la SOFRES et se trouve devancé de vingt et un points par Jacques Delors là où il avait coutume de faire jeu égal avec le président de la Commission européenne. Mais c'est précisément parce que le prix de ce changement de stratégie a été payé qu'il serait maintenant absurde d'abandonner ce chemin et de ne pas chercher au contraire à consolider une position si chèrement acquise. Mais pour qu'il le fasse ?

Il serait évidemment peu crédible d'affirmer que Michel Rocard veut désormais se consacrer exclusivement à la reconstruction d'une gauche digne de ce nom, à tous les sens du terme, et qu'il a fait une croix sur la perspective présidentielle. Ironie de l'histoire, il chasse les bottes de François Mitterrand. Non seulement parce qu'il se retrouve lui-même, impopulaire face à un Jacques Delors populaire, dans la situation du Mitterrand impopulaire de 1980 face au populaire Rocard de cette année-là. Mais surtout parce que, comme

les grands entretiens du Monde

avec

• Pierre Hecner • Samir Amin • Yachikazu Sakamoto • Jorge Semprun • Philippe Merzag • Francesco Raci • André Garz • Alain Jaxe • Emmanuel Levinas • Michel Faucher • Krzysztof Pomian • Alain Fekietkraut • André Glucksmann • Bernard-Henri Lévy • Algrudur-Jónsson Grímsson • Israël Kaduri • Baraklatamé Ben-Ami • Maria Sagol • Max Galia et Alain Tardieu • Jael Ramon • Umberto Eco • Michel Crozier • Charles Millon • Raymond Barre et Jean Poyrelevede • Elio Cohen • René Lenoir • Georges Vedet et Olivier Duhameil • Blundine Krieger • Claude Lafert • Coraillus Castaridis • Pierre Baudieu • Jacques Attali • François Furet • Jacques La Guff • Françoise Héritier-Augué • Francis Fukuyama et Bernard Bourgeois • Marc Augé • Georges Duby

Hors série - Tome 1 - 38 francs
en vente chez votre marchand de journaux

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs ; doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

INTERVENIR EN YOUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yougoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre : la guerre d'Ethiopie et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 30 F

هك ان النفل

POLITIQUE

« La tentation national-communiste »

Une lettre d'Alain de Benoist

A la suite de notre article intitulé « La tentation national-communiste » (Le Monde du 26 juin), consacré aux passerelles idéologiques entre membres du PCF marqués par le stalinisme et intellectuels proches des thèmes de l'extrême droite, nous avons reçu d'Alain de Benoist, principal théoricien du GRECE (Groupe de recherche et d'étude pour la civilisation européenne), la lettre suivante :

1. Je ne suis pas un intellectuel d'extrême droite. Mes écrits en témoignent tout autant que les attaques dont je suis régulièrement l'objet dans la presse à laquelle le même qualificatif est généralement décerné.

2. Je me suis rendu en Russie en mars 1992. J'y ai rencontré des personnalités de toutes opinions, parmi lesquelles un certain nombre de « conservateurs » hostiles à la politique de Boris Eltsine. Tout en approuvant leur critique du libéralisme occidental, je leur ai toujours fait part de mon hostilité absolue envers toute forme d'impérialisme jacobin, de pratique antidémocratique et de xénophobie.

3. Le journal russe *Elementy* est une publication totalement indépendante du journal français *Elementy*. Dès la publication de son premier numéro, j'ai fait retirer mon nom du comité de patronage, où il avait été imprimé sans mon autorisation.

4. Je n'ai pas à commenter les pratiques promotionnelles d'un éditeur qui a bien voulu me confier la direction d'une collection. Il est clair qu'elles ne sauraient m'engager. Mais puisque vous citez la publication,

dans cette collection, d'un recueil d'écrits du théoricien national-bolchevique Ernst Niekisch, qui fut, sous le III^e Reich, l'animateur du mouvement Résistance, j'aimerais signaler la présence, parmi ces écrits, du célèbre pamphlet anti-hitlerien *Hilfer, une fatalité allemande*, dont la publication valut à son auteur d'être condamné sous le régime nazi à la réclusion criminelle à perpétuité, peine qu'il subit jusqu'à sa libération, en 1945, par l'Armée rouge.

[Alain de Benoist ne conteste aucunement le fond de notre propos, qui était de souligner l'existence d'une tentation national-communiste, caractérisée par des relations et des rencontres entre certains communistes totalement antisocialistes et des intellectuels inspirés de longue date le courant européen et d'extrême droite, par opposition à sa tendance nationaliste et populiste. Cette évolution fut illustrée, en 1992, par deux réunions publiques : au début de l'Institut de recherches marxistes sur « Le réveil de la pensée critique », présidé, le 12 mai, par un membre du bureau politique du PCF, auquel fut convié M. de Benoist et dont l'*Elementy* du 14 mai rendit compte (Le Monde daté 24-25 mai 1992) ; au début sur « La reconquête du paysage intellectuel français », organisé, une semaine plus tard, le 19 mai, par la revue du GRECE, *Elementy*, réunion animée par M. de Benoist et à laquelle participèrent Marc Cohen, rédacteur en chef de *l'Idiot International*, militant du PCF et responsable du Collectif communiste des travailleurs des médias.

Dans ses écrits récents, M. de Benoist dit parfois d'un « troisième voie » qui incarne « une volonté d'un flux avec l'héritage » politico-idéologique en réconciliant les contraires, c'est-à-dire en

associant systématiquement des thèmes « de droite » et « de gauche » sur la base d'une opposition commune à l'univers du « centre » représenté par les idées libérales et bourgeois (cf. *Elementy*, n° 70, printemps 1991). Dans la collection qu'il dirige aux éditions Parole, il s'attache à réhabiliter les divers courants de la « révolution conservatrice » allemande qui, avant la victoire du nazisme, tentèrent, selon son analyse, de « conjuguer libération nationale et révolution sociale dans une unique identité, sans tomber pour autant dans le biologieisme sommaire du racisme nazi ».

S'il refuse d'être classé à l'extrême droite, M. de Benoist n'a cependant pas refusé d'associer en entête au manuel d'extrême droite le Choc du mois, publié dans son tout dernier numéro (juin 1993). Il y présente une autre collection qu'il dirige, « Les grands classiques de l'extrême droite » (Éditions des grands classiques), qui constitue, selon le Choc, « une collection de livres pour témoigner de la richesse des droites » et dans laquelle figurent, notamment, les ouvrages de Charles Maurras, Robert Brasillach et Abel Bonnard. Le Choc souligne que M. de Benoist est quelqu'un qui « a jamais été en désaccord avec le parti ». C'est-à-dire, en conclusion de l'introduction, qu'il espère parvenir à la collection, « et si elle marche bien, à des auteurs plus tard, par exemple ». Jules Sorey est considéré, par les historiens, comme un des théoriciens français du racisme.

La place ambiguë de M. de Benoist dans le paysage intellectuel français a donné lieu à deux études récentes, dont les auteurs estiment qu'il n'a pas fondamentalement changé par rapport au thème central qu'il fut l'un des fondateurs de la fin des années 70 sur la nouvelle droite : « Au prisme de la nouvelle droite », par Maurice Olender, 1992,

octobre 1992 ; « Alain de Benoist ou le droit de gauche », par Alain Bihl, Celsus, janvier 1993.

Dans la notice biographique consacrée à M. de Benoist, la dernière édition du *Who's Who* (1992-1993) indique qu'il est membre du Mouvement national-éclaireur dans les sciences sociales (MAUSS). Directeur de la publication du MAUSS, Alain Caillé déclarait, dans le numéro 13 du troisième trimestre 1991, à l'occasion d'un long débat avec M. de Benoist : « Il ressort assez clairement, je pense, que si vous êtes plus à droite, c'est uniquement parce que ce qui est habituellement considéré comme de droite ne vous semble pas suffisamment à droite. Je vais sans comment en pourrais qualifier une telle position autrement que d'être d'extrême droite. » En conclusion de son échange courtois avec M. de Benoist, M. Caillé indiquait : « Je ne suis plus sûr désormais que le lien de la cohérence probable de votre propos soit autre, comme l'opinion publique vous en soupçonne, que celui d'un incertain actualité. »

Enfin, la revue russe *Elementy*, dont nous nous sommes bornés à constater qu'elle portait le même titre que la revue *Elementy* du GRECE, est animée par Alexandre Dougaline, auquel M. de Benoist a écrit une préface (cf. *Elementy*, n° 73, hiver-printemps 1992) et le GRECE ses colloques. Il n'est pas contestable que M. Dougaline se réclame de la nouvelle droite et des œuvres de M. de Benoist, classant parmi les « revues sœurs » en France uniquement les trois publications animées par ce dernier : *Idiot International*, *Notre École*, l'*Idiot d'un chercheur du CNRS*, Denis Peillard, sur « L'insolite renaissance de l'extrême droite en Russie encouragée par des activistes occidentaux », publiée en janvier par le *Monde diplomatique*, est, de ce point de vue, très éclairante. — O. B. et E. P.]

Remous à « Libération »

Dans son édition du mardi 29 juin, *Libération* publie, sur deux pages, plusieurs articles consacrés aux connivences entre des intellectuels communistes et d'extrême droite récemment mises au jour (le Monde du 26 juin). Notre confrère fait état de « remous » au sein même de sa rédaction. En effet, un des ses collaborateurs, Jean-Paul Cruse, avait rédigé en mai, dans l'organe qui sert de passerelle à ces deux extrêmes, *l'Idiot International*, un article intitulé « Vers un front national ». Il y préconisait, notamment, « une politique autoritaire de redressement du pays », en appelant à une « alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurassienne ». Il y dénonçait également le « stalinisme international ».

Libération indique que la publication de cet article de M. Cruse, délégué syndical SNJ-CGT, a provoqué une « vive émotion » dans le journal. Il a suscité, selon notre confrère, des « réactions de refus de cette idéologie », tant des syndicats de l'entreprise (hormis la CGT) que du bureau de la société des rédacteurs et du conseil de surveillance, dont M. Cruse est membre. Le quotidien précise que ce « désaccord » s'est aussi manifesté « par voie de pétition réunissant une cinquantaine de signataires et par la démission de quatre membres du comité d'entreprise ».

Bénéficiant de peu de publicité interne, une pétition lancée le

11 mai par un secrétaire de rédaction du service étranger avait recueilli quarante-six signatures parmi les quatre cents salariés de l'entreprise. Le texte demandait aux membres des deux instances dont M. Cruse est membre de « démissionner collectivement afin de provoquer au plus tôt de nouvelles élections ». Par ailleurs, une explication oragieuse a opposé Serge Joly, directeur de *Libération*, au journaliste incriminé. Ce dernier a diffusé, dans la rédaction du quotidien, un texte extrêmement long, en neuf points, intitulé « J'ai peut-être eu tort », qui, sur le fond, ne remet pas en cause son article dans *l'Idiot International*.

« Déclaration de principes »

La direction de *Libération* indique que la « proclamation en faveur d'un régime autoritaire et nationaliste » de la part de M. Cruse est en « contradiction formelle » avec une « déclaration de principes » de 1987 fixant les valeurs auxquelles se réfère le journal. La direction a proposé au journaliste de négocier son départ, ce que ce dernier a refusé. Il lui a été signifié qu'« il n'aurait accès à aucun poste de responsabilité ». Pour sa part, le comité national du SNJ-CGT fixera sa position à l'égard de M. Cruse en septembre.

BIBLIOGRAPHIE

Les colères d'un caldoche éclairé

LE PAYS DU NON-DIT
REGARDS SUR LA
NOUVELLE-CALÉDONIE

Louis-José Barbançon
Publié d'après d'ouvrage,
la livre est disponible
à la librairie l'Horizon,
16, rue des Ecoles, 75005 Paris.

Parmi les multiples mystères dont la Nouvelle-Calédonie est chargée, il en est un qui attire insuffisamment l'attention des commentateurs familiers du Caillou : l'inhibiteur qui frappe les Calédoniens, caldoches ou canaques, dès qu'il s'agit d'écrire sur leur propre pays. Les deux sens du mot « caldoche » (canaque, Georges Baudoux et Jean Marini, ont légué leur patronyme à des lycées de Nouméa, mais n'ont pas vraiment fait d'émules.

Si la géographie des étudiants canaques des années 70 a vu émerger en son sein une poëtesse, Dédé Gnrodey, celle des années 80 est toujours en quête de porte-drapeau. Il en est résulté, pour les Calédoniens, une progressive dépossession de la « parole » sur eux-mêmes. Un rapide coup d'œil sur la bibliographie consacrée à la Nouvelle-Calédonie est cruellement édifiante : la quasi-totalité des auteurs sont métropolitains ou... australiens.

« Périlleux » périples

Il faut donc se féliciter qu'un Calédonien ose enfin s'arracher à toutes ces pesanteurs. Si Louis-José Barbançon, historien caldoche, spécialiste de la colonisation pénale, s'est lancé dans ce « périlleux » périple au cœur du « pays du non-dit », s'il a tenté de coucher sur le papier ses angoisses, ses tourments et ses colères, c'est que cette automutilation collective a fini par lui paraître insupportable. « Il faut laisser les morts dormir en paix », l'avait supplié sa mère à propos de ses recherches sur le bagne. « Il ne faut pas réveiller les vieux qui sont morts », lui avait objecté un Canaque de l'île de Lifou, qu'il interrogeait sur les guerres de religion qui avaient jadis opposé les chefs locaux autochtones. « De ce double silence est née une incompréhension porteuse de mort », note Louis-José Barbançon.

Paris de la conquête

Pourquoi donc, s'interroge-t-il, ces parias de la conquête, indigènes dépossédés et bagnards matés, n'ont-ils pas pu se retrouver plus tôt ? N'étaient-ils pas liés par ce « mimétisme culturel » forgé par la cohabitation au cœur d'une brasse qui imposait à tous des « rythmes cycliques » ? Les caldoches se tempaient-ils pas plus que les Canaques eux-mêmes contre la caste dominante de Nouméa ? N'étaient-ils pas, aussi, les premiers à s'insurger contre l'« envahisseur » métropolitain ? Louis-José Barbançon ne se console toujours pas d'avoir vu ce petit peuple caldoche « refouler son nationalisme ». Il s'attriste encore davantage de l'avoir vu résilier son alliance avec les Canaques — nouée au sein de l'Union calédonienne, parti multiracial autonome des années 50 et 60 — pour faire acte d'allégeance au « député » (Jacques Laffeur) et à Paris. Cette « abdication », écrit-il, nourrit l'amertume et la révolte canaques.

A l'heure de la paix retrouvée, est-il donc nécessaire de remâcher ces vieilles rancœurs ? « Sceptique », Louis-José Barbançon craint, en vérité, qu'à force de remémorations il ne soit « bien tard » pour ses compatriotes. Alors, il s'attelle à « imaginer une décolonisation du XXI^e siècle » pour sauver ce qui peut l'être. Alors, il se surprend à rêver à des... « lendemains qui parlent », faute de mieux.

FREDERIC BOBIN

EN BREF

Le Sénat approuve le report de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal. — Le Sénat a adopté, lundi 28 juin, le projet de loi repoussant de septembre 1993 à mars 1994 l'entrée en vigueur du nouveau code pénal. Le RPR et les groupes affiliés à l'UDF ont voté pour, tandis que les socialistes et les communistes n'ont pas participé au vote.

Francès Bayrou mis en minorité sur les écoles basques au conseil général des Pyrénées-Atlantiques. —

Le conseil général des Pyrénées-Atlantiques a refusé, lundi 28 juin, d'accorder à son président François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, une subvention de 425 000 francs destinée à la fédération des Ikastolak, les écoles privées d'enseignement en langue basque. Pour motiver son vote de refus, le RPR a fait allusion aux attentats de l'organisation terroriste Iparratarak, qui revendique notamment la légalisation de la langue basque.

3 leaders s'associent pour toucher les leaders.

EUROPE 1
+
Le Monde
+
L'EXPANSION
=
Business +

Business + c'est 130 messages radio en 30" sur Europe 1, Europe 2 et BFM. 3 pages quadri dans l'Expansion, 280 mm en bichro en Une du Monde univers de 3 pages pages bichro, à des conditions exceptionnelles et aux meilleurs emplacements réservés. Business + c'est le moyen le plus sûr pour mobiliser l'ensemble des décideurs économiques et des leaders d'opinion pour la complémentarité de leurs médias de prédilection. (Business + est validé par une étude commune : IPSOS Cadres). Si vous hésitez encore, contactez :

Antoine Rey : Europe Régions 47 23 16 04
Isabelle Tsatili : Le Monde 46 62 72 63
Valérie Maugin : L'Expansion 40 60 41 87

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire de corruption dans le football

Les enquêteurs disposent de nouveaux éléments sur des contacts entre joueurs de Marseille et de Valenciennes

Le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Montgolfier, a confirmé, lundi 28 juin, qu'un nouvel élément figurait dans le dossier d'incrimination de l'affaire de corruption présumée du match Valenciennes-Marseille, échantillon aux 250 000 francs trouvés chez un parent du joueur Christophe Robert, et aux aveux de ce dernier et de son épouse. Un relevé téléphonique permet d'affirmer que les trois joueurs

de Valenciennes, Jacques Gleesmann, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, ont bien reçu dans une chambre de leur hôtel un appel en provenance de l'hôtel qu'occupait l'équipe marseillaise la veille du match.

Le Marseillais Jean-Jacques Eydelie, nie toujours les faits qui lui sont reprochés. Il a fait l'objet d'une ordonnance de détention provisoire et a été placé sous mandat de dépôt mardi en fin de

matinée, par le juge Baffy. Enfin, le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, était toujours, mardi matin, en observation au service psychiatrique de l'hôpital Sainte-Marguerite de Marseille, où sa chambre fait l'objet d'une surveillance policière.

Selon les médecins, il n'était pas en état d'être interrogé par le juge d'instruction. Deux médecins experts ont été désignés pour l'examiner. Dans un

entretien accordé à l'hebdomadaire France-Football du 29 juin, Christophe Robert confirme ses aveux. Il accuse Jean-Jacques Eydelie et Jean-Pierre Bernès d'avoir servi d'intermédiaires, mais il indique également que son coéquipier Jacques Gleesmann — l'homme qui a déclenché l'affaire — avait, en fait, accepté lui aussi le « marché » proposé par les Marseillais.

L'Équipe, dans son édition du 29 juin,

évoque une autre affaire mettant en cause l'Olympique de Marseille lors d'un match de Coupe d'Europe contre les Russes du CSKA Moscou (6-0) au stade vélodrome, le 17 mars).

Selon le quotidien sportif, l'entraîneur moscovite accuse un homme se présentant comme un proche de l'OM d'avoir proposé 150 000 francs à l'un de ses joueurs (le capitaine Oleg Koltovine) pour perdre cette rencontre.

Le passé recomposé de l'OM

« Des faits graves, précis et concordants. » C'est en ces termes que le commissariat national de discipline (CND), une instance créée en mars 1990 par la Ligue nationale et récemment dissoute, avait conclu un rapport remis le 1^{er} octobre de la même année aux responsables du football français. Ce rapport allait aboutir, en 1991, à la suspension symbolique de MM. Tapie et Bernès pour de très vagues « manquements graves à la morale sportive ». L'enquête de la CND, dont le Monde avait révélé de larges extraits, portait notamment sur diverses accusations concernant l'OM, ses joueurs et ses dirigeants. Déjà.

À l'époque, ces investigations n'avaient pas eu de suites judiciaires. Il avait été impossible de prouver la culpabilité de qui que ce soit. Mais les sept membres de la CND avaient jugé les éléments en leur possession suffisamment « concordants » pour parler, à mots choisis, de « faiblesse troublante ». L'enquête en cours à Valenciennes ne surprend donc personne dans le milieu du football. Ce n'est pas la même qui seigneurait la stupéfaction savant bien que les stades où se produisent l'OM bruisent depuis des années de rumeurs de ce type.

Sans jamais pouvoir — ou vouloir ? — le prouver, n'a-t-on pas suspecté ce club de tous les vices ? De droguer ses futurs adversaires avec du jus d'orange (Rennes) ou du thé (CSKA Moscou) ? De manipuler des joueurs adverses juste avant un match en vue d'un futur transfert ? De négocier auprès de certains « agents » une discrète « intervention » pour que leurs protégés ne fassent pas d'excès de zèle ou, au contraire, pro-

voquent un penalty ? N'existe-t-il pas des présidents qui, quelques jours avant les matches contre l'OM, mettent leurs joueurs en garde contre d'éventuelles « manœuvres » de l'« entourage » marseillais ? Du conditionnel et des rumeurs, rien que des rumeurs. Sans doute. Jusqu'à preuve du contraire, l'OM est innocent. Mais l'étonnement actuel paraît d'autant plus forté que les faits analysés depuis un mois par le juge d'instruction Bernard Baffy ressemblent étrangement à ceux évoqués en 1990. Les similitudes ne manquent pas. Seuls les adversaires varient. La « technique » de la supposée « tentative » reste la même : de l'argent contre un coup de pouce à l'incertitude du sport.

• Première affaire : Bordeaux-Marseille, le 21 octobre 1989 ; victoire de Bordeaux à domicile (3-0). A en croire Claude Bez, président des Girondins, le joueur de l'OM Philippe Vercruysse aurait téléphoné au bordelais Didier Senac pour qu'il provoque, moyennant une certaine somme d'argent, un penalty sur Jean-Pierre Papin. Entendu le 4 juillet 1990 par la CND, Senac admet avoir reçu un appel de son ami, qui lui aurait dit : « De toute façon, ce soir je ne joue pas ; si tu fais un penalty sur Papin, il y aura une petite bourse pour toi ». Une « petite bourse » ? 200 000 francs ou 300 000 francs, Senac affirme ne plus se souvenir du montant exact. Interrogé par la CND, les deux joueurs prétendent qu'il s'agissait d'une « plaisanterie » comme il leur arrive « souvent » d'en faire.

Cette « plaisanterie » n'a pas



empêché Senac d'informer son capitaine, Patrick Battiston. Celui-ci, d'après le rapport de genre d'« un coup de pouce » de Jean-Pierre Bernès, en a informé son entraîneur, le Belge Raymond Goethals (futur entraîneur de l'OM), ainsi que son président, Claude Bez. La commission s'estion de contradictions dans les versions des deux joueurs (Senac évoque une somme d'argent, mais Vercruysse nie avoir cité un chiffre).

• Deuxième affaire : Caen-Marseille, le 11 novembre 1989 ; victoire de Marseille (2-0). Toujours selon M. Bez, les Marseillais auraient tenté de faire pressions sur le gardien de but de Caen, Philippe Montanier, pour qu'il soit malade lors du match. M. Bez affirme que la proposition a été transmise par Jean-Pierre Bernès, directeur général de l'OM, à Jean-François Domergue, manager du club normand.

Vendredi 13 juillet 1990, Domergue déclare à la CND : « La personne qui m'a appelé au téléphone, c'est Jean-Pierre Bernès, qui m'a proposé une somme de 300 000 francs pour Montanier pour qu'il ne soit pas bon ; mais j'ai pris cela sans y attacher d'importance (...). Le jour du match, j'ai déjeuné à l'hôtel où était l'OM pour voir Jean-Pierre Papin, qui m'a proposé de manger avec eux. Je ne le souhaitais pas. Bernès m'a dit : « Tu vas manger avec nous », et on a parlé de cela lors du déjeuner. (...) Moi, j'étais suffoqué. J'ai dit : « Arrêtez les conneries ! » J'ai dit : « Je ne comprends pas, ce n'est pas sérieux. Où va le football ? » Et je lui ai dit : « C'est hors de question ! (...) Il avait un sourire et j'ai pensé que c'était plutôt une tentative de désabilitation. (...) Puisque je ne joue pas, à la limite, ce n'était pas très grave, mais il pensait que j'allais en parler à mon joueur. »

Quelques semaines après le match, Domergue relate l'affaire à Alain Giresse, directeur sportif des Girondins. Interrogé par la CND, celui-ci enregistre : « Il m'a dit : « Tu ne sais pas ce qui m'est arrivé l'autre jour ? Voilà : Marseille a demandé que notre gardien, donc Montanier, contre une somme d'argent, fasse des fautes... » Je ne sais pas quel est le terme exact, de laisser passer des ballons ou appeler cela comme nous le faisons. J'ai dit : « Ce n'est pas possible ! » Alain Giresse estime devant la CND qu'il ne faut pas accorder une importance excessive à cette « proposition ». Lui-même l'a pourtant jugée assez dérangeante pour en informer son président, M. Bez.

fournit une cassette qui contient, d'après lui, l'enregistrement d'une conversation téléphonique entre MM. Tapie et Bernès. Cette conversation, dont l'authenticité ne pourra jamais être prouvée, aurait eu lieu quelques minutes avant un match à Saint-Etienne, décisif pour l'attribution du titre de champion de France. Le député marseillais avait demandé à son adjoint d'intervenir auprès de l'agent du joueur stéphanois Laurent Fournier pour qu'il recommande à son « poulain » de ne pas jouer « normalement » contre l'OM. Bernard Tapie répondra que cette cassette est « un montage ». Devant l'impossibilité d'authentifier le document, la CND ne le retiendra pas comme un indice valable.

• Quatrième affaire : la tentative de corruption dont aurait été victime l'attaquant paraguayen de Brest, Roberto Cabanas, à la veille d'un match contre l'OM le 24 mars 1990 (victoire des Bretons 2-1). Le 27 mars 1990, dans un courrier versé par la Ligue nationale, le président du club breton, François Yvinec, révèle que son joueur a reçu un appel d'un agent connu dans le milieu du football : « Les propos tenus inclinaient Roberto Cabanas, moyennant une somme d'argent, à quitter le terrain en simulant une blessure au bout d'une quinzaine de minutes. » Interrogé le 6 septembre 1990, Roberto Cabanas confirme ces propos mais se dit incapable d'identifier la voix.

Bordeaux, Caen, Saint-Etienne, Brest... Le fait que les principaux accusateurs de l'OM étaient des dirigeants qui n'étaient pas eux-

mêmes des modèles de rigueur (MM. Bez à Bordeaux et Yvinec à Brest) a facilité la contre-attaque de M. Tapie, qui a en beau jeu évoqué des « complots ».

Après la publication de ce rapport dans le Monde, le président de l'OM avait évoqué la thèse d'un « complot » mené par les amis de Claude Bez (aujourd'hui, il multiplie les insinuations sur le Parisien SG). Pour prouver de son honnêteté, il avait soutenu que le Caennais Domergue disait « n'importe quoi » la nuit où il avait joué à Caen. Or c'était faux. L'11 novembre 1989, Jean-Pierre Papin jouait bien contre les Normands. Il avait même marqué le deuxième but de la victoire.

Les arguments de M. Tapie soulevaient aussi maladroits à propos d'un match de Valenciennes. Contrairement à ce qu'il prétend, cette affaire n'est pas importante pour l'OM. Cinq jours de la finale de Munich, une semaine du « sommet » du championnat contre le PSG, l'équipe devait se rassurer, affronter d'abord ces rendez-vous d'espérance et sans qu'aucune de ces vedettes ne soit blessée face à un adversaire menacé de relégation pour donc enfin à résister.

L'autre argument de M. Tapie consiste à dire que le club nordiste a intérêt à tout tenter pour rester en première division. L'argument s'écroule. Mais imagine-t-on qu'un joueur comme Christophe Robert qu'aucun club ne voudrait plus car il est trop vieux et qui aura bien du mal à retrouver une vie normale, puisse ainsi décider de tout avouer dans le seul but de sauver son équipe ? Robert a cédé parce qu'il n'avait pas d'autre choix.

PHILIPPE BROUSSARD

EN BREF

□ Nouveau mandat pour le directeur général de l'Agence spatiale européenne. — Le conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA) a décidé à l'unanimité de prolonger jusqu'au 30 septembre 1992 le mandat de directeur général de Jean-Marie Lutin, a annoncé l'ESA vendredi 25 juin. Polytechnicien, ancien directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES) français, M. Lutin, cinquante ans, est à la tête de l'Agence européenne depuis le 1^{er} octobre 1990. Le conseil de l'ESA a, par ailleurs, élu son nouveau président pour les deux prochaines années. Il s'agit de Peter Gaele Winters, quarante-deux ans, directeur général adjoint pour l'industrie au ministère des affaires économiques des Pays-Bas, qui remplacera Francesco Carassa (Italie), dont le mandat s'achève le 30 juin.

□ Les habitants d'un quartier d'Ivry (Val-de-Marne) se mobilisent contre le trafic de drogue. — Les habitants d'un quartier d'Ivry, en banlieue parisienne, ont manifesté dans les rues de la ville, dimanche 27 juin, aux côtés d'élus locaux, afin de protester contre « la drogue et les marchands de la mort ». Ils réclament l'expulsion d'une centaine de personnes de nationalité italienne qui, depuis quatre ans, « squattent » un vieux immeuble de trois étages. C'est là, selon les manifestants, que s'opèrent les transactions. De nombreux commerçants affirment que l'héroïne serait parfois consommée sur place. Jacques Lalot, maire communiste d'Ivry, a écrit au préfet du Val-de-Marne pour lui demander que « le problème du squat » soit « enfin réglé », mais aucune solution n'a encore été trouvée. Le propriétaire de l'immeuble refusant de répondre aux injonctions de la préfecture. Certains habitants ont décidé d'aller porter plainte, mardi 29 juin, au commissariat de police.

□ Arrêt des travaux du réseau anti-hélicoptères à R4. — Le tribunal de grande instance de la Rochelle, saisi en référé, a ordonné, lundi 28 juin, la suspension immédiate des travaux d'installation d'un réseau de câbles anti-hélicoptères à la prison de Saint-Martin de Ré. L'Association des amis de l'île de Ré avait introduit un recours contre ces travaux, menés sans permis sur un bâtiment classé (le Monde du 24 juin). L'administration pénitentiaire fait valoir que la pose de fils directement sur les murs du pénitencier empêcherait les détenus de pratiquer certains sports.

□ Nouvelles normes anti-pollution pour les camionnettes. — Réunis à Luxembourg, lundi 28 juin, les ministres européens de l'environnement ont décidé d'aligner les véhicules utilitaires neufs de moins de 3,5 tonnes (minibus, fourgonnettes et camionnettes), à compter du 1^{er} octobre, sur les normes anti-pollution applicables aux voitures particulières. Les ministres ont aussi pris une série de mesures pour réduire la pollution de l'air dans les installations de stockage nu de distribution du carburant. — (AFP, AP.)

□ L'Uroalpa est retiré du marché. — Une enquête de pharmacovigilance ayant mis en évidence une toxicité hépatique, un médicament prescrit dans le traitement de l'adénome de la prostate, l'Uroalpa (moxislyte), et commercialisé par les laboratoires Debat, a été retiré du marché. Dans un communiqué publié lundi 28 juin, le ministère de la santé indique que, bien que l'évaluation des hépatites provoquées par ce médicament « ait toujours été favorable après l'arrêt du traitement, le rapport bénéfice-risque de cette spécialité est apparu insuffisant ».

Eric de Montgolfier, le procureur qui dérange

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Eric de Montgolfier évoque l'entretien avec le procureur de la République de Valenciennes. Dans la soirée du mercredi 23 juin, Bernard Tapie lui a rendu visite dans son bureau de procureur de la République, après avoir vainement demandé un rendez-vous hors du tribunal de grande instance de Valenciennes. Le président de l'OM souhaitait éviter au magistrat de se lancer dans ses « petites constructions » par « ignorance » des choses du football. « Il m'a fait comprendre qu'il s'était renseigné sur moi », sourit M. de Montgolfier. Pourtant je ne me laisse jamais impressionner par la férocité des hommes publics, pas plus que par leurs tentatives de charisme ou l'évocation de leur entourage. La seule chose qui m'a fait choqué est qu'il ne cache pas son désir de voir le dossier instruit à Paris. Je ne sais si c'était plus désobligeant pour moi ou pour les magistrats de la capitale. Par son initiative Bernard Tapie avait maladroïtement placé le procureur dans la position qu'il préfère. Celle d'un homme qui se plait à regarder les puissants du haut de ses convictions, qui aime voir leur morgue se fracasser contre son assurance.

Ce goût pour une justice qui dérange, cette image d'homme de « coups » qui ne s'autorise aucun compromis, fidèle à son « devoir de déplaire », Eric de Montgolfier les a peaufinés durant ses sept années au poste de procureur de la République à Chambéry (Savoie), après huit ans passés à l'une des directions du ministère de la justice, de 1977 à 1986 (au bureau de l'action publique qu'il dirigea à partir de 1980). En

Savoie, il s'était attiré de nombreuses inimitiés au sein des pouvoirs locaux en élevant trois affaires. Il s'en était pris à l'Émit, propriétaire des Thermes nationaux d'Aix-les-Bains, soupçonné de mettre en danger la santé de ses usagers à cause d'une bactérie découverte dans l'eau de l'établissement. Il avait ouvert une information contre deux élus accusés d'avoir créé une décharge sans autorisation, avec la « bénédiction » de la préfecture. M. de Montgolfier avait surtout fait ses premiers pas dans les milieux sportifs en s'attaquant à d'éventuelles malversations autour du « trou » de 20 millions de francs laissé par le comité d'organisation des championnats du monde cyclistes, en 1988.

Le grand public avait aussi été surpris par quelques idées très personnelles. Comme ces arrestations pour vagabondage des clochards de Chambéry afin de leur proposer des programmes de réinsertion. Ces initiatives n'ont pas seulement valu à ce fils d'une famille d'industriels l'hostilité des notables savoyards, qui le soupçonnaient de chercher à régler des comptes avec son passé en épargnant les modestes pour mieux s'acharner sur les riches. En 1990, M. de Montgolfier prenait la décision rare de rendre publique sa notation annuelle (le Monde du 3 août 1990) : « La rigidité un peu excessive et une certaine recherche de la médiatisation n'ont pas toujours été appréciées », pouvait-on y lire. L'année suivante, le procureur général de la cour d'appel chargé de l'évaluer renchérit en dénonçant « l'orgueil, l'agressivité » et « le goût pour la publicité » d'Eric de Mont-

golfier. Dans son bureau de Valenciennes, le procureur, âgé de quarante-six ans, exhibe ces deux notes sévères comme des médailles de civisme.

Il est arrivé dans le Nord depuis moins d'un an, et l'affaire Valenciennes-OM mûrit à pie pour lui offrir, un laboratoire de ses conceptions judiciaires. La médiatisation qui lui est reprochée ? Eric de Montgolfier : la recherche scientifique car elle fait partie de son métier : « L'obligation de réserve ne doit pas être un strib pour couper le public d'une information capitale. La presse joue un rôle protecteur : si on ne lui parle pas, on risque de voir l'affaire étouffée. » Depuis le début de l'instruction, le procureur répond donc à toutes les sollicitations, en permettant au juge Bernard Baffy de travailler loin des caméras qu'il se charge d'éteindre. L'œil malicieux, le verbe choisi, Eric de Montgolfier répond du tac au tac aux questions, esquive rarement, visiblement à l'aise dans ce bain médiatique.

Eric de Montgolfier ne supporte pas qu'un magistrat puisse ainsi « se demander si la décision qu'il va prendre va plaire ou non ». Ce procureur non syndiqué, farouchement indépendant, qui n'en finit pas de lutter contre sa hiérarchie, entend ne pas laisser quelques footballeurs-tempestes faire les frais, seuls, du plus gros scandale du football français. Ce qui promet sans doute de nouveaux duels sur la place publique avec cet autre expert dans l'utilisation des médias qu'est Bernard Tapie.

JÉRÔME FENOGLIO

حکومت العمل

Maîtrise des Dépenses de Santé



**DES PRIX EXCESSIFS
POUR LA PROTHESE
DE HANCHE,
LA SECU EST PASSEE
A L'ACTE.**

Notre Sécurité Sociale repose sur la solidarité, et l'Assurance Maladie permet à tous de bien se soigner. Mais aujourd'hui, la progression non maîtrisée des dépenses de santé la met en danger. Certes, ce dérapage est loin d'être la seule cause du déficit, et c'est pourquoi une clarification des comptes est aussi indispensable. Cependant, on ne peut supporter davantage une progression des dépenses de santé qui, depuis 10 ans, est le double de celle des autres pays européens. Enrayer cette dérive est impératif. Chaque jour tout le réseau de l'Assurance Maladie s'y emploie. Il a aussi besoin de vous.

C'est vrai. La Sécu remboursait les prothèses de hanche sur facture, sans pouvoir discuter, car la loi le lui interdisait. La Sécu c'est bien ! Mais un écart de prix de 1 à 6 pour la même opération, c'était trop ! Aussi la Sécu est passée à l'acte. Par la négociation avec les professionnels, elle a obtenu qu'un barème soit fixé, ramenant le coût moyen de la prothèse de hanche de 20 000 F à 7 500 F. Soit une économie de 220 millions par an, sans nuire à la qualité des soins. C'est une mesure qui pourrait d'ailleurs être étendue à la prothèse du genou. Il ne s'agit pas de rationner mais de maîtriser, secteur par secteur, les dépenses de santé. Car l'enjeu, c'est de préserver le droit aux soins pour tous.



Caisse Nationale de l'Assurance Maladie
des Travailleurs Salariés sécurité sociale

MAÎTRISER LES DÉPENSES DE SANTÉ, C'EST MIEUX GERER VOTRE ARGENT.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le discret épilogue judiciaire d'une vieille affaire politico-financière

Fin de parcours pour les « pompiers socialistes de l'emploi »

La neuvième chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par Jean-André Collomb-Clerc, a rendu, lundi 28 juin, un arrêt confirmant la peine infligée en première instance à M. Lelouch et à André Lelouch, ancien dirigeant de la CFDE (Compagnie française de développement des entreprises).

L'affaire des « pompiers socialistes de l'emploi », une équipe de entrepreneurs d'entreprises dont les activités avaient servi, au début des années 80, à des opérations de financement du Parti socialiste, a terminé son parcours judiciaire comme elle avait commencé : dans la discrétion et l'effacement des responsabilités politiques (*Le Monde* du 12 juin 1992). L'arrêt rendu lundi 28 juin se borne à confirmer le jugement émis, en mars 1992, par la onzième chambre correctionnelle. A l'époque, André Lelouch avait été condamné à deux ans de prison avec sursis et au versement de 9 millions de francs à une entreprise d'Angoulême, L. J. Oxford. M. Lelouch, l'entreprise et le ministre public avaient fait appel de ce jugement. Cependant, le 21 juin dernier, lors de l'audience d'appel, André Lelouch et

L. J. Oxford avaient annoncé leur décision de jeter l'éponge. Le substitut général, après avoir estimé que la peine infligée en première instance à M. Lelouch était « extrêmement bienveillante par rapport aux faits », avait demandé qu'elle soit confirmée.

Au cours de cette brève séance, le président Collomb-Clerc avait évoqué des détournements de fonds (160 millions de francs) « liés au financement du parti dominant de l'époque ». Mis à part cette discrète référence, cet aspect du dossier n'a pas été abordé. Il est pourtant essentiel. L'affaire de la CFDE, qui coïncide avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, est, à première vue, tristement banale. Sous couvert de sauvetage d'entreprises en difficulté, une équipe de entrepreneurs met la main sur une douzaine d'entreprises. Deux ans plus tard, rendu exsangue par les pillages de trésorerie et l'absence de gestion, le groupe est moribond. Et ses dirigeants à la merci de la justice.

Dès ses débuts, la CFDE a bénéficié du soutien des pouvoirs publics par l'entremise du Comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles (CIASI), que dirigeait alors Pascal Lamy, proche collaborateur de Jacques Delors, à l'époque ministre de l'économie. C'est le CIASI qui guide les entrepreneurs et leur fait attribuer d'autorité certaines sociétés ; c'est lui qui intervient pour

eux auprès des élus locaux, préfets et trésoriers-payeurs généraux ; lui encore qui leur fait bénéficier de crédits, subventions et aides publiques de toute sorte. Par dizaines de millions.

Une expérience pilote

On a parlé, pour la CFDE, d'une expérience pilote visant à contourner les pratiques capitalistes et les lourdeurs bureaucratiques. Ce qui expliquerait la présence, aux côtés d'André Lelouch, d'un secrétaire fédéral du PS, Ignace Loviconi, alors proche du courant de Jean-Pierre Chevènement. Si c'est le cas, l'expérience a mal tourné. On sait désormais qu'à travers un circuit compliqué, qui incluait notamment la société de HLM la Demeure familiale (où Ignace Loviconi avait eu des responsabilités), ainsi que des comptes domiciliés à la banque Worms et à la Banque générale de commerce, la CFDE a détourné de l'argent provenant de la trésorerie des entreprises du groupe et des crédits publics. On sait aussi que les sociétés reprises sur les conseils du CIASI étaient toutes situées dans des fiefs socialistes. On sait enfin que la CFDE, par le biais d'une de ses sociétés, Transglobe, écoulaient les trafics d'armes et les services secrets, au Proche-Orient et en Afrique.

Fin 1982, alors que tout cela menaçait d'éclater au grand jour, le

CIASI fera reprendre la CFDE par deux hommes d'affaires franco-libanais, Henri et Raymond Sfeir. Avec, à la clé, un crédit de 140 millions de francs, payés par le Crédit national. Quant au tandem Lelouch-Loviconi, il va continuer, dans la même veine et avec les mêmes résultats, à « reprendre » des canards boiteux. En fait de sauvetage et d'emploi, son parcours est jalonné, depuis une douzaine d'années, de dizaines de faillites. Etrotement contrôlés par le pouvoir, les rares plaintes chemineront avec lenteur. L'instruction, confiée successivement aux juges parisiens Jean-Pierre Michaud et Edith Boisset, ne s'achèvera qu'en 1992. C'est finalement M. Pascal Desyntre, l'avocat d'André Lelouch, qui imposera, dix ans après les faits, une lecture politico-financière de toute l'affaire, en nommant, lors du procès, certains socialistes qui auraient bénéficié du financement de la CFDE et en demandant — vainement — pour ses clients le bénéfice de la loi d'amnistie.

Lors de l'audience en appel, M. Desyntre justifiera la décision de désistement d'André Lelouch en déclarant d'un air désabusé : « Tout le monde est fatigué de cette vieille affaire. Boucheron est en fuite et plusieurs ministres ne sont plus là ».

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Dans son treizième rapport annuel

La Commission de l'informatique et des libertés dénonce la multiplication des fichiers nationaux

Son président Jacques Favet a présenté, lundi 28 juin, le treizième rapport annuel d'activité de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Dans ce document, la CNIL dénonce notamment la multiplication des fichiers nationaux.

En recensant dans son rapport annuel les demandes d'autorisation reçues au cours de l'année 1992, la CNIL donne l'exacte mesure de l'augmentation croissante de la société française. Pour la seule année 1992, elle a ainsi enregistré 26 699 nouvelles demandes, soit 54 % de plus que l'année précédente. « Cette augmentation met fin à la stabilisation constatée en 1990 et 1991 », note M. Favet. Elle est liée à la progression de l'informatisation mais aussi à une meilleure connaissance de la loi. Les fichiers nationaux semblent en pleine expansion : en 1992, la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés a soumis à la CNIL un projet de fichier englobant quasiment toute la population française tandis que le Mutualité sociale agricole demandait une autorisation pour un fichier comprenant vingt millions de noms.

Les citoyens, eux aussi, saisissent de plus en plus souvent la Commission : en 1992, la CNIL a reçu 1 555 plaintes, soit 6,8 % de plus que l'année précédente. Ces saisines concernent au premier chef la vente par correspondance : nombreux sont ceux qui, excédés par l'engorgement de leur boîte aux lettres, se plaignent du marketing direct et s'adressent à la CNIL afin d'être radiés des fichiers. Les ventes, les locations, et les échanges de fichiers aggravent considérablement les désagréments suscités par ces pratiques : un abonné à une revue peut être sollicité par une association caritative tandis qu'un licencié d'une fédération sportive peut se voir proposer les services d'un fabricant de matériel. La loi oblige les professionnels à informer les personnes fichées de leur droit d'accès et de rectification, mais ces mentions, quand elles sont précises, dans un coin peu visible du document.

Des progrès ont cependant été enregistrés ces dernières années : France-Télécom a créé en 1989

une « liste orange » où peuvent s'inscrire tous les abonnés au téléphone qui ne souhaitent pas que leurs coordonnées soient commercialisées et le Syndicat des entreprises de correspondance et à distance a mis en place une liste « Stop-publicité » qui recense les personnes qui ne veulent pas être sollicitées.

Un code de bonne conduite

Aujourd'hui, la CNIL souhaite aller plus loin : des négociations ont été engagées avec les professionnels de ce secteur afin d'élaborer un code de bonne conduite définissant les obligations des professionnels du marketing. La solution la plus protectrice consisterait à obliger les sociétés à recueillir l'accord des intéressés pour la ces-

sion, la location ou l'échange des données, mais les professionnels refusent pour l'instant de s'engager dans une voie aussi contraignante.

Le développement de la vidéo-surveillance exige, lui aussi, une vigilance accrue. En 1992, la Commission, qui est empêtrée depuis les informations numériques stockées sur support informatique permettent d'identifier les personnes, a ainsi été appelée à se prononcer sur un projet de système de caméras vidéo, de magnétoscopes et de bornes d'appel installé gare Saint-Lazare. La CNIL a finalement donné son feu vert à trois conditions : que les usagers de la SNCF soient informés de l'existence de ce système, que la durée de conservation des informations n'excède pas un mois et que les seuls destinataires des informations soient les responsables du système

ÉDUCATION

Une note d'une inspectrice aux directeurs d'école

Attention, immigrés !

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les directeurs des écoles du secteur est de Montpellier ont reçu un courrier rédigé par une inspectrice de l'éducation nationale (IEN) de l'Hérault, M^{me} Leydier, attirant leur attention sur les conditions particulières d'inscription des enfants d'immigrés. La note, à caractère de l'inspection départementale de l'éducation nationale, conseille aux instituteurs d'apporter la plus grande attention lors des inscriptions d'enfants d'immigrés (sic), « certains parents peuvent se trouver en situation irrégulière ». « Vous pouvez inscrire l'enfant, mais vous ne délivrerez pas de certificat d'inscription », poursuit la note. La délivrance d'un certificat d'inscription est du ressort des mairies, qui délèguent le plus souvent cette compétence aux directeurs d'école.

L'association SOS-Racisme s'est inquiétée des dérives d'une telle consigne dans une lettre ouverte adressée à l'inspecteur d'académie de l'Hérault. Une circulaire de l'éducation nationale

de 1984, toujours en vigueur, stipule en effet que « les titres de séjour des parents n'ont pas à être demandés lors d'une inscription dans un établissement », école, collège ou lycée. « Les instituteurs doivent-ils se transformer en auxiliaires de la police ? », interroge Luc Trouche, responsable local de l'association. Le recteur de l'académie de Montpellier, René Blanchat, a reconnu, lundi 28 juin, l'existence du courrier en cause et a expliqué qu'il s'agissait d'un acte personnel, indépendant, selon lui, de toute consigne donnée par l'éducation nationale. Il a déploré l'acte de l'inspectrice, d'après le juge l'inspecteur d'académie prendra « en compte les dispositions qui s'imposent ». Le recteur a enfin rappelé que « les enseignants doivent accueillir tous les enfants qui se présentent à l'entrée des écoles, quels qu'ils soient. C'est une obligation ».

JACQUES MONIN

FAITS DIVERS

La mort de dix-neuf personnes dans une clinique psychiatrique

L'incendie de Bruz a pris naissance dans la chambre d'une malade isolée

Un briquet, des cigarettes : l'incendie de la clinique psychiatrique de Bruz qui a fait, vendredi 25 juin, dix-neuf victimes, dont une aide-soignante, a pris naissance dans une chambre où était enfermée une patiente jugée trop agitée. Lundi 28 juin en fin de journée, le procureur de la République de Rennes, Jean-Yves Trémoureaux, et Pascal Lemoigne, magistrat instructeur, ont fait le point sur les circonstances et les causes de la tragédie où trois personnes ont succombé à des brûlures et seize à des asphyxies.

RENNES

de notre correspondant

Estimant que, « devant l'ampleur de ce drame et l'émotion qu'il a suscité dans la population », les magistrats « ne pouvaient pas se taire », le procureur de la République de Rennes, Jean-Yves Trémoureaux, et Pascal Lemoigne, chargé de l'instruction dans l'affaire de l'incendie de la clinique psychiatrique de Bruz, ont apporté des précisions, lundi 28 juin. La confirmation, d'abord, que l'incendie s'est déclaré dans la chambre d'isolement n° 22 située au premier étage du bâtiment central et où se trouvait, depuis la veille au soir, une jeune femme que l'interne jugeait trop agitée. « Elle avait un briquet et des cigarettes et a expliqué que le feu avait pris dans la literie », la patiente a tapé sur sa poitrine pour alerter l'aide-soignante, Yvonne Tréhou, qui lui a ouvert le chemin de la survie et a averti l'interne. Ignorant effectivement s'il s'agit d'un accident ou d'un acte volontaire, le juge d'instruction a ordonné une expertise psychiatrique de la patiente pour savoir si

elle était responsable de ses actes au moment des faits.

Le magistrat instructeur a souligné que deux des personnes mortes de brûlures se trouvaient dans une chambre située au-dessus de celle d'isolement et que l'escalier « n'était pas muni de dispositif de sécurité ». La clinique psychiatrique de Bruz est un établissement privé de la République de Rennes, Jean-Yves Trémoureaux, lui-même dépendant de la Générale de santé (filiale de la Compagnie générale des eaux) où une perquisition a été effectuée. Les obligations en matière de sécurité d'un tel établissement relèvent d'un décret de 1959. Elles sont assimilables aux obligations faites aux salles accueillant du public, comme les cinémas ou les salles de concerts, a expliqué Pascal Lemoigne.

Une perquisition a eu lieu lundi après-midi à la Caisse régionale d'assurance-maladie de Bretagne, où différents documents ont été saisis. « Nous devons vérifier si les posologies des médicaments étaient adéquates aux pathologies », remarque le juge Lemoigne, qui insiste sur la difficulté de réveiller certains malades, comme l'a déclaré l'interne. Non moins inquiétantes l'attitude de certaines administrations : « Nous avons aujourd'hui effectué des perquisitions dans des services administratifs pour obtenir des documents qu'ils ne semblaient pas vouloir nous donner de façon complète ».

Lundi, dans une lettre ouverte aux élus, le syndicat CFDT a souligné qu'il « est urgent d'imposer au secteur privé les mêmes règles de sécurité que dans les établissements publics ». De son côté, le CGT dénonce « le manque criant de personnel pour assurer des soins de qualité en toute sécurité ».

CHRISTIAN TUAL

CORRESPONDANCE

Les « vigiles » d'Euro Disney

Après la publication, dans le *Monde* du 18 juin, d'un article intitulé « Les vigiles d'Euro Disney au pays du western », nous avons reçu de Jean-Marie Gerbeaux, vice-président d'Euro Disney, chargé de la communication, la lettre suivante :

Comme tout espace commercial, nous sommes exposés à des risques de vol dans nos boutiques. Ces cas se produisent malheureusement souvent, et font l'objet d'une procédure qui a été établie de longue date et, comme partout en France, en concertation avec les autorités publiques.

Il n'est pas contestable que la famille en question, et plus précisément le père et la fille, ont en effet reconnu qu'un vol avait été commis. L'enquête, qui n'a pas duré près d'une heure comme il est rapporté, mais une demi-heure, de manière documentée, et la reconnaissance des faits se sont déroulées en présence de deux personnes. Un équipage de police du commissariat de Chassy, qui se trouvait dans nos locaux pour d'autres affaires, a été sollicité brièvement et a assisté à la reconnaissance des faits par l'intéressé. Ils n'ont remarqué aucun comportement agressif de la part des protagonistes.

Jamais n'ont été tenus de propos antisémites, jamais les personnes en cause n'ont été maltraitées. Jamais, par ailleurs, nous n'avons proposé, comme vous le rapportez, un voyage à Disneyland en Californie. Notre personnel, qui a été par la suite en contact téléphonique avec les intéressés, devant l'état émotionnel apparent de cette famille, a eu la naïveté de leur proposer de revenir à Euro Disney afin qu'ils ne restent pas sur une expérience négative. Au vu de l'exploitation faite de cette initiative,

nous pensons aujourd'hui que nous avons eu tort de le faire.

Nous comprenons qu'une famille se trouvant surprise en situation inconfortable de flagrant délit soit choquée, mais cela ne saurait ni excuser leur acte ni leur permettre de mettre en cause notre personnel, qui, dans le cas présent, a conduit de son mieux un travail toujours délicat.

Nous n'avons pas de « vigiles » à Euro Disney : nos employés chargés de veiller sur la sécurité et le bien-être de nos visiteurs sont bien des « hôtes d'assistance et de sécurité ». Ils sont formés pour répondre aux attentes de nos visiteurs — en plusieurs langues — pour se renseigner, retrouver, en quelques minutes un enfant séparé de ses parents, ou tout simplement un troussseau de clés ou un porte-feuille. C'est en très grande partie grâce à eux que nos visiteurs, et particulièrement les familles, déclarent se sentir dans un univers sécurisant quand ils séjournent dans notre parc et nos hôtels.

Si une qualité nous est reconnue de manière universelle, c'est bien celle de notre accueil et de notre service.

[Les parents de la jeune Anna, âgée de trois ans, à qui nous avons fait part des précisions de la direction d'Euro Disney, nous ont indiqué qu'ils maintenaient, point par point, les accusations formulées à l'encontre des « vigiles ». Ils affirment, ainsi, que le père de l'adolescent a été traité de « sale juif » et qu'une proposition de voyage de compensation aux États-Unis leur a été faite au cours d'échanges téléphoniques qui ont suivi ces incidents. Ils ont saisi de cette affaire, le 17 juin, le parquet de Meaux, qui a ordonné des vérifications. Rappelons que le vol en question portait sur un troussseau d'écolier d'un montant de 55 F.]

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Aout 1993 - Numéro spécial

Les conflits du Proche-Orient

En vente chez votre marchand de journaux - 17 F

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Des pièges pour la mouche qui tue

Les victimes de la maladie du sommeil se comptent encore par dizaines de milliers en Afrique. Tradition et science s'associent pour mettre au point de nouvelles stratégies

TORORO (UGANDA)
de notre envoyé spécial

DORMIR, dormir, dormir. Dans certains villages d'Ouganda, entre marais et forêt équatoriale, le sommeil est parfois malade. Maladie d'enfants allongés sur les paillasses poussiéreuses, à l'ombre des cases et des cabanes. Maladie de vieillards qui s'abandonnent à une somnolence anormale. Maladie de tous : des fermiers trop fatigués pour aller aux champs, des adolescents sans appétit, des nourrissons fiévreux, des hommes frappés d'impotence. Le fléau n'épargne pas les bêtes. Des vaches dépoussées ne produisent plus de lait. Sans traitement, elles crèvent en un mois. Tout cela à cause d'une mouche, rien qu'une mouche, avec des ailes dentelées, des yeux en phares de DS et des pattes vibrantes. Une mouche, donc, mais la plus célèbre : la tsé-tsé.

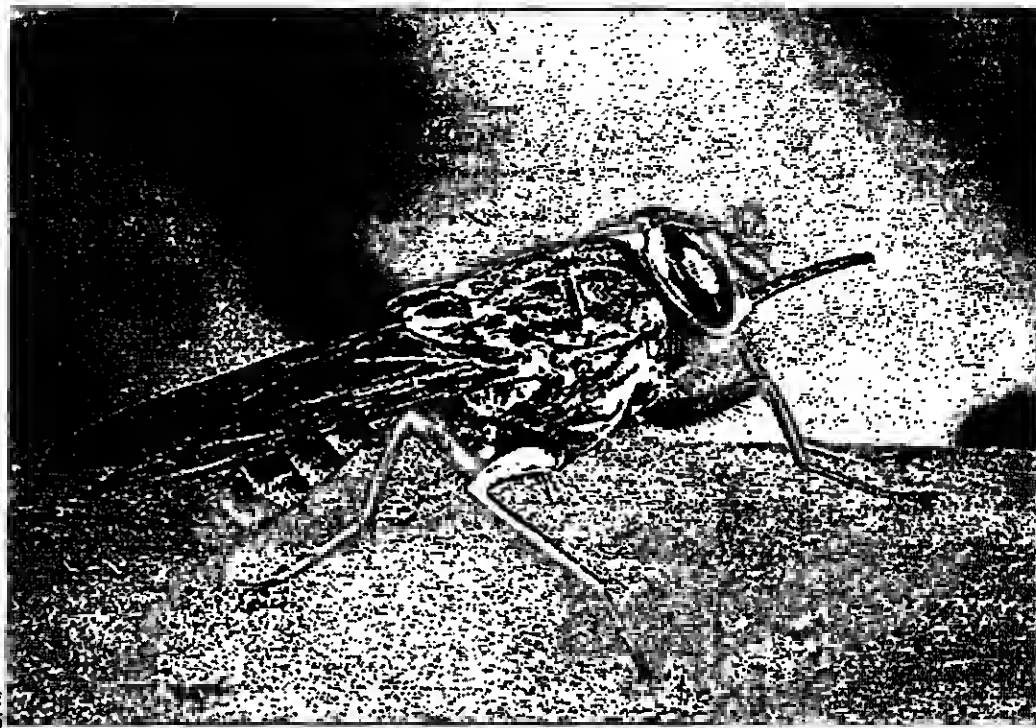
Selon l'Organisation mondiale de la santé, cet insecte suceur de sang, jadis si redouté des explorateurs, n'a disparu avec les chapeaux et les shorts coloniaux. Il menace toujours cinquante millions de personnes - mais aussi le bétail - dans trente-six pays d'Afrique. La situation ne cesse même d'empirer : sur l'ensemble du continent, vingt mille cas sont répertoriés mais le nombre des cas non diagnostiqués, en particulier dans les régions dépourvues de structures efficaces, pourrait s'élever à deux cent ou trois cent mille personnes.

A Tororo, à proximité de la frontière avec l'Ouganda et le

Kenya, un centre de recherche sur la « maladie du sommeil » (trypanosomiase) accueille les victimes locales de la tsé-tsé, souvent les plus pauvres d'entre les pauvres, condamnés à vivre dans les zones insalubres : une jeune fille piquée dans les rizières ; un garçonnet piqué tandis qu'il jouait devant la maison familiale. Sur leur lit, une carcasse de fer couverte d'un matelas de mousse et d'un drap blanc, ils ouvrent des yeux étonnés, comme au sortir d'une trop longue sieste. Les médecins assurent qu'ils sont guéris. La grand-mère du bambin, une vieille femme aux pieds nus, ose un timide sourire. Si n'avait pas été malade à temps, le mal aurait pu atteindre le système nerveux, provoquer d'importants troubles psychiques et, à terme, entraîner la mort. La tsé-tsé ne se contente pas d'endormir. Elle tue.

Les conséquences de la politique

Plus loin, sur un banc de bois, d'autres petites gens en guenilles attendent une consultation. Quand l'épidémie se propage, lorsque les mouches pullulent (toutes ne sont pas porteuses du parasite mais elles peuvent le transmettre en suçant le sang d'un animal ou d'un être humain déjà infecté), les infirmières installent des maitats jusque dans les couloirs. Alors, les malades affaiblis des villages alentour, par la piste de terre rouge. Les mères affolées arrivent en taxis collectifs, portant des bébés plongés dans un sommeil sans fin. Les poussées épidémiques de trypanosomiase s'expliquent souvent par l'instabilité politique des pays concernés. Ainsi, les troubles



qui ont agité l'Ouganda dans les années 80 ont-ils contribué - comme le passage au pouvoir d'Idi Amin Dada quelques années plus tôt - à l'extension du fléau. La multiplication des camps de réfugiés, les difficultés à maintenir des structures médicales fiables dans les régions les plus infectées du continent, contribuent à la progression de la mouche. Au Zaïre, le fait que la Belgique ait cessé

en juin 1990 toute coopération civile et militaire avec le régime du président Mobutu s'est traduit par une importante recrudescence des cas de trypanosomiase, en particulier au sud et au nord du pays.

Trente et une espèces et sous-espèces

La tsé-tsé, dont il existe trente et une espèces et sous-espèces

connues, oblige à une vigilance de tous les instants. A Tororo, l'un des dix centres spécialisés en Ouganda, médecins et vétérinaires se rendent régulièrement dans les villages environnants. Prévenir l'avance, la population se prête au jeu de la visite médicale. Les premiers symptômes de la maladie (douleurs articulaires, fièvre, fatigue anormale, maux de tête, perte d'appétit, sommeil de jour et

insomnies la nuit...) étant pour la plupart semblables à ceux de la malaria, très répandue dans la région, de nombreux malades ne sont pas soignés à temps pour la maladie du sommeil. « Le recours aux médecines traditionnelles et aux sorciers entraîne aussi une importante perte de temps », regrette le docteur Nimro Okuna, du centre de recherche de Tororo.

Il arrive pourtant que tradition et science s'associent. Ainsi, de l'autre côté de la frontière, au Kenya, certaines tribus massais acceptent-elles de collaborer à des programmes de recherches menés par des scientifiques basés à Nairobi. Dans leurs laboratoires de la capitale kenyane, les chercheurs de l'ICRPE (International Center of Insect Physiology and Ecology) étudient depuis plusieurs années le comportement de la mouche, même si celui-ci varie souvent d'une espèce à l'autre.

Il est malgré tout établi que la tsé-tsé est généralement attirée par certaines couleurs, le bleu et le noir ; qu'elle ne vole jamais à plus de huit mètres du sol et ne vit pas dans les régions situées à plus de 2 000 mètres d'altitude (sauf en Éthiopie) ; qu'elle est sensible à certaines odeurs (le buffle) et apprécie le sang de certains animaux sauvages (les buffles, les phacochères et les antilopes en Afrique de l'Est, les écorcilles et les hippopotames en Afrique de l'Ouest).

PHILIPPE BROUSSARD
Lire la suite page 14

Myopathies : les nouveaux labyrinthes de la thérapeutique

La découverte des gènes des maladies neuromusculaires ne permet pas de disposer immédiatement d'un traitement efficace. Un immense travail reste à faire

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

LES colloques nationaux de l'AFM (Association française contre les myopathies) illustrent à merveille les progrès considérables accomplis par cette discipline-phare qui est devenue la génétique moléculaire dans le champ des maladies neuromusculaires et depuis peu, neurodégénératives. Il y aura bientôt sept ans, lors du premier de ces colloques, organisé à Tournai, Anthony P. Monaco (Boston) annonçait à la stupéfaction générale la découverte imminente du gène de la myopathie de Duchenne de Boulogne, l'une des plus fréquentes et des plus graves des maladies neuromusculaires à transmission héréditaire (le Monde du 2 octobre 1986). Deux ans plus tard, à Bordeaux, on détaillait la structure exacte et la fonction supposée de la protéine - baptisée dystrophine - fabriquée sous le contrôle de ce gène (« le Monde Sciences-Médecine » du 7 juillet 1988).

Le dernier colloque national de Strasbourg (1) vient de faire le point sur la somme considérable des données acquises sur cette dystrophie, sur les espoirs thérapeutiques qu'elle laisse entrevoir mais aussi sur la multiplicité des questions qui se posent. Ce n'est là qu'un exemple. A la différence de ce que certains esprits réducteurs pouvaient espérer ou laisser entendre, la découverte du gène à l'origine de telle ou telle maladie héréditaire n'équivaut nullement à la mise au point d'un traitement « génétique » ou « moléculaire » de l'affection en cause. Bien au contraire, tout démontre que la découverte de l'entité génétique (étape indispensable au décryptage et à l'approche thérapeutique de la cascade des événements physiopathologiques) soulève bien souvent de nouveaux et multiples problèmes renvoyant à plus tard la mise au point d'un traitement efficace.

Deux attitudes peuvent, dès lors, être adoptées : se désespérer d'une complexité biologique sans cesse grandissante et de l'énormité des travaux à venir ; glorifier l'approche rationnelle engagée et postuler que, quelles que soient les difficultés, les progrès, la compréhension raisonnée du vivant conduira à la correction du pathologique. Tous les représentants du milieu scientifique et les responsables associatifs se rangent dans cette seconde famille de pensée à laquelle adhère une large fraction de la population française, comme le démontre, depuis plusieurs années déjà, l'énorme écho public rencontré par les opérations Téléthon (2). Comment prédire ? Peut-on prévoir la suite des événements et la traduction médicale des avancées accomplies dans le domaine des sciences fondamentales ?

La myopathie dite de Duchenne de Boulogne illustre parfaitement l'état de cette question. On sait que cette maladie a été identifiée et décrite il y a plus d'un siècle par le physiologiste français qui lui a laissé son nom. Elle touche environ un enfant mâle sur 3 500 et se caractérise par la perte progressive de la force et de la fonction musculaire dès l'âge de quatre ou cinq ans. En dépit des matériels palliatifs mécaniques proposés, la détérioration irréversible des muscles conduit rapidement à un décès prématuré, conséquence directe d'une insuffisance respiratoire majeure. Après la découverte et l'identification du gène impliqué, puis celles de la dystrophine, les résultats et les nouveaux problèmes n'ont pas cessé. On a, par exemple, découvert que cette dystrophine était le prototype d'une vaste famille de protéines à fonctions et à localisations multiples dont l'inventaire apparaît un préalable indispensable à une approche thérapeutique rationnelle. Grâce notamment aux travaux de l'équipe de K. Campbell (université du collège de médecine de l'Iowa) on est passé de la notion de déficit en dystrophine à celle d'anomalie du complexe dystro-

phine-glycoprotéines. Plus précisément on sait que la dystrophine fait partie d'un complexe contenant six molécules, ce complexe étant enclavé dans la membrane des cellules musculaires et semblant jouer un rôle tout à fait essentiel dans le maintien de l'intégrité de cette membrane.

C'est dans ce contexte que les équipes des professeurs Michel Fardeau (Unité 153 de l'INSERM) et Jean-Claude Kaplan (hôpital Cochin) viennent, en collaboration avec l'équipe de M. Campbell, de lever un nouveau voile. S'intéressant à une myopathie dite « maghrébine » (identifiée en Tunisie, au Maroc et en Algérie) voisine dans ses symptômes de la maladie de Duchenne (mais touchant également les deux sexes), ces chercheurs ont découvert que cette maladie trouve son origine dans la malformation d'un gène (situé sur le chromosome numéro 13) dirigeant la synthèse d'une protéine. Cette dernière intégrait avec la dystrophine alors que celle-ci est normale chez ces malades. Différents éléments de laboratoire laissent par ailleurs penser que, contrairement à ce que l'on supposait jusqu'à présent, cette « myopathie maghrébine » peut toucher des Européens de souche ce qui, vérifié, permettrait de porter des diagnostics beaucoup plus précis sur de nombreuses symptomatologies neuromusculaires batardees et mal identifiées.

Au-delà de la nosologie

Plus généralement les avancées de la génétique moléculaire font exploser le classique cadre de la nosologie. Les exemples sont déjà multiples. Des affections tenues pour différentes (la maladie de Thomsen et la myotonie congénitale de Becker) ne sont en réalité que les deux versions (dominante et récessive) de la même pathologie héréditaire, la différence ne portant que sur des perturbations moléculaires du même gène. Ailleurs, des maladies voisines dans leur expres-

sion clinique (myopathie de Duchenne de Boulogne et myopathie de Becker) tenues pour génétiquement différentes se révèlent avoir une origine génétique identique. Dans le premier cas, les symptômes graves surviennent tôt dans l'enfance alors que dans le second cas ils apparaissent beaucoup plus tard et peuvent laisser une espérance de vie quasi-normale.

Tout comme les maladies neuromusculaires constituent la tête de pont de la génétique moléculaire dans la pathologie héréditaire de l'espèce humaine, la myopathie de Duchenne réunit (après la mucopolysaccharidose) la majorité des travaux à orientation thérapeutique immédiate. Sans retenir les récentes greffes de cellules musculaires (myoblastes) normales au sein de tissus pathologiques qui semblent apparemment quelque peu décevantes, l'espoir se fonde aujourd'hui sur les derniers résultats obtenus sur le modèle expérimental animal (souris MDX).

Il y a à peu (le Monde du 19 février) plusieurs équipes françaises travaillant en collaboration sous la direction du professeur Axel Kahn (hôpital Cochin de Paris) annonçant dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique Nature avoir réussi à « greffer » le gène codant pour une version réduite de la dystrophine (mini-dystrophine) dans des cellules musculaires d'animaux malades, ce gène étant véhiculé par un virus (adénovirus) au patrimoine génétique transformé. « Les résultats expérimentaux obtenus montrent qu'après une telle manipulation la dystrophine est à la fois synthétisée par les cellules mais aussi fonctionnelle dans une proportion notable de fibres musculaires, et ce durant plus de trois mois. D'autres résultats plus récents nous ont encore plus encouragés », écrivent-ils.

Le professeur Kaplan nous a confirmé à Strasbourg la réalité de ces données scientifiques. Les derniers résultats devraient, à court

terme, être publiés dans la revue Nature Genetics. « Il apparaît ainsi, avec six mois de recul, que dans les tissus musculaires des souris ayant reçu une greffe du gène de la mini-dystrophine nous avons pu interrompre le processus de mort cellulaire et obtenir des images structurales qui témoignent d'une récupération fonctionnelle. En d'autres termes, nous avons, avec cette approche expérimentale, guéri des souris MDX sur quelques centimètres cubes de leur volume musculaire ».

Greffes de gènes

Ces avancées encourageantes signifient-elles que le traitement génique de la myopathie de Duchenne et de celle de Becker sont pour demain ? Malheureusement non, tant les résultats actuels et les discours des meilleurs chercheurs donnent l'impression d'explorer de nouveaux labyrinthes thérapeutiques. Paradoxalement la découverte de la « clé » génétique d'une maladie héréditaire fait que l'on en vient à s'intéresser aux événements survenant en « aval ».

« A quoi tient par exemple la fibrose qui envahit les muscles des enfants myopathes ? Comment comprendre que ces mêmes enfants, bien que privés génétiquement de dystrophine, nient une fonction musculaire normale in utero et dans les premiers mois de leur vie ? Quels sont les éléments qui font que des perturbations sur un gène identique conduisent à des expressions cliniques aussi différentes que la myopathie de Duchenne ou celle de Becker ? » interroge le professeur Jean-Louis Mandel (Strasbourg). Il ne faut pas oublier les approches plus classiques de pharmacologie et de prise en charge médicale ou chirurgicale, car, à la diversité des maladies répondra très certainement une diversité des solutions thérapeutiques.

L'approche de la thérapie génique prend ainsi de nouvelles dimensions (3). Cette thérapie consiste schématiquement à utiliser le gène comme médicament. Mais

il apparaît d'ores et déjà, grâce à l'acquisition de maladies neuromusculaires, que l'on devra dépasser le seul schéma de la « greffe » du gène absent ou pathologique. On envisage en particulier dès aujourd'hui la greffe de gènes dirigeant la synthèse des protéines pouvant corriger les symptômes et ralentir les processus pathologiques. Ailleurs les nouvelles compréhensions beaucoup plus fines des mécanismes physiopathologiques laissent déjà entrevoir des solutions non plus « géniques » mais, de manière beaucoup plus classique, médicales.

Plus que les spectaculaires « premières thérapeutiques », ce sont ces perspectives induites par la nouvelle lecture génétique du vivant qui constituent et constitueront l'événement dans ce domaine. Un événement qui se double de considérables problèmes éthiques puisque la clé génétique permet de prédire, non seulement in utero (diagnostic prénatal) mais aussi après la naissance et avant l'apparition des symptômes pathologiques, la survenue de maladies de gravité variable. Face aux erreurs du vivant s'agit-il d'une nouvelle libération ou d'une aliénation supplémentaire ?

JEAN-YVES NAU

(1) Cinquième colloque national sur les maladies neuromusculaires organisé par l'AFM à Strasbourg du 21 au 23 juin. Ce colloque avait pour président d'honneur le professeur Jean Frezal et pour président du comité d'organisation scientifique le professeur Jean-Louis Mandel.
(2) Depuis sa création (en 1987), le Téléthon a permis grâce à la charité publique, de recueillir 1 469 millions de francs.
(3) Sur ce thème, on peut se reporter avec le plus grand intérêt à la seconde édition, entièrement remise à jour, de l'ouvrage, déjà classique, de Jean-Claude Kaplan et Marc Delpech, Biologie moléculaire et médecine, éditions Flammarion, collection « Médecine-Sciences », 750 pages, 520 F (450 F jusqu'au 31 octobre prochain).

CULTURE

ARTS

Matisse, Nice et son nouveau musée

On attendait depuis trois ans la réouverture de la villa de Cimiez. C'est chose faite

NICE

de notre envoyé spécial
C'était un chantier difficile, qui a traîné en longueur. La nature du terrain, un site classé et un sous-sol chargé d'histoire ne permettant pas de creuser ni de bâtir là où on le voulait, est une des raisons : les querelles politiques ou personnelles, sans lesquelles un projet ne saurait être réalisé à Nice, en sont une autre ; le coût de l'opération, une troisième. Et c'est un musée Matisse auquel il manque encore quelques finitions, notamment du côté du traitement des sources d'éclairage confié à l'artiste Jean-Charles Blais et la climatisation, qui a été réouvert le week-end dernier. Un musée plus grand, en capacité d'accueillir si on en surface de cimaises. Il est fait de la villa des Arènes, l'ancien musée où on allait voir presque confidentiellement les dessins de Matisse, et d'une aile nouvelle enfoncée dans le sol, par où l'on accède désormais.

La Villa des Arènes, qui surplombe la colline de Cimiez et les ruines antiques abritait, à l'été, depuis 1963, les œuvres de Matisse offertes à la ville par le peintre, puis sa famille, en souvenir de ses longs séjours à Nice. Tandis qu'au rez-de-chaussée, étaient présentées les trouvailles faites sur le site archéologique. Deux musées pour deux collections appelées à se développer, c'était trop pour ce palais des champs plein de charme, construit au XVIII^e dans le style génois pour un consul de Nice, et sauvée de la fougue immobilière par Jean Mécène, délégué aux beaux-arts, en 1928.

On décida donc de créer un musée archéologique en bordure du site - il a été inauguré en 1989 - et de consacrer à Matisse la totalité de

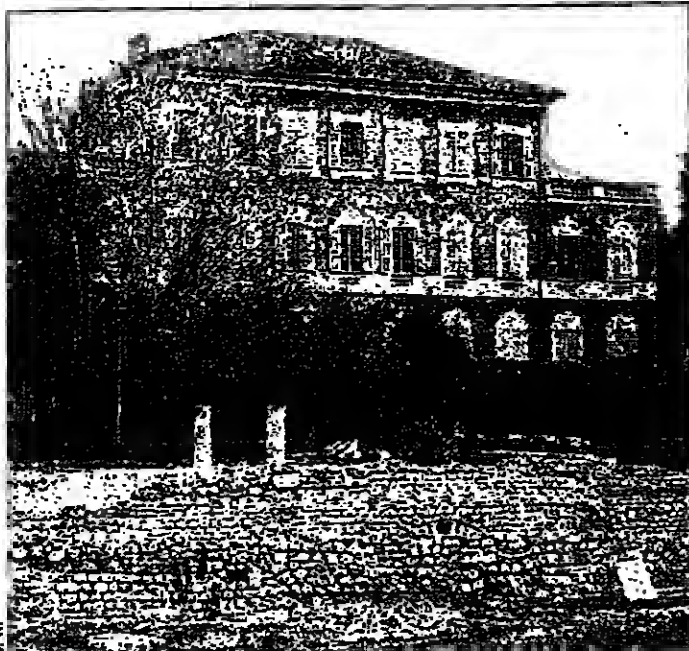
la villa rénovée. Mais comme on ne saurait aujourd'hui concevoir de musée sans grand espace pour accueillir le public, sans locaux techniques, sans équipement pour la conservation, la recherche, la documentation, on lui adjointrait des surfaces nouvelles qui seraient enfoncées, de façon à respecter les lieux. Et Xavier Girard, le jeune conservateur du musée, de définir les grandes lignes du programme en jurant ses grands dieux que l'intervention serait juste et discrète.

Contraintes multiples

Un concours est lancé en 1987. Son lauréat, Jean-François Bodio, rompu au problème de rénovation de bâtiments anciens est un ami des arts. Avec André Putman il a mené à bien (très bien) les travaux du CAPC de Bordeaux, aménagé plusieurs galeries d'art, dont celle d'Yvon Lambert, et des maisons d'artistes (celle de Jean-Charles Blais, à Venise, notamment). Son premier projet prévoyait l'extension en sous-sol le long de la façade sud de la villa, dans l'axe de l'ancienne entrée.

C'était sans compter sur la nature de ce sous-sol, où les fouilles d'usage ont révélé des restes d'habitations gallo-romaines jugées assez singulières pour les garder. Après avoir proposé un deuxième plan qui lui empiétait sur des espaces boisés, tout aussi intouchables, il a fallu tout de suite revoir le projet, et la limite de la fouille immobilière par Jean Mécène, délégué aux beaux-arts, en 1928.

De fait l'architecture de la nouvelle aile du musée, à laquelle son conservateur, et la Direction des musées de France (DMF), tenaient



Surplombant les ruines antiques, la villa des Arènes est désormais entièrement consacrée à l'œuvre de Matisse.

beaucoup - plus que les Nipois - s'explique autrement qu'un regard de contraintes multiples, dont l'une n'est pas mineure : la création demandée par la ville d'un restaurant, (lequel n'a pas encore trouvé preneur) alors que le projet initial ne prévoyait qu'une cafeteria. Ce volume étrange qui émerge de la terrasse en forme de piano à queue, et sur lequel on bute en arrivant, c'est le monte-plais qui dépasse au-dessus des gardes corps en pierre. Vu de la nouvelle entrée du musée,

la villa aux murs enduits de rouge sombre et aux balcons peints en trompe-l'œil perd singulièrement de son allure.

L'accès au musée par le côté, et non plus comme à l'origine dans l'axe de la façade, n'est pas satisfaisant. L'escalier qui mène à l'entrée en suivant la courbe de la nouvelle aile a beau s'élargir de notable façon, la cour à ciel ouvert a beau être évasée, le visiteur ne s'en trouve pas moins pris entre des murs de six mètres de haut. Un

plan d'eau sur un mur et les buissons de bougainvilliers sur l'autre devraient adoucir le parcours obligé, trop obligé.

Qu'on nous permette de regretter l'ancienne entrée de plein-pied dans la villa et cette formalisation muséographique qui banalise le lieu plus qu'il ne souligne sa spécificité. La nouvelle aile du musée Matisse de Nice se serait pas si loin de rassembler aux galeries du Jeu de Paume, s'il n'y avait dans le hall, pour nous rappeler où on est, 4 *Des* contre le mur du fond et, sur le mur de droite, le grand panneau décoratif *Fleurs et fruits*. Celui-ci, ne trouvant pas sa place dans la villa, pourrait-il suffire à justifier une construction annexe ?

Le hall est vaste, blanc, clair, la lumière y est attrapée par une ligne d'ouvertures en hauteur, tout au long du mur courbe de façade qui ne se justifie pas tellement, mais dont la ligne est belle. Deux escaliers mènent au niveau où deux passerelles assurent la circulation (au compte-goutte et en sens unique) vers la villa et les collections.

Le raccord de la nouvelle aile à la villa n'a pas du être facile à penser, pas plus que l'organisation du parcours des collections tribulaires des dimensions variables et respectées dans l'ensemble des salles existantes dont la répartition symétrique de part et d'autre d'un palier a été fort heureusement maintenue, ainsi que les anciens plafonds peints, les voûtes, les feutres et leurs persiennes : la tranquillité que Matisse voulait pour ses œuvres est là. Et il n'y a pas de quoi pleurer sur la disparition des planchers au profit d'un simple dallage en terre cuite.

Pour l'instant on ne saurait trop juger de l'accrochage des œuvres. L'odeur de peinture fraîche permet de supposer en effet qu'il a fallu

dans bien des cas faire vite pour l'inauguration. Les petites sculptures dans le hall du rez-de-chaussée sont noyées sur leur socle, et la grande salle des dessins, où Xavier Girard a cherché à regrouper les feuilles par thème en vertu du rythme interne des œuvres, plus qu'il ne souligne chronologiquement, mérite quelques réajustements. La salle des chaises de Venise est parée. Et on se régale dans celle des dessins préparatoires pour la Danse de la fondation Barnes, non sans avoir pu remarquer, au fil de la promenade, que la collection ainsi déployée avoue quelques faiblesses relevées par quelques morceaux de choix.

Si Jean-François Bodio est sans doute le meilleur des architectes invités à intervenir dans l'élaboration d'un musée nipois, s'il s'est acquitté de la difficile tâche de répondre correctement aux exigences qui lui étaient posées, n'y a-t-il pas contradiction entre l'extension quelque peu démesurée du musée et la nature intime du lieu ? Contradiction entre ces surfaces d'accueil vouées à un grand public et la nature des collections faites avant tout de dessins, de sculptures, de livres et de gravures, qui ne pourront jamais permettre, malgré toutes les générosités de la famille Matisse, de faire du musée de Cimiez, l'équivalent du musée de l'Hôtel Salé, à Paris. Un rêve formulé ici et là.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Musée Matisse, 164, avenue des Arènes, à Cimiez - 06000 Nice. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 17 heures ; du 1^{er} octobre au 31 mars : du 11 heures à 19 heures ; du 1^{er} avril au 30 septembre.

MUSIQUES

DEPECHE MODE à la Halle Tony Garnier de Lyon

Art et technique de la musique pop

Ex-idoles des jeunes, les Anglais sont devenus des musiciens

LYON

de notre envoyé spécial
En baptisant sa nouvelle tournée *Depeche Mode*, Depeche Mode ne se contente pas d'une référence au nouveau disque (*Songs of Faith and Devotion*) qu'elle est censée promouvoir. Entre clin d'œil et autocélébration, le groupe convie à la grand-messe des fans, qui cette fois encore ont répondu en nombre. Sorti en 1990, *Violator*, leur précédent album, s'était vendu dans le monde à plus de 6 millions d'exemplaires (dont 600 000 en France), la tournée correspondante attirant près de 1 million et demi de spectateurs. Il y a deux mois, dès sa sortie, leur dixième album a pris la tête des meilleures ventes de disques de plusieurs pays, dont les États-Unis et la France. A Lyon, samedi 26 juin, 14 000 personnes se pressaient sous les verrières de la Halle Tony Garnier. Comme en analysant des strates géologiques, on peut retracer l'histoire d'un groupe en observant son public. Longtemps constitué de très jeunes adolescents, celui de Depeche Mode se compose maintenant de plusieurs tranches d'âge. Si le quatuor britannique séduit toujours les douze-treize ans, leur force aura été de conserver la plupart de leurs fans d'origine, accompagnant leurs goûts musicaux jusqu'à une maturité qui leur a aussi gagné les faveurs d'un public plus averti qui avait pourtant fait du groupe sa tête de Turc dans les années 80.

Initiateurs avec d'autres (Human League, Orchestral Manoeuvres, Heaven 17, Blancmange) de la techno-pop (utilisation accrocheuse et sautillante des synthétiseurs), ils furent longtemps le symbole d'une électronique travaillant l'engagement punk au profit d'une insouciance proprement voutée aux plaisirs de la danse et des modes vestimentaires. Satisfaisant le besoin d'évasion et de réussite qui marqua le début de cette décennie, Martin Gore, Dave Navaro, Andy Fletcher et Vince Clarke (rapidement remplacé par Alan Wilder) trouvaient là l'occasion insoupçonnée de fuir l'enfer du Basildon natal, banlieue du nord-ouest de Londres. Martin Gore, le compositeur de toutes leurs chansons, à la blondeur frisée, toujours oxygénée, reconnaît aujourd'hui sans mal quelques fautes de goût. « Quand je revais certaines photos, je suis très embarrassé. Comment avons-nous pu continuer à avoir du succès en présentant au monde ces images de nous ? Je crois par contre que nos chansons ont dans l'ensemble plutôt bien vieilli. »

Là est sans doute le secret d'une longévité assez exceptionnelle. Car, si on a pu rester insensible à leurs artifices, il est difficile d'ignorer leur habileté, qui avec le temps est allée en s'affinant. Si leur supposé cynisme ou, plus sûrement, leur manque de prétention a empêché qu'on les prenne au sérieux (à la différence de Cure ou New Order par exemple), une belle poignée de chansons témoigne du talent de mélodiste de Martin Gore, qui revendique sa qualité de *songwriter*. A l'entendre citer John Lennon, Leonard Cohen ou Neil Young, on s'étonne du choix de l'habillage de ses propres compositions. « Les bonnes chansons tiennent debout toutes seules, elles doivent pouvoir être chantées juste accompagnées d'une guitare. Mais cette austérité peut être très ennuyeuse, pourquoi effacer cette technologie à notre disposition ? Je suis persuadé qu'elle apporte beaucoup. »

Mélodies sombres

C'est pourtant grâce à plus de dévouement que le groupe a pris une autre dimension. En 1987, l'album *Music for the Masses* donnait une nouvelle direction, celle d'une maturité acquise à force d'épure et de mélodies sombres. *Violator* entrait dans la lignée de la plus belle façon. Wim Wenders lui-même donnait sa bénédiction en leur commandant un titre (*Desultory*) pour la bande originale de *Jusqu'au bout du monde*. Moins subtil que son prédécesseur, *Songs of Faith and Devotion*, c'est au moment du triomphe du tout électronique et de la danse music que Depeche Mode a choisi d'utiliser plus d'instruments acoustiques. Mais, si pour la première fois, leur maître es-informatique, Alan Wilder, s'essaye à la batterie, si Martin Gore prouve que sa collection de Gretsch n'a rien à envier à la variété de ses synthétiseurs, le spectacle reste celui qu'ordonne une musique très programmée, qui laisse peu de place aux débordements de l'improvisation, trouvant son intérêt ailleurs que dans la virtuosité ou la complexité des instrumentistes.

Depuis 1986, Depeche Mode s'est attaché les services d'Anton Corbijn, célèbre photographe anglais, qui s'occupe d'arbitraire de tous leurs visuels, des pochettes de disques aux vidéos. Il avait déjà été mis à contribution lors de la précédente tournée, à cette fois conçu toute leur scénographie, donnant à l'image une importance première.

Caché par une immense toile baignée de vert et de bleu, le groupe se détache d'abord en ombres chinoises. Le désir, bien entendu, est animé par la suggestion. Sauté par une ovation hystérique, le lever de rideau révèle Dave Navaro, le chanteur, surplombé par ses trois camarades fixés derrière leurs synthétiseurs à trois mètres du sol, sur une arrière-scène en dessous de laquelle s'alignent cinq gros carrés blancs, deux autres plus imposants encadrant le groupe en hauteur. Tout au long du concert, ces surfaces serviront d'écran aux projections d'Anton Corbijn. Plus qu'une simple illustration, ces images participent à la re-création, à la re-présentation de moments spécialement remis pour l'occasion. Soulignant leurs aspects fantastiques (*Walking in My Shoes*), sensuels (*In My Room*), souvent mystiques (*Mercy in You*), voire ésotériques (*It's Not Good to Be Alone*), ces images d'une grande perfection formelle (ou a parfois plus l'impression d'hologramme que de vidéo) s'adaptent aux exigences des plus grandes salles. Étrangement, ces prouesses techniques ne débarrassent pas le show, peut-être parce que Dave Navaro fait beaucoup d'efforts pour ne pas passer inaperçu. Il virtuosite, sollicite son public, le provoque gentiment d'un débanchement sexy ou d'une épaule débandée. Pour, à cha-

que fois, une réponse immédiate. Malgré tous leurs déplacements, ses partenaires sont plus effacés.

Essentiellement piochées dans le répertoire de leurs trois derniers albums, les chansons développent une gravité exigeant une force de conviction que n'auraient sans doute pas eue les poupées synthétiques du début des années 80. Martin Gore aussi s'en tire bien quand, à deux reprises, accompagné de choristes noirs aux accents de gospel, il interprète deux titres (*Devil's Door*, *Judas*) d'une intensité sans fioritures. Tout cela ne dissipe pas les sentiments ambigus qu'on nourrit à l'égard du groupe quant à sa proposition à manipuler les émotions de façon un peu simpliste, à jouer du mélodrame et du sex-appeal. Mais, plus que de cynisme, on préfère parler de l'honnêteté d'artistes au fait de leur science, riches aussi d'intuitions et d'une véritable inspiration.

STÉPHANE DAVET

► *Songs of Faith and Devotion*, CD Mute, 74321132982.

► Tournée : le 29 et 30 juin à 20 heures à Paris (Palais omnisports de Bercy), le 3 juillet à 21 heures à Brast, le 5 juillet à 21 heures à Bordeaux (Midi-Grand), le 6 juillet à 21 heures à Argeles-sur-Mer (Pyramides-Orientales), le 7 juillet à 21 heures à Toulon.

L'IRCAM, maison de la création musicale

« L'IRCAM veut personnaliser le débat autour des nouvelles générations. Elle doit détecter et soutenir les nouveaux talents et devenir la maison des musiciens concernés par la création musicale », a déclaré, lundi 28 juin, le directeur de l'IRCAM, Laurent Bayle, lors d'une conférence proposée en ouverture de la première Académie d'été et intitulée « Perspectives de la création musicale à l'IRCAM ». Il a poursuivi en indiquant : « La création est primordiale pour la musique, son inscription dans la société, et son devenir. » Cette première session de l'Académie d'été, qui se déroulera jusqu'au 4 juillet, accueille quatre-vingt-cinq stagiaires de seize à soixante ans et un ans - compo-

siteurs, musiciens ou musicologues, - de vingt-quatre pays différents. Elle fait partie d'une série d'initiatives nouvelles, dont le but est de faire de l'IRCAM, non pas le seul représentant de toute la création musicale en France, mais plutôt le générateur de rencontres et collaborations entre ses divers acteurs. Une formation renforcée, ainsi qu'un accès facilité aux moyens de production, devraient permettre une meilleure étude des « territoires » de l'informatic musical. La formation se traduit par la mise en place de trois niveaux de pédagogie : l'initiation, un cursus de composition en informatique musicale, et un doctorat de musique et musicologie du XX^e siècle. Les nouveaux domaines d'exploration

seront le théâtre (Monnet), la danse (Thierry de Mey et Anne Teresa de Keersmaeker) ou la vidéo (Docteur Mabuse et Metropolis). Quant à la prochaine Académie d'été, elle devrait s'intituler : « Images et sons de synthèse ».

► Jusqu'au 4 juillet : atelier Tod Machover le 30 juin, à 20 h 30, grande salle du Centre Georges Pompidou ; atelier création musicale, le 1^{er} juillet, à 20 h 30, espace de projection de l'IRCAM ; atelier recherche scientifique, le 2^e, à 20 h 30, idem ; concert Trestan Murail, le 3, à 20 h 30, grande salle du Centre Georges Pompidou ; concert de clôture des stagiaires, le 4, à 16 heures, espace de projection de l'IRCAM. Renseignements et location : tél. : 44-78-48-16.

Les quarante voix de Boris Christoff

Le chanteur bulgare est mort le 28 juin à Rome

Le chanteur bulgare Boris Christoff est mort lundi 28 juin à Rome. Ses obsèques auront lieu le 1^{er} juillet en la cathédrale de Sofia.

La France n'avait de lui qu'une image déformée : le seul théâtre lyrique digne de sa renommée, l'Opéra de Paris, l'avait fort peu invité. Mais il y fut Boris Godounov, le rôle dans lequel l'éternité l'a déjà figé. Et Philippe III dans *Don Carlos* de Verdi, pour quatre représentations en décembre 1966. Puis son astre, vu en tout cas de notre petite Europe, allait décliner. Puis, grâce au disque, son répertoire au début des années 90, avec deux albums magnifiques enregistrés trente ans plus tôt : les mélodies de Moussorgsky (trois CD) et un gros recueil de mélodies russes (cinq CD) à placer au rang des plus glorieuses compilations historiques de la marque EMI.

L'un des jalons de l'histoire du chant de cette seconde moitié de siècle se voit : Boris Christoff avait chanté les *Opéras de Verdi* sur les côtes de Maria Callas sous la direction d'Erich Kleiber. Il était le beau-frère - et, dit-on, l'ennemi juré - de Tito Gobbi, le baryton *con forza* qui allait marquer de ses voix noires le répertoire italien

entre 1945 et 1965. Et bien qu'on l'ait présenté à satiété comme « le nouveau *Chaliapine* », ce Bulgare à la carrure impressionnante, aux manières orgueilleuses, aux lubies royales n'avait pas dans la voix les rousades théâtrales, les sautilleries lyriques, les inégalités de tension caractéristiques du style russe au tournant de ce siècle.

Formé en Italie, à la dure loi du *bel canto*, Boris Christoff, qui avait fait ses débuts sur scène à Rome en 1946, avait une voix droite, son soufflé était dosé, son émission économique, ses nuances vives et nettes. Il faut absolument l'écouter, surtout par un seul piano, dans *Tchaïkovski*. Son aura de monstre sacré perd un peu de son insolence. Mais quelle simplicité et directe musicalité !

Né en 1916, 1918 ou 1919, à Plovdiv ou à Sofia, selon les sources, naturalisé italien, Boris Christoff était le fils d'un professeur de bulgare et d'une Russe. Ses parents l'avaient orienté vers une carrière de magistrat. Mais il appartenait aux chœurs de son église et, à l'issue d'une fête nationale, fut invité à donner un concert avec quelques solistes devant le roi Boris III et le corps diplomatique. Le souverain lui demanda ce qu'il préparait pour la saison à venir avec l'Opéra. Apprenant qu'il se dirigeait vers une carrière de juriste, il lui assura qu'il servirait mieux la Bulgarie en chantant qu'en plaçant.

Ce qu'il fit. Non seulement, il allait enregistrer deux fois les trois rôles de basse de Boris Godounov (le Tsar, Fimène et Varlaam), en 1952 sous la direction de Dobrowen, en 1962 sous celle de Chyren - avec quelle variété de registres expressifs, et de nuances ! - mais il allait prouver sa ductilité stylistique en chantant, notamment à San Francisco et Chicago, *Mozart*, *Rossini*, *Métophosphère* dans *Faut de l'argent*, *Le Prince Igor*, *La Force du destin*, *Nabucco* de Verdi... Plus de cent rôles, peaufinés musicalement, assurés dramatiquement.

« Je chante mes cent vingt rôles avec quarante voix, disait-il (1). Mais on entend toujours ma voix. On entend toujours Boris Christoff. » Le privilège d'être un chanteur intelligent.

ANNE REY

(1) D'après le dictionnaire de Jürgen Kesting, *Les Grands Chanteurs*, Trois volumes. Édition Classica, Düsseldorf, 1986.

CINÉMA

Le festival

Marcello Mastroianni

SOTO

Le festival de Cannes a été l'occasion d'une rencontre avec le grand acteur italien Marcello Mastroianni. L'acteur, qui a 72 ans, a été reçu par le président du festival, Jean-Pierre Salvi, et par le directeur du festival, Jean-Pierre Salvi. Mastroianni a été très ému par l'accueil et a déclaré qu'il se sentait très bien à Cannes. Il a également mentionné son rôle dans le film *Le Ciel est bleu* de Giuseppe Tornatore, qu'il a tourné l'année dernière. Mastroianni a été très apprécié par le public et les critiques, et son film a été très bien accueilli.

Le festival de Cannes a été l'occasion d'une rencontre avec le grand acteur italien Marcello Mastroianni. L'acteur, qui a 72 ans, a été reçu par le président du festival, Jean-Pierre Salvi, et par le directeur du festival, Jean-Pierre Salvi. Mastroianni a été très ému par l'accueil et a déclaré qu'il se sentait très bien à Cannes. Il a également mentionné son rôle dans le film *Le Ciel est bleu* de Giuseppe Tornatore, qu'il a tourné l'année dernière. Mastroianni a été très apprécié par le public et les critiques, et son film a été très bien accueilli.

MOTS CROISÉS

Le mot croisé est un jeu de mots qui consiste à trouver des mots qui se croisent. Il y a deux types de mots croisés : les mots croisés horizontaux et les mots croisés verticaux. Les mots croisés horizontaux sont les plus courants, mais les mots croisés verticaux sont également très populaires. Les mots croisés sont un excellent moyen de tester ses connaissances et de s'amuser. Ils sont également très utiles pour apprendre de nouveaux mots et pour améliorer son vocabulaire. Les mots croisés sont un jeu de mots qui consiste à trouver des mots qui se croisent. Il y a deux types de mots croisés : les mots croisés horizontaux et les mots croisés verticaux. Les mots croisés horizontaux sont les plus courants, mais les mots croisés verticaux sont également très populaires. Les mots croisés sont un excellent moyen de tester ses connaissances et de s'amuser. Ils sont également très utiles pour apprendre de nouveaux mots et pour améliorer son vocabulaire.

Le mot croisé est un jeu de mots qui consiste à trouver des mots qui se croisent. Il y a deux types de mots croisés : les mots croisés horizontaux et les mots croisés verticaux. Les mots croisés horizontaux sont les plus courants, mais les mots croisés verticaux sont également très populaires. Les mots croisés sont un excellent moyen de tester ses connaissances et de s'amuser. Ils sont également très utiles pour apprendre de nouveaux mots et pour améliorer son vocabulaire.

CULTURE

CINÉMA

Le festival de la survie

Marché du film d'initiative privée, Sochi témoigne du marasme de la production russe

SOTCHI

correspondance
Aux trois questions posées à un membre du jury : « Pourquoi avez-vous accepté cette fonction ? A quoi cela peut-il vous servir ? Comment vous sentez-vous à ce festival ? », celui-ci, le critique André Chemiakine, répondit : « Je n'ai rien d'autre à dire, j'ai eu envie de faire quelque chose. Je n'ai plus envie de rien. » On ne saurait mieux résumer la morosité qui règne dans le cinéma russe, et que n'a pu que souligner le troisième « Festival russe ouvert » de Sochi, qui vient de se dérouler du 28 mai au 8 juin derniers.

Création du milliardaire Marc Roudinstein, le Festival se déroule à quelques encablures des combats qui font rage en Abkhazie, au bord d'une plage que plus personne ne nettoie. Dans l'hôtel siège de la mafia locale, les prostituées et les hommes de main disputent au bar les places assises aux festivités qui ont pu y pénétrer après que des soldats en treillis des brigades spéciales d'interception eurent d'abord vérifié les accreditations et les passeports, ainsi que munis d'un détecteur de métal, le port des armes à feu et des armes blanches.

De festival, cette manifestation n'a plus guère que le nom, tant l'organisation met en doute la signification même de mots comme « programme », « projection », « compétition », « prix », etc. Dans un pays où qualifier l'inflation de « galopante » est un doux euphémisme, où l'achat d'une arme à feu relève désormais du simple bon sens, où l'on ne sait plus si les lois sont bafouées puisqu'on ignore quelle législation a cours dans l'endroit où on se trouve, et où les déplacements en avion prennent parfois plus de temps que les voyages en train compte tenu de la pénurie de kérosène, organiser un festival de cinéma, qui plus est à la frontière abkhazie, doit être sans doute considéré plus comme un défi à l'adversité que comme l'envie réelle de développer l'art et l'industrie cinématographiques.

Car de cinéma il fut comme toute peu question, malgré les vingt films officiellement inscrits dans la compétition officielle et les neuf dans la section « cinéma d'auteur » que visionnait un second jury. En fait,

personne ne sait combien de films furent réellement projetés, et lesquels. Certains titres annoncés ne sont jamais arrivés, d'autres ont été rajoutés. Le jury de la compétition officielle put néanmoins décerner son grand prix à *Encore et toujours*, de Piotr Todorovski — jadis plus inspiré avec des films comme *Romanche du front* ou *La Femme préférée du mécanicien Gavrilov*. *Encore et toujours* est une chronique un peu mièvre d'un camp militaire russe dans les années 50. Le grand prix laisse généralement entendre que le film est meilleur que les autres. Celui-ci est seulement le plus achevé et le plus égal dans sa médiocrité, la plupart de ses concurrents ne pouvant guère se prévaloir que de rares fulgurances.

Trois de tact

Un simple « diplôme » fut remis à Mikhaïl Kats, qui avait tourné il y a deux ans un très bon *Désert*, pour son film *Les boîtes entrèrent les premiers au royaume des cieux*. Kats a choisi de fonder plusieurs nouvelles de Flannery O'Connor en un seul scénario, sans pour autant adapter le lieu de l'action à la Russie. Tourné dans un noir et blanc contrasté, ce film, qui ne manque pas d'intérêt, gagnerait beaucoup à durer moins que ses actuels deux heures et demie.

C'est hélas ! le lot de la plupart des films russes : la profession de chef monteur n'existe pas (les monteurs sont en fait de simples colleurs de pellicule), et les metteurs en scène mettent un point d'honneur à souligner qu'ils ont monté leur film seul. Les producteurs étrangers déploient, le plus souvent en vain, des trésors de tact et de diplomatie pour faire accepter aux cinéastes russes que le montage soit au moins supervisé par un chef monteur occidental.

Il y eut aussi les prix « du meilleur et du plus prometteur premier film », « du film prometteur », « du travail de création », « du professionnalisme », « pour la contribution au développement national », celui attribué au (médiocre) *Une comédie patriotique pour la victoire décisive sur le socialisme-réalisme*, celui « du président du Festival » qui trouvait sans doute que les jurys faiblissent. La plupart de ces récompenses sont accompagnées de

sommers rondellettes, évidemment en dollars.

Parmi les heureux lauréats, on retient les *Enfants des dieux de fontaine*, premier œuvre du Hongrois Tomach Tot, dont les images superbes relatent la vie dans une aciérie inaugurée un grand nouveau : le clip social. Ou la *Grande Tambourade*, de Sergueï Ovcharov, seule coproduction française présente à Sochi, trois récompenses, dont le « Prix de la critique », pour la fidélité de S. Ovcharov à lui-même et pour son amour de la vie : prix Ovcharov.

Malgré la confusion et les ridicules, Sochi demeure le seul endroit en Russie où on puisse voir des films russes, l'état de la distribution, tout entière envahie par les productions bon marché américaines, ne leur offrant pratiquement plus d'accès aux écrans commerciaux. Les festivals du monde entier projettent des films russes, qui ne sortent ensuite ni chez eux ni dans le pays du festival. C'est l'avenir de ce cinéma qui est en jeu en ce moment. Sans doute les pouvoirs publics ont-ils aujourd'hui de plus pressants soucis. Mais il sera bientôt trop tard. A la question : « Un cinéma qui a enfanté Eisenstein, Djevorkine et Tarkovski peut-il réellement mourir ? », dans l'état actuel des choses la réponse est résolument oui.

JOËL CHAPRON

DANSE

MOVES, de Jerome Robbins, au Palais-Garnier

Silence, on danse

Quand le mouvement, sans musique, devient plus fort

Rares sont les chorégraphes qui ont tenté l'expérience d'un ballet dans le silence. Même ceux qui, à la suite de Merce Cunningham, ont disséqué en scène la danse et la musique, n'ont jamais supprimé cette dernière, fût-elle coupée de « bruits » divers ; Cunningham s'en explique, pour sa part, en disant qu'il n'y a pas de vie sans son.

Jerome Robbins l'a osé avec *Moves* — le dixième de ses ballets qui ont été au répertoire du Palais-Garnier depuis 1974. « Une partition conditionnelle,

annonce et établit la dynamique, le temps et l'ambiance, non seulement pour les danseurs mais également pour le spectateur, écrit-il. *Moves* rompt ce fil conducteur et amène le public à être uniquement réceptif à la danse, à prendre conscience du potentiel gestuel, à répondre directement à l'événement des mouvements... à se libérer des associations d'idées que pourraient suggérer la mise en scène, les costumes et la musique. »

Ni musique ni décor, donc. Des maillots et collants les plus simples qui soient, de couleurs neutres. Les douze danseurs entrent en file indienne d'un pas décidé, font face au public et le saluent de la tête : cette rigueur d'alignement quasi militaire, du sportif, va se retrouver plusieurs fois dans la pièce, ponctuée des danses d'invention et d'une beauté qui font régner dans la salle le même silence, doublé d'une qualité d'attention rare. Même quand Robbins ne « raconte » rien, il parle comme toujours de son sujet, d'élégance : les relations humaines. Avec la finesse de touche, la subtilité et la pudeur qui sont sa marque. Cinq parties. Pas de deux : une belle sphère cambrée sur le sol, griffes en avant (Delphine Moussin), défie son partenaire (Yann Briday), qui la guignera à la fin de tendresse. Cinq garçons : leur goût de la compétition, leurs amitiés brusques. Quatre filles, d'abord alanguies comme sur une plage : climat diffus d'attente, jeux de séduction un tantinet sphériques. Trois couples : confrontations en tous genres. Le finale récapitulatif, en allusions légères, ce qui s'est passé. Avec des courses dans toutes les directions, sèchement coupées d'immobilités : vous avez dit « moderne » ou « contemporain » ? *Moves* date de 1959... Impossible de citer tous les interprètes, tous remarquables de concentration, d'écoute rétrospective, sans qu'ils ne triomphent pas de ce qui les exploite.

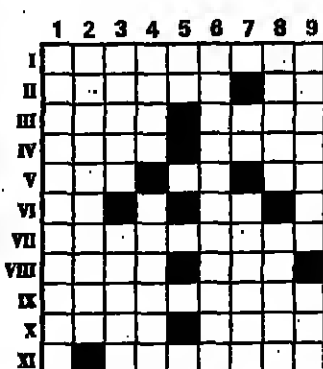
Thème et variations, de Balanchine (1947), entre en même temps au répertoire de Garnier. Tatus, diadèmes, simplicité musicale de Tchakovsky : un *bonheur* à Petipa, supérieurement égaré et bien dans le pas, il est permis de préférer des Balanchine autrement audacieux, tournés vers le futur et non vers le passé. A quand une reprise d'*Agon* ?

SYLVIE DE NUSSAC

Opéra de Paris-Garnier, jusqu'au 10 juillet, 19 h 30, le 3 à 14 h 30 et 20 heures. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 360 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6072



HORIZONTALEMENT

1. Une manière de collier les filantes. — II. A l'air de l'ail. Abréviation. — III. Fait peu neuve. Il jase. — IV. Ordre religieux. Etat d'Asie occidentale. — V. Libre. Passe-temps. Degré. — VI. Possessif. Désigne une reine. — VII. Essaye de paraître plus grand. — VIII. Peut qualifier un individu. Suite de mots. IX. Fait la mouche ou la taupe. — X. Ancien verbe actif. Mot de reconnaissance. — XI. Se font donc attendre.

VERTICALEMENT

1. Fabrica de caisses. — 2. Sont donc de nature à chasser les nuages. — 3. Variété de telgne. Qui a reçu une décoration. — 4. Réaction à la peine. Ont leur ligne en dérangement. — 5. Cité. — 6. Une personne qui est parfois d'attaque. — 7. Symbole. Une atteinte à la sûreté. — 8. Vase. A mal tourné. — 9. Plante verte. D'un auxiliaire.

Solution du problème n° 6071

Horizontalement
I. Narguilé. — II. Duchesses. — III. Ebre. Ur. — IV. Résener. — V. Al. Turc. — VI. Tersés. El. — VII. Cru. — VIII. Ecotipe. — IX. Sou. Riente. — X. Ur. Incas. — XI. Trentain.

Verticalement
1. Dératée. — 2. Nublie. Cour. — 3. Acre. Rature. — 4. Rhéaus. — 5. Gs. Esprit. — 6. Usants. lène. — 7. Is. Eu. Cenci. — 8. Leurrer. Ten. — 9. Est. Cuses.

GUY BROUTY

Le Monde
FRANÇOIS MITTERRAND
Président républicain.
Connaissiez-vous le
candidat socialiste ?

Le Monde
L'HISTOIRE
AU JOUR LE JOUR
pages 507 et 511

Le Monde
ARTS-SPECTACLES

PRÉPAREZ-VOUS
A
SORTIR !

Chaque mercredi dans le
Monde daté jeudi.

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes Province SEIGNOSSE LE PENON LANDS 570 000 F. Tél. : (1) 40-65-25-99	appartements achats Recherche, 2 à 4 P., PARIS- 15ème, 45-73-35-43 même le soir	locations meublées demandes Paris PARIS-PROMO 25, av. Hoche, 75008 Paris Pr. clientèle de ht niveau APPARTEMENT QUALITE en meublé et en vide 45-63-25-80 Fax 45-61-10-20	maisons individuelles PARTICULIER VEND MEAUX centre (écoles, lycée, commerces), 25 mn gare de Paris. A prix au- dessous de 120 000 F. maison in- dividuelle 230 m² hab., salle de séj., en L., cuisine (électri- que), 2 salles de bns. 5 chbres. Garage 2 voit.
--	--	---	--

La si jolie vie de
SYLVIE JOLY
Humour légers, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Une vraie façon de savoir rire.
Sylvie Joly, courez la voir !
FigaroScène
LUCERNAIRE : 45 44 57 34
dernière le 3 juillet
à CAEN le 8 JUILLET

EXPOSITION

MAURITANIE au Musée d'Aquitaine de Bordeaux

Eloge du nomadisme

Première exposition sur un pays trait d'union entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche

Odette du Puigadeau, Bretonne désargentée, fille de peintre et passablement garçon manqué, devant nécessairement prendre le large. Aussi, entre 1928 et 1931, la verra-t-on, matelot, sur des thonières. En 1933, elle s'embarque à bord d'un langoustier, qui la dépose, avec sa compagne, Marion Sénonès, à Port-Etienne, aujourd'hui Nouadhibou, en Mauritanie. Sans hésitation elle passe de l'océan à la mer de sable et se lance avec la même ferveur à la découverte des dunes (le Monde du 20 mars). C'est désormais à des de dromadaire qu'elle se déplace dans ce pays où la « pacification » vient à peine de s'achever. Pays aux frontières mouvantes encore sillonnées de caravanes et que survolent les premiers avions de l'Aéropostale. Elle va y séjourner plusieurs fois et parcourir, toujours à dos de dromadaire, plusieurs milliers de kilomètres, accumulant notes, articles et volumes (1) sur la culture de ces nomades dont elle partage la vie. Elle s'installe ensuite au Maroc pour y prêter presque centenaire, en 1991, pronant paradoxalement le « grand Maroc », seul capable, soutenait-elle, d'assurer la survie d'une fragile civilisation : celle des habitants de ces contrées désertiques.

Une exposition, judicieusement organisée par le Musée d'Aquitaine de Bordeaux, présente justement les grandes lignes de cette société complexe, peu connue en France, en dehors de quelques clichés. Son cadre géographique austère, aux frontières mouvantes (seules les côtes, théâtre du naufrage de la Méduse, et le fleuve Sénégal, au sud, sont des repères identifiables) ; le poids de l'histoire marquée par l'empire almoravide né de ces solitudes et qui allait avaler le Maroc comme l'Espagne musulmane ; les populations d'origine berbère, arabe ou négro-africaine et les innombrables messages qu'elles ont engendrés ; les structures sociales — en Mauritanie on est « sous l'étrier ou sous le livre », c'est-à-dire soumis au pouvoir des « guerriers » ou des « reli-

gieux ». Les uns et les autres appartenant au monde nomade, qui a longtemps dominé les autres groupes plus stables, pêcheurs de la côte ou agriculteurs du fleuve. Monde en voie de disparition mais dont la mémoire est toujours très vivante : la tente, son symbole, est un élément omniprésent dans les villes modernes. Ces dernières ont succédé aux cités fondées par certaines tribus maraboutiques pour les besoins de leur enseignement religieux, qui, isolées, sévères, se dressent aux bords d'oasis « fertiles », mais sont aujourd'hui menacées par les sables. Si Chinguetti ou Ouallata, aux maisons peintes de décors sophistiqués, sont bien vivantes, Ouadane, que tente de sauver l'UNESCO, est ruinée, et Aoujeft en grande partie abandonnée. Les biens matériels de ces ascètes du désert se réduisent à quelques bijoux (colliers, bracelets, perles de verre colorées), des ceintures savamment décorées, des coffres de bois ornés de lourds fermoirs métalliques ou des instruments de musique (harpes, luths). Les étoffes ne sont pas oubliées au Musée d'Aquitaine. Traditionnellement tissées dans le Sud, près du fleuve, par des descendans toucouleurs et préparées par les teinturiers soninkés, elles sont désormais remplacées par des cotonnades fabriquées en Asie du Sud-Est. Odette de Puigadeau ne reconnaît plus les siens.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les éditions Plumes viennent de rééditer deux volumes de souvenirs d'Odette de Puigadeau : *Pieds nus à travers la Mauritanie* (259 pages, 128 F) et *Togant* (220 pages, 118 F).

► **Mauritanie, terre des hommes**, au Musée d'Aquitaine, 20, cours Pasteur, 33000 Bordeaux. Tél. : (1) 56-10-16-23. Jusqu'au 17 octobre. Catalogue, 161 pages, 130 F. L'exposition doit aller à l'Institut du monde arabe de Paris de décembre 1994 à février 1995.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cops
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardif
15-17, rue de Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc : MONDPUB 634 128 F
Téléc : 46-42-48-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régis Group SA.

Impression :
Le Monde
12, r. M.-Gautier
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 30-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS			
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.			
Tél. : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)			
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS - mailing) est publié deux fois par semaine par LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1318, Champlain, N.Y. 12919 - 1318.
Pour les abonnements étrangers aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 293 USA
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

ÉCONOMIE

Les dissensions au sein de la majorité à propos de la politique gouvernementale

L'esquisse d'une troisième voie

Ni Balladur ni Séguin. Silencieux depuis le mois d'avril, Raymond Barre est soudain sorti de sa réserve. Inquiet de « l'automne sans éclaircie » qui s'annonce, du retour des « vieux démons » protectionnistes, et sans doute aussi déçu par le manque d'effet Balladur, il préconise un inflexionnement très sensible de la politique économique.

Son propos n'est pas de reprocher au premier ministre l'accroissement du déficit budgétaire, même s'il s'était acquis une réputation de père-la-rigueur en 1978, lorsqu'il dirigeait le gouvernement. M. Barre explique au contraire qu'à présent la politique économique ne peut pas se limiter à l'arme monétaire.

La baisse des taux se répercutant avec retard sur les entreprises, il faut en outre, à ses yeux, assouplir la politique budgétaire, pour « aider les entreprises à passer un cap difficile ».

Certes, le style est plus feutré que celui de Philippe Séguin, le président de l'Assemblée nationale (le Monde du 18 juin), et, bien sûr, éloigné des termes utilisés par Michel Rocard dans ses colonnes (le Monde du 24 juin). Mais les recommandations sont très précises : « Il faut, quand [la demande] est faible, accepter un déficit budgétaire plus large, financé par l'emprunt à long terme, mobilisant l'épargne oisive ».

Lorsque l'on sait que le déficit des administrations publiques devrait passer de 3,8 % à 5,4 % du PIB entre 1992 et 1993, soit bien au-dessus des critères fixés par le traité de Maastricht (3 %), on comprend que M. Barre a de graves raisons d'accepter l'idée d'une nouvelle dégradation des finances publiques.

Ses préoccupations, quelles sont-elles ? Comme une fraction des économistes français, M. Barre s'inquiète du risque de dévaluation et de la montée du protectionnisme. Très strict sur le maintien du franc au sein du système monétaire européen, le gouvernement de M. Balladur, au contraire, adopté une ligne beaucoup plus dure en matière de commerce international. Les discussions du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) pourraient bien créer la première ligne de fracture sérieuse au sein de la majorité et mettre dans une position délicate certains ministres qui, comme Edmond Alphandéry, chargé de l'économie, restent proches de Raymond Barre.

En tout état de cause, celui-ci vient de rappeler qu'il ne comptait pas demeurer inerte dans la perspective des prochains rendez-vous électoraux. Son rapprochement circonstanciel avec Valéry Giscard d'Estaing, qui défend des thèses voisines, est une preuve supplémentaire de la recherche d'une troisième voie entre rigueur et laxisme, à l'intérieur d'une majorité à la merci de ses courants.

DANIEL CARTON et FRANÇOISE LAZARE

Raymond Barre invite le premier ministre à sortir de « l'orthodoxie financière »

« Il faut piloter l'économie entre la Charybde d'une rigueur qui serait excessive et l'écueil d'une laxisme qui deviendrait incontrôlable. » Telle est la recommandation essentielle que Raymond Barre développe dans l'éditorial de sa lettre mensuelle, *Faits et arguments*, de juin. Sous le titre « Les tentations des temps difficiles », l'ancien premier ministre dresse un tableau pessimiste de la situation économique de la France. « L'économie française, observe-t-il, est en récession. Dans une conjoncture internationale et européenne maussade, elle ne peut compter sur un environnement porteur. Il est donc réaliste et prudent de considérer que l'année 1994 sera à tout le moins une année stagnante, et de s'attendre à ce que le chômage continue d'augmenter, même s'il le fait à un rythme ralenti. Cette évolution ne peut créer de surprise. Affaire si le pire n'est pas toujours sûr, il ne faut pas compter sur l'apparition rapide d'un miracle ».

Dès lors, M. Barre expose ses craintes « du réveil des vieux démons », celles « du franc faible, de la relance sans mesure, d'une protection anémienne », qu'il condamne catégoriquement. « À céder aux tentations des temps difficiles, conclut-il sur ce point, la France risquerait de beaucoup perdre. Il y a mieux à faire qu'à rentrer dans le XX^e siècle à reculons ».

Pour mieux faire, M. Barre souhaite aujourd'hui « un assouplissement » de la politique monétaire et budgétaire, plus efficace et opportune, laisse-t-il entendre entre les lignes, que la politique de rigueur appliquée depuis trois mois par le gouvernement Balladur. « Il y a, le crois, explique-t-il, d'autres moyens de conduire une politique de soutien actif de l'activité économique visant à éviter une récession profonde et durable. Par rapport aux quinze années qui viennent de s'écouler, la politique économique doit changer d'objectif prioritaire [...] Il faut aider les entreprises à passer un cap difficile. La baisse des taux d'intérêt est utile, mais elle n'est pas suffisante. Les banques ne répercutent pas immédiatement la baisse des taux de la banque centrale; celle-ci ne peut ramener les taux à un niveau insignifiant; enfin, les entrepreneurs prennent leurs décisions en fonction des taux d'intérêt, mais aussi de la demande. Voilà pourquoi il faut, quand celle-ci est faible, accepter un déficit budgétaire plus large, financé par l'emprunt à long terme, mobilisant l'épargne oisive. Mais une telle régulation budgétaire conjoncturelle impose que les dépenses publiques soient soigneusement ciblées et que les recettes fiscales provenant ultérieurement de l'amélioration de l'activité économique aient des ressources financières résultant des privatisations effectuées avant tout autre emploi à un amortissement de la dette publique ».

« Impact psychologique »

Selon M. Barre, « la situation de l'emploi ne sera à terme améliorée que par un allègement significatif et définitif de la contribution des entreprises au financement du système de protection sociale ». « Il faut agir aussi rapidement que possible, précise-t-il, même si les ressources de remplacement ne peuvent être immédiatement obtenues par la mise en œuvre de la solidarité nationale et si les économies justifiées ne peuvent être réalisées sur-le-champ. L'impact psychologique recherché justifie une telle attitude à l'orthodoxie financière, pourvu qu'elle demeure dans des limites supportables ».

« En fin de compte, conclut l'ancien premier ministre, la situation économique et psychologique de la France exige que la politique économique ait un objectif clairement affirmé, qu'elle comporte des mesures peu nombreuses, dépourvues de toute complication bureaucratique, cohérentes et convergentes, qui se répondent aux trois problèmes qui posent aux entreprises et à l'emploi : un problème de trésorerie, un problème de demande, un problème de charges sociales. Ainsi sera-t-il possible de faire face aux conséquences psychologiques d'un automne sans éclaircie, ou la pression de l'opinion risque de s'intensifier en faveur d'une politique de relance à tout va ».

M. Balladur menace de refuser tout accord sur le commerce international

Le premier ministre n'accompagnera pas le président de la République au prochain sommet du G7, qui réunira les sept pays les plus développés du 7 au 9 juillet à Tokyo. « Je n'ai pas l'intention de m'y rendre moi-même [...]. Je n'ai pas besoin d'aller parler ici ou là, alors qu'il y a beaucoup à faire en France », a indiqué Edouard Balladur à Europe 1, avant d'ajouter qu'une position commune sera « émise » par le président de la République et lui-même.

Ce faisant, le premier ministre actual adopte une conduite différente de celle de Jacques Chirac, chef du gouvernement du précédent gouvernement de cohabitation. Le premier ministre de l'époque avait choisi de participer aux sommets du G7 qui s'étaient tenus en 1986 (Venise) et 1987 (Tokyo).

Le ton de la déclaration de M. Balladur ne fait que traduire le mécontentement du gouvernement français à l'égard des États-Unis et de leur politique commerciale musclée. Le dernier épisode de cette querelle remonte au 22 juin, lorsque le département américain du commerce a décidé d'augmenter les montants des droits anti-dumping et anti-subsidies appliqués aux importations de produits sidérurgiques, au premier rang desquels celles en provenance de l'Hexagone. Or M. Balladur a été très ferme sur ce dossier.

À l'issue de l'assemblée générale des conseillers du commerce extérieur, lundi 28 juin au soir, le ministre du Commerce international, Michel Giraud, a affirmé qu'il n'y avait « pas d'accord sur quoi que ce soit à Tokyo » et que les sanctions sur l'importation d'acier [...] ne sont pas levées. Et le premier ministre d'ajouter : « C'est un préalable », avant de s'interroger sur les objectifs de la politique américaine en matière commerciale. « Il faut que l'on sache à quel jeu on joue. Est-ce que l'on veut bâtir un système mondial d'échange équilibré et égal ou veut-on [...] permettre à chacun de continuer tout seul à appliquer ses propres règles nationales au mépris des accords internationaux ? ».

La charge de M. Balladur augure mal des résultats du sommet du G7 et, par conséquent, d'une prochaine conclusion des négociations de l'Uruguay Round. D'autant que, par ailleurs, les discussions entre les États-Unis et le Japon ne se portent guère mieux. Après deux jours de négociations, officiels américains et japonais se sont séparés lundi 28 juin sans parvenir à un accord pour fixer un cadre nouveau à leurs relations économiques et financières.

Michel Giraud invite les partenaires sociaux à négocier une réduction du temps de travail

À l'occasion de la réunion annuelle de la commission nationale de la négociation collective, Michel Giraud, ministre du Travail, a confirmé, lundi 28 juin, qu'il n'y avait pas, cette année, de « coup de pouce » sur le SMIC au 1^{er} juillet, en raison de la gravité de la situation économique. Le conseil des ministres devrait donc entériner, mercredi, un relèvement minimal du SMIC égal à 2,3 % (le Monde du 29 juin).

Si le CNPF s'est félicité de cette hausse modérée du salaire minimum, tous les syndicats, à l'exception de la CFE-CGC, ont dénoncé cette mesure qui, selon eux, n'est « pas de nature à contribuer à la relance de la consommation ».

Le ministre du Travail a parallèlement demandé aux partenaires sociaux présents lors de cette réunion de l'aider à « relever le défi de l'emploi ». C'est pourquoi il leur a proposé d'engager « des négociations globales » pour « rechercher de nouveaux équilibres entre l'emploi, la durée du travail et les salaires ». Favorable, pour sa part, à « une réduction du

temps de travail », M. Giraud envisage de « modifier la durée légale du travail » si le bilan, qui sera dressé dans un an, de ces négociations en fait ressortir l'opportunité. Pour que l'effet de cette réduction du temps de travail sur l'emploi « soit le plus grand possible », a précisé le ministre du Travail, « il faut que celle-ci soit relativement importante et que l'effet de productivité obtenu n'absorbe pas intégralement l'effort ». Si la CFDT a salué cette orientation, la CGT et FO ont exprimé la crainte que ces négociations ne « s'inscrivent dans la logique néo du partage du travail ». Le CNPF a constaté que cette invitation de M. Giraud obligeait certains des partenaires sociaux à « une véritable révolution culturelle ».

❑ Faible mobilisation des salariés contre les privatisations. - Les salariés des sociétés privatisables ou se sont gèrè mobilisés, lundi 28 juin, à l'occasion du « grand rendez-vous de lutte » que leur avait fixé la CGT pour protester contre les privatisations. Tandis que des débrayages étaient organisés dans quelques entreprises concernées, telles que Renault,

des rassemblements ont eu lieu à Paris et à Nantes où Simone Veil, ministre des Affaires sociales, participait aux Journées de l'assurance-maladie. À Paris, des délégations des syndicats CGT, de Renault, d'Air France et de la SEITA ont déposé des pétitions hostiles aux privatisations au Palais-Bourbon, au moment où débutait l'examen de ce projet de loi.

4,1 % d'inflation sur douze mois en Allemagne

La politique monétaire de la Bundesbank semble impuissante à juguler l'inflation

La hausse des prix a été réduite en juin à 0,1 % en Allemagne, selon l'office des statistiques, ce qui ramène l'inflation en glissement sur un an à 4,1 % contre encore 4,3 % en mai. Mais ce chiffre reste très élevé compte tenu de la récession.

FRANCFORT

de notre correspondant

Comment se fait-il que l'inflation persiste en Allemagne alors que le pays traverse la plus grave récession de l'après-guerre ? Pourquoi la politique très restrictive menée par la Bundesbank depuis plus de trois ans ne réussit-elle toujours pas à calmer la hausse des prix ? Le résultat (provisoire) de juin est certes - enfin - encourageant. Mais il n'empêche que le chiffre reste considérable pour l'Allemagne (d'autant qu'il pourrait être révisé à la hausse). En Europe, la RFA, qui se vantait d'être depuis la guerre un modèle de stabilité, se trouve ramenée en bas de classement parmi les latins : seuls la Grèce, le Portugal et l'Italie ont des taux plus élevés.

La résistance de l'inflation allemande montre d'abord combien il est lent de casser le mécanisme inflationniste salaire-prix, une fois celui-ci engagé. Que les syndicats acceptent de ne plus indexer leurs revendications sur la hausse anticipée des éti- quettes est un résultat qui ne va pas de soi, surtout dans un pays où la négociation salariale est une obligation. Comme les Allemands n'ont perdu la fin du boom de la réunification et la plongée dans la récession qu'à l'automne dernier, les hausses de salaires ont été fortes jusqu'à cette année : 6,8 % en 1991, 3,8 % en 1992. Ce n'est qu'en 1993 que la hausse des rémunérations moyennes devrait passer sous celle des prix (3,7 % pour une inflation attendue de 4 %), marquant une perte de pouvoir d'achat des salariés.

Ce recul va entraîner à son tour une contraction de la demande de consommation de 1 % cette année, d'après la Deutsche Bank. Désormais, l'inflation n'est plus tirée par les salaires ni par une demande excessive », confirme Hermann Rempesberger, économiste en chef de la BHF-Bank. En outre, les prix des matières importées sont à la baisse et les prix à la production, du fait de la

récession, sont devenus stables : + 0,1 % en avril sur un an. À la consommation, la hausse des prix des produits manufacturés est revenue autour de 2 % en moyenne. On relève bien une augmentation du coût de la vie de 5,1 % sur un an et de 4,5 % pour les voitures (chiffres de mai), mais, dans l'ensemble, l'industrie est redevenue sage.

Le dérapage essentiel a lieu, en fait, avec les loyers (+ 6 % sur un an), les services et la réparation (+ 4,9 %) et avec la hausse des taxes fédérales ou locales. Le relèvement d'un point de la TVA, le 1^{er} janvier, compte en particulier pour un demi-point dans l'indice.

Un phénomène unique

Le malheur veut que les afflux d'immigrés poussent encore les loyers vers le haut et que les besoins financiers de l'État et des Länder apportent inévitablement des taxes nouvelles. Autrement dit, l'inflation va demeurer soutenue (environ 3 % en 1994), malgré la récession. « C'est un phénomène unique, explique M. Rempesberger. L'inflation vient en partie de la récession. Le gouvernement réduit par exemple les subventions pour les piscines et, ce faisant, il force les gérants à hausser leurs prix ».

La question posée dès lors est celle-ci : en quoi une politique monétaire restrictive peut-elle encore avoir un impact sur ce mécanisme particulier ? À quel sort de maintenance des taux élevés qui pénalisent l'industrie - et les pays européens - alors qu'ils n'ont qu'un effet restreint sur les vrais faiseurs d'inflation : les agents des services et le gouvernement ? On retrouve le même phénomène au niveau de la masse monétaire dont une partie croissante vient des emprunts des organismes publics.

Placé devant des phénomènes qui échappent à son pouvoir, la Bundesbank entend ne pas céder. Tout abaissement de la garde (adoption d'une baisse rapide des taux) serait perçue que tout, estime-t-elle, et risquerait de réchauffer les anticipations inflationnistes. Il n'y a pas, de toutes façons, d'autre méthode. Peut-être, mais, en attendant, son action est de moins en moins efficace et l'inflation résiduelle résiste d'autant mieux.

ÉRIC LE BOUCHER

Plus de 30 milliards d'économies dans le secteur de la santé

M^{me} Veil mise sur la bonne volonté des médecins

Avec un déficit proche de 100 milliards de francs en 1994 à législation constante, la Sécurité sociale ne s'approche pas seulement d'un œil d'engorgement symbolique. Ce plongeon impose aussi un réajustement des comptes et de profonde changements. Ne pouvant attendre de la réforme progressive des retraites des effets financiers importants dans les deux prochaines années, c'est sur l'assurance-maladie que le gouvernement doit, par la force des choses, agir avec le plus grande énergie en misant, pour l'instant, sur la bonne volonté des médecins.

Mardi 29 juin, Simone Veil, ministre des Affaires sociales, de la santé et de la ville, devait présenter un plan destiné à réaliser près de 30 milliards d'économies en dix-huit mois grâce à une baisse de cinq points du niveau de remboursement des assurés, la négociation d'objectifs d'évolution des dépenses s'imposant aux praticiens et l'accélération des restructurations dans les hôpitaux.

Les prévisions tendancielles que la commission des comptes de la Sécurité sociale devait rendre publiques, mardi, font état de près de 60 milliards de francs de déséquilibre cette année, et de près de 100 milliards, en 1994. Peut-être plus inquiétant encore, il apparaît que le traitement de choc décidé par le gouvernement Balladur de la hausse de 1,3 point de la CSG (assurance-maladie) ne permettra au mieux de ramener à 87 milliards de francs le déficit cumulé fin 1994 qui, si rien n'est fait, s'établirait alors à 200 milliards. Un véritable boulet qui nécessitera le lancement par l'État d'un emprunt obligatoire de 65 milliards de francs (le Monde du 3 juin).

Retrouvant après une parenthèse de quinze années le ministère des Affaires sociales, M^{me} Veil ne s'est

pas vraiment sentie dépaycée. Elle doit faire face aux mêmes urgences. À la différence notable que celles-ci ont été aggravées par la récession économique, qui a fait considérablement les dépenses cotisations alors que les revenus progressent au même rythme, mais aussi par l'absence de volonté politique qui, à gauche comme à droite, a trop souvent prévalu. Mais cette fois, il faut trancher dans le vif.

Contrairement à la réforme des retraites (passage progressif de 37 années de cotisations à 40 et calcul de la pension sur les 25 meilleures années au lieu des 10 meilleures), M^{me} Veil ne peut se permettre de programmer un réajustement de la maîtrise des dépenses de santé, il lui faut ouvrir un second front, beaucoup plus conflictuel. En effet, si le ministre des Affaires sociales dispose, malgré la grogne syndicale, de tous les leviers nécessaires pour modifier les règles du jeu de la retraite, remettre à plat celles de l'assurance-maladie sera beaucoup plus délicat.

Les protagonistes du monde de la santé, qui « pèlent » 612 milliards de francs au total, sont multiples : les rapports entre les caisses d'assurance-maladie et les syndicats de médecins sont régis par un accord contractuel (la convention médicale) alors que la gestion hospitalière est largement soumise à l'influence des élus locaux. En outre, leurs intérêts sont contradictoires car hôpitaux publics et cliniques privées comme généralistes et spécialistes sont en concurrence. Enfin, les professions de santé, élitiste électorale essentielle pour la droite, ont constitué au sein de la majorité un lobby puissant et, du fait de leurs contacts quotidiens avec les assurés sociaux, peuvent avoir un impact non négligeable sur l'opinion.

S'exprimant, lundi, à Nantes lors des journées de réflexion organisées par la Caisse nationale d'assurance-maladie, M^{me} Veil a fait

preuve d'une certaine fermeté. Elle a ouvertement menacé d'intervenir si, d'aventure, Séco et syndicats médicaux ne parvenaient pas à négocier rapidement une convention comportant des engagements chiffrés et des sanctions effectives pour les faire respecter. Quant aux préfets, ils « ont reçu des instructions claires » pour mener à bien les restrictions hospitalières qui s'imposent. Pour disposer d'hôpitaux de meilleure qualité, il faudra supprimer certains services inutiles ou trop coûteux.

Des remboursements en baisse

Le ministre des Affaires sociales a également précisé que « la part des assurés sociaux sera inférieure, de manière significative, à celle des producteurs et des prescripteurs » dans la répartition des efforts. Les malades, qui supporteront quelque 40 % des mesures d'économies, doivent s'attendre, outre le relèvement du forfait hospitalier, à une baisse de cinq points du taux de remboursement de la Sécurité sociale, qu'il s'agisse de la consultation de leur médecin ou du remboursement de leurs médicaments.

Pour l'instant, M^{me} Veil mise sur la compréhension des Français, la bonne volonté des médecins, la discipline des gestionnaires hospitaliers et le sens des responsabilités des élus locaux pour assurer la réussite de son plan. Si des difficultés surgissent, ce qui n'a rien d'improbable, elle ne se priverait pas de faire valoir que les dépenses d'assurance-maladie sont tendanciellement déficitaires de 22 milliards de francs cette année et de 47 milliards l'an prochain. Et que les « gaspillages », s'ils ne sont pas le fait de tous les praticiens, de tous les hôpitaux et de toutes les cliniques, seront d'autant moins admissibles que les assurés sociaux auront été massivement mis à contribution.

JEAN-MICHEL NORMAND

vari gagné
de Télé

ÉCONOMIE

Un rapport du Conseil économique et social

La douteuse efficacité de la politique française de coopération

Dans un rapport qu'il vient de publier, le Conseil économique et social (CES) préconise une réforme en profondeur de la politique française d'aide et de coopération. Celle-ci manque de clarté, son efficacité est douteuse et elle ignore trop les organisations non gouvernementales, estiment les auteurs du rapport.

Les adversaires de la politique française d'aide et de coopération seront satisfaits. Le Conseil économique et social leur donne raison et préconise, à son tour, de la changer de façon radicale. L'illustration maison le fait à sa manière, pratiquant volontiers l'art de la litote et de l'allusion, loin de tout esprit polémique, mais sans concession. Le résultat : un copieux rapport (1) d'un demi-millier de pages, austère et bourré de chiffres, rendu public le 23 juin par son rapporteur, André Dufraire, membre de la section des problèmes économiques généraux et de la conjoncture du Conseil économique et social.

Premier constat dénotant : « Il est quasiment impossible d'établir un bilan de l'aide française. » A cela deux raisons essentielles, explique le CES : la multiplicité des acteurs en jeu (Etat, établissements publics, associations...) et l'opacité, parfois volontairement entretenue, qui règne dans les relations financières en matière de coopération. « Certaines informations ont un caractère "sensible" et ne sont pas rendues publiques », constate sobrement le rapport. Pour y remédier, il préconise une meilleure informa-

tion via une annexe à la loi de finances (« Elle devrait faire apparaître, par pays en développement, le montant des sinistres subis par la Coface », l'assurance-crédit des entreprises) et, au-delà, la création d'une « instance d'évaluation ».

La politique de coopération souffre également du flou de ses objectifs. « Que veut-on privilégier : une certaine conception de la solidarité entre les nations ? Notre rôle de francophonie ? Nos intérêts commerciaux et financiers ? » L'incapacité à apporter une réponse claire à ces questions se retrouve dans le système français de coopération qui est d'une complexité sans équivalent dans le monde industrialisé.

200 milliards de francs de créances

« Pour sortir des incohérences (...) d'une aide gérée par des acteurs aux objectifs trop souvent peu compatibles, il a été envisagé de créer un Haut Conseil de la coopération. Le Conseil économique et social partage ce point de vue. » Il préconise la mise en place d'une structure politique chargée d'assurer la cohérence de la politique suivie.

Mais sans attendre cet *aggiornamento*, le rapport recommande certaines inflexions à la politique commerciale de la France en direction des pays du tiers-monde. Ainsi préconise-t-il « une certaine prudence » dans l'évaluation du « risque pays » avec, pour objectif, de faire se rapprocher logique du commerce et aide au développement. « Il ne faut pas oublier qu'ac-

tuellement les créances ou garanties détenues par l'Etat sur les pays surendettés s'élèveraient à 200 milliards de francs », rappelle le Conseil. Et d'ajouter : « Certains n'hésitent pas à parler d'une véritable "bombe à retardement", car la majeure partie de cette somme risque d'être irrécouvrable. »

Autre conseil, distinguer initiative privée et publique. Aujourd'hui, constatent les auteurs du rapport, « l'irréductible interpenetration des circuits de financement nourrit le doute sur les conditions dans lesquelles sont exercés certains investissements ou passés certains marchés ». Et d'ajouter : les pouvoirs publics « ont plutôt soutenu, semble-t-il, quelques grands groupes (particulièrement du BTP, plus rarement les produits industriels grand public) que mis en œuvre une stratégie globale et systématique de conquête de nouveaux marchés ».

Ultime recommandation du Conseil économique et social aux pouvoirs publics : aider davantage les organisations non gouvernementales, qu'elles soient françaises ou antiochiennes. Elles ont apporté la preuve de leur efficacité. La France a un retard important à combler : moins de 1 % des 40 milliards de francs qu'elle dépense chaque année pour « aider le Sud » leur est octroyé, contre 10 % au Canada et 13 % aux Etats-Unis.

J.-P. T.

(1) « Développement du tiers-monde et croissance française », rapport de la section des problèmes économiques et généraux et de la conjoncture, mai 1993.

L'enlisement de l'Afrique

Suite de la première page

Son montant en chiffres absolus reste pourtant raisonnable. Globalement, il ne représente que le cinquième de la dette totale des grandes régions en développement (l'Asie du Sud et de l'Est, l'Amérique latine et les Caraïbes). Le Mexique et le Brésil sont d'ailleurs endettés que l'Afrique subsaharienne tout entière.

Mais le poids de cette dette dans l'économie est en revanche très lourd pour l'ensemble de l'Afrique : il équivaut grosso modo au PNB (produit national brut) du continent (contre 37 % seulement pour l'Amérique latine). Quel banquier ne serait pas effrayé par une entreprise qui afficherait un endettement voisin de son chiffre d'affaires ? Pour certains pays, la situation est pire. « Chaque habitant de la Zambie a le double de la dette de son pays », dit le rapport. « Chaque habitant de la République centrafricaine a le double du revenu annuel par tête d'habitant », fait observer l'Organisation caritative britannique Oxfam dans un rapport récent (1).

Un remboursement chaotique

Le remboursement, bien entendu, se fait de façon chaotique. Cette Afrique qui a versé 26 milliards de dollars à ses créanciers en 1991 n'honore bon an mal an que les deux tiers environ des échéances (2). Mais comment exiger davantage alors que le remboursement absorbe, d'ores et déjà, 30 % des recettes d'exportation du continent noir - et les deux tiers pour un pays comme l'Ouganda. « L'Afrique, notent les Nations unies, dépense quatre fois plus d'ar-

gent pour le service de sa dette [que pour] ses services de santé (...). Par conséquent, il n'est pas étonnant que le Mozambique à lui seul ait plus de décès d'enfants des suites de malnutrition ou de maladies évitables et curables que tous les pays de l'ex-Union soviétique. »

Débitrice défilante, l'Afrique se trouve prise dans un engrenage diabolique : les échéances en retard viennent s'ajouter aux emprunts nouveaux et gonfler d'autant le stock de la dette existante. L'année dernière, les arriérés ont atteint la somme colossale de 14 milliards de dollars, alors qu'ils ne dépassaient pas 1 milliard en 1980.

Sans doute, depuis le milieu des années 80, de réels efforts ont-ils été faits pour alléger le fardeau. Le club de Paris (un groupe qui réunit les pays riches) a passé par pertes et profits une douzaine de milliards de dollars de créances sur l'Afrique subsaharienne. Mais c'était faire une croix sur des prêts consentis à des taux très bas (il s'agit de prêts dits concessionnels) et qui, de toute façon, n'avaient guère de chance d'être remboursés.

D'autres types de solutions - baptisés du nom du lieu où se réunissent les pays créanciers - ont été étudiés, mais avec des résultats mitigés. Après Toronto (1988), ce fut Trinité (1990), où la Grande-Bretagne proposa d'effacer d'un coup les deux tiers de la dette publique des pays les plus pauvres souscrite avant une date déterminée (en général le milieu des années 1980) et d'étaler le remboursement du reliquat sur un quart de siècle.

Les conditions étaient-elles trop favorables aux pays en développement ? La majorité des membres

du club de Paris ont refusé les « conditions de Trinité » - c'est ainsi que l'accord est appelé - préférant se rabattre, fin 1991, sur un « Toronto amélioré » qui se contente de proposer l'annulation de 50 % de la dette publique - toujours avec une contrepartie datée et sous réserve que le pays bénéficiaire accepte de suivre un plan d'ajustement structurel (PAS). Jusqu'à présent, une dizaine de pays africains ont accepté la formule.

Le Japon isolé

Aussi timide que soit ce « Toronto amélioré », deux pays du club de Paris l'avaient refusé : les Etats-Unis et le Japon. Désormais, le Japon fait cavalier seul. Tout récemment, l'administration démocrate, en effet, a décidé de s'y rallier et d'effacer la moitié de la dette publique des dix-huit pays africains les plus pauvres. Le « cadeau », il est vrai - 228 millions de dollars au titre du principal de la dette - est insignifiant pour les finances du Trésor américain. Comme il est dérisoire comparé aux milliards de dollars d'aide promis à l'ex-Union soviétique.

Ce « Toronto amélioré » n'est de toute façon pas à la mesure du problème à résoudre. Appliqué à un pays tel que l'Ouganda, l'un des pays les plus pauvres au monde, il laisserait subsister près de 1,5 milliard de dollars de dette, soit bien davantage que ce que le pays est en mesure de rembourser. Pour d'autres, comme le Mozambique, la Somalie ou le Soudan, confrontés à des situations encore plus dramatiques, même l'accord avorté de Trinité serait insuffisant.

Le problème de la dette multilatérale - contractée auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale pour l'essentiel - est au moins aussi urgent à résoudre. Son remboursement pèse très lourd. Il engloble près de la moitié du service de la dette africaine (hors Nigéria) alors qu'il ne représente que le quart de son montant. Sur tout, les règles des institutions financières internationales interdisent toute annulation ou tout réajustement de dette d'Etat. Résultat : entre 1983 et 1990, le FMI a « pompé » 3 milliards de dollars en Afrique. « En pratique, observe l'Oxfam, cela signifie que les ressources pour le développement fournies par les gouvernements occidentaux sont détournées vers le Fonds. »

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) *Action for Recovery*, Oxfam, Oxfam House, 274 Banbury Road, Oxford OX2 7DZ, Grande-Bretagne.
(2) Cinq pays, à savoir le Nigéria, le Zimbabwe, le Kenya, la Côte-d'Ivoire et la Zambie - effectuent à eux seuls les deux tiers de ces remboursements.

Les pays baltes se détachent totalement de la zone rouble

Le miracle letton

Les pays baltes, qui ont pris leur indépendance économique à l'automne 1991, visent progressivement à une plus grande stabilité monétaire. Après les succès remportés par l'Estonie, la Lettonie a généralisé lundi 28 juin l'usage du « lats », créé au printemps dernier, tandis que la Lituanie s'est dotée de sa propre monnaie le 25 juin.

Point d'orgue d'une politique visant à donner le plus rapidement possible cinquante années d'occupation soviétique, le gouvernement letton a décidé qu'à partir du 28 juin les prix ne pourront être libellés qu'en lats, la monnaie introduite au printemps dernier. Décision plus symbolique qu'autre chose puisque le client pourra payer avec les devises qu'il souhaite, à condition que celles-ci soient convertibles.

C'est à la mi-juillet 1992 que les autorités lettones, à l'époque contre l'avis de la plupart des experts internationaux et notamment de ceux du FMI, décident de quitter la zone rouble et d'introduire un « rouble letton », moyen de paiement provisoire, équivalent à un rouble russe, en attendant l'introduction du lats (1 lats = 200 roubles lettons). A cette époque, un dollar s'échangeait contre 45 roubles. Aujourd'hui, le billet vert vaut plus de 1 000 roubles, mais s'échange à 130 roubles lettons seulement et les experts prévoient même une légère baisse de sa valeur, autour de 100 roubles lettons. A ce taux, un billet de 500 lats, prévu pour être introduit en automne, vaudra... 1 000 dollars, soit l'équivalent de plus d'une année de salaire d'un ouvrier letton, salaire qui reste le plus élevé de toutes les anciennes Républiques soviétiques.

Cette stabilité monétaire, exceptionnelle, surtout si on la compare à la situation prévalant en Russie, est d'abord la conséquence d'une volonté politique des responsables lettons, soucieux de se débarrasser au plus vite de toute tutelle de Moscou. Elle est aussi le fruit d'une politique économique marquée du sceau d'une stricte orthodoxie. Le taux d'inflation a ainsi été de 0,3 % en avril et à même été négatif de 0,3 % en mai, alors qu'en Russie le taux mensuel avoisine toujours 20 %.

La Lettonie, voulant renouer avec son passé hanseatique, a compris qu'une monnaie forte était indispensable pour que le pays puisse jouer un rôle de plaque tournante entre l'Europe de l'Ouest, les pays nordiques et l'ex-URSS. Déjà, ses comptes extérieurs sont largement bénéficiaires et si en 1991, la Lettonie réalisait près de 90 % de ses échanges avec l'ex-URSS, cette part est tombée à 50 % en 1992. Autre performance : les réserves de change du pays, inexistantes au moment de l'indépendance, se montent maintenant à 300 millions de dollars.

Ces succès incontestables ont un revers : la baisse de la production industrielle n'a toujours pas été enrégée, comme celle des échanges commerciaux. Le chômage, inexistant comme dans tous les anciens pays socialistes, a fait son apparition et pourrait toucher rapidement plus de 10 % de la population. Autre point bipeux : les entrées de plus en plus massives d'argent « noir », fruit de tous les trafics qui gangrèment aujourd'hui la Russie, et qui expliquent, en partie, la bonne tenue de la monnaie lettonne.

JOSE-ALAIN FRALON

La Lituanie introduit une nouvelle monnaie

VILNIUS

correspondance

Suivant l'exemple de ses deux voisins baltes, la Lituanie vient d'introduire une monnaie nationale, le litas, mise en service dès le 25 juin. Le talon, monnaie provisoire adoptée en octobre 1991 afin de sortir de la zone rouble, sera progressivement retiré de la circulation pendant les vingt-cinq jours suivants, et l'échange du talon en litas est fixé selon un taux obligatoire de cent pour un. Le taux sera maintenu jusqu'au retrait définitif du talon, le 21 juillet, mesure applicable à tous les Lituanais, y compris les personnes morales.

Le jour de l'introduction du litas, la banque centrale démentait que la nouvelle devise serait indexée sur un panier de devises fortes - incluant le franc français, le mark allemand, la livre sterling et le dollar - comme l'avait affirmé à l'intention de la presse son propre directeur, Romualdas Viskavicius. Cependant, une telle référence serait utilisée par la Banque de Lituanie si les réserves ne suffisaient plus à maintenir le cours du litas.

M. Viskavicius soutenait aussi que la banque centrale lituanienne avait davantage de réserves que l'Estonie n'en possédait lors de l'introduction de sa devise. Cette dernière détenait alors plus de

100 millions de dollars en devises étrangères et en or. Avant le lancement de la réforme monétaire, M. Viskavicius ne cachait pas son ambition de voir le litas devenir aussi fort que la couronne estonienne (le franc vaut 2,5 couronnes environ). Néanmoins, la banque centrale d'Estonie s'était astreinte à une ligne rigoureuse de lutte contre l'inflation et de limitation de la masse monétaire en circulation.

A son premier jour, le litas s'échangeait au cours officiel à 1,20 franc et le dollar américain valait environ 4,5 litas. Une autre mesure accompagnant la réforme monétaire consiste à assainir l'argent illégalement obtenu. Ainsi, toute personne désirant échanger au moins 50 000 talons, équivalent à environ quatre mois du salaire national moyen, sera tenue de faire connaître son nom à la banque sur présentation d'une pièce d'identité. L'inspection des impôts se réserve le droit, ensuite, d'enquêter sur l'origine de l'argent présenté. Même si, comme le fait remarquer la presse lituanienne, la mesure peut être aisément contournée, elle a en un effet de choc sur les entrepreneurs du secteur privé et accentue la médiane naturelle de la population à l'égard des banques et de toute institution publique.

ROMAS TASKAS

TRANSPORTS

Modification de la loi sur les surtaxes perçues par la SNCF

Les gares seront financées par tous les voyageurs

Quel que soit son lieu d'achet (Paris, Compiègne ou Lyon), le trajet Paris-Compiègne coûtera désormais le même prix à l'usager. Après les sénateurs, les députés ont en effet adopté jeudi 24 juin un projet de loi qui modifie le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la SNCF.

Ces surtaxes, qui remontent à une loi de 1897, sont destinées à couvrir les emprunts des collectivités locales qui permettent de réaliser des travaux d'amélioration dans les gares.

Depuis 1988, sur les 2 016 millions de francs de travaux consacrés à la rénovation des gares, 454 millions, soit près du quart, ont été financés par ces surtaxes locales temporaires. En moyenne,

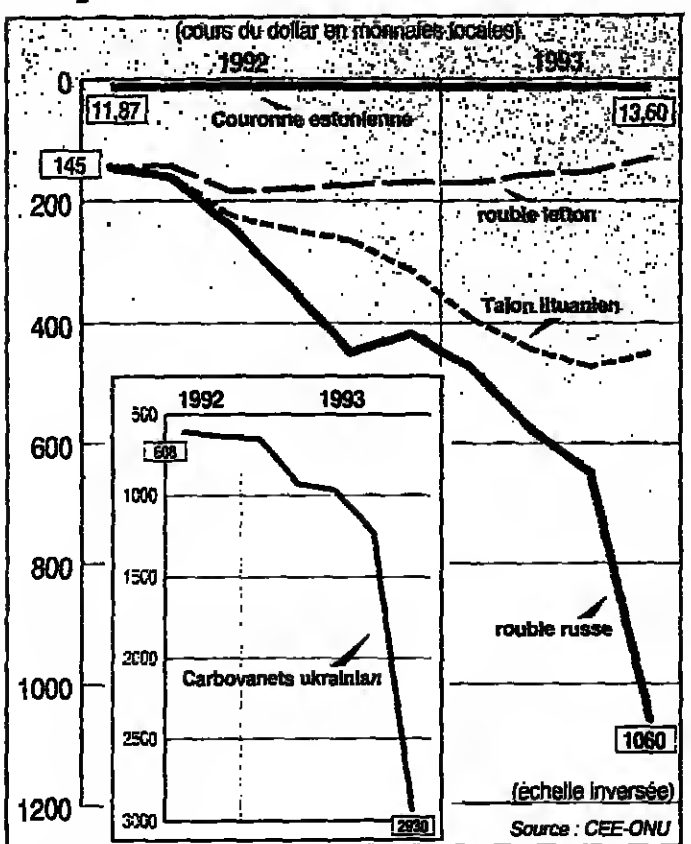
elles rapportent à l'entreprise nationale une centaine de millions de francs par an (135 millions en 1991, contre 79 millions en 1992).

Mais jusqu'à présent, la SNCF pouvait uniquement percevoir une surtaxe sur le prix des voyages débutant dans les gares où des travaux sont réalisés. Le prix d'un billet émis dans une gare rénovée était automatiquement plus cher.

Le nouveau projet de loi prévoit désormais que les surtaxes pourront être perçues en raison « à la fois de la provenance et de la destination des voyageurs ». Cette mesure, indolore pour la SNCF, permet une plus juste répartition des charges entre les usagers.

A.B.-M.

L'espace monétaire éclaté de la CEI



Les pays baltes ont, dès 1991, manifesté leur volonté de quitter la zone rouble, afin de se libérer de la tutelle économique de l'ex-URSS. L'Estonie a créé, dès l'été 1992, la couronne, ancêtre sur le mark, et remarquablement stable vis-à-vis du dollar. La Lituanie et la Lettonie ont commencé par l'introduction de monnaies transitoires (le talon lituanien et le rouble letton) dont elles gèrent aujourd'hui l'abandon au profit de véritables monnaies nationales. Les

trois pays ont mis en œuvre des politiques monétaires strictes. La Russie n'a au contraire pas réussi à stabiliser le rouble vis-à-vis du dollar, en dépit d'un redressement récent de l'ancien monnaie soviétique. Quant à l'Ukraine, elle a introduit le carbovanets (ou coupon), prélude à une monnaie nationale. Mais, compte tenu de l'ampleur des désordres économiques dans le pays, son cours chute même vis-à-vis du rouble.

ÉCONOMIE

Des chambres à demi-tarif à Antibes

Le soleil à prix cassé

NICE

de notre correspondant régional

Pour faire face à la récession, les hôteliers d'Antibes-Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) ont décidé de lancer une opération de promotion nouvelle en consentant un rabais de 50 % sur le tarif normal des chambres, du 1^{er} au 13 juillet. Une quarantaine d'établissements de toutes catégories, sur quatre-vingt-cinq, participent à cette « opération soleil » qui s'applique à un nombre de chambres limité (350 sur environ 3 000) et qui fait des vacances dans la profession.

Serge Amis, président du Syndicat des hôteliers, cafetiers et restaurateurs d'Antibes et de la région, est parvenu à convaincre une bonne partie de ses collègues qu'il fallait frapper un grand coup. A son initiative, soutenu par l'office du tourisme de la commune, se sont également associés certains pigistes et le parc d'attractions Marineland, qui se sont engagés à consentir une réduction identique sur présentation d'une pièce justificative des hôtels concernés.

« Notre objectif, explique M. Amis, est double : toucher une clientèle d'indécis qui a du mal à boucler son budget et montrer que la réduction de l'hébergement de Côte d'Azur n'est pas justifiée. Cette opération ponctuelle représente, certes, un sacrifice financier mais, à plus long terme, elle peut se révéler rentable si nous parvenons à fidéliser de nouveaux clients. »

L'initiative unilatérale des hôteliers antibois a soulevé une polémique dans la profession. Le premier reproche qui leur est adressé est de ne pas livrer à une « braderie » nuisible pour l'image de la Côte d'Azur. Pour Annick Cognat, présidente des hôteliers de Cannes, « c'est une arme à double tranchant ». « Il y a d'autres moyens, estime-t-elle, d'attirer les clients. En particulier des tarifs attractifs et bien ciblés. Cette campagne improvisée laisse croire que nos hôtels sont vides et qu'en temps ordinaire nous volons les gens. »

De son côté, Jacques Malapert, président du Syndicat des hôteliers nicois, s'inquiète d'un « dérapage de clientèle » et du sort des personnes qui ont réservé antérieurement au lancement de l'opération. « Nos collègues antibois, remarque-t-il par ailleurs, se mettent en porte-à-faux par rapport aux tour-opérateurs et aux agences de voyages avec lesquels ils sont liés par contrat. » Les intermédiaires se sont, en effet, émus du lancement de l'opération. « Dans certains cas, nous a déclaré Jean-Pierre Desmerette, responsable de Viêt France, à Nice - un voyageur, filiale d'Air Inter, - les prix consentis peuvent être inférieurs à ceux que nous avons préalablement négociés. Ce n'est pas normal... »

GUY PORTE

Le Monde DES LIVRES

LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

COMMUNICATION

Une première en France : des journaux pour les aveugles

« La Sélection hebdomadaire » du « Monde » accessible aux non-voyants

Grâce à l'ordinateur et à la synthèse vocale, les aveugles et mal-voyants français auront désormais accès rapidement aux textes complets de journaux d'actualité : la Sélection hebdomadaire du Monde, sur disquette ; le quotidien l'Alsace, transmis par radio chaque nuit.

La Sélection hebdomadaire du Monde, habituellement réservée aux lecteurs résidant à l'étranger, est, depuis le 3 juin, disponible par abonnement pour une autre catégorie de lecteurs qui souffrent aussi d'isolement avec l'actualité écrite française : les aveugles et mal-voyants.

L'intégralité des textes de cette Sélection (qui reprend les principaux articles parus dans les différentes éditions quotidiennes de la semaine précédente) est commercialisée par la société Braillosoft, sous forme de disquette hebdomadaire.

Elle permet trois types de restitution : complémentaires et adaptés aux besoins des non-voyants. Ceux qui disposent d'une machine à lecture tactile en braille (environ un millier de personnes en France) pourront lire le journal « avec les doigts », car l'ordinateur actionne les petites aiguilles qui viennent composer les lettres en alphabet Braille sur la ligne de lecture, où les doigts viennent les palper.

Ceux qui disposent d'une machine à synthèse vocale (un millier aussi, estime-t-on) pourront entendre le journal, restitué par la voix, un peu impersonnelle mais précise, de la machine. A partir d'un sommaire détaillé, classé par rubriques, on peut choisir un article, se faire épeler un mot inconnu, rechercher un mot-clé. On peut aussi stocker les articles intéressants ou les imprimer en braille. Si l'on s'interrompt, l'ordinateur reprend sa lecture là où l'on a quitté le texte. Comme l'explique Alain Rousseau, ingénieur au CNRS et lui-même aveugle, « on peut faire varier le timbre, le volume et la vitesse de la voix, et écouter jusqu'à trois cents mots par minute pour un

habitué », alors qu'un bon « braillophone » ne lit que cent cinquante mots par minute, au maximum. Enfin, pour les mal-voyants, dont les amblyopes, un troisième système propose l'affichage des textes sur écran, en très gros caractères.

Dans les trois cas, la matière de base est la même : les textes proviennent de la photocomposition du Monde (qui les met gratuitement à disposition). Ils sont retraités par un logiciel spécial, mis au point à l'Institut Frédéric-R. Buit (qui a notamment pour vocation de mettre les nouvelles technologies au service des handicapés) avec l'aide d'une association d'« anciens » du groupe Bull. Braillosoft, enfin, commercialise les disquettes, avec deux à trois jours de décalage sur le journal-papier et quasiment le même tarif (590 francs par an, contre 570 francs pour l'envoi de la Sélection en Europe).

D'autres publications rejoindront vraisemblablement le cercle des « journaux pour aveugles », notamment avec les progrès de la synthèse vocale. En Allemagne, par exemple, plusieurs quotidiens sont diffusés, la nuit, par satellite, vers les micro-ordinateurs des aveugles, qui peuvent les consulter dès le matin. Des logiciels du même type peuvent aussi servir pour des livres.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Pour « coller » davantage aux préoccupations du public

France Télévision axe sa grille d'été sur la culture et les sujets de « proximité »

D'avantage de culture, davantage d'émissions de « proximité » portant sur les Français et leurs préoccupations, tels sont les axes de la grille d'été de France Télévision pour France 2 et France 3. Il s'agit peut-être aussi, pour les deux chaînes, d'anticiper sur les travaux de la commission de réflexion sur la télévision publique mise en place par le ministre de la communication.

Harvê Bourges et Pascal Joseph, respectivement président de France Télévision et directeur des antennes de France 2 et France 3, ont-ils modifié leur grille des programmes d'été pour mieux anticiper les exigences culturelles que ne manqueront pas de leur imposer la commission installée fin mai par Alain Carignon (le Monde du 29 mai) ? Les nouveaux programmes de France 2 et France 3, rendus publics vendredi 25 juin, peuvent le laisser croire.

France 2, depuis longtemps définie par Hervé Bourges comme une chaîne « grand public de qualité », offrira cet été une fiction-fléuve de huit épisodes, « Le Château des Ombres », commencé lundi soir 28 juin (lire page 25 la chronique de Daniel Schneidermann), près de cinquante

documentaires, une plongée en images sur l'histoire de la télévision avec Pierre Tchernia, une « encyclopédie audiovisuelle » concoctée par des grands réalisateurs de cinéma sur les scientifiques et les artistes qui « ont changé le monde », sans oublier des choses plus divertissantes comme le retour du jeu « Fort Boyard », des émissions exceptionnelles avec Mireille Dumas, Bruno Masure ou Nagui.

Pour France 3, la programmation sera fortement axée « sur deux piliers : les régions et la culture ». Des émissions généralement fabriquées et diffusées en régions seront programmées au plan national une fois par semaine, le Tour de France donnera également lieu à des reportages sur les régions traversées par les cyclistes. Rayon « culture », la Traviata sera diffusée en direct d'Orange, d'autres opéras, de Janacek, seront présentés au public et deux cycles cinématographiques, l'un sur l'aventure (l'intégrale des Dents de la mer par exemple) et l'autre sur le patrimoine français (Clouzot, Pagnol...) ponctueront les programmes d'été.

Pascal Joseph, directeur général de l'antenne, se défend, bien sûr, de vouloir anticiper sur la réforme du cahier des charges des chaînes publiques à laquelle doivent normalement aboutir les travaux de la commission installée par le ministre de la communication sous la présidence de Jacques Campet. Il souligne que le

réflexion de France Télévision sur l'évolution des grilles de programmes avait commencé en janvier et qu'elle a simplement été accélérée pour tenir compte de plusieurs phénomènes.

Les enquêtes d'opinion menées auprès des téléspectateurs sur l'image des deux chaînes montrent notamment que le taux des personnes qui refusent de s'exprimer quand on leur demande, par exemple, quelle est « la chaîne la plus dynamique, ou la plus solide sur l'information... » est passé de 8 % il y a trois ans, à 17 % aujourd'hui. Selon Pascal Joseph, ce décrochage des téléspectateurs est révélateur des fractures qui affectent la société française. Pour éviter que les programmes de la télévision publique entretiennent les exclusions sociales, France Télévision travaille donc à un projet d'émission sur l'insertion professionnelle pour la rentrée de septembre. Une autre émission, sur la consommation, sera également diffusée, toujours dans le but d'« accompagner » les Français dans leurs difficultés économiques et sociales.

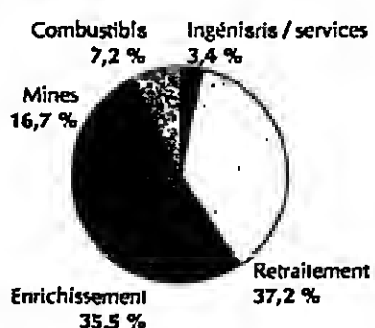
Les dirigeants du service public cherchent à affiner autant que possible l'identité de leurs chaînes et ce souci correspond assurément à celui de la commission Campet en charge d'« assigner » au service public des ambitions de programmes qualitatifs.

YVES MAMOU

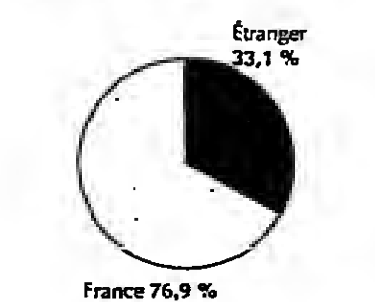
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Répartition du chiffre d'affaires consolidé en 1992



Répartition des ventes



Les ventes à l'étranger ont représenté 33,1 % du chiffre d'affaires, contre 30,9 % en 1991.

Le chiffre d'affaires consolidé de Cogema a augmenté de 4 % en 1992 (22,6 milliards de francs, dont 33 % à l'étranger) dans une conjoncture peu favorable : parité du dollar faible et en recul sur 1991, marchés du cycle du combustible encore dégradés par les exportations à bas prix de matières ou services en provenance de l'ex-URSS. A périmètre de consolidation inchangé par rapport à 1991, la croissance aurait été de 0,7 %.

L'acquisition des activités nucléaires de Pechiney, conjointement avec Framatome et les prises de contrôle de Urangesellschaft (négoce d'uranium et intérêts miniers), de SNPE-Ingénierie (chimie et espace) et de Krebs (ingénierie pétrolière et chimique), ont permis de poursuivre la rationalisation de l'industrie nucléaire française et de développer la présence internationale de Cogema.

Le résultat net part du groupe s'est établi à 507 MF en 1992, à comparer à 851 MF en 1991, exercice qui avait connu un résultat exceptionnel de 921 MF (part du groupe) par suite du règlement du contentieux franco-iranien.

Les investissements se sont élevés au total à 8,7 milliards de francs, dont 6,1 milliards de francs d'immobilisations corporelles (usines de retraitement de la Hague et usine de Méloix destinée à recycler le plutonium issu du retraitement principalement) et 2,6 milliards de francs d'investissements financiers.

Données consolidées (en millions de francs)

	1992	1991
CHIFFRE D'AFFAIRES	22 574	21 713
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	617	1 351
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (PART DU GROUPE)	507	851
CAPACITÉ D'AUTO FINANCEMENT *	6 870	6 547
INVESTISSEMENTS CORPORELS ET FINANCIERS	8 714	6 076
EFFECTIFS AU 31 DÉCEMBRE	16 725	15 482

* hors éléments exceptionnels

La matière première du nucléaire

Le rapport annuel 1992 est disponible sur demande au siège de la société : 2, rue Paul-Dautier, BP 4 78141 Vélizy-Villacoublay Cedex

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 29 JUIN

Cours relevés à 13 h 30

Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compan-	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
son		projet.	course	course	±	son		projet.	course	course	±	son		projet.	course	course	±	son		projet.	course	course	±
5680	C.I.E. 3%	5480	5510	5510	+0.05	1000	ELAP T.P.	1110	1085	1090	-0.50	225	Ford Motor	263.50	267.30	264.40	+0.31	4185	Yamaha Corp.	121.10	116.60	121.30	+0.43
1090	ELAP T.P.	1110	1085	1090	-0.50	940	C.I. 2%	970	974	974	+0.01	51	Faengli	61.40	59.90	61.35	+0.18	1	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05
940	C.I. 2%	970	974	974	+0.01	1000	Remark T.P.	1980	1985	1985	+0.25	51	Gator	13.75	14	14	+0.07	3	Gila	544	547	547	+0.05
1000	Remark T.P.	1980	1985	1985	+0.25	2000	CLM 2%	2040	2040	2040	+0.00	136	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
2000	CLM 2%	2040	2040	2040	+0.00	1136	Salem T.P.	1145	1150	1150	+0.44	136	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
1136	Salem T.P.	1145	1150	1150	+0.44	915	Thomson T.P.	916				36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
915	Thomson T.P.	916				810	ACOR	816				36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
810	ACOR	816				725	CLM 2%	725	732	732	+0.97	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
725	CLM 2%	725	732	732	+0.97	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	36	GenCorp	54.40	54.70	54.70	+0.05	3	Gila	544	547	547	+0.05
280	ALM 2%	280	280	280	+0.00	280	AL																

Comptant

(selection)

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp.Ét.8,4% 78...		9,45	Fédéral F.I.P.	342	137 30	A.E.G.	485	456	Adelmo NY	173,30	173
10,80% 79/84...	104 80	8,81	F.N.A.C.	2505	2450	Alcan. Sci.	651	650	Polanco	329 50	328 10
Emp.Ét. 13,4% 83	103 10	6,07	Fond. C.R.	635	580	Alcan. Alum.	105 50	105	Saïgon	8 05	...
10,26% mars 86...	114 30	3,98	France I.A.R.D.	408	398	Alcan. Br.	160	168	Suez Group	25 20	26
OAT 10% 5/2000...	116 15	5,00	France S.A.L.	1055	1277	Arbel	485	...	SF& Adiablog...	57 30	57 40
OAT 9,9% 12/1997	114 30	5,37	Frans. Pub. Révol.	2540	2650	Asiatic	100 50	...	Tenneco Inc.	277	282
OAT 6,8% 1/1996...	109	4,00	Genéfin.	330	330 50	Asiatic Paper Exp.	3750	3790	Tony Ind.	33 30	33 10
PTT 11,1% 85...	111 15	5,95	Gébelco.	505	505	Banque Paribas Ind.	2850	2850	Wass. Rand Com.	5 15	5 70
PTT 11,3% nov. 90	119 20	2,87	G.F.C.	630 70	630 10	Camp. Pacific	52 80	...			
ON 10% 8/79...	110 20	4,30	G.T.T. (Traction)	1354	1220	Chrysler Corp.	280	285			
ON Broyes 5000F...	103 51	3,35	Imvob.	320 80	431	C.I.R.	3 10	...	Bou Hydro Energie	312	...
ON Paribas 5000F...	100 20	4,25	Imvobanco	800	800	Commerç. Ind.	100	105	Calgon	75	...
ON Suez 5000F...	102 20	4,28	Imvobanalis	4640	4840	Dow Chemical...	315 10	318 70	C. I. G. Cognac...	7	...
ON 1/82 5000F...	103 51	4,28	Imvob. (Rég. Océ.)	3100	3100	Ed. Br.	21	20 30	Copac...	551	...
OIT 9 % 85...	116 50	4,86	Lib. Dem.	2050	2080	Ed. (Bou. Lant.)	573	585	Evros Acous	77 50	...
ON 10,30% 4% 100			Luxor	195	...	Gesert	1042	...	Evros Soufies Ind.	8 85	...
CHAFIB PCE 7% 100	1055		Machin. Bul.	21 50	24 90	Hals Holdings Ltd.	49 50	48	G.F.F. (group Ind.)	2 94	...
ONCA			Mag. Unifon.	176	183	Goodway Trac.	229 30	230	Guy Degrange	350	...
Ly. Eau et 6,5%	878		Merc. Sci. Bureau	255	...	Graze and Co (WV)	225	225	Guichard de Mondre	260	...
Thom. et 6,2% 95	300		Midi Display	43	42 50	Honeywell Int. Inc.	254	...	Guichard de Mondre	65 1	...
			Mors	103	103	Johannesburg	75 10	75	Harco Chem. Pharm.	975	...
			Navigant (Péi.)	428	114	Kendrick Pathway	18 10	...	Orinco Paper	180 10	...
			Oréal (L.)	878	875	Kubota	25	...	Rovetec N.Y.	275 10	...
			Orsay-Départ.	730	780	Kuwait Ind.	94 30	94	St Gobain-Emballage	150	...
			Palin Nouvelon.	1240	1240	Olvaire pvc	350	3 40	Schlumberger Ind.	400	...
			Palin Marmont.	351	...	Plaz Inc.	400	390 10	S.E.P.R.	1575	...
			Perthuis	176	175 50	Roche	40 10	37	S.P.A. et B.	308	...
			Pire Ottavio	219 10	199 50	Robeco	351 80	334 90	Wilmart.	1100	...
VALEURS						Hors-cote					
Applications Hydro						Applications Hydro					

SICAV

(sélection)

28/6

[illegible]

Second marché (sélection)

	Cours	Dernier	Var
--	-------	---------	-----

Wholesale	price	course	Wholesale	price	course
Alcohol Cakes	580	548	Graphograph	150	190
8 A.C.	23	70	Gummi	855	
Boston Lyle	495	495	10 C	250	250
Swiss Lyle	203	203	Melrose	86	67
C.A.J. de P. C.C.F.	850	970	Invent. Hosiery	1228	1228
Calderon			Imm. Computer	126	127 70
Carroll	1000	890	1 P 3 M	36	35
C.E.S.E.P.	181		Moles	166	
C.F.P.	1437	147	N.S.C. Schenberger	507	611
C.N.M.	1145	1149	Phone-App. Box (L)	333	
Cooper	200	341	Self-train Lx	95 10	
Ortner	97	95	Serbo	138 20	138 10
Shapiro	240	250	Sopr...	289	296
Shawyer	1119	1119	TF1	428 10	423 20
Goloss			Thermador H. Ry...	305	305
Edwards Bedford	151		Unibig	218 50	218 30
Emery Popovich	270	262	Viet G. Ry	191 50	161 50
Francy	155	152			
G.L.W.	612	615	Y. S. Klumpp Grapic	730	780

Marché des Changes			Marché lib	
	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	MONNAIES

MINISTÈRE DES FINANCES	COMPTES GÉNÉRAUX DE L'ÉTAT	ANNÉE 1990
DEVELOPPEMENT DES REVENUS	préc.	29

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES	COURS	COURS
----------	-------	-------

MINISTÈRE DES FINANCES	COMPTES GÉNÉRAUX DE L'ÉTAT	ANNÉE 1990
DEVELOPPEMENT DES REVENUS	préc.	29

TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
46-62-72-67

36-15

TAPEZ LE MONDE

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
Renseignements :
46-62-72-67

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 28 juin 1993

•

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 140 352				Volume : 46 209			
COURS	Sept. 93	Déc. 93	Mars 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Dernier —	119,94	119,34	121,92	Dernier —	1 990	1 989	1 994
Précédent	119,34	118,72	121,56	Précédent	1 958	1 956	1 954

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - + : demande - - : prix précédent - ■ : marché continu

SPORTS

TENNIS : championnats de Wimbledon

André Agassi ou l'art du contre

Tenant du titre de Wimbledon, l'Américain André Agassi, qui avait dû déclarer forfait pour les derniers Internationaux de France, s'est qualifié, lundi 28 juin, pour les quarts de finale des championnats 1993 en battant le Néerlandais Richard Krajicek, récent demi-finaliste à Roland-Garros. Le prochain adversaire d'Agassi sera, mercredi 30 juin, son compatriote Pete Sampras.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La première question qui a été posée à André Agassi, quand il est sorti, encore tout ruisselant de transpiration, de son match contre Richard Krajicek, n'a pas eu trait au tennis. Ni la deuxième, ni la troisième. Ce qui intéressait apparemment les journalistes, c'était de savoir si la chanteuse-actrice Barbra Streisand arriverait bientôt à Wimbledon pour le soutenir, et s'il avait prévu de la ramener aux États-Unis dans son avion personnel à la fin du tournoi.

Le petit monde du tennis raffole de ce genre d'échos. Et il est vrai qu'Agassi est passé maître dans l'art de capter l'attention des médias en distillant les confidences. Ainsi sa relation avec Barbra Streisand a-t-elle fait couler beaucoup d'encre depuis qu'elle l'a comparé à un moine zen lors des derniers Internationaux des États-Unis. Une seule chose est sûre :

l'actrice doit avoir de mauvaises informations sur cette philosophie d'Extrême-Orient. Le calme et la sérénité ne sont vraiment pas les qualités dominantes du « kid » de Las Vegas. Il ne semble s'épanouir vraiment que dans les cris et la fureur.

Sur ce plan, il est particulièrement bien servi cette année à Wimbledon. Chacune de ses apparitions déclenche chez ses fans une sorte d'hystérie qui culmine lorsqu'il exhibe son tarse épilé au lance un pola humide dans la finale. Sans se renouveler fondamentalement, son show fait toujours recette. A tel point qu'il peut faire oublier ses performances. Est-ce à dessein ? En tout cas, pour un joueur qui n'avait pas pu tenir une raquette depuis le début du mois d'avril en raison d'une tendinite tenace au poignet, il se débrouille formidablement bien.

Après trois tours de chauffe durant la première semaine, il a montré lundi qu'il a désormais retrouvé la cadence qui lui avait permis de conquérir le titre l'an passé sans avoir jamais gagné le moindre tournoi sur gazon auparavant. Bien sûr, il est un peu juiflu, et le maillot flotte opportunément au-dessus du short pour dissimuler les kilos superflus. Cela ne l'empêche pas d'avoir une vitesse de déplacement supersoni-que chaque fois qu'il doit aller à la pêche aux amantilles. La modification de son geste au service - il arme la raquette avant le lancer de balle - n'a pas rendu moins efficace son engagement, au contraire. Bref, ce n'est pas du tout la pâte

figure qu'on pouvait craindre après ces longues semaines de repos forcé.

Richard Krajicek, pur joueur d'herbe même s'il est parvenu jusqu'en demi-finale lors des derniers Internationaux de France, en a fait les frais en huitièmes de finale. Dans chacune des trois manches, le Néerlandais a eu l'occasion de prendre le large. Chaque fois, le coup d'œil et la puissance de l'Américain lui ont permis de recoller au score. Notamment dans les tie-breaks des deuxième et troisième manches : Krajicek, qui a eu trois occasions de s'adjuger ces sets, a été chaque fois bousculé soit par le service, soit par le retour d'Agassi.

La démonstration est si impressionnante que Jim Courier, son ancien condisciple de l'Académie des coiffeurs Nick Bollettieri, a décidé d'en faire son profit : « J'ai réfléchi à la manière dont André avait gagné l'an passé. Il n'a pas changé son jeu, il a attaqué du fond du court. Mais, lui, je me forçais à faire service-volet sur mes première et deuxième balles et à monter derrière les retours de deuxième service. Ce n'était pas vraiment mon jeu. Cette année, je ne monte donc plus systématiquement au filet... » Plus de deux ans après la fin de l'ère Borg, Wimbledon serait ainsi, grâce à Agassi, en train de redécouvrir le jeu de centre. Après tout, c'est peut-être cela le zen...

ALAIN GIRAUDO

Pioline contre Edberg en quarts de finale

LONDRES

de notre envoyé spécial

Devent les 12 000 spectateurs de ce tournoi, l'Allemand Boris Becker, trois fois champion des Jeux, renouveau lundi 28 juin Henri Leconte pour la onzième confrontation de leur carrière et la troisième à Wimbledon. Sans surprise, Boris Becker remporte une nouvelle victoire, tandis que Henri Leconte régalait le public de quelques coups de poignets gênants et de mimiques comiques. Se souvenant sans doute que l'on ne peut pas gagner la route de ses deux premières victoires en 1985 et 1988, Boris Becker lui a rendu un vibrant hommage : « Henri est l'un des types qui font les coups les plus extraordinaires du circuit. J'espère qu'il pourra encore jouer pendant dix ans. C'est important pour le tennis, car à l'heure actuelle il n'y a pas beaucoup de joueurs qui frappent la balle aussi vite et fort que lui. C'est pour cela qu'il a beaucoup de supporters et j'en suis sûr. »

Le second Français qui disputait, lundi 28 juin, les huitièmes de finale, Cédric Pioline, n'a pas particulièrement déchainé l'enthousiasme des spectateurs du court 13 où il rencontrait pour la première fois de sa carrière l'Australien Wally Masur, tombé d'Arnold Boetsch au tour précédent. Blessé au genou au début du deuxième set, Pioline peine à pendre les deux manches suivantes avant de prendre la mesure, à la cinquième balle du match, d'un adversaire qui n'était guère plus inspiré que lui. Ce résultat permet néanmoins au vingt-troisième mandis, qui est le numéro un français en l'absence de Guy Forget, de retrouver en quarts de finale le Suédois Stefan Edberg, numéro deux mandis et champion de Wimbledon en 1988. « Je l'ai déjà battu une fois cette année à Monte-Carlo, cela donne confiance », a remarqué oralement le Français.

Chez les dames, Nathalie Tauziat, tête de série numéro 16, n'a pas pu résister la performance qu'elle avait réussie à Barcelone en 1991, battre l'Américaine Martina Navratilova. Il est vrai que à trente-six ans, celle qui reste numéro trois mondial et qui détient le record de neuf titres en simples ici semble avoir retrouvé une nouvelle jeunesse grâce à un médecin de San Francisco. En tout cas, depuis le début des championnats elle a seulement laissé douze jeux à ses adversaires.

A. G.

CARNET DU Monde

Mariages

Nadia DÉHAR
et
Claude ROTHSCHILD

se sont mariés dans l'intimité familiale, le 18 juin 1993, selon les lois de la République.

Décès

M^{me} Geneviève Verrier-Carvoni, son épouse, et toute la famille, font part du décès de

M. Albert CERVONI,
critique de cinéma,

survenu à Longjumeau (Essonne), le samedi 26 juin 1993.

Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 1^{er} juillet, à 11 h 15, au cimetière d'Epinay-sur-Orge, rue de la Division-Ledier, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 29 juin)

M^{me} Martine J.-M. Clément, née Guyot, et Christopher Clément La Rose, née Clément, Pierre et Sophie Clément, Sarah, Charles et Louis, ont la tristesse d'annoncer la mort de

Jean-Michel CLÉMENT,

le vendredi 25 juin 1993.

Une messe est célébrée à Notre-Dame des Victoires, place des Petits-Pères, Paris-2^e, le mardi 29 juin, à 19 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

On se fera la recherche médicale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le docteur Monique Dabi, son épouse, M. Olivier Dabi, son fils, M. et M^{me} Robert Dabi, M. et M^{me} André Dabi, M. Victor Solod, Et leurs enfants, M. et M^{me} Raymond Raphaël, M. et M^{me} Pierre Carl, Le docteur et M^{me} Francis Raphaël, M. et M^{me} Jean Hermann, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel DABI,

professeur honoraire, officier d'Académie,

survenu le 28 juin 1993.

inhumation mercredi 30 juin, à 14 heures, au cimetière parisien de Pantin.

12, résidence Cadet-de-Vaux, 93130 Francoville.

M^{me} Alain Favre-Gilly, Edith Favre-Gilly, Armand et Sylvia Favre-Gilly, Yvette, Antoine, Jeanne, Alexis, Elise, M. et M^{me} Paul Favre-Gilly, leurs enfants et petits-enfants, M. Robert Toussaint, ses enfants et petits-enfants, Les familles Aubertel, Favre-Gilly, Mathisère, ont la douleur d'annoncer la mort de

Alain FAVRE-GILLY,

à Paris le 26 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 juin, à 16 h 15, en l'église de Seyrins Village (Isère).

Une messe sera dite à son intention le vendredi 2 juillet, à 19 heures, en l'église Saint-Germain des Prés, Paris-6^e.

19, rue de Lille, 75007 Paris.

M. Edmond Lagasse, M. Emile Lagasse, M. Maurice Lagasse, ses fils, Ainsi que ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice LAGASSE,

née Georgette Salate Marie,

survenu le 21 juin 1993, en son domicile, à Genève (Suisse).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 25 juin, dans le caveau de famille, au cimetière de Pontchartrain (Yvelines).

Une messe sera célébrée à son intention par le Père Thierry de l'Épine, en l'église de la Madeleine, Paris-8^e, le mercredi 30 juin à 18 h 30.

Condolences sur registre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Famille Lagasse, 3, place de la Madeleine, 75008 Paris, 17, chemin Rieux, 1203 Genève (Suisse).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Corinne, Brigitte, Marie-Ange, Sophie, Caroline et Pascal, ses filles et leurs époux, Isabelle de Reimpré, sa sœur, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la très grande douleur d'annoncer la mort de

M^{me} Georges MASSON,

née Claude Hachez,

le 28 juin 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 30 juin, à 16 heures, en l'église Saint-Lambert des Bois (Yvelines).

225, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Jean-Luc, Claude, Muriel, Stéphane et Gaël Mathieu, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane Lucie

MATHEU-LÉVY.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Gournay-en-Bray.

M^{me} Philippe Schweisguth, son épouse, François et Reine-Marguerite, Catherine et Michel, Charles et Françoise, Henri et Françoise, Marie-Antoinette, Bertrand et Véronique, Isabelle et Claude, Geneviève, Marc et Dominique, Anne-Marie et Lionel, ses enfants, Christel et Thierry, Vincent et Monique, François et Clotilde, Sophie et Hervé, Perrine, Matthias, Bruno, Antoine, Marianne, Delphine, Christine, Jean-Pierre, Magali, Marc-Adrien, Benoît, Bastien, Sara, Florence, Elise, Marie, Julie, Hélène, Pierre, ses petits-enfants, Nicolas, Paul, Quentin, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe SCHWEISGUTH,

survenu le 27 juin 1993, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 juillet, à 15 heures, au temple de Beauvais, 95, rue Saint-Pierre.

« Et voici, je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la fin du monde. » Matthieu, 28, 20.

La sépulture, rue de la République, 14, boulevard des Minimes, 76220 Gournay-en-Bray.

Jean-Loup et Marie Renée Septier, Marin et Bernard Septier, Marie-Chantal et Jean-François Mathy, Romain, Blanche, Bénédicte, Lucie et Rachel, Et leur famille, ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite SEPTIER,

née Fosse,

survenu le 25 juin 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'office religieux aura lieu en l'église Saint-Paul du Marais, le vendredi 2 juillet, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, rue Saint-Antoine, 75004 Paris.

Le conseil général des Ponts et Chaussées a le regret de faire part du décès brutal de

Maurice TRICHARD,

ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, officier de l'Ordre national du Mérite,

le 24 juin 1993, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 30 juin, à 10 h 45, en la collégiale de Poissy (Yvelines).

Remerciements

La famille de

Claude GONNET,

très sensible aux marques de sympathie que vous lui avez témoignées, vous exprime ses remerciements.

Anniversaires

Il y a dix ans disparaissait

Auguste ANGLES.

Une pensée amicale est demandée à ceux qui l'ont connu.

Il y a un an mourait

NAT.

Vous souvenez-vous de son timbre vaillant quand il chantait Trenet au Verdil, de la passion qu'il mettait à parler politique et cinéma, de la douceur de son sourire à l'évocation des collines toscanes, de son regard mélancolique lorsqu'il murmurait :

« In the room the women come and go Talking of Michelangelo... »

Anne et Mary Lilienstein-Barthod.

Distinctions

Nous avons relevé au Journal officiel du 25 juin 1993 la promotion de

M. Georges DOUIN

au grade d'officier dans l'Ordre national du Mérite au titre du ministère du Logement, pour ses activités dans le secteur de l'habitat social.

46140 Luzzich.

Communications diverses

Mercredi 30 juin 1993, place Camille-Claude (métro Falguère), tirage de la tombola aux Petits-Fleurs, à partir de 20 heures. Tickets de participation remis gratuitement chez les commerçants de la rue Falguère et de la rue de Vaugirard. Venez nombreux.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal :

16, rue Falguère, 75016 Paris

Tél : 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 100 F

Abonnés et actionnaires 80 F

Communications diverses 105 F

Thèmes étudiants 60 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de 1000 signes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

À LA MARCHÉ DU SIÈCLE
LE 30 JUINPierre Nora
LES LIEUX
DE MÉMOIRE

7 volumes.

Prolongation exceptionnelle
du prix de lancement
de l'ensemble des 7 volumes :
1 800 F jusqu'au 31 juillet 1993.

GALLIMARD

DESS CAEE

Diplôme National du 3^e cycle

■ DESS CAEE : Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises. DESS de Management

CLOTURE DES INSCRIPTIONS :

9 JUILLET 1993

conditions d'accès : Bac + 4

ou expérience professionnelle

☎ 11 44 25 27 61 - (1) 44 25 27 62 - (1) 44 25 27 52

Inscription possible par minitel 3616 code IAE.

INSTITUT D'ADMINISTRATION

DES ENTREPRISES

163 rue Saint-Charles

75740 Paris Cedex 15

L'ESPRIT BUSINESS SCHOOL

IAE

DE PARIS

UNIVERSITÉ PARIS

PANTHÉON-SORBONNE

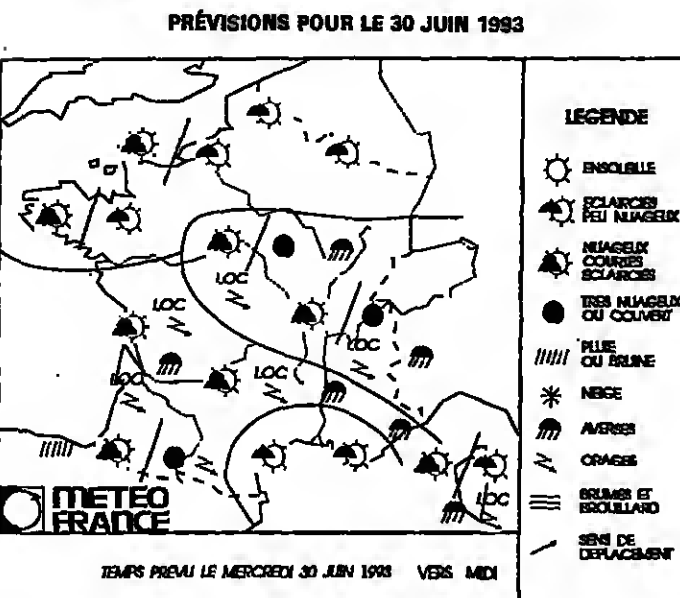
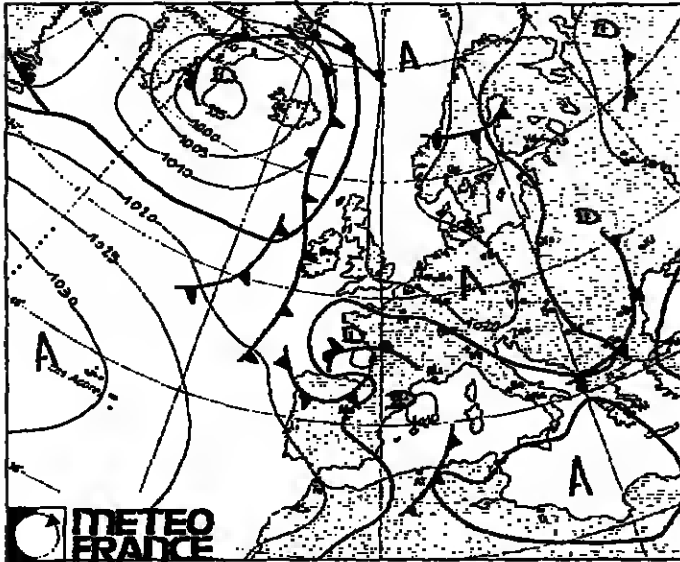
Cet été
retrouvez **Le Monde**
en vente le soir même
de sa parution
dans 130 villes
de France

Pour connaître
les adresses
des points
de vente, tapez
3615 LEMONDE



MÉTÉOROLOGIE

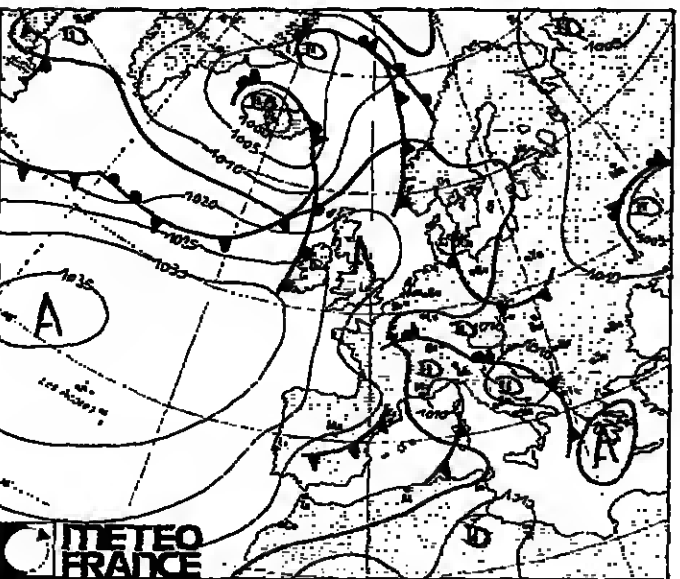
SITUATION LE 29 JUIN À 0 HEURE TUC



Mardi 30 juin : nuageux avec orages locaux au Sud. Soleil plus ou moins généreux au Nord. Du Nord-Pas-de-Calais au nord de l'Alsace, le ciel sera bien ensoleillé dès le matin. Sur les régions du Nord-Ouest : Picardie, Normandie, Ile-de-France, Bretagne et Pays de Loire, on aura un temps variable, avec alternance de passages nuageux et d'éclaircies. Du Centre à la Franche-Comté et à la région Rhône-Alpes, le ciel sera très chargé, donnant des orages qui pourront localement être orageux. Sur un grand quart sud-ouest, le temps demeurera très nuageux avec quelques averse, voire aussi des orages qui pourront éclater sur les reliefs. Le Languedoc et le Roussillon bénéficieront d'un assez beau soleil grâce au mistral et à la tramontane, qui amèneront 60 à 70 km/h en rafales. En Corse, le ciel sera variable ; des averse parfois orageuses pourront se déclencher dans l'après-midi.

Les températures maximales évolueront peu. Elles avoisineront 13 degrés à 17 degrés du nord au sud, localement 19 degrés sur l'extrême sud du pays. Dans la journée, le thermomètre sera généralement à la baisse : il indiquera 19 degrés à 24 degrés sur la majeure partie du pays, excepté sur la pourtour méditerranéen, où on pourra relever jusqu'à 28 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} JUILLET 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 29-6-1993 à 6 heures TUC et le 29-6-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
AMARCO 26 16 N	TOULOUSE 32 18 C	LUXEMBOURG 19 10 D
BARCELONE 25 13 C	TOURS 25 13 C	MADRID 27 16 D
BORDEAUX 25 13 C	POitiers-Artès 23 24 N	MADRID 27 16 D
BRESCIA 25 14 C		MILAN 20 13 N
BREST 25 13 D	ALGER 30 19 N	MILAN 20 13 N
CADIX 24 11 C	AMSTERDAM 19 11 D	MONTREAL 24 18 D
CHERBOURG 23 13 N	ATLANTA 27 20 D	MOSCOW 29 9 D
CLERMONT-F 27 16 C	BANGKOK 35 27 C	NEW YORK 31 22 C
DAJON 28 12 C	BARCELONE 25 18 D	OSLO 22 11 D
GRANVILLE 30 16 N	BELGRADE 24 11 D	PALMA-DE-MAJ 31 22 D
LILLE 15 10 D	BELIN 15 10 D	PARIS 21 19 N
LYONS 27 16 N	BRESCIA 25 14 C	PARIS 21 19 N
MARSEILLE 33 21 D	LE CARRÉ 34 21 D	PARIS 21 19 N
NANCY 26 9 D	COPENHAGUE 22 11 D	PARIS 21 19 N
NANTES 27 16 C	DALAT 30 24 N	PARIS 21 19 N
NICE 25 22 N	DELI 23 26 N	PARIS 21 19 N
PARIS-MONTS 22 14 N	GENÈVE 27 14 C	PARIS 21 19 N
PAU 25 16 N	HONGKONG 28 17 D	PARIS 21 19 N
PERPIGNAN 28 21 D	ISTANBUL 27 16 D	PARIS 21 19 N
RENNES 27 14 N	JERUSALEM 24 17 D	PARIS 21 19 N
STRASBOURG 26 16 C	LISBONNE 24 17 D	PARIS 21 19 N
	LONDRES 24 12 D	PARIS 21 19 N
	LOS ANGELES 22 17 D	PARIS 21 19 N

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Brigitte des sources

Le premier épisode du « Château des Oliviers », sage estival de France 2, nous offre sans attendre un petit déjeuner sur le terrain, une source tarie, des luttres - à l'évidence inépuisables - pour une maison de famille, des secrets immémoriaux, des histoires d'amour engluées dans le Rhône, des vagues fleuries dans le champ de la caméra, un sanglot transmué en fou rire, des murs en pierre du pays, des félins, un petit vin de domaine, une échansonnerie, et le défilé du 14-Juillet à la télévision. Comme elle est belle, la Provence, vue par les Parliaments ! Pour faire bonne mesure, on y recense aussi, en moyenne, une référence par quart d'heure au « grand Mistral » (le poète) ou au petit (le vent). Manguaient en revanche le chant des cigales et le tournoi de pétanque, mais il reste assez d'épisodes avant le rentrée.

Farouche châteline des Oliviers, Brigitte Fossey, en qui l'on sent déjà vibrer la « Manon des sources » de tout un été, a été dotée par le scénario de deux grands rôles ébouriffés qui déboulent en 2 CV décapotable, d'un ex-maricopain qui « change de petite amie comme de société », de colères volcaniques, redoutées dans tout le canton, d'un toit qui menace ruine. Au nombre de ses ennemis, on recense une impressionnante collection de méchants : M^{re} le maire qui veut englober le château des Oliviers au fond du lac artificiel d'un futur parc de loisirs Cigales Land, soit-disant pour créer des emplois, en fait pour assouvir une vieille vengeance contre elle, Brigitte Fossey ; un promoteur argentin qui se propose à la fin de l'épisode de la convaincre au chantage, le malheureux ; des politiciens arrivistes et cupides, dont l'un se trouve, pour pimenter l'affaire, être son gendre.

Risquons-nous à pronostiquer. M^{re} le maire sera défait et humilié. Brigitte Fossey trouvera dans l'honneur les fonds pour refaire son toit. Sa fille polytechnicienne prendra finalement son parti et créera ses vérités à son politicien de mari ou cours d'une scène dans les collines (nocturne, peut-être). Le promoteur tombera amoureux de la châteline, les deux fils se déchireront pour la nouvelle conquête de leur père, un important mystère familial du passé se trouvera résolu, les Oliviers seront sauvés. Accessoirement, quatre téléspectateurs gagneront un week-end à Salon-de-Provence, grâce au jeu-concours jumelé avec un magazine de programmes, pour lequel il est demandé de recopier sur un bulletin la recette provençale de la semaine. Cette semaine, la fougasse aux anchois.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 29 juin

TF 1	ARTE	M 6
20.45 Cinéma : La Gifle. ■ Film français de Claude Pinoteau (1974).	0.00 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.	20.45 Magazine : Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon. Safari dans un jardin : Le rêve d'un enfant : Le Document ; Une vie pour les eaux ; Mission animale. Pour ceux qui s'intéressent à l'environnement et aux animaux.
22.35 Magazine : Durend le nuit. Présenté par Guillaume Durand, en direct. L'amour, le couple et les vacances.	20.35 Cinéma : Twin Peaks. o Film américain de David Lynch (1992).	21.10 Série : L'Éclat noir. L'aventure commence.
0.30 Journal et Météo.	22.45 Flash d'informations.	22.50 Série : Mission impossible. Au sommet.
0.35 Magazine : Le Club de l'anjou. Présenté par Emmanuel de La Taille et Alain Weil.	22.55 Cinéma : The Two Jakes. ■ Film américain de Jack Nicholson (1990).	23.50 Les Stars en noir et blanc. Avec la série : Destination danger.
FRANCE 2	1.10 Cinéma : Ghoulies 2. o Film américain d'Albert Band (1988).	0.40 Informations : Six minutes première heure.
20.50 Feuilleton : La Châtaigne des Oliviers. De Nicolas Gessner, avec Brigitte Fossey, Jacques Perrin (2 ^e épisode). Entree s'oppose à la vente de sa maison.	ARTE	0.50 Musique : Flashback.
22.15 Magazine : De quoi j'ai l'air ? Présenté par Bruno Masini. Snob ou naturel. Invités : Sonia Dubois, Enrico Medas, Marc Joffet. Testa proposée en collaboration avec le Nouvel Observateur.	20.40 Soirée thématique : Une histoire de nez. Soirée conçue par Vivien Marx.	FRANCE-CULTURE
23.30 Journal et Météo.	20.41 Documentaire : Mardis in Paris. De Ghislain Alon et Michaela Heine.	20.30 Archipel science. La base et le piste d'aviation en Terre-Adèle.
23.50 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Festival du laSpécial tempo Brasil/Marais.	20.50 Documentaire : Ayez du nez ! D'Ulrich Müller et Ray Walter.	21.30 Grand angle. Les femmes de Paléontologie et la lutte contre le réchauffement.
FRANCE 3	21.40 Documentaire : Un fantôme antisémite. De Henryk Broder.	22.40 Les Nuits magnétiques. S'il vous plaît, dessine-moi un collège...
20.45 Série : Guerres privées. Rerun-montage. Avec Mariel Hemingway, Peter Onorati.	22.25 Court métrage : Odorina. De John Hudson et Anita Assal.	0.05 Du jour au lendemain. Avec Serge Loupin (Scopex).
21.40 Planète chaude. Profession mercenaire, documentaire de Eric Deroo.	22.30 Documentaire : Hérodote. Du nouveau au royaume des sens, de Michael Heinrich.	0.50 Musique : Coda.
22.35 Journal et Météo.	22.50 Court métrage : Les Nez de la nuit. De Thomas Seiler.	FRANCE-MUSIQUE
23.05 Magazine : Les chemins des hommes. Paul-Emile Victor, un rêveur dans le siècle. 1. Les Années Eskimo. Rediffusion de cette excellente série de	23.10 Cinéma : La Faucon maltais. ■■ Film américain de John Huston (1941) (v.o.).	20.30 Concert (en direct du Pavillon de musique de la Légion d'honneur, dans le cadre du Festival de Saint-Denis) : Bouvier, de Lindgren ; Pulcinella, de Stravinsky ; Symphonie n° 30 en ré mineur, de Haydn ; Divertimento pour orchestre à cordes, de Bartok, par l'Orchestre de chambre de Stockholm.
	0.45 Cinéma d'animation : Snark. Oh! What a Knight, de Paul Driessen.	22.15 Les Vols de la nuit.

Mercredi 30 juin

TF 1	ARTE	M 6
15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.	15.35 Téléfilm : La Guerre d'un homme. De Sergio Toledo.	15.30 Série : L'Exilé.
16.25 Jeu : Une famille en or.	17.05 Documentaire : Bernard Giraudieu en Amazonie (2 ^e partie).	16.10 Election de Miss OK.
16.55 Club Dorothée vacances.	17.55 Magazine : Dis Jérôme 7 (rediff.).	17.35 Série : Les Aventures de Tintin. Objectif Lune (2 ^e partie).
18.05 Série : Huit ça suffit.	18.00 Canaille peluche. Boote Juice.	18.00 Série : L'Homme de fer.
18.55 Série : Premiers balais.	En clair jusqu'à 21.00	19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
19.25 Série : Hélène et les garçons.	18.30 Le Top.	19.54 Six minutes d'informations, Météo.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).	19.00 Série animée : Tam-tam.	20.00 Série : Cosby Show.
20.00 Journal et Météo.	19.22 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Georges Wolinski.	20.35 Magazine : Ecole 6.
20.45 Série : Navarro. L'honneur de Navarro.	20.30 Le Journal du cinéma.	20.45 Téléfilm : La Mafia des jeux. De George Englund.
22.20 Magazine : 52 sur la Une. De Jean Bertolino. Le retour des exorcistes. D'Anna Salda et Michel Salda.	21.00 Cinéma : La Choix d'aimer. o Film américain de Joel Schumacher (1991).	22.35 Téléfilm : La Cri de la mort. De Richard T. Heffron.
23.20 Divertissement : Ciné page.	22.45 Flash d'informations.	0.10 Magazine : Vénus.
23.25 Magazine : Télé-vision. Présenté par Béatrice Schönberg.	22.50 Cinéma : Les Deux Sirènes. ■ Film américain de Richard Benjamin (1990) (v.o.).	FRANCE-CULTURE
0.10 Journal et Météo.	0.40 Cinéma : La Fille aux allumettes. ■■ Film finlandais d'Aki Kaurismäki (1989) (v.o.).	20.30 Tire ta langue. De la voie héréditaire à l'histoire des mentalités.
0.15 Série : Intrigues.	ARTE	21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
FRANCE 2	17.00 Magazine : Mégamix (rediff.).	22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Les Canado-Japonais et leur apport culturel.
15.30 Série : Les deux font le paire.	17.55 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).	22.40 Les Nuits magnétiques. A 7.
16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.	18.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).	0.05 Du jour au lendemain.
16.45 Magazine : Giga.	19.00 Magazine : Rencontre. Paul Nizoni G. Salzman (rediff.).	0.50 Musique : Coda.
18.25 Série : Riposte.	19.35 Documentaire : Les Larmes sacrées du crocodile. De Vincent Gien.	FRANCE-MUSIQUE
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.	19.45 Documentaire : Terra X. Sahara, un paradis perdu, de Volker Panzer.	20.23 Un faucon pour l'orchestre.
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.	20.30 8 1/2 Journal.	20.30 Concert (donné le 11 juin lors du Festival de Saint-Denis) : Stabat Mater, de Pergolèse ; Cantate des Bourbons, La Mort de Didon, Jeanne d'Arc, de Rossini, par la Sinfonietta de Filaria.
20.50 Jeu : Fort Boyard.	20.40 Musicarchives : Trio Halfet, Platinovsky, Rubinstein.	23.09 Ainsi la nuit.
22.20 Première ligne. Que deviendront-ils ? n° 10 (dernière partie), documentaire de Michel Fresnel.	21.10 Documentaire :	0.33 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévoist. Le concert : Sylvain Kassap, clarinetiste, saxophoniste et son quartet, avec Philippe Deschamps, guitariste, Marc Buronfosse, contrebasse et David Pouradier-Duteil, batterie. La rétrospective : Sylvain Kassap.
23.25 Journal et Météo.		
23.45 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. En direct du Festival de danse de Montpellier.		
0.45 Série : En un mot. Trente-cinq petites histoires imaginées par le dessinateur Fred et réalisées par six cinéastes.		
FRANCE 3		
14.55 Questions au gouvernement, en direct de l'Assemblée nationale.		
17.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invités : les Fils, Richard Anthony.		
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : Vincent Perrot.		
18.25 Jeu : Questions pour un champion.		
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région. Jeu : Hugobélère (et à 20.40).		
20.15 Divertissement : La Classe.		
20.45 La Marche du siècle. Le devoir de mémoire. Invités : Pierre Truche, procureur général près la Cour de cassation ; Pierre Nora (les Lieux de mémoire : les France, tome II) ; Rita Thi-		

Indépendante depuis le mois de mai

L'Erythrée fait une entrée fracassante au sommet de l'OUA

L'Erythrée, indépendante depuis le mois de mai, a fait, lundi 28 juin, une entrée fracassante dans le club des chefs d'Etat et de gouvernement africains réu- nis au Caire pour le sommet annuel de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en dénonçant l'occupation de cette organisation à réaliser ses objectifs.

Le président érythréen, Issaias Afewerki, qui a mené pendant des années la lutte pour l'indépendance contre le pouvoir central éthiopien à la tête du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), a parlé de «double langage» et n'a pas caché ses griefs envers l'OUA «qui o ignore jusqu'au bout l'Ery- thrée». L'organisation panafricaine

avait refusé l'année dernière, au sommet de Dakar, d'admettre les représentants érythréens ne serait-ce qu'au titre d'observateurs. Ce discours, dont le ton a surpris, a suscité des applaudissements, en particulier de la part des jeunes journalistes africains conviant la séance d'ouverture du sommet qui s'achève mercredi.

L'ouverture du sommet a aussi été marquée par une mise en garde contre le «terrorisme», lancée par le nouveau président en exercice de l'OUA, le chef d'Etat égyptien Hosni Mubarak, qui exprimait ainsi les préoccupations de son pays devant la vague d'attentats imputés aux extrémistes islamiques. (AFP, AP, Reuters, UPI)

CONGO : suspension du direc- teur de l'Agence congolaise d'infor- mation. Le directeur de l'Agence congolaise d'information (ACI), Théodore Kiamossi, a été suspendu de ses fonctions, lundi 28 juin, pour avoir fait publier la liste du «gouvernement parallèle» de l'op- position congolaise. Sa suspension lui a été signifiée par une note signée du nouveau ministre de la communication, Albertine Lipon- Massala. Cette sanction est en fait un limogement. Théodore Kiamossi ayant toujours été proche de l'op- position. Après avoir été entendu par la police, lundi matin, il a été remis en liberté. (AFP, Reuters)

MAROC : adhésion à la con- vention sur l'élimination des discrimi- nations à l'égard des femmes. Le Maroc vient d'adhérer à la con- vention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, que l'ONU avait adoptée le 18 décembre 1979. Le royaume marocain, d'autre part, ratifie trois autres conventions : l'une contre la torture qu'il avait signée le 8 janvier 1986, l'autre sur les droits de l'enfant et la dernière sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants.

PAKISTAN : la justice rétablit l'Assemblée du Pendjab. Une

Haute Cour pakistanaise a rétabli, lundi 28 juin, l'Assemblée du Pen- jab, que le gouverneur de la pro- vince avait dissoute le 29 mai. Cette décision confirme la position du chef du gouvernement, Nawaz Sharif (Alliance démocratique isla- mique, modérée), dans la lutte qu'il mène depuis le début de l'an- née contre le président de la Répu- blique, Ghulam Ishaq Khan, en vue de s'assurer la prééminence de l'exécutif. Une autre des quatre assemblées provinciales, celle de la Frontière du Nord-Ouest (NWFP), a été dissoute fin mai. (UPI)

SALVADOR : un évêque salva- dorien tué dans une fusillade. Un évêque salvadorien s'est vu tuer dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une fusillade entre la police et des inconnus à 34 km au sud-est de la capitale. Mgr Joaquín Ramo- s, cinquante-huit ans, ancien mili- taire du Salvador, a été mortelle- ment atteint pendant cet échange de coups de feu qui a eu lieu sur la route de l'aéroport international. Jean Paul II a dénoncé dimanche cet «assassinat barbare» dont on ignorait encore lundi les circons- tances exactes. La police affirme avoir tiré sur des «bandits» mais il reste à savoir si Mgr Ramos est tombé sous les balles de ces «ban- dits» ou victime d'un tir policier, qui pourrait avoir été intentionnel. (AFP, Reuters, UPI)

A Mirecourt (Vosges)

Reconduite à la frontière avant divorce

En plein débat sur l'immigra- tion et les mariages «blancs», le préfet des Vosges a cru bon de faire renvoyer dans son pays, dimanche 27 juin, un Tunisien de trente-six ans dont l'épouse française entend divorcer, en alléguant le caractère complai- sant de leur mariage. Mohamed Jendoubi, employé dans une boucherie de Mirecourt (Vosges) avait, en janvier 1991, épousé Valérie Bion qu'il connaissait depuis un an. Le mariage avait été célébré en grandes pompes. Un an plus tard, la jeune femme demandait le divorce au motif que l'unan n'avait pas eu d'au- tre objet que de permettre au Tunisien sans papiers d'obtenir la nationalité française.

En foi de quoi, le préfet refusait de délivrer une carte de ré- sident, puis prenait, en avril der- nier, un arrêté de reconduite à la frontière, sans attendre le juge- ment de divorce qui doit interve- nir à l'automne prochain et tran- cher la question du mariage «blancs». La représentante de l'Etat s'appuyait notamment sur le fait que l'époux aurait quitté le domicile conjugal un mois après

le mariage. Après rejet par le tribunal administratif de Nancy des deux recours déposés par M. Jendoubi contre les deux décisions du préfet, ce dernier a fait exécuter la reconduite à la frontière.

M. Gérard Weizer, représen- tant la Ligue des droits de l'homme dénonce les «moyens abominables» employés pour éloigner M. Jendoubi et annonce de nouveaux recours devant le tribunal administratif et la Cour européenne des droits de l'homme. A la préfecture, on se montre gêné pour commenter cette situation, contondant allè- gement les futures dispositions des lois Pasqua et la législation en vigueur actuellement. Celle-ci dispose que l'époux étranger d'une Française obtient de plein droit et sans délai une carte de résident de dix ans. Dans un arrêt d'octobre dernier, le Conseil d'Etat a néanmoins jugé, qu'un préfet pouvait refuser de délivrer les papiers et le mariage a été contracté dans le but exclusif d'obtenir un titre de séjour.

PHILIPPE BERNARD

Le syndicat majoritaire des in- specteurs de police envisage des «actions dures» en septembre. Majoritaire chez les enquêteurs et les inspecteurs, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) envisage des «actions dures et importantes» à la rentrée de septembre afin de protester contre l'annulation par le ministre de l'Intérieur d'un décret concernant

la transposition de l'accord Dur- four sur la fonction publique aux inspecteurs de police (Le Monde du 23 juin).

Le SNAPC, qui organise des «assemblées générales» d'inspec- teurs dans les services, mercredi 30 juin, reproche à Charles Pasqua de «prendre des décisions sans réel dialogue» avec les représentants du personnel de la police nationale.

Le théorème de Fermat

Une équation en or

Jusqu'à la semaine dernière, l'Académie des sciences pouvait dormir tranquille. On n'était pas près d'en finir avec ce défi aux mathématiciens vieux de trois cent cinquante-six ans qu'était la démonstration du théorème de Fermat. Or voilà qu'un mathéma- ticien de génie, l'Anglais Andrew Wiles, a mis fin à ce mystère bien français (Le Monde du 25 juin). Pour le mathématicien Jean-Pierre Serre, membre de l'Académie et professeur au Col- lège de France, «la démonstra- tion est tellement jolie qu'elle doit être vraie».

Parallèlement les médailles et les récompenses qui «quittent» Andrew Wiles, il en est une qui aurait plus de valeur que toutes les autres. Malicieusement, Gus- tave Choquet, digne membre de la section mathématique de l'Académie des sciences, s'est en effet plu à rappeler, lundi 28 juin, lors de la séance publi- que que l'institution duquel Conté avait, jadis, proposé une forte récompense à qui trou- verait la solution au fameux théo- rème. Une première fois en 1816, puis en 1850, avec, à la clé, la remise d'une médaille d'or et d'une somme de 300 000 F

de l'époque à l'heureux gagnant. On imagine ce qu'une telle somme, peu en rapport avec le modeste budget actuel de l'Aca- démie, pourrait représenter de millions, voire de dizaines de millions de francs (!). A coup sûr, la fortune de M. Wiles serait faite.

En 1854, l'Académie des sciences remit la fameuse médaille d'or à l'Allemand Ernst Kummer pour sa contribution à la création d'un puissant outil des mathématiciens – la théorie des idéaux – utilisé pour tenter de prouver le théorème de Fermat. Cette formidable percée n'ayant pas suffi, l'héroïque récom- pense ne fut jamais décernée. Considérant que ces engage- ments n'ont pas été renouvelés, l'Académie peut aujourd'hui se contenter, si la démonstration d'Andrew Wiles est avérée, d'honorer l'auteur de... son estime.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) A titre d'exemple, une somme exprimée en francs de 1901 correspon- drait aujourd'hui à la même somme multipliée par 16,94. Ainsi, 25 000 F de l'époque représentent 423 500 F de 1990.

Peines de prison pour les employeurs des «irradiés de Forbach»

Le jugement du procès des «irra- diés de Forbach» a été rendu mardi 29 juin par le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle). Patrick Muller, ancien directeur de la société Electron Beam Service (EBS), a été condamné à un an de prison, dont six mois avec sursis et 20 000 F d'amende. Philippe Maguen, P.D.O., à un an avec sursis et 20 000 F d'amende, et Michel Roche, administrateur et conseiller scientifique de la société, à six mois avec sursis et 20 000 F d'amende. Les trois hommes, dont le procès s'était tenu il y a deux mois (Le Monde des 21, 22, et 24 avril), étaient poursuivis pour blessures involontaires et infractions aux dis- positions réglementaires concernant la protection des travailleurs contre les rayonnements ionisants.

Le 13 août 1991, trois employés de la société EBS de Forbach, Daniel Leroy, Giovanni Nappola et Jean-Marc Bies, avaient été irradiés, alors qu'ils tentaient d'effectuer une réparation sur un accélérateur d'élec- trons qui n'avait pas été complète- ment arrêté. Les trois hommes avaient été recrutés dans une agence d'interim. Seul Jean-Marc Bies, le chef d'équipe, avait reçu une forma- tion de deux jours, dispensée sur place, après avoir été embauché définitivement, peu de temps avant l'accident. Daniel Leroy, le plus atteint, fut brûlé sur 60 % de la sur- face du corps. Hospitalisé plus d'un an, il a subi de nombreuses greffes. Au total, vingt-sept infractions ont été relevées par l'inspection du tra- vail.

Les syndicats CFTD, CGT et FO s'étaient portés partie civile dans ce procès exemplaire «des utilisations perverses du travail intérimaire», à l'origine, selon eux, de nombreux accidents du travail. Marguerite Ber- trand, secrétaire nationale de la CFTD, a souligné après le jugement «le caractère dérisoire» des pénalités prévues par le code pénal pour une faute aussi grave de conséquences. La CFTD propose que les accéle- rateurs comme celui de Forbach soient dotés d'une «carte grise» analogue à celle des véhicules automobiles, qui permettrait aux organismes de contrôle de les suivre quel qu'en soit le propriétaire.

J.-P. D.

Bobbies et bâtons

LONDRES

de notre correspondant

Les bobbies d'ont leur réputation. Et à leur vie. Par souci de la première, ils veulent conserver cette image du poli- cier sans armes, rassurant et serviable, antithèse du «cops» agressif. Par égard pour la seconde, ils dissimulent sous leur tunique un bâton de bois de 38 centimè- tres, et parfois même, dans cer- tains lieux, un revolver. Pendant longtemps, le bâton traditionnel qui, depuis 1829, accompagne l'autorité naturelle du bobby anglais, a suffi à faire respecter l'ordre. Plus maintenant : les agressions de policiers se sont multipliées dans la capitale.

L'idée qui circulait depuis des années dans les rangs de la police est donc devenue réven- tion, puis objet d'une poli- tique tournée mais intense : il fallait changer de bâton. Cer- tains bobbies se sont mis à rêver de longues matraques capables de stopper net un assaillant. La Fédération de la police privilégiait le bâton rigide de 60,96 centimètres, à l'améri- caine. Le ministre de l'Intérieur, Kenneth Clarke (aujourd'hui chancelier de l'Echiquier) s'y était vigoureusement opposé. Il faut dire que c'était l'époque – il y a deux ans –, où les télévi- sions du monde entier ont dif- fusé les images de la sauvage bastonnade de Rodney King par les policiers de Los Angeles.

Le nouveau ministre de l'Inté- rieur, Michael Howard, semble avoir trouvé la solution : il vient d'accorder son feu vert aux essais scientifiques (sur le trottoir) de deux nouveaux bâtons rigides, mais surtout de l'«arme absolue» : un bâton télescopique équipé d'une po- gnée de bois. Replié, il mesure 34,29 centimètres et pourra donc continuer à être caché sous la veste. Etiré d'un coup sec du poignet, il atteint 60,96 centimètres. Si les essais sont concluants, c'est ce dernier qui équipera tous les bobbies du royaume.

L. Z.

SOMMAIRE

DÉBATS

L'autre politique : après «Munich» par Max Gello; Enfilade par Louis Stedje; Du côté de Médine par François Hollande... 2

ÉTRANGER

Bosnie : marchandages territoriaux et découpage au canon... 3
Diagonales par Bertrand Poirot-Delpech : «Admiration»... 3
M. Clinton lance un nouvel avertissement à l'Irak... 5
Népal : le bilan des émeutes s'aggrave... 6

POLITIQUE

La dette sur les privatisations... 7
Le Limousin s'inquiète de la venue des préfets... 8
La préparation des Etats généraux du Parti socialiste... 8
Le débat sur la «national-commu- nisme»... 9

SOCIÉTÉ

L'enquête sur le match de football Valenciennes-Marseille... 10
La CIVIL dénonce la multiplication des fichiers nationaux... 12
L'enquête sur la dramatique in- cendie de la clinique de Bruz... 12
Tennis : les championnats de Wimbledon... 24

SCIENCES • MÉDECINE

Des pièges pour la mouche qui tue • Myopasies : les nouveaux labyrinthes de la thérapeutique • L'invasion du chaos • Les labos de la bonne conduite • Points de vue : La reine des mathématiques; Apprendre l'asthme aux asthmati- ques... 13 à 15

CULTURE

Arts : L'inauguration du nouveau musée Matisse de Nice... 18

Rock : Depêche mode à Lyon... 18
Le mort du chanteur bulgare Boris Christoff... 18
Cinéma : le festival de Sotchi... 17

ÉCONOMIE

Sommet de Tokyo... 19
La deuxième efficacité de la politi- que française de coopération... 20
Les pays balkans se déchirent tou- tement de la zone rouille... 20
Vie des entreprises... 22

COMMUNICATION

La grille d'été France Télévision... 21
Une première en France : des jour- naux pour les aveugles... 21

INITIATIVES

Des comités d'entreprise agissent pour l'emploi • Les arbres de Noël ne suffisent plus • Adapter les horaires • Vidéo vérité • Priorité à la formation • Sauver son entreprise en péril • La CIGALE prêteuse • Modernisation négociée... 27 à 40

Services

Abonnements... 17
Annonces classées, 17 et 32 à 44
Cartes... 242
Marchés financiers... 22 et 23
Météorologie... 25
Mots croisés... 17
Radio-télévision... 25
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Initiatives» folioté de 27 à 40

Le numéro du «Monde» daté 29 juin 1993 s'est tiré à 487 358 exemplaires.

Mercredi 30 juin

Jeudi 1^{er}, vendredi 2 et samedi 3 juillet de 9 h 30 à 19 heures
nocturne mercredi 30 juin jusqu'à 23 heures

SMALTO PARIS

SOLDE

DE 30 A 50 %
ainsi que collection précédentes : vestes à partir de 1.200 F, costumes à partir de 1.900 F.

HOMME : 44, RUE FRANÇOIS-1^{er}
HOMME ET FEMME : 5, PLACE VICTOR-HUGO

POUR TIRER
LE MEILLEUR DE
VOTRE MACINTOSH,
AJOUTEZ-Y
QUELQUES TUYAUX.

Le guide pratique Logiciel :
tous les logiciels, toutes les astuces pour
mieux exploiter votre Macintosh.

HORS-SÉRIE

Mac

Le Macintosh
par l'exemple

SVM MAC:

LE MAGAZINE

PRÉFÉRÉ

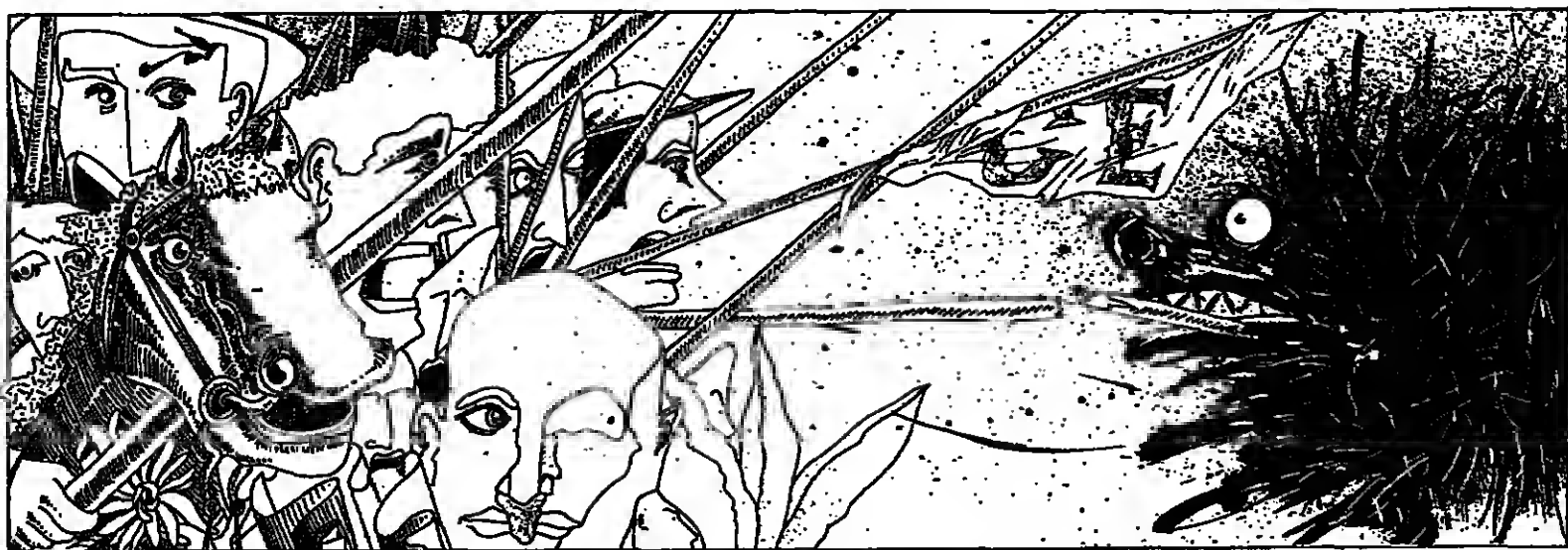
DES MAC.

En toutes les actions pour améliorer le système
« 24 grands logiciels pour le système »
« 200 trucs pour mieux exploiter son Mac »
« Les astuces pour échanger les données »
« Logiciels : les clés de l'efficacité »

Le Monde

INITIATIVES

Des comités d'entreprise agissent pour l'emploi



*Plutôt que d'offrir des voyages aux salariés,
des CE luttent contre le chômage avec leurs moyens
Directement ou indirectement
Mais ils sont encore trop peu nombreux*

QUAND elle était encore ministre du travail, Martine Aubry avait, à l'occasion de ses derniers vœux à la presse, incité les comités d'entreprise à participer, à leur niveau, à la lutte contre le chômage. Ce qu'elle avait résumé d'une formule, pour faire bien comprendre que tous les acteurs économiques et sociaux pouvaient exprimer leur solidarité. « Plutôt que d'organiser des voyages à Ceylan, leur conseillait-elle, vous pourriez utiliser vos moyens pour financer des initiatives qui contribueraient à la défense de l'emploi ».

A l'époque, les propos avaient fait sourire, tant, justement, les préoccupations des comités d'entreprise, coincés entre l'arbre de Noël et les concours de pêche à la ligne, semblaient éloignées de cette mission d'intérêt supérieur. Dans les grandes entreprises, notamment, surtout quand celles-ci sont en bonne santé, l'activité visible par tous les salariés reste encore trop souvent confondue avec celle des « bonnes œuvres ». Il semblait que, poussés par une logique très électoraliste, et d'abord soucieux du bien-être égoïste du personnel, les élus de ces institutions représentatives ne puissent se départir d'un rôle devenu traditionnel. On doutait de leur capacité d'évolution.

Ce n'est plus tout à fait exact, même s'il ne faut pas exagérer l'importance du mouvement qui semble se dessiner. D'abord, il y a de moins en moins de communautés de travail qui se sentent à l'abri de la crise, et donc de moins en moins de CE qui limitent leur action à la bonte distribution de largesses d'un autre temps. Ensuite, et pour les mêmes raisons, mieux pris en compte depuis les lois Auroux, il s'en trouve de nombreux qui s'attachent à suivre l'évaluation économique de la société qui les emploie, ou qui savent apprécier, voire critiquer, les orientations stratégiques de leurs directions générales.

On le constate souvent, mais les comités d'entreprise sont fréquemment à l'avant-garde de la prise de conscience, par les salariés, des difficultés de l'employeur. Ils donnent l'alerte, y compris par les voies prévues par la procédure, au transfor-

ment les réunions mensuelles en lieux de débats. Parfois, avec l'appui d'experts qu'ils peuvent commander, ils élaborent des politiques alternatives ou, dans les cas les plus graves, contestent les décisions prises. Ce qui arrive quand des plans de suppression d'emplois sont annoncés, et pas seulement dans l'objectif de mener des batailles de retardement.

Bien sûr, il ne faut pas alors parler d'attitude gestionnaire de la part des syndicats que rien, dans leur culture ou leurs références idéologiques, ne prédispose à revendiquer. Ils s'offusqueraient pareillement, pour la plupart, d'être soupçonnés de pratiquer la cogestion. Il n'empêche. Depuis ces dernières années, ils exercent une influence notable et pèsent sur les décisions. FO, Inatemps rétive, admet aujourd'hui se mêler de ce qui la regarde, finalement, tout en insistant sur les limites à ne pas dépasser. La CGT, tout aussi méfiante, sait bien que certaines situations impliquent de prendre des libertés avec des dogmes. Et elle s'engage courageusement, quelquefois au-delà de ce qui était pensable.

Opportunément, à la fin mars, le 5^e Forum des comités d'entreprise et des CHS-CT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail), organisé par la CFDT, a permis de se rendre compte que le souhait de Martine Aubry coïncidait avec un début de réalité. Des comités d'entreprise, tel celui de la société Gardy, ont négocié sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le cadre d'un plan de modernisation. D'autres, comme celui d'Even à Ploudaniel, ont ouvert le droit à la formation pour tous, financée en partie par le CE. Certains se sont lancés dans une

action qui visait à améliorer la compétitivité de l'usine (Colgate) et ont su l'accompagner de changements sociaux qui lui ont conféré un avantage évident, et même décisif quand le groupe américain décida de sélectionner ses centres de production autour d'une gamme de produits. Chez Solex, fabricant de carburateurs dont l'industrie automobile ne veut plus, l'intervention du CE a même été exemplaire. Pour sauver le site industriel, il a défendu la thèse de la reconversion dans l'éclairage puis, l'actionnaire renouçant, s'est lancé dans la quête d'un repreneur.

De pareils exemples pourraient être multipliés, qu'un petit guide recense. Mais il y a aussi plus innovant. Dans la Caisse d'allocation familiale de Lille, des salariés se sont regroupés pour monter des CIGALE, sortes de clubs d'investissements à base d'épargne populaire, pour soutenir des projets d'entreprise. Et ils en sont venus à aider des entreprises d'insertion pour les chômeurs. Ailleurs, un comité d'entreprise embauche des CES (contrats emploi-solidarité), comme il en a théoriquement le droit, et les firme à des métiers présents dans la société. Ensuite, il s'efforce d'obtenir leur recrutement préférentiel par l'entreprise elle-même.

« Plutôt des CES que Ceylan » : le mot d'ordre pourrait rétrospectivement faire plaisir à Martine Aubry. Son successeur, Michel Giraud, pourrait lui aussi y trouver un motif de satisfaction. Même si, comme de bien entendu, de semblables efforts ne sont pas à la hauteur des enjeux, et donc du chômage.

Alain Lebaube

■ Les arbres de Noël ne suffisent plus
Réveiller l'intelligence
par Jean Menanteau

■ Adapter les horaires
L'aménagement du temps de travail
par Olivier Piot

■ Vidéo vérité
Le Goéland de l'espoir
par Francine Alzicovici

■ Priorité à la formation
L'aide de l'extérieur
par Marie-Béatrice Baudet

page 28

■ Sauver son entreprise en péril
Comment trouver un produit de substitution
par Liliane Delwasse

■ La CIGALE prétense
Aider son prochain
par Marie-Claude Betheder

■ Modernisation négociée
Comment obtenir des emplois
par Catherine Leroy

page 29

GESTION
□ Chasse au mauvais payeur

ORGANISATION
□ Un Américain à Paris

page 30

TRIBUNE
□ La clause sociale et l'OIT
par Francis Blanchard

STAGES
page 31

Gestionnaires, financiers,
responsables de la communication,
statisticiens...

Des Organisations publiques
ou Associatives

vous offrent des opportunités
de carrières
chaque semaine dans :

Le Monde

INITIATIVES

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

IUA
SAN FRANCISCO

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.
■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration
for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.
■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie - AMA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

DOSSIER • Des comités d'entreprise agissent pour l'emploi

Vidéo vérité

Quand la télévision vient en aide aux licenciés de Bull

«C'est n'est plus la peine de travailler, vous n'avez plus de mot de passe!», Janine, cinquante-trois ans, venait d'apprendre que son poste était supprimé. Le 18 mai dernier, à 20 heures sur France 2, les téléspectateurs découvraient les visages de Christiane, Janine, Erié et les autres, filmés par leur comité d'entreprise. Salariés des services comptables visés par le plan social, ils reconnaissent en instant où leur vie avait basculé. Entrés sans diplômes il y a dix, quinze ou vingt-cinq ans, privés de formation « parce qu'il y avait trop de travail », ils avaient « grimpé petit à petit ». Mais, très vite, ils ont compris. Des jeunes, munis d'un bac ou d'un BTS, les avaient remplacés.

Cette vidéo fait partie de l'opération Goéland, lancée en 1990 par le comité d'établissement de Bull-Val de Fontenay (quatorze sites en région parisienne, deux mille salariés aujourd'hui, deux mille sept cents il y a trois ans). Le groupe Bull venait alors d'annoncer quinze cents suppressions de postes. En réaction, des élus CFDT du CE décident d'ouvrir une « structure d'écoute et d'information sous forme de permanence », précise un tract. Son but? « S'informer pour mieux se défendre, ne pas demeurer isolé devant la direction », l'anonymat étant garanti. Cent vingt personnes ont ainsi été reçues.

Début 1991, nouveau plan social chez Bull, puis un autre en juin 1992. Goéland change alors de formule et crée un « groupe d'évolution » composé d'une quinzaine de personnes qui se réunissent une fois par mois. Grâce à l'échange et à la solidarité, il s'agit, après le traumatisme du plan social, « que les gens soient en mesure de retrouver du travail ou au moins leur dignité et l'estime d'eux-mêmes », précise Jean-Yves Huvey, secrétaire du CE et instructeur du projet.

Contrôleur budgétaire, titulaire d'une maîtrise de psychologie du travail du CNAM, Jean-Yves

Huvey utilise, au cours de ces séances, des techniques de développement personnel, en collaboration avec une psychologue extérieure. Il est tour à tour animateur, conseiller professionnel, psychologue, délégué auprès de la direction. Du coup, certains ont trouvé la force de passer un bilan de compétences, de se battre pour leur reclassement. « Mais l'idée de Goéland, c'est aussi de dire à l'entreprise: « Regardez-les, ils sont là, ils ont des besoins », souligne Jean-Yves Huvey. Illustration du propos: un repas organisé dans la cour de l'établissement de la rue d'Avron à Paris. « J'ai pris un micro pour interviewer les gens du groupe. Tout le bâtiment les entendait. »

C'est alors que naît l'idée de faire une vidéo. « J'ai accepté d'être filmé parce qu'un visage ça marque », souligne Claude, quarante-cinq ans, vingt-trois ans d'ancienneté, dont le poste a été supprimé mais qui a été réintégré en janvier dernier « sans poste fixe ». Est-ce un hasard si, une fois la cassette diffusée au CE, la plupart des personnes de Goéland ont retrouvé un poste dans le groupe Bull?

Depuis mars, l'expérience s'est transformée en association, Goélands G. E. Dotée d'un budget de 648 000 F financé notamment par d'autres CE et des « parrains », elle se réunit à l'extérieur de Bull. Une convention écrite d'un an est passée entre chaque personne, le CE et Goélands, appuyée par le CE (7000 F par personne pour le CE de Bull). Dans le bulletin du CE, la CGT estime que par cet accompagnement la CFDT fait le jeu de la direction. Pour Jean-Yves Huvey, il fallait « établir des liens avec l'extérieur pour que les personnes apprennent à vivre dehors et que, avec ou sans nous, le groupe continue à exister ». Qu'il puisse aussi s'ouvrir aux salariés visés par un plan social dans d'autres entreprises. Des discussions sont d'ailleurs engagées avec divers CE.

Francine Aizcovic



Les arbres de Noël ne suffisent plus

A Force ouvrière, une prise de conscience émerge en faveur d'actions inventives

« Il faut réveiller l'intelligence dans les comités d'entreprise. Celle-ci dort. Nous nous sommes trop longtemps contentés d'organiser des voyages et les arbres de Noël. »

Hubert Bouchet, secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs FO (UCI), ne mâche pas ses mots. Pour lui, en effet, les comités – au-delà du rôle traditionnel qu'ils ont à jouer – se doivent de prendre des initiatives dans et à l'extérieur de l'entreprise à l'heure où les plans sociaux sont de règle.

Quelles peuvent-elles être? « Nous pourrions, suggère Hubert Bouchet, nous intéresser davantage à l'économie. Nous efforcer de découvrir des gisements d'emplois encore ignorés, développer notre fonction de veille. Mais, ajoute-t-il, le rôle des élus des comités n'est pas de jouer les pompiers de l'entreprise. »

Cette dernière position est d'ailleurs défendue par la confédération de Marc Blondel qui, contrairement à ce que fit la CFDT, n'a pas encouragé les élus FO à promouvoir et à formaliser des actions autres que la défense classique de l'emploi.

« Notre rôle est de mettre les directions face à leurs responsabilités », se contente de dire Marc Reboullet, délégué FO au comité central d'entreprise de la SNECMA, société qui a perdu 10 % de ses effectifs au cours des trois dernières années. Reste que, parmi les élus FO, une prise de conscience émerge tendant à faire jouer aux comités un rôle davantage axé sur les nécessités de l'heure. « On assiste à un redéploiement des activités de nos sept comités, dont la majorité sont en région parisienne », reconnaît Marc Reboullet. La belle époque où nous organisions des voyages en Chine pour 10 000 F est révolue. Ainsi, les comités de la SNECMA aident-ils au reclassement d'un certain nombre de salariés, notamment sous forme d'aides à la formation à l'extérieur.

Pour ce qui concerne le chômage partiel – de dix à quinze jours en moyenne actuellement –, les élus ont obtenu que ces journées perdues soient transformées en congés payés. De plus en plus fréquemment encore, les élus se penchent sur des demandes qui ne se manifestaient plus depuis de nombreuses années, telles que des

aides directes à la personne, lesquelles se pratiquent au coup par coup. Ils s'efforcent aussi de répondre à une « surdemande » de vacances peu onéreuses en faveur des enfants.

Initiative politique

Marc Reboullet juge légitime ce redéploiement. Mais il a du mal à accepter d'y être contraint avec des « moyens précaires et des rustines ». Et ce, d'autant plus que les ressources des comités ayant fondus comme neige au soleil au fur et à mesure que les effectifs diminuaient, les élus se voient aujourd'hui confrontés à une initiative qu'ils devront prendre: celle d'aléger eux-mêmes leurs propres effectifs. Une révision qualifiée de « déshirante », pour les syndicalistes qu'ils sont. Le seul CE de Corbeil, en région parisienne, emploie-t-il pas 120 personnes?

D'une manière plus générale, toujours à propos d'une nécessaire évolution du rôle des CE, et afin de ne pas être à la « remorque des fêtes », Marc Reboullet estime

encore que les comités devraient se montrer aujourd'hui aptes à coopérer au sein de l'ensemble de la filière aéronautique, la SNECMA avec Dassault ou Thomson à titre d'exemple.

Il existe aussi – FO le revendique haut et fort – l'initiative politique. « Nous contactons systématiquement l'ensemble des élus locaux, députés, maires, conseillers généraux et régionaux, explique pour sa part Christian Jomy, délégué FO à l'Aérospatiale. La crise de l'armement et son effet d'impact sur l'emploi? Une décision politique à travers la loi de programmation militaire. L'aéronautique civile? Elle aussi relève de décisions politiques au plus haut niveau entre les Etats. L'éventuelle privatisation de l'Aérospatiale et ses conséquences sur l'emploi? Encore une décision politique », affirme le délégué de l'Aérospatiale.

Récentement, Dominique Baudis, maire de Toulouse, s'est élevé contre la privatisation de l'Aérospatiale. Une décision qui a surpris, y compris au gouvernement: « Voilà un exemple concret de notre action », conclut Christian Jomy.

Jean Menanteau

Priorité à la formation

A la SAFT Poitiers, la CGT a fait réaliser une étude sur les besoins de chaque salarié

L'INITIATIVE n'est pas, à en croire les intéressés, « une prise de position consensuelle ». « Il s'agit plutôt », insiste Thierry Fleury, le secrétaire adjoint CGT du comité d'entreprise, de montrer que, si nous restons critiques, nous savons aussi être une force de propositions. Des frictions existent en effet entre la CGT, syndicat majoritaire à SAFT Poitiers, et une direction qui a dû procéder, en 1990, à quarante licenciements secs dans cette filiale d'Alstom spécialisée dans la fabrication de générateurs électriques. « Nous ne voulons plus jamais revivre cela », explique Jeanine Jumel, chef du personnel de l'établissement qui compte actuellement 360 salariés.

Si aujourd'hui l'entreprise semble à l'abri de nouvelles suppressions d'emplois, le souvenir de 1990 hante encore tous les esprits. La direction s'est décidée à élaborer une gestion prévisionnelle des emplois « afin », explique Jeanine Jumel, de ne pas laisser pour compte les salariés les moins qualifiés de l'entreprise, ceux qui se retrouvent souvent les premiers dans les plans sociaux. Le projet intéresse la CFDT. La CGT, elle, préfère ainsi faire cavalier seul lorsqu'elle décide de lancer, en 1992, via le CE, une enquête auprès des salariés pour « faire un état des lieux de la formation professionnelle au sein de l'établissement ». Une première chez SAFT Poitiers. « Objectif », explique Thierry Fleury, également l'un des responsables du syndicat, « essayer de dénicher précisément les besoins de chacun afin de réussir à faire face aux évolutions technologiques du secteur. »

La CGT fait appel à un cabinet extérieur spécialisé en ressources humaines. Trente-six questions

sont proposées à l'ensemble des salariés qui peuvent y répondre de manière anonyme. 20 % d'entre eux se prêteront au jeu, expliquant par exemple « ce qui les motive », « s'ils se sentent bien informés sur l'évolution des emplois dans l'entreprise » et, si c'est le cas, « quelle formation ils souhaitent suivre pour se mettre à niveau ». Malgré le faible nombre de retours, le dépouillement est jugé instructif car, explique la CGT, « l'ensemble des catégories socio-professionnelles de l'entreprise a été représenté ». Les résultats ont été donnés au début de cette année. Chacun étudie pour le moment le document de son édité sans en tirer spontanément les mêmes enseignements.

Un questionnaire individuel

« Les salariés », explique Thierry Fleury, « sont visiblement demandeurs de formation technique liée au poste de travail et non de stages de communication, comme la direction leur propose. Cela ne les intéresse pas. De même, ils souhaitent améliorer leurs connaissances en informatique et en langues étrangères. »

La direction reconnaît sans se faire prier que « l'étude lui a permis de réaliser certaines choses ». Par exemple, retient Jeanine Jumel, les salariés qui travaillent beaucoup en équipe dans un atelier ne connaissent pas bien leur entreprise, ne savent pas sur quoi travaillent leurs collègues. »

Globalement, aujourd'hui, 40 % des frais de formation sont consacrés au perfectionnement des salariés dans leur métier compte tenu

de l'importance des transferts de technologie. C'est la formule retenue par SAFT Poitiers pour 1993. Le plan de formation 1994 n'est toujours pas défini. La commission chargée de l'étude est parvenue à « nous évoquerons donc certainement les résultats de l'étude », reconnaît Jeanine Jumel. Nous travaillerons avec les syndicats pour déterminer quelles actions semblent prioritaires. » Un rendez-vous que la CGT attend en fait avec beaucoup d'intérêt, elle dont les efforts, pour le moment, sont restés sans retour. « C'est vrai, regrette un peu Thierry Fleury, que nous n'avons toujours pas de traduction concrète de l'étude. » L'opération qui est revenue en tout à 20 000 francs au comité d'entreprise, soit un sixième du budget, fait partie de ces rares expériences menées par la CGT au sein de ses comités d'entreprise.

La position du syndicat quant aux emplois indirects créés à l'initiative des CE, est en effet très mitigée. « On a beaucoup tendance aujourd'hui à culpabiliser les salariés qui ont un emploi par rapport à ceux qui n'en ont pas », remarque Maurice Lamoot, secrétaire confédéral en charge du CE. Mais cette solidarité est un débat piégé. Il s'agit de voir les changements des chefs d'entreprise qui parlent de partage du travail et commencent par vouloir diminuer les salaires de tous. Les initiatives des CE étiquetées CGT visent à conforter, essentiellement, l'emploi des salariés dans leur entreprise. A la confédération au peu, à la rigueur, élire deux ou trois expériences, dont celle de SAFT Poitiers, mais pas beaucoup d'autres.

Marie-Béatrice Baudet

Adapter les horaires

Les syndicats de Gardy négocient un aménagement permanent du temps de travail

SITUÉE en Saône-et-Loire, la Société française Gardy (SFG), filiale du groupe Merlin Gerin, pratique depuis maintenant une dizaine d'années une politique de négociation permanente sur l'aménagement du temps de travail. Dynamisée par les délégués syndicaux de l'entreprise (CFDT et CGT), cette démarche a permis, depuis le retournement de conjoncture amorcé fin 1992, de sauver les emplois sur les différents sites de la société.

En 1982, la direction de la SFG décide seule de mettre en place un système de deux équipes de production – des petits matériels électriques (interrupteurs différentiels, notamment). La formule propose aux salariés, essentiellement des femmes, de travailler sur un taux horaire hebdomadaire de 35,75 heures payées pour l'équivalent courant de 38,50 heures par semaine. Sept ans plus tard, l'expansion de la demande sur les marchés européens augmente fortement la charge de travail dans l'entreprise. « Il nous a donc fallu envisager avec la direction différents accords afin de surveiller la mise en place de nouvelles formules d'horaires de travail », précise Philippe Sicard, représentant syndical (CFDT) au comité d'entreprise (CE) de la SFG, et salarié de l'entreprise depuis 1983. A partir de 1989, direction et syndicats négocient plusieurs accords portant sur le travail de nuit, la mise en place d'une production le week-end et enfin, en 1992, l'introduction du travail à temps partiel.

La logique est toujours la même: permettre d'optimiser la production de l'entreprise en

fonction des périodes de « montées en charge », tout en laissant aux salariés la possibilité d'aménager leurs horaires en fonction de leurs propres désirs et de leurs contraintes personnelles ou familiales. « Nous avons cherché en permanence des compensations pour les salariés en matière de salaires et de temps de travail », souligne Philippe Sicard.

Le week-end et la nuit

En 1989, un premier accord est signé sur la mise en place du travail le week-end. La formule propose aux salariés volontaires de venir travailler le vendredi, samedi, dimanche, pour un total horaire de 114 heures par mois, payées sur un équivalent mensuel de 166,83 heures. An nombre de quinze en 1989, les salariés qui ont accepté ce dispositif sont aujourd'hui trente-deux sur un total de six cents employés, dont près de quatre cents sont affectés à la production. « Nous avons obtenu en compensation que chaque poste du week-end soit considéré par la direction comme un poste créé et soit suivi, en contrepartie, de l'embauche d'un nouveau salarié », explique Philippe Sicard. Résultat: trente-deux embauches ont été réalisées depuis quatre ans.

Second accord: le travail de nuit. Négocié également fin 89, le dispositif prévoit quatre nuits travaillées par semaine, soit un total hebdomadaire payé sur une équivalence de 38,30 heures hebdomadaires. Signé en 1989, l'accord a été annulé dans un pre-

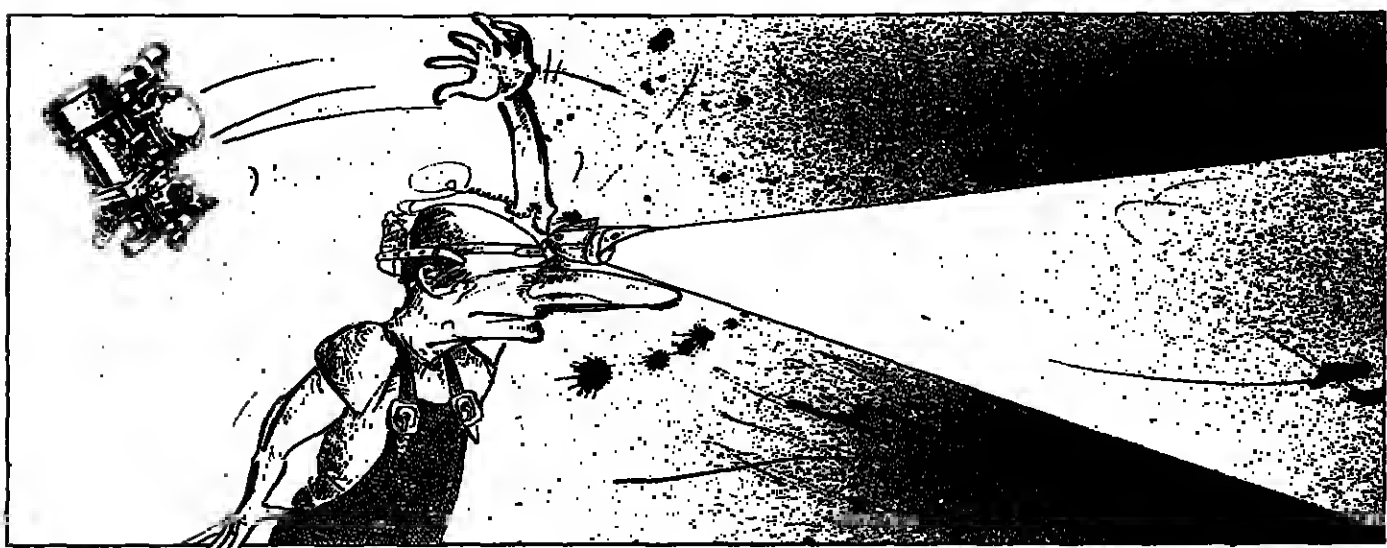
mier temps par les syndicats, pour être par la suite renégocié en 1992. « Nous voulions obtenir des avantages que ne prévoyait pas le premier accord », déclare Philippe Sicard. Notamment des jours payés pour des enfants malades ou hospitalisés. Exigences finalement satisfaites. Les syndicats ont, aussi, obtenu que la mise en place du travail de nuit soit réservée aux salariés de l'entreprise, tout en induisant un recours plus modéré aux heures supplémentaires de travail.

Enfin, fin 1992, sur la base des nouvelles propositions avancées par Martine Aubry, l'entreprise adapte une formule de temps partiel de travail. Les syndicats obtiennent alors que la réduction des charges sociales patronales – 50 % – prévue par le texte gouvernemental pour chaque poste de travail à temps partiel ouvert soit répartie entre l'employeur et le salarié. « En somme, l'employé qui accepte de travailler à mi-temps perçoit une valorisation de son nouveau salaire d'environ 10 % », précise Philippe Sicard. Aménagement des horaires, adaptation du temps de travail, adoption du temps partiel, toutes les formules ont donc été acceptées, contrôlées, négociées par le CE de la SFG. L'emploi a pu ainsi être sauvegardé, malgré la baisse d'activité enregistrée par l'entreprise en 1992. Seul un plan FNE (Fonds national pour l'emploi) a été négocié en 1990 pour le départ de trente-huit personnes en préretraite (plus de 56 ans). Quelques mois plus tard, trente-huit nouveaux salariés intégraient l'entreprise.

Olivier Piot

INITIATIVES

DOSSIER • Des comités d'entreprise agissent pour l'emploi



NICOLAS GUILBERT

Sauver son entreprise en péril

Chez Solex Evreux, la mutation réussie du carburateur à l'éclairage sera-t-elle sans lendemain ?

« **D**EPUIS des années, nous savions qu'à terme nous étions condamnés. En fait, depuis que les normes européennes ont eu pour conséquence de rendre notre produit obsolète, mais c'est en juin 1989 que les choses ont été visibles, que les décisions concernant la tenue exacte des normes ont été prises. Et depuis janvier dernier, les systèmes d'injection ont définitivement remplacé le carburateur. » Jean-Pierre Hellard est membre du comité d'entreprise, il raconte toute l'aventure. Filiale du groupe italien Magneti Marelli, dont Fiat est le principal actionnaire, Solex fabriquait des carburateurs de voiture sur trois sites, dont un à Evreux.

Les carburateurs ont été interdits en raison de la pollution. Deux usines se sont rapidement reconverties au système à injection qui les a remplacés. Le site d'Evreux, lui, avait employé jusqu'à 800 personnes aux heures fastes. En 1992, il en restait encore 400. En fait, Evreux n'a pas totalement arrêté la fabrication des carburateurs. Ceux-ci sont écoulés dans des pays non soumis aux normes : Afrique, Chine, Amérique latine, Inde. Mais cela ne fournit guère qu'un travail à mi-temps et pas forcément pour très longtemps.

Jusqu'à-là, les relations entre direction et partenaires sociaux n'étaient ni très bonnes ni très mauvaises, normales quoi ! Quand la fermeture de l'usine d'Evreux est devenue actuelle, le comité d'entreprise a demandé à la direction d'étudier les possibilités de formation au maximum de sala-

riés. Celle-ci a accepté sans discuter. Du coup, les mentalités dans l'entreprise ont évolué. Le personnel s'est préoccupé du service aux clients et de la qualité, un souci qui a eu une conséquence : l'usine a eu le meilleur résultat de tout le groupe Magneti Marelli, faisant 60 % de mieux que les filiales italiennes et anglaises. Un peu comme si elle jetait ses plus beaux feux avant de mourir, un véritable chant du cygne.

Produit de substitution

Mieux : le comité d'entreprise a demandé à la direction de ne pas fermer l'usine, mais de trouver un produit de substitution. La requête a été prise très au sérieux, et, après mûre réflexion, il a été envisagé de fabriquer de l'éclairage. C'est ensemble, avec une parfaite harmonie, que le comité d'entreprise et les patrons ont ébauché un plan qui permettait de sauver les 400 emplois, un succès mérité car c'est seulement 270 postes que l'éclairage nécessitait.

Chacun s'y est mis suivant ses compétences. Les cadres, ingénieurs et agents de maîtrise ont visité des usines d'éclairage afin d'étudier les modifications techniques que réclamait le nouveau produit. Le comité d'entreprise, lui, sous la houlette de Jean-Pierre Hellard, s'est investi dans le montage financier du projet ; il a étudié en particulier les aides qu'il était possible d'obtenir de la

part des pouvoirs publics pour transformer la production. Il a également pris en charge toute la gestion des effectifs. La direction se proposait de licencier en 1992 et de réembaucher ces salariés en 1993. « Nous, nous voulions avoir tout évité la rupture du contrat de travail : nous y sommes arrivés. »

La mise sur pied de la reconversion a duré dix-huit mois ; dix-huit mois pendant lesquels direction et salariés ont travaillé main dans la main, étroitement liés par le même souci : sauver l'emploi, sauver l'usine Solex d'Evreux. Une situation exemplaire, idyllique ? Patrons-ouvriers, tous unis dans le même combat ? « Les relations entre nous sont exemptes de tout formalisme. Confiance et simplicité sont la règle du jeu, explique Jean-Pierre Hellard. Sans doute la personnalité du directeur, un ancien dessinateur né dans la région et connu de tous, n'est-elle pas étrangère à la chaleur et à la loyauté des rapports. »

Chasseurs de têtes

Curieusement, cette collaboration n'a pas été du goût de tout le monde. Le préfet a suivi le mouvement et l'a encouragé. Mais aux yeux d'une partie de l'administration, le fait que les partenaires sociaux aient les mêmes positions, paraissait lueuse ; un peu comme une collusion contre nature. Les graphiques et les documents n'étaient-ils pas rédu-

its sur le papier à en-tête CFDT ? Le ministère de l'Industrie, lui, a très vite donné son accord pour transformer la production.

Malheureusement, au ministère du travail, les réticences ont été telles, les autorisations ont été tardées, que le drame est arrivé. Au moment où le dossier était enfin bouclé, en mars dernier, le coup d'arrêt est venu d'Italie. La situation du groupe Fiat est tellement mauvaise qu'aucun investissement supplémentaire n'est possible.

Il n'était plus question de continuer l'exploitation et la fermeture a été décidée. Devant ces années de travail gaspillées et après quelques heures de découragement, le comité d'entreprise a changé son fusil d'épaule. Il s'est mis à chercher un repreneur : tout, plutôt que de fermer l'usine. Ce furent de nombreuses visites à des chasseurs de têtes, à des patrons d'entreprise proches. Le succès a enfin l'air de couronner les efforts.

Un constructeur de mécanique semble sérieusement intéressé. Le comité d'entreprise a étudié ses bilans, négocié pied à pied la reprise de tous les salariés, évalué les murs de l'usine. Si tout se passe comme prévu, au mois de septembre une nouvelle fabrication sortira des nouvelles machines d'Evreux.

Jean-Pierre Hellard, tourneur de son métier, n'a plus exercé celui-ci depuis pas mal de temps. Mais sur le tas, il en a appris un autre : comment sauver son entreprise en péril.

Liliane Delwasse

CIGALE prêteuse

Des salariés consacrent une part de leur épargne à aider des chômeurs

MARDI, 17 h 30. La journée de travail est finie pour les trois cent cinquante salariés de la Caisse d'allocation familiale (CAF) de Lille. Et pourtant, un croise encore un peu de monde dans les couloirs des locaux de la rue Brûle-Maison : c'est l'équipe d'Efficaf qui se hâte vers la salle où elle va se réunir une dernière fois avant les vacances. Efficaf est une CIGALE - Club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne, - c'est-à-dire une petite structure de capital-risque dont l'orientation, bien particulière, est décrite dans une « charte » : « Développer un autre mode de gestion de l'épargne, une gestion collective où chacun est à la fois responsable et solidaire » ; « Donner la priorité à des entreprises dont les buts... sont sociaux, culturels, éducatifs, c'est-à-dire respectueux de la place de l'homme dans son environnement. » Tout cela devant, bien entendu, aller de pair avec le « souci d'efficacité économique et de réussite financière ».

Le Nord-Pas-de-Calais compte une bonne vingtaine de deux cents CIGALE en activité. Dans cette région de fort chômage, leur objectif prioritaire est de mobiliser l'épargne en faveur des sans-emploi les plus défavorisés. Efficaf est la première structure née de l'initiative d'un comité d'entreprise (CE). C'était en 1988, se rappelle Jean-Luc Lefebvre, secrétaire du CE à l'époque. Tous les syndicaux, en l'occurrence la CFDT, la CGT et FO, ainsi que la direction y étaient favorables. « Pour nous, précise Christiane Bouchart, déléguée syndicale CFDT et l'une des animatrices de la démarche, il s'agit d'un acte de solidarité de ceux qui ont un travail envers ceux qui en sont privés. »

Un nouveau militantisme

Le Club d'investissement compte quinze membres dont quatre retraités et un « étranger » - Henri Cuvelier, chef d'entreprise lillois à la retraite - venu rejoindre le personnel de la CAF faute d'autre CIGALE dans son environnement : « Ses compétences nous ont été bien utiles, à nous qui étions travailleurs sociaux ou agents administratifs, souligne Christiane Bouchart. La diversité des participants est l'une

de nos richesses ; et elle est grande dans notre région où l'on trouve même des CIGALE créées par le Rotary et le Lions Club. » Autre « richesse » d'Efficaf : la majorité de ses membres est sans appartenance syndicale. Le club a donc suscité un nouveau type de militantisme.

Depuis sa création, Efficaf a soutenu trois entreprises. L'une qui fabriquait du mobilier pour enfants s'est effondrée après une période de réussite brillante : « Nous avons perdu quinze mille francs, analyse une cigallière, mais nous avons beaucoup appris. Désormais, notre contrôle des comptes est beaucoup plus rigoureux. » Autre consolation : « Pendant un an et demi, quinze personnes ont échappé au chômage et ce n'est pas rien ! » Depuis 1991, le club soutient « La Gazelle d'or », création de femmes marocaines qui cherchent à vendre aux Maghrébines les bijoux et vêtements correspondant à leurs traditions. Il participe également au capital d'un magasin d'alimentation et s'apprête à en faire autant pour un grand projet en cours d'élaboration : la création d'une entreprise d'insertion dans le domaine de la restauration : « Restaur-Fives ».

« Notre apport n'est pas seulement financier : c'est un accompagnement du créateur d'entreprise tout au long de son parcours du combattant. » C'est aussi son intégration dans un maillage de solidarités : réseau relationnel de chacun des « cigalliers » et réseau d'organismes œuvrant dans la même direction. Cet « esprit de réseau » est d'ailleurs au cœur de la démarche d'Efficaf qui participe au développement régional et national des CIGALE à nous des solidarités dans d'autres pays d'Europe et s'efforce de promouvoir une « extension » de sa démarche à l'ensemble des comités d'entreprise. Pour Christiane Bouchart, il faudrait aller au-delà du volontariat des salariés : « Les CE ont des fonds de trésorerie assez importants : ne pourraient-ils investir les intérêts qu'ils dégagent dans des initiatives créatrices d'emplois ? Dans le cadre de la confédération CFDT nous réfléchissons à des formules qui permettraient d'en faire autant avec une fraction des fonds consacrés à l'intéressement ; il existe d'ailleurs déjà des initiatives dans ce sens, chez Nestlé par exemple. »

Marie-Claude Betheder

Modernisation négociée

Des propositions concrètes ont conduit à des créations de postes chez Colgate-Palmolive

LORSQUE le comité d'établissement de Colgate-Palmolive à Compiègne s'est lancé dans les négociations sur l'aménagement du temps de travail il y a quelques années, il ne se doutait pas qu'à terme plusieurs centaines d'emplois seraient ainsi sauvegardés. Il s'en rendra compte quelques années plus tard lorsque l'usine de Liège en Belgique, sa rivale européenne en production de liquides (liquides vaisselle, produits d'entretien...), ferma à l'automne 1991.

Mais revenons au début de l'histoire : en 1986-1987, les Américains, patrons de la multinationale, décident de moderniser l'usine de Compiègne. Ils investissent quelque 130 millions de francs dans la mise en place d'un magasin automatique. L'opération aurait pu se solder par le licenciement de quatre-vingts à quatre-vingt-dix caristes, mais ni le CE, ni la direction française ne l'entendent de cette oreille. Des négociations sur l'aménagement du temps de travail visant à rentabiliser les installations s'engagent alors entre la direction et les syndicats. Elle aboutiront à la conclusion de trois accords entre juin 1988 et juin 1989 : un sur le rétablissement du travail de nuit, qui avait été supprimé une dizaine d'années auparavant,

et deux sur l'introduction du travail le week-end. Une remise en cause des acquis sociaux ? « En ce qui concerne le travail de nuit, on ne s'est pas contenté de reprendre le système des *bed in* qui existait autrefois. On l'a rétabli dans des conditions avantageuses pour les salariés », nuance Jean-Claude Rech, secrétaire CFDT du comité d'établissement et du comité central d'entreprise de Colgate-Palmolive.

Le travail du week-end

Tous les salariés sont volontaires et ne travaillent que la nuit - de 20 heures à 3 h 15 - afin d'établir un rythme biologique tenable. A partir de 22 heures, ils touchent 30 % de plus. Le contrat est renouvelé tous les trois ans par tacite reconduction. A échéance du contrat, les salariés ont la possibilité, s'ils le désirent, de regagner les équipes de jour qui travaillent en 2x8. Jusqu'à présent il n'y a guère eu de défection. Une petite centaine de personnes (sur neuf cent quarante) travaillent la nuit dans l'atelier « produits liquides » qu'on appelle ici le focus liquide : la fabrication, au conditionnement,

au magasinage ou à l'expédition. Les accords sur le travail du week-end touchent, quant à eux, deux ateliers : la fabrication de flacons et le focus liquide. Ils sont également basés sur le volontariat. Les salariés travaillent uniquement le samedi et le dimanche de 5 h 30 à 17 h 30 ou de 17 h 30 à 5 h 30 pour un salaire équivalent à celui d'un autre salarié de l'entreprise.

Bilan de l'opération : les négociations ont permis non seulement d'éviter les licenciements mais aussi de créer quarante emplois nouveaux. Parallèlement, un gros effort de formation a été fait pour reconvenir les salariés menacés. Il aura fallu deux ans à deux ans et demi à l'usine de Compiègne pour prendre ce nouveau virage. Un virage que Jean-Pierre Soisson, alors ministre du travail, considéra comme exemplaire au point d'inviter syndicats et direction de l'entreprise à expliquer dans les colloques les bienfaits de la « modernisation négociée ». Et ce n'est pas terminé. Quelques années plus tard, les salariés s'apercevront que le fait d'avoir accepté cette modernisation négociée les aura protégés d'un mal plus grave encore : la fermeture de l'atelier liquides. Au moment des négociations, les Américains, qui avaient com-

mencé à recentrer leurs activités sur leur métier de base, avaient parallèlement décidé d'optimiser leur production un peu partout dans le monde. Dans ce cadre, ils avaient prévu de mettre en place des « euro-usines » - installations d'approvisionnement de l'ensemble du marché européen - et de fermer les autres. Or, à la suite de la réorganisation, l'usine de Compiègne était devenue la plus productive : il lui faut trois jours maximum pour répondre à une commande.

Du coup, élevé au rang de « Centre européen de compétence » dans les produits liquides et les poudres, elle garantit sa pérennité tandis que Liège, moins compétitive, disparaît dans la restructuration du groupe. « Jamais il n'y a eu de concurrence déloyale entre les deux usines », affirme cependant Jean-Claude Rech qui soutiendrait mal que l'on compare ce qui s'est passé chez Colgate-Palmolive avec l'affaire Honver et le dumping social de l'usine écossaise. « Au contraire, indique-t-il, quand on a su par les *oudis*, que nous avons fait réaliser, qu'il y avait un danger pour eux, on les a prévenus par l'intermédiaire de la Confédération européenne des syndicats, mais ils ne nous ont pas crus, et dans toute l'Europe,

on a été les seuls à faire grève pour les soutenir. »

Dans d'autres domaines, le CE a également joué un rôle actif. Ainsi, sous son impulsion, un atelier intégré pour les handicapés d'un CAT a été créé en 1987. Plus tard, le CE a proposé qu'un remplace les classiques CDD par des contrats de qualification. En février 1991, une cinquantaine de jeunes de moins de vingt-six ans ont été embauchés dans le cadre de contrats de deux ans pour préparer en alternance un certificat de formation professionnelle (CFP) et de conducteur d'installation de machines automatisées (CIMA). La plupart ont réussi à décrocher leur CFP. Dans la foulée, une douzaine de lauréats, ayant par ailleurs satisfait à des tests d'aptitude, ont été retenus pour démarrer une autre formation en alternance, de niveau 4 cette fois, de technicien de maintenance des systèmes mécaniques automatisés (TMSA), tandis qu'une nouvelle fournée de contrats CIMA a également été mise en route. « Au moins, conclut Jean-Claude Rech, quand ils se retrouveront dans la nature, ils auront quand même un petit plus. De quoi se négocier sur le marché. »

Catherine Leroy

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaux, gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Manuel Luchetti
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(néphew du directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Thomas Feraud
Philippe Hureau
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bourvillier (1944-1988)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Lemaire (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40 45 25 26
Télécopieur : 40 45 25 99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOURVILLIER
94892 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40 45 25 25
Télécopieur : 40 45 30 10

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

INITIATIVES
EXPÉRIENCES

GESTION

Chasse au mauvais payeur

La meilleure arme contre les impayés
est la prévention

LES impayés sont la plaie des entreprises. Voici, par exemple, ce que raconte le PDG d'une affaire de sous-traitance plastique régulièrement payée avec quinze jours à un mois de retard : « Il y a quelque temps, ma banque m'a suggéré d'agir comme mes clients avec mes propres fournisseurs pour ne plus être dans l'embarras financier. »

Ce patron n'est malheureusement pas le seul à se débattre dans le casse-tête des paiements tardifs. Selon Dun et Bradstreet International, un important cabinet de gestion commerciale, 36 % des entreprises sont payées avec retard, voire pas du tout payées. Les conséquences économiques des délais imprévus sont dramatiques pour les créanciers malmenés. Aux inévitables difficultés de trésorerie s'ajoutent les sombres perspectives d'un dépôt de bilan : 25 % d'entre elles y sont d'ailleurs contraintes à cause de clients non solvables.

Depuis la crise, les impayés créent même une vraie psychose. Les faillites se multiplient. Or, avec la loi Badier sur les dépôts de bilan, les créanciers ne récupèrent pas grand-chose. D'autre part, les entreprises, qui réduisent leurs marges bénéficiaires et cherchent des gains de productivité, ne veulent plus jouer les bailleurs de fonds des retardataires.

« La chasse au mauvais payeur est aujourd'hui ouverte », souligne, non sans une pointe d'humour, Dominique Wetzel, directrice financière d'Interforum, un important distributeur d'ouvrages (Robert Laffont, Calmann-Lévy, Albin Michel, le Robert, etc.) auprès des libraires et des grandes surfaces. « L'enjeu, dit-elle, est de garder les meilleures relations commerciales possibles, en préservant la santé de l'entreprise et sans prendre de risques inconsidérés. »

Stratégie de riposte

L'alchimie n'est jamais évidente à réussir car elle doit savamment doser psychologie et outils techniques. D'abord, toute stratégie de riposte doit impérativement tenir compte des différents profils de mauvais payeurs (voir encadré). Peut-on, en effet, traiter de la même façon le négociant occasionnel, le « rabatteur » professionnel et l'insolvable ?

Mais, dans tous les cas de figure, les entreprises ont à leur disposition une panoplie d'outils (courrier, téléphone, visite) qui leur permet de moduler leur



action. Le processus se déroule toujours plus ou moins de la même façon. Cela commence généralement par un coup de téléphone aimable du service comptable. En cas de fin de non-recevoir, le commercial en charge du client entre en piste téléphonique. Sans résultat, la pression monte. Le débiteur est alors bombardé de coups de fil et de lettres destinés à faire craquer sa résistance. On vient même dans ses murs pour le rappeler à ses obligations. En cas de silence persistant, le ton se fait menaçant. La lettre recommandée tombe comme un couperet. Et dernier ressort, on cotame les procédures judiciaires. L'important, disent les professionnels, est de ne jamais relâcher la pression, pour ne pas donner d'oxygène au mauvais payeur. Et la peur du gendarme paye dans de nombreux cas. Cependant, les procédures judiciaires ne sont pas si fréquentes. Elles ne rebutent plus d'un. Et personne n'est vraiment gagnant. Mieux vaut discuter.

Mais le moratoire est long et éreintant. « Il faut carrément vendre l'idée à ses clients de se faire payer », souligne Sophie de Menthon, PDG de Multilignes Conseil, distingué par quatre grands profils (1). Avec « l'occasionnel », qui, de temps à autre, ne paye pas à l'heure à cause de la conjoncture, d'une négligence interne ou d'un simple oubli, une relance téléphonique courtoise, un ou deux jours après l'échéance, suffit pour détecter le créditabilité de ses arguments et trouver la parade. Par contre, le « traître-parte », négligent chronique, payant toujours en retard et ne réagissant jamais avant l'appel du client doit être relancé systématiquement vingt-quatre heures après l'échéance.

Quant au vrai « mauvais payeur », celui qui ne paie jamais dans les temps pour se faire de la trésorerie, il faut le surveiller avec la plus grande attention avant même la date butoir et ne pas hésiter à l'intimider en invoquant

certaines entreprises décident, parfois au bout de plusieurs mois, ou plus, de faire appel aux services des sociétés de recouvrement, véritables professionnels de la gestion des impayés. Mais, leur tâche n'est pas si simple. « La créance, c'est le contour du vin, plus elle vieillit, plus c'est mauvais », précise Michel Regard, directeur général de la Sprac, filiale du groupe Alcatel-Alsthom, qui voudrait bien que sa profession cesse de jouer les pompiers de service. Leur action semble en tout cas payante puisqu'ils feraient rentrer au bercail 70 % des fonds en circulation. Et pour eux, il n'y a de petit profit. La Sprac, par exemple, est spécialisée dans les petites et moyennes créances, en moyenne 10 000 F.

Pourtant, les sociétés de recouvrement sont souvent comparées à des fossoyeurs. Evidemment, une image qu'elles contestent. « Nous sommes des entreprises d'intérêt public, car nous récupérons des centaines de millions de francs », plaide, par exemple, Roger Dansin, risk-manager de Dun et Bradstreet. Mais, au-delà du débat, la meilleure façon de lutter contre les mauvais payeurs est sans aucun doute la prévention. « Les entreprises doivent déployer toute leur créativité pour être mieux payées et surtout ne pas se réveiller à l'échéance », souligne Roger Dansin. Or il suffit parfois de trucs très simples : refuser de travailler avec les mauvais payeurs inconditionnels, exiger d'être payé au comptant, demander des acomptes, ne pas faire l'impasse sur le bon de commande... En somme, travailler avec des filets de sécurité. Ce qui exige d'avoir évalué le risque-client très en amont et donc de s'être bien informé. Tout bannement.

Catherine Lévi

ORGANISATION

Un Américain à Paris

Vulgariser les théories d'Elliott Jaques
qui ont séduit le Pentagone

DEPUIS treize ans, Alain Forgeot est fondateur et principal associé du cabinet de conseil auprès des dirigeants d'entreprise Forgeot Weeks. De son passage à l'Ecole supérieure de commerce de Paris, dans les années 60, il a gardé deux souvenirs notables : il était président du bureau des élèves et, en deux ans, n'a assisté qu'à une douzaine d'heures de cours tant il les trouvait peu formatifs.

En fait, c'est à Harvard qu'il considère avoir reçu sa véritable formation. C'est là qu'il a découvert les écrits d'Elliott Jaques, professeur de la célèbre université. Mais ce n'est que lors d'un séminaire de dix jours à Boston, voilà trois ans, qu'Alain Forgeot a décidé de faire connaître aux Français la pensée de ce chercheur, connu que de quelques initiés anglophones, ses écrits n'ayant jamais été traduits en français.

Elliott Jaques, Canadien de Toronto, a près de quatre-vingts ans. C'était l'un des deux plus brillants élèves de la célèbre psychanalyste allemande Melanie Klein. Il a gardé toute sa vie une activité de psychanalyste, parallèlement à son travail de chercheur et d'enseignant en théorie des organisations.

Pendant une dizaine d'années, jusqu'en 1953, il a collaboré au célèbre institut de recherche londonien Tavistock. A partir de cette date, il s'est fixé aux Etats-Unis, partageant son temps entre Harvard, l'université de Washington et les entreprises pour le compte desquelles il est à la fois conseiller et chercheur.

Elliott Jaques va à contre-courant de toutes les idées reçues : pour lui, la notion même de retraite est une hérésie. Il se dit convaincu d'une inégalité fondamentale à la naissance pour ce qui est des capacités intellectuelles. Celles-ci évoluent suivant l'âge sur une courbe croissante qui augmente d'autant plus que l'intelligence et les aptitudes à l'abstraction et à l'anticipation sont plus grandes au départ. Autrement dit, mettre un brillant chef d'entreprise à la retraite à soixante-cinq ans est une aberration, alors qu'il n'a pas encore donné le meilleur de lui-même.

Il conteste aussi, violemment, le système d'évaluation actuellement en cours, tels que tests de QI et diplômes universitaires. Elliott

Jaques a mis au point une formule qui, affirme-t-il, permet en cinq minutes de juger des capacités de n'importe quel intermédiaire. Il suffit de le faire parler d'un sujet qui lui tient à cœur, en appliquant à son discours une grille d'écoute qui permet de déchiffrer son fonctionnement logique. Il a mis en évidence quatre raisonnements de base : le discours déclaratif, le plus simple ; le discours cumulatif, le discours en série et le discours en parallèle. Plus les propos s'éloignent de la base et atteignent le dernier niveau, plus les raisonnements complexes sont maîtrisés.

Modèle familial classique

Naturellement, les seules aptitudes intellectuelles ne suffisent pas à la gestion d'une organisation. Sinon il serait impossible, selon lui, de faire coexister de façon harmonieuse des intelligences aussi diverses. Le chercheur n'oublie pas l'importance des savoir-faire acquis, des relations interpersonnelles et des systèmes de valeurs de chacun.

Sa réflexion s'est également orientée dans une autre direction : il considère que les entreprises fonctionnent encore souvent suivant un modèle familial classique, avec un chef autocrate tout-puissant (on parle-t-on pas d'entreprises paternalistes ?). Ce modèle traditionnel de référence n'est guère épanouissant pour les individus. Il souhaite que les entreprises soient organisées de façon à permettre au plus grand nombre de développer leur potentiel.

Pour cela il faut que chacun puisse s'exprimer en fonction de ses aptitudes et que les tâches confiées soient compatibles avec celles-ci. Elliott Jaques trouve le rendement actuel des sociétés insuffisamment performant, d'une part, et source de frustrations et d'insatisfaction pour les salariés, d'autre part.

Il lui paraît indispensable que les capacités de chacun soient adaptées au travail qu'il a à fournir et que les systèmes d'évaluation soient équitables : qu'il y ait

par conséquent possibilité d'appel et d'arbitrage et que le mode de rémunération soit proportionnel à la complexité des tâches exigées.

Un certain nombre d'entreprises américaines ont revu leur organisation en fonction des théories d'Elliott Jaques : celles qui avaient des difficultés dans la gestion de leurs ressources humaines s'en félicitent. Alertées par ses travaux, l'administration de l'Etat a appliqué ces idées dans ses propres organisations. En particulier le Pentagone. Persuadé que l'incurie de l'état-major était en partie responsable de l'échec de la guerre du Vietnam, le Pentagone a demandé à Elliott Jaques de l'aider à réorganiser l'armée. C'est grâce à sa collaboration que le général Schwarzkopf a été choisi comme responsable du commandement de la guerre du Golfe. Pour le savant, en effet, le charisme n'est pas un charme mystérieux et indéfinissable qui tiendrait de la magie, c'est tout simplement une plus grande intelligence et une plus grande aptitude à l'anticipation.

Les esprits les plus frustes ne se projettent pas plus loin qu'à un jour de distance. La moyenne des gens est capable d'anticiper de trois mois à un an ; les intelligences supérieures prévoient à l'échelle de vingt ans. Il cite volontiers en exemple les présidents des grands groupes japonais, qui ont pour beaucoup plus de stratégies qu'ils ne préparent des stratégies qui ne durent que cinquante ans.

Cette conception du management établit une corrélation étroite entre les résultats des sociétés et le développement personnel de leurs dirigeants. Elliott Jaques viendra l'exposer à Paris le 1er juillet devant des hommes d'affaires européens, lors d'une journée de conférence-débat organisée par le cabinet Forgeot Weeks et le magazine international *Harvard Tribune*.

Le thème : maîtriser les complexités du management aujourd'hui. D'ores et déjà, certaines firmes se montrent intéressées par un grand nettoyage de fond et comble suivant les théories d'Elliott Jaques.

Liliane Delwasse

Quatre profils

A quel type de mauvais payeur e-t-on affaire ? C'est la première question à se poser pour agir efficacement à la reconquête de son argent. Dans un petit guide pratique, Sophie de Menthon, PDG de Multilignes Conseil, distingue quatre grands profils (1).

Avec « l'occasionnel », qui, de temps à autre, ne paye pas à l'heure à cause de la conjoncture, d'une négligence interne ou d'un simple oubli, une relance téléphonique courtoise, un ou deux jours après l'échéance, suffit pour détecter le créditabilité de ses arguments et trouver la parade. Par contre, le « traître-parte », négligent chronique, payant toujours en retard et ne réagissant jamais avant l'appel du client doit être relancé systématiquement vingt-quatre heures après l'échéance.

Quant au vrai « mauvais payeur », celui qui ne paie jamais dans les temps pour se faire de la trésorerie, il faut le surveiller avec la plus grande attention avant même la date butoir et ne pas hésiter à l'intimider en invoquant

les complications (procédures judiciaires plus onéreuses, etc.). Vis-à-vis de « l'insolvable », il n'y a pas d'autres issues que d'entamer une procédure, en espérant qu'un règlement judiciaire ne soit pas déjà en cours.

En général, les entreprises font aussi le distinguo bon client - nouveau client. Elles ménagent davantage le susceptible du fidèle qui a toujours montré partie blanche que celle de l'entrant qui, dès le premier fois, a failli à ses obligations.

« Pourtant, met en garde Roger Dansin de Dun et Bradstreet, 80 % des impayés viennent des clients existants. » Car, si on prend généralement des renseignements sur les nouveaux clients, la vigilance s'estompe dès que les liens durables s'instituent.

C. L.

(1) Le Téléphone dans les recouvrements des créances, de Sophie de Menthon, Les Editions d'Organisation, 1992, 23 p., 38 F.

Le Monde
EN ENTREPRISE
tarifs et services
spéciauxService entreprises :
Tél : 49 80 32 88
Fax : 46 71 60 043ÈMES CYCLES
PROFESSIONNALISEZ
VOTRE FORMATIONMANAGEMENT DE LA DISTRIBUTION
DIRECTEUR PÉDAGOGIQUE LÉON SALTU PDG DE FRANCE PRINTEMPS

GESTION ET FINANCE D'ENTREPRISE

MANAGEMENT COMMERCIAL
ET MARKETING DIRECT

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

ADMISSION

- titulaires d'un diplôme BAC+1 ou équivalent (médecins, pharmaciens...)
- professionnels justifiant d'un minimum 5 ans d'expérience



L'EDC PARIS-LA DÉFENSE

70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 92400 COURBEVOIE

MÉTRO : ESPLANADE DE LA DÉFENSE

TÉL : (1) 47 73 63 41

Un Objectif :
Devenir Conseil

Depuis 1987, une réponse aux besoins des professionnels des métiers du conseil

le 3ème CYCLE
"INGENIERIE ET CONSEIL"

d'études spécialisées à finalité professionnelle

(homologué niveau I)

Une formation de terrain :

- des missions en entreprises et secteur public, un stage en société de conseil
- des interventions de consultants et d'universitaires.

Une formation sur mesure : à Temps Plein sur 7-10 mois, à Temps Partiel sur 22

mois ou en Formation Ouverte.

Sélection : cadres, dirigeants et jeunes diplômés, sur dossier (Bac+4/5 et/ou expérience

professionnelle) et entretien de validation du projet conseil (juillet - sept. - déc. 93)

Statut : étudiant / formation professionnelle, ouvert aux demandeurs d'emploi, CIF, PAF.

Reinscriptions : octobre et janvier ou toute l'année en Formation Ouverte.

Renseignements : Tél. Catherine TESSON (01) 41 47 67 74 ou écrire à (tel 01 47 67 74) à IDCE

106 rue de Frémur - BP 624 49000 ANGERS Cedex 01.

A PARTIR DU 20/07, nouvelles coordonnées

Tél. (01) 41 66 13 33 Fax (01) 41 66 13 44

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

TRIBUNE

La clause sociale et l'OIT

par Francis Blanchard

ALERTÉE quotidiennement par les médias sur la crise économique, l'opinion publique découvre avec une appréhension croissante les effets de plus en plus marqués sur notre territoire de la mondialisation de l'économie. Les exemples se multiplient, dont la presse et la télévision se font l'écho, de délocalisations d'industries à la recherche du plus grand profit dans le monde, et en particulier dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Des chiffres sont avancés et les comparaisons faites, quelquefois un peu hâtivement, entre les salaires payés dans les pays occidentaux, et singulièrement en France, et ceux dont bénéficient - si l'on ose dire - des ouvriers et des ouvrières dans des usines travaillant pour répondre non seulement aux besoins locaux mais à ceux de nos compatriotes. Dans des domaines considérés pendant longtemps à l'abri d'une concurrence même sauvage, tant notre maîtrise technologique et financière était incontestable, des unités de production se créent surtout à l'initiative de multinationales, françaises comprises, que nos usines et nos services ne peuvent concurrencer. Le textile et l'électronique en sont un bon exemple. Devant cette situation des voix s'élèvent, les plus inquiètes pour réclamer des mesures protectionnistes propres à décourager, voire interdire, l'accès de notre marché, les autres, attachées à la liberté des échanges, pour réclamer l'insertion d'une clause sociale dans l'accord du GATT en discussion au sein de clauses sociales de même nature dans les accords commerciaux et les accords de produits en négociation.

Le problème de la clause sociale était déjà au centre du débat lorsque a été créée en 1919 l'Organisation internationale du travail (OIT). Sa constitution, qui figurait dans le chapitre XIII du traité de Versailles, complétée par la déclaration de Philadelphie élaborée par les alliés en 1944 dans la perspective de l'après-guerre, faisait explicitement référence à l'obligation pour les membres de la communauté internationale d'observer dans leurs relations réciproques une concurrence loyale fondée sur un certain nombre de normes dans le domaine social.

D'accord sur des objectifs de justice sociale et de concurrence loyale dans les échanges, les pays fondateurs de l'organisation ont élaboré entre les

deux guerres un corpus de quelque cent soixante-quinze conventions internationales du travail qui portent fortement la marque de leurs rédacteurs européens. L'Europe s'est montrée, de manière générale, disposée à ratifier ces conventions, l'Espagne et la France décevant en matière de ratifications le ruban bleu avec près de cent vingt pour la première et plus de cent pour la seconde. Composée de cinquante Etats souverains en 1945, l'OIT en compte plus de cent soixante-dix aujourd'hui. La nouvelle génération d'Etats membres a montré un grand zèle pour participer au travail législatif mené par la Conférence internationale du travail qui rassemble chaque année en juin près de mille délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs représentant les Etats membres de l'OIT.

C'est un lieu commun d'observer que les lois ne valent que par leur application. Cette exigence n'a cessé de se poser à l'OIT, qui s'est dotée, au cours des sept décennies de son existence, de moyens juridiques pour contrôler l'application des conventions internationales ratifiées ou pour apprécier les motifs qui font obstacle à leur ratification. Il n'est pas douteux que l'OIT exerce un magistère moral sur les gouvernements, les employeurs et les travailleurs qui font d'elle une organisation intergouvernementale atypique à raison de cette structure tripartite unique dans le système des Nations unies.

L'OIT a-t-elle pour autant réussi à infléchir, de manière décisive, la loi et la pratique dans tous les pays dans des conditions conformes à la lettre et à l'esprit de la législation internationale du travail élaborée par ses soins? Si un grand nombre de pays jouent le jeu, il faut admettre que pour certains, et sans doute trop d'entre eux, l'OIT sert de bonne conscience. Dans trop de pays, il y a loin des textes, c'est-à-dire de la loi qui protège, à la pratique subie par des masses considérables de travailleurs dont les conditions de vie et de travail demeurent misérables.

Le rapport récent de l'OIT sur le travail dans le monde a mis crûment en lumière, une fois de plus, le scandale que représentent le travail des enfants et la survivance, à une échelle considérable, de formes larvées d'esclavage et plus généralement d'exploitation des travailleurs. Ces pratiques

heurtent la conscience pour des raisons morales. Ce qui est nouveau, c'est que l'on découvre les effets pervers de ces pratiques sur notre économie et notre tissu social. Longtemps associée, sans que l'on y ait cru, la guerre économique est là. Elle nous atteint dans nos revenus et nos emplois. Elle invite à trouver des ripostes. L'une d'entre elles consisterait à insérer dans les accords commerciaux, à commencer par celui du GATT, des dispositions dont l'objectif serait de subordonner toute concession ou préférence commerciale au respect de certaines normes, en particulier les normes internationales du travail élaborées par l'OIT. Tel serait l'objet de la clause sociale fondée sur l'idée d'un partage des droits et des charges.

Que faut-il en penser? Il faut noter, en premier lieu, qu'au sein même des organes de l'OIT - sa conférence générale et son conseil d'administration, véritable organe directeur - les tentatives dans le passé pour ouvrir un débat sur la clause sociale ont échoué devant la tiédeur des gouvernements, l'hostilité déclarée des représentants des employeurs et la solidarité exprimée, mais de manière ambiguë, des organisations syndicales. Même échec au GATT. Les pays d'Asie, mais aussi ceux d'Amérique latine, ont été les plus réticents à s'engager dans un débat dont l'objet avoué serait de créer un lien entre commerce et droits de l'homme. Lors de la conférence qui vient de s'achever à Bangkok entre pays d'Asie pour préparer la Conférence mondiale sur les droits de l'homme (Vienna, 14-25 juin 1993), les quarante-neuf gouvernements ont dénoncé «toute tentative d'utiliser les droits de l'homme comme une condition de aide au développement». Est-ce à dire qu'il faut renoncer? Je ne le pense pas. Il faut au contraire relancer ce débat. Les quelque trente-cinq pays du tiers-monde qui, selon le directeur général du FMI, bénéficient d'un taux de croissance dépassant les 6 % peuvent difficilement se dérober à la recherche de solutions nouvelles pas à contraindre les pays en développement à se hisser à nos niveaux de protection sociale, mais à mettre un terme à celles des pratiques qui relèvent d'une exploitation inhumaine ou intolérable des travailleurs. En bref, il s'agit de sensibiliser les membres de la communauté internationale à l'idée d'un socle de droits pour les travailleurs. Pour le fixer, il faudrait d'abord iden-

tifier dans l'arsenal des conventions internationales les dispositions qui concernent les catégories les plus vulnérables de la population ouvrière. Certaines touchent au travail des enfants, d'autres à l'égalité de chances et de traitement, d'autres enfin à la liberté d'association, sans laquelle il n'y a pas d'organisation professionnelle de travailleurs et de patrons et, par conséquent, pas de possibilité de négociation collective au niveau de l'entreprise ou de la branche professionnelle, en particulier en matière de détermination des échelles de salaires (et non pas de leur expression monétaire). Une deuxième mesure consisterait à mettre au point, en consultation avec le GATT, des moyens de contrôle accrus.

Quelque soit ce que mette l'OIT à examiner les rapports que les gouvernements ont l'obligation de lui soumettre sur l'application des conventions, ce contrôle est formel. Il relève de la grande partie d'une pratique écrite, prolongée au moment de la Conférence par des auditions auxquelles les gouvernements se soumettent avec plus ou moins de bonne grâce. Il conviendrait d'aller plus loin et de mettre sur pied les moyens d'investigation sur place. Il faudrait amener les milieux patronaux, et en particulier les multinationales, non seulement à respecter le code de conduite élaboré par l'OIT, mais à se prêter à des enquêtes sur les conditions de vie et de travail des hommes et des femmes employés dans leurs usines délocalisées.

Dans un tel domaine, rien ne vaut l'exemple. Les grands pays industrialisés, prompts à faire la morale, devraient montrer plus d'empressement à observer la loi internationale. Les Etats-Unis n'ont ratifié que huit conventions internationales du travail sur les quelque cent soixante-quinze adoptées par l'OIT. Le Japon, pour sa part, pourrait s'efforcer de rapprocher sa loi et sa pratique de celles de ses partenaires occidentaux. L'Europe communautaire devrait, de son côté, montrer plus de volonté commune de donner une dimension sociale à la construction européenne. Le refus de la Grande-Bretagne à cet égard est fâcheux. Il est aussi du point de vue de la position de l'Europe vis-à-vis du reste du monde.

► Francis Blanchard est ancien directeur du Bureau international du travail.

STAGES

Pour consulter l'une de ces offres de stages et plus de 5000 autres (bac à bac + 6), tenez directement 3615 LE MONDE. Pour en bénéficier et poser votre candidature, contactez STAG'ETUD, le service des stages de la MINEF au : (1) 45-48-16-20. Les entreprises souhaitent passer une annonce sont priées de contacter la même numéro.

GESTION AUDIT

o Secteur : distribution. Lieu : Villeneuve-d'Ascq. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, école supérieure de gestion, comptabilité, informatique, connaissance de l'anglais, première expérience en sein d'un cabinet d'audit si possible, avec convention de stage. Mission : réaliser des audits internes. Définir, mesurer et mettre en œuvre les règles prises par chaque établissement dans son exploitation. Formation au vue de devenir responsable du contrôle interne. 05253.

COMMUNICATION

o Secteur : aide à la création d'entreprises. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois minimum. Ind. : 1 600 F + transport. Formation : bac + 4/5, Communication, utilisation du Macintosh, de Word 5, d'Excel, de la PAD (facultatif), avec convention de stage. Mission : dans le cadre d'actions de communication : rédiger des lettres d'information, réaliser diverses études, développer les relations avec les journalistes. 05260.

o Secteur : aide à la création d'entreprises. Lieu : Paris. Date : 1^{er} juillet. Durée : 2 mois. Ind. : 1 800 F/mois. Formation : bac + 3/4. Documentation et/ou droit, sciences économiques, AES, connaissance de l'entreprise et de son environnement, avec convention de stage. Mission : participer à l'élaboration de produits documentaires, à la réorganisation du fonds documentaire «Europe», et à la mise à jour de dossiers documentaires. 05261.

DROIT-ASSURANCE

o Secteur : distribution. Lieu : Villeneuve-d'Ascq (59). Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Formation : bac + 3.

Formation juridique ou en assurance, avoir entre vingt-cinq et trente ans. Mission : assister le risk manager en prenant en charge la gestion des polices et des sinistres, ainsi qu'en assurant l'élaboration et la mise à jour des budgets assurance. 05254.

INFORMATIQUE

o Secteur : éclairage. Lieu : Molsheim (67). Date : immédiat. Durée : à 2 mois. Ind. : 1 700 F/mois minimum. Formation : bac + 2/4, Informatique, connaissance de la programmation Macro sur Excel, posséder un PC type IBM avec logiciel Excel, avec convention de stage. Mission : créer des programmes de statistiques à partir de fichiers transférés de l'ordinateur central. 05250.

o Secteur : Télécommunications. Lieu : Louviers (27). Date : Août. Durée : 1 mois. Ind. : 1 700 F. Formation : bac + 2, DUT ou 1^{re} année d'école d'ingénieur, utilisation du PC (DOS), avec convention de stage. Mission : assurer la maintenance 1^{re} échelon des émissions de travail. 05255.

o Secteur : électronique. Lieu : Chalon-sur-Seine (71). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, IUT Informatique, connaissance de MS DOS, avec convention de stage. Mission : créer des programmes informatiques pour la gestion des stocks du magasin. 05259.

LOGISTIQUE

o Secteur : reprographie. Lieu : Argenteuil (95). Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, gestion et organisation de l'entreprise, connaissance de la microinformatique et des logiciels. Mission : mettre en place un système de contrôle des expéditions par codes barres. 05249.

MARKETING

o Secteur : aéronautique. Lieu : Saint Senoux (35). Date : immédiat. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, marketing, communication, connaissance de l'aéronautique souhaitée, avec convention de stage. Mission : réaliser l'étude d'un plan d'implantation d'un club d'hélicoptères sur la région rennaise : choix du lieu d'im-

plantation, de la forme juridique, de la détermination de la zone chalandise, du plan marketing, et de la communication. 05242.

o Secteur : marketing-conseil. Lieu : La Mennais (72). Date : immédiat. Durée : 3 à 3 mois. Ind. : non rémunéré les 3 premiers mois. Formation : bac + 3/5, école de commerce, Sciences Eco., DESS marketing, connaissance du marketing stratégique et opérationnel, avec convention de stage. Mission : développer le réseau d'études marketing, mise en œuvre et contrôle du plan marketing, suivi et mise en place des études. 05243.

o Secteur : marketing. Lieu : Bordeaux. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Formation : bac + 2 minimum, marketing, avec convention de stage. Mission : assister le chargé d'études dans le suivi d'enquêtes quantitatives et qualitatives. 05251.

o Secteur : Eclairage. Lieu : Rosny-sous-Bois (93). Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 1 700 F/mois. Formation : bac + 2/4, formation commerciale, ou marketing, connaissances d'Excel et de Word, posséder un PC type IBM avec logiciel Excel, avec convention de stage. Mission : assurer le suivi des ventes et des conditions de vente au central d'achat. Participer au lancement de nouveaux supports marketing et définir de nouveaux emballages. 05249.

ORGANISATION

o Secteur : distribution. Lieu : Villeneuve-d'Ascq (59). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 3, école de commerce, ou gestion (fin de cycle), pratique un sport, avec convention de stage. Mission : optimiser la gestion du temps et l'organisation. Etudier les différentes fonctions au central d'achat et les différents circuits d'information. Réaliser l'analyse et la synthèse avant la mise en place d'une formation à la gestion du temps, proposer et mettre en place une nouvelle organisation. 05247.

PUBLICITÉ

o Secteur : publicité. Lieu : Paris. Date : octobre. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 4, école de commerce, connaissances en marketing et/ou communication, utilisation de Word, permis de conduire, avec convention de stage. Mission : assister le PDG ainsi que le chef de publicité. 05257.

o Secteur : emploi-conseil. Lieu : Gentilly (94). Date : 1^{er} septembre. Durée : 2 mois minimum. Ind. : 1 500 F/mois. Formation : bac + 1 minimum, BTS secrétaire/bureautique, ou autres formations, classement du Macintosh (Pagemaker), d'un PC (MS DOS), avec convention de stage. Mission : assurer diverses tâches de secrétaire : frappe des courriers de l'entreprise, saisie informatique, renseignements téléphoniques, classement du courrier, participation à l'activité de la société. 05258.

o Secteur : équipement automobile. Lieu : Créteil (94). Date : septembre. Durée : 6 mois à 1 an. Ind. : SMIC. Formation : BTS secrétaire, ou autre formation, connaissance de la micro-informatique, PC, du TTX et du graphisme, avec convention de stage. Mission : assister la direction des ressources humaines : saisie, frappe, graphisme, tableaux. 05252.

o Secteur : électro-informatique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 500 F/mois. Formation : bac + 2, secrétariat, bureautique, connaissance de Pagemaker sur PC (ou maîtrise de la PAD), avec conventions de stage. Mission : réaliser un catalogue en PAD. 05252.

o Secteur : administration. Lieu : Tassin (93). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, secrétariat, utilisation du TTX Word, avec convention de stage. Mission : assurer la secrétariat. Classer les fichiers mailing sur informatique, information du public. 05255.

TRADUCTION
STAGE
EN ALLEMAGNE

o Secteur : textile. Lieu : Willstätt (Allemagne). Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Formation : bac + 3, Licence d'allemand, mission : traduire un logiciel de 200 000 mots du français vers l'allemand, ainsi que des fichiers informatiques et des lettres de relance. 05103.

TRADUCTION

o Secteur : radio. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 semaines. Ind. : non rémunéré. Formation : bac + 3/4, FLE, sciences du langage, enseignement des langues, être de langue maternelle : anglais, allemand, polonaise ou arabe littéraire, avec convention de stage. Mission : adapter pour les auditeurs de nos redac-

tions polonaise, allemande, anglaise et arabe, un cours de français radiophonique. Traduire et enregistrer les séquences explicatives en langues. 05183.

VENTE

o Secteur : industrie. Lieu : Vélizy Villecoublay (78). Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Formation : bac + 2, école de commerce, ou équivalent, connaissance du Macintosh (Word, Excel), avec convention de stage. Mission : participer à une opération de stimulation de la force de vente (7D personnel), ainsi qu'à une campagne de marketing direct. Suivre les différents tableaux de bord commerciaux et les prévisions des ventes. Réaliser une étude sur la distribution indirecte. 05299.

o Secteur : vente de produits de luxe. Lieu : aéroport d'Orly. Date : immédiat. Durée : 1 à 2 mois. Ind. : 1 600 F. Formation : bac + 2, vente, anglais indispensable, avec convention de stage. Mission : conseiller une clientèle internationale, vendre des parfums et des articles de prêt à porter de luxe. 05248.

o Secteur : informatique. Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : prime sur résultat. Formation : bac + 2, BTS/DUT, action commerciale, avec convention de stage. Mission : qualifier un fichier informatisé, réaliser un mailing, faire de la prospection téléphonique auprès des entreprises, afin de les faire participer à une démonstration commerciale de produits de haute technologie. 05258.

Chômage
et politique
de l'emploi
en Europe

■ L'Institut d'études politiques de Paris vient d'organiser, les 28 et 29 juin, un séminaire sur le thème : «Chômage et politiques de l'emploi en Europe-Bilan et enjeux». Coordonné par Monique Fouet, maître de conférences à l'IEP de Paris, directrice adjointe à l'Observatoire français des conjonctures économiques, ce séminaire a abordé les thèmes suivants avec le concours de nombreux spécialistes : modèles américains et européens des politiques économiques face au chômage ; marchés du travail, lutte contre le chômage en Europe et politiques salariales en France ; politique industrielle et emploi ; évolution des politiques de protection sociale en Europe ; chômage et société, évolution des valeurs dans les opinions publiques.

► Renseignements et inscriptions : Sciences-Po Formation, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris (Tél. : 45-49-51-95/50-98).

Université
anti-crise
du CECA

■ L'université 93 du CECA (Centre entreprise et communication avancée) a lieu les 28, 29 et 30 juin sur le thème de la crise. Sont réunis, à cette occasion, douze intervenants de haut niveau pour apporter aux entreprises les résultats de leur expérience, de leurs recherches et réflexions. Créé en 1987, le CECA est un centre unique en France exclusivement consacré à la communication d'entreprise (étude de nouvelles techniques de communication, conseil et assistance technique).

► Informations : Daniel Magot, (16) 56-70-68-71 ou 66-67-31-01.



Intégration professionnelle : un premier pas qui compte

Soutenir l'emploi, c'est d'abord permettre le premier emploi. Il n'y a pas que le premier pas qui compte mais, c'est le plus difficile. Aujourd'hui, les jeunes diplômés au sortir des écoles, des universités ou des établissements d'enseignement professionnel, attendent des mois, un an, voire plus... la possibilité d'entrer dans la vie professionnelle. Aujourd'hui, Framatome réoriente sa politique de stages pour en faire un véritable outil d'intégration au monde du travail pour les jeunes ayant déjà obtenu leur diplôme. En élargissant la nature de ses stages, Framatome propose 300 contrats à durée déterminée qui constitueront autant de possibilités d'accès à la vie professionnelle.

Il s'agit non seulement de faire passer à ces jeunes diplômés la difficile période 93/94 mais, encore et surtout, de leur permettre de s'insérer dans un vrai cadre de travail, de découvrir la vie en entreprise, d'utiliser leurs connaissances, de mettre en application leurs acquis théoriques - et surtout de ne pas les perdre -, de se mettre en devenir, de retrouver une dynamique d'avenir... Pour les aider dans leurs projets, Framatome leur proposera des moyens et des conseils qui, à la fin de leur contrat, leur fourniront des clés pour leurs ambitions. Framatome prend cette initiative pour favoriser l'entrée des jeunes diplômés dans la vie active.

300 ENTRÉES POUR FAVORISER L'EMPLOI DES JEUNES DIPLÔMÉS - Contrats à durée déterminée d'accès à la vie professionnelle -

En redéfinissant sa politique de stages et de relations écoles-universités pour en faire un moyen de soutien à l'emploi, le groupe Framatome offre 300 opportunités à de jeunes diplômés. Ces contrats à durée déterminée de 6 mois concernent tous les niveaux de qualification et de diplômes en fonction des besoins du groupe et constituent une transition utile entre la formation universitaire ou scolaire et la vie professionnelle pour des jeunes :

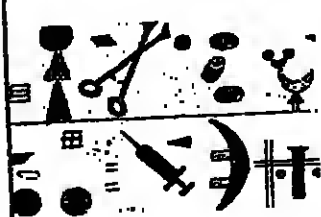
- Ingénieurs, 3e cycles universitaires, écoles de commerce
 - BTS-DUT
 - Bac professionnels, BEP...
- Ces offres sont faites dans toutes les régions où le groupe est présent : • région parisienne • Rhône-Alpes • Bourgogne • Pays-de-Lorraine
- Les embauches de jeunes diplômés que le groupe pourrait faire en 1994 se feront prioritairement parmi eux.
- Chaque titulaire d'un contrat à durée déterminée bénéficiera de conseils en orientation professionnelle pour développer son approche personnelle du marché de l'emploi.

- Déroulement de l'opération : les contrats s'échelonnent de septembre 1993 à juin 1994
- Spécialités recherchées : Ingénieurs, 3e cycles universitaires, écoles de commerce
- Mécanique, métallurgie, thermique, énergétique, électronique, électricité, automatique, robotique, traitement du signal, neutronique, informatique, chimie, matériaux
- Finance, droit, marketing, ressources humaines
- Dessin industriel, maintenance industrielle, électronique-automatismes, informatique
- Bac professionnels, BEP...
- Mécanique générale, soudage, chaudronnerie, productique
- Framatome, Direction des Relations Humaines et Affiliées Sociales JD, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger



Do you have ambition and energy?
Are you able to influence those around you?
Can you lead and participate in teams?

"An exceptional opportunity to be involved in business re-engineering through Information Technology at a European level"

EUROPEAN MANUFACTURING SYSTEMS CO-ORDINATOR

Reporting to our European Manufacturing Systems Director, you will be based either in the United Kingdom (Basingstoke) or in France (Strasbourg) and expected to travel extensively around our 7 European manufacturing sites. You will have responsibility for co-ordinating the implementation of our manufacturing systems strategy. You will work with systems and production management at each site to help them achieve their business goals. More specifically, as a team member or as a team leader, you will ensure consistency in

defining new computer systems based on our emerging data and process models. You will help establish functional requirements, selecting innovative and/or proven solutions, planning their implementation and implementing them. The successful candidate should be a graduate with at least 5 years experience in the manufacturing systems area. Flexible, self motivated and prepared to travel extensively, you will need first class communication and leadership skills to liaise effectively with MIS and non MIS management. We would like experience in

the implementation of an EBRIS module integrated within a CIM concept. Working knowledge of English and another European language and an understanding of information engineering methods would be desirable. We offer training, early responsibility and career development for high achievers. As part of a worldwide company, we offer a comprehensive benefits package. Please apply with CV to A. Terrey, Lilly Industries - Dextracourt - Chapel Hill Basingstoke - HAMPSHIRE - RG 21 2SY ENGLAND.



UN GRAND DE LA SANTÉ

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

procède actuellement à une sélection de candidats en vue de constituer une liste de réserve destinée à pourvoir à un emploi au grade A3 pour des activités relevant de la politique scientifique et technologique de la Communauté et du programme-cadre.

Chef d'Unité

CHIMIE ANALYTIQUE ET MATÉRIAUX DE RÉFÉRENCE

COM/RA/112

FONCTIONS : Chef de l'unité Chimie analytique et matériaux de référence à l'Institut de matériaux et mesures de référence (anciennement Bureau central de mesures nucléaires) du Centre commun de recherche de la Commission des Communautés européennes situé à Geel, en Belgique. Activités principales de cette importante unité : • recherche et développement en matière de préparation, caractérisation et certification des matériaux de référence (nucléaires et non nucléaires) à des fins de normalisation et d'étalonnage, • mesures de haute précision destinées à établir des références dans divers domaines d'application, tels que l'agriculture, l'environnement, la protection des consommateurs et le contrôle de la sécurité nucléaire.

QUALIFICATIONS : Diplôme universitaire, doctorat de préférence, en chimie inorganique, analytique ou physique, publication de travaux de grande valeur.

EXPÉRIENCE : Minimum 15 ans d'expérience à la tête d'une importante équipe de recherche dans une des branches pertinentes de la chimie, dans le domaine principalement des matériaux de référence et des mesures. Capacités d'encadrement à l'avenir.

CONDITIONS GÉNÉRALES :

contrats : temporaires de durée déterminée (renouvelables).

nationalité : les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté.

lieu d'affectation : les fonctionnaires et agents de la Commission doivent être disposés à travailler dans tous les lieux d'affectation, soit très souvent en dehors de leur pays d'origine.

âge : les candidats doivent être nés après le 24/06/1937. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des Institutions des Communautés européennes. Elles sont également accordées en compensation des services obligatoires (militaires ou autres), du temps consacré à l'éducation d'enfants ou d'un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats.

connaissances linguistiques : les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues.

détail d'introduction : les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit à l'adresse suivante : C.E.C., Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SOMER 12201, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (tél : 02-2229.55.50 - fax : 02-2229.22.20). Ils doivent être renvoyés, dûment complétés et signés, à l'adresse précitée avant le 24/06/1993-jour de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des Institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

CARRIÈRE

Direction

INTERNATIONALE
EUROPE BAS

SECRÉTAIRE
LANGUE

de l'Ouest

techniques, partenaire
technique français.

Directeur
technique

Service de production

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger



GROUPE IAA National
3000 personnes, recherche pour sa filiale polonaise un

Adjoint de Direction

POSTE BASÉ À CRACOVIE (POLOGNE)

Mission : Au sein d'une PME Agro-alimentaire (40 pers.), vous assisterez notre Directeur Polonais dans les différents aspects de sa fonction, vous assurerez particulièrement la Gestion de Production, le Contrôle de Gestion, l'animation des relations commerciales auprès des franchisés. Cette fonction est rapidement évolutive.

Profil : Diplômé ESC ou équivalent, vous justifiez d'une expérience significative d'encadrement acquise de préférence en IAA. Vous maîtrisez parfaitement le polonais. Vous souhaitez vous investir dans une fonction variée et stimulante.

Ce poste est à pourvoir dès que possible.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à Gwenaél MICHAULT
FLEURY MICHON - Ressources Humaines - BP 1 - 85700 POLZAUGES - Fax: 51 65 82 33.



PROFESSOR OF FRENCH STUDIES

(Tenurable)

Ref. 4989 in the FACULTY OF ARTS.
The University seeks applications from distinguished scholars with an established interest in one or more areas of French literature or cultural studies in the modern period.

It is expected that the successful applicant will have a distinguished record in research and a willingness to engage in university administration at an appropriate level. The successful applicant should also have a demonstrated commitment to teaching in the language and cultural studies programs at the undergraduate level and a successful record in postgraduate supervision.

The Department offers a full range of courses in language and cultural studies from beginners to honours and postgraduate levels. It also contributes to the Graduate Certificate in Language Education program through a course in Advanced French. The Department's current research interests include 19th and 20th Century French

Studies, Francophone literature and applied linguistics and the Faculty has developed European Studies as one of its priorities.

The University's library has particularly strong holdings in the area of French Studies from the 18th Century to the present.

The position is available from 2 January 1994.

Further information concerning the duties of the position may be obtained from Dr Jean Forrester, Head of the Department of French Studies, telephone (61 8) 303 5640, facsimile (61 8) 303 7064.

Applications are invited from both women and men for this position.

conditions of appointment and selection criteria may be obtained from the Director, Personnel Services at the University.

SALARY per annum: AU\$67,500.

APPLICATIONS, IN DUPLICATE, quoting reference number 4989 and giving full personal particulars (including whether candidates hold Australian permanent residency status), details of academic qualifications and names and addresses of three referees should reach the Director, Personnel Services at the University of Adelaide, South Australia 5005, Telex UNIVAD AA 87141, Facsimile (61 8) 303 4383 no later than 20 August 1993.

THE UNIVERSITY OF ADELAIDE IS AN EQUAL OPPORTUNITY EMPLOYER.

ORGANISATION INTERNATIONALE BASÉE AUX PAYS-BAS

recherche

UNE SECRÉTAIRE BILINGUE

PROFIL SOUHAITÉ

École secondaire ou l'Université, diplômée d'études supérieures de secrétariat ; une bonne connaissance pratique du traitement de texte (Word Perfect) et une expérience de la gestion des dossiers et de fichiers d'adresses ; capacité de travailler en anglais et français sans assistance ; une connaissance du portugais constitue un avantage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Expérience professionnelle de 5 ans minimum, âge maximum : 35 ans ; ressortissants de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et des pays de la Communauté européenne.

AVANTAGES

Salaire attractif, assurance médicale, congé et voyage annuels au pays d'origine et un système privé de pension.

Envoyer candidature accompagnée d'un CV
AVANT LE 20 JUILLET 1993,

sous n° 7146, à l'adresse suivante :

LE MONDE PUBLICITÉ

15/17, rue du Colonel-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

HSD ERNST & YOUNG Société d'Avocats

Cabinet d'avocats leader en France, avec plus de 200 Conseils en droit et fiscalité des affaires, membre d'un réseau présent dans 110 pays, dans le cadre d'une stratégie fondée sur une approche ciblée de certains marchés et favorisant des plans de carrières individualisés, nous recherchons pour notre Division Droit et Fiscalité "Afrique"

JURISTES-FISCALISTES

Réf. JFA 01

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, avec une spécialisation de 3ème cycle en Droit des Affaires et Fiscalité (type DESS - DJCE), ayant une bonne connaissance de l'anglais, vous avez acquis depuis sept ans au moins la maîtrise du droit des affaires et de la fiscalité en cabinet ou en entreprise, ainsi qu'une bonne pratique du droit commercial, du droit des sociétés et du droit social.

Basé à Paris, vous interviendrez principalement pour le compte de clients présents en Afrique francophone, auxquels nous apportons notre connaissance opérationnelle des marchés locaux dans les domaines du droit des affaires et de la fiscalité. Intégré à notre équipe, vous serez rapidement amené à accomplir des missions en Afrique.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en rappelant la référence à Thérèse COPIN - HSD ERNST & YOUNG juridique et Fiscal - 51, rue Louis Blanc, Cedex 75 92037 PARIS LA DEFENSE I

ERNST & YOUNG

Réf. JFA 02

Diplômé de l'Enseignement Supérieur avec spécialisation de 3ème cycle en Droit des Affaires et Fiscalité (type DESS - DJCE), ayant une bonne connaissance de l'anglais, vous avez acquis depuis cinq ans au moins, la maîtrise du droit des affaires et de la fiscalité en cabinet ou dans une entreprise avec, pour dominantes, le droit commercial et des sociétés et le droit social.

Vous serez basé dans une métropole africaine. Intégré dans une équipe de conseils expérimentés et solidement implantés sur leur marché, vous serez rapidement amené à accomplir de nombreuses missions pour le compte de nos clients du secteur privé comme du secteur public.

CMC CONTESSE

Afrique de l'Ouest Usine de produits chimiques, partenaire d'un Groupe Pharmaceutique Français,

directeur technique

Reportant au DG et au DU, dirigeant 20 collaborateurs dont un ingénieur de maintenance et trois agents de maîtrise, vous occupez une fonction déterminante pour la bonne marche de l'entreprise, assumant une mission de confiance, très autonome et polyvalente :

- services techniques : sécurité, fluides, énergie, études techniques, travaux neufs, achats et stocks pièces détachées, entretien...
- maintenance de l'outil de production : dépannages, prévention et formation
- outils de gestion : informatique, budgets, prix de revient...

Ingénieur polyvalent en mécanique, électricité, vapeur et sécurité, vous avez déjà acquis à 30 ans environ une expérience diversifiée qui vous prépare à d'importantes responsabilités.

Rémunération nette, position et avantages expatrié, contrat 2 ans renouvelable, cadre agréable.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération, sous réf. M110 à M. d'Abouville, Résonance 61, bd Carnot - 78110 Le Vésinet.



LONDON SCHOOL OF ECONOMICS AND
POLITICAL SCIENCE
(University of London)

Principe De Asturias Chair of Contemporary Spanish Studies

tenable at The London School of Economics and Political Science

Supported by a generous endowment from the Vicente Canada Blanch Foundation, the School has established a new Chair of Contemporary Spanish Studies, tenable from 1 October 1993, or from a date to be arranged as soon as possible thereafter.

The holder of the Chair will be expected to have made an outstanding and internationally acknowledged contribution to the advancement of contemporary Spanish studies through publications in one or more of the following fields: history, politics, economics, sociology, anthropology, law, culture of contemporary Spain; or in any other subjects studied at the School. He/she will be required to develop initiatives in teaching and research in contemporary Spanish studies within the School. This will be a joint appointment between the European Institute and the academic department of the School most closely aligned with the successful candidate's teaching and research interests, and within two years of appointment, the chairholder will be expected to establish and lead the Vicente Canada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies within the Institute to promote research in the field.

Further particulars and details of the application process are available on request from the Staffing Office, The London School of Economics and Political Science, Houghton Street, London WC2A 2AE. Tel: 071-955 7070. The closing date for the receipt of applications is Monday 2nd August 1993.

LSE AIMS TO BE AN EQUAL OPPORTUNITIES EMPLOYER.

ORGANISATION INTERNATIONALE BASÉE AUX PAYS-BAS

recherche

BIBLIOTHÉCAIRE/DOCUMENTALISTE

PROFIL SOUHAITÉ

Diplômé d'études supérieures en sciences de l'information (bibliothéconomie ou documentation). Une bonne connaissance du traitement des documents et de la diffusion de l'information ; une bonne expérience de la gestion d'une bibliothèque agricole dans un pays en développement et une bonne connaissance pratique des logiciels (CDS-ISIS et/ou Texto et de WP.5.1) ; capacité de travailler en anglais et en français sans assistance ; une connaissance du portugais constitue un avantage.

CONDITIONS GÉNÉRALES

Bonne maîtrise de l'anglais et du français ; expérience professionnelle de 5 ans minimum, âge maximum : 35 ans ; ressortissants de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et des pays de la Communauté européenne.

AVANTAGES

Salaire attractif, assurance médicale, congé et voyage annuels au pays d'origine et un système privé de pension.

Envoyer candidature accompagnée d'un CV
AVANT LE 20 JUILLET 1993,

sous n° 7147, à l'adresse suivante :

LE MONDE PUBLICITÉ

15/17, rue du Colonel-P.-Avia, 75902 Paris Cedex 15
Seuls les candidats présélectionnés seront contactés.

LE MONDE DES CADRES

Promotion - Médias - Communication



Bimensuel, 500 000 lecteurs, le vrai journal des 10/15 ans.
Pour assurer son développement nous recherchons un

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Réel bras droit de la rédactrice en chef, il (elle) la secondera sur l'ensemble de ses missions rédactionnelles et d'animation dans un journal possédant une grande diversité de rubriques et de sujets (les dossiers, l'actualité, le magazine, le courrier des lecteurs, le BD).

Nous recherchons pour ce poste complet, un (une) journaliste confirmé qui soit motivé par notre public et possède des qualités de management et d'animation d'équipe.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions sous la référence MLV06 à Bayard Presse, Direction des Ressources Humaines, 3 rue Bayard 75008 Paris.



1 800 personnes - 1,9 milliard de CA - 70 publications dont 31 à l'étranger.

BAYARD PRESSE

ORGANISME PRIVE DE COOPERATION INDUSTRIELLE
Ile de France Région Ouest

SECRETAIRE GENERAL

A environ 45 ans, de formation supérieure économique ou juridique, vous disposez d'une solide expérience dans le domaine des Ressources Humaines et des compétences dans la Gestion et l'Administration des Entreprises.

Membre du Comité de Direction, Adjoint direct du Directeur Général, vous aurez la responsabilité de la gestion des Ressources Humaines et, à ce titre, vous traiterez, en concertation avec les Responsables de Services, des problèmes de recrutement, formation, développement de carrière... Vous participerez, en outre, aux relations avec les partenaires sociaux.

Vous aurez également pour mission de superviser la gestion financière, comptable et administrative de l'organisme, ce qui implique des qualités de rigueur, le sens de l'organisation et un bon esprit d'initiative.

Vous serez assisté dans vos tâches par une équipe de 30 Collaborateurs. Homme de dialogue, bon négociateur, vous avez le goût de la communication, une bonne aisance sociale et l'expérience du travail en équipe. Vous participerez à la représentation de l'organisme et assurerez avec diplomatie les relations avec son environnement. Vous intervenerez, par ailleurs, en tant que conseil auprès des Responsables de Services et saurez être une force de proposition pour contribuer au développement de l'organisme.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) avant le 10 juillet sous réf. 325 à C.K. 7, rue Robert Le Coin 75016 PARIS



Chantal Kenwyn

Spécialiste communication marketing Europe

dans les systèmes d'interconnexions de réseaux

WELLFLEET

Depuis notre création en 1986, nous sommes reconnus, par nos activités internationales sur le marché des interconnexions de réseaux, comme la société américaine ayant eu l'accroissement le plus rapide et le plus fort des cinq dernières années. Le siège européen à Sophia-Antipolis a pour mission d'assister les bureaux européens dans leur développement commercial, marketing et technique.

En collaboration avec le Directeur Marketing Europe, vous concevrez et réaliserez tous les outils de communication et de marketing (mailing, plaquettes, séminaires, salons professionnels) dans un souci de clarté et de performance commerciale. Vous êtes le garant de la qualité de nos relations avec les bureaux européens : vous réunissez et gérez toutes les informations concernant leur marché. Vous possédez 5 ans d'expérience dans une fonction similaire ; vous connaissez l'environnement PC et les outils associés aux techniques de présentations graphiques et aux bases de données.

C'est avec enthousiasme que vous souhaitez vous investir dans le développement de notre croissance où tout le travail quotidien se déroule en anglais que vous maîtrisez parfaitement. Ce poste évolutif est basé à Sophia-Antipolis dans les Alpes-Maritimes. Ecrire sous réf. SC/M à Bernard Krief Management, Le Parc de Haute Technologie, Bât. 6, Sophia-Antipolis, 06250 Mougins. Nous répondrons à toutes les candidatures correspondant aux exigences ci-dessus décrites.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

Un département de Bernard Krief Consulting Group
Washington Moscou Bruxelles Paris

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE RECRUTE

UN CHEF DE SERVICE
ADJOINT AU DIRECTEUR DES ÉTUDES
responsable des Moyens d'Enseignement :

AUDIOVISUEL ■ IMPRIMERIE
INFORMATIQUE ■ LOCAUX, etc.

Diplômes : Ingénieur ou équivalent

Adresser CV :

« S.R.H. LABORATOIRES », Madame J. CHATAING
91128 Palaiseau Cedex

responsable développement

SOCIÉTÉ D'ÉDITION

PARIS

Nous sommes une société française d'édition technique, scientifique et médicale. Nous assurons l'édition et/ou la régie publicitaire de publications émanant de sociétés savantes et de syndicats professionnels.

Nous recherchons le futur Responsable chargé de notre développement.

Bon négociateur, vous devrez accroître le nombre de revues en édition et en régie.

De formation supérieure de préférence scientifique, vous avez le goût de la technique, le sens commercial et connaissez le monde de l'édition.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature (C.V. + prétentions) sous la référence AP 17 à notre Conseil qui vous garantira une confidentialité totale.



COCEPLAN
à l'écoute des talents

2, rue Louis David - 75116 PARIS
8, rue Duquesne - 69006 LYON

VOULEZ-VOUS DEVENIR ANIMATEUR ET CONSULTANT ?

Si vous êtes diplômé(e) d'une école supérieure de gestion,

Si vous avez conduit à terme votre première expérience professionnelle ou si votre diplôme est encore tout récent,

Si vous avez eu l'occasion de démontrer votre sens pédagogique,

VOICI CE QUE NOUS VOUS PROPOSONS :

• rejoindre notre cabinet, fondé en 1980,

• vous former à nos méthodes pendant deux ans :

- acquérir, si vous en êtes dépourvu, une expérience professionnelle en milieu industriel, chez l'un de nos clients,

- en alternance, suivre nos propres séminaires,

- participer à des interventions,

• devenir animateur et consultant avec toute l'autonomie et tout l'appui dont bénéficient les intervenants de notre cabinet,

• un salaire annuel fixe de 130 000 F les deux premières années et de 175 000 F la troisième année ; s'y ajouteront, dès la deuxième année, des primes liées à vos propres interventions.

PARIS OU RÉGION ?

Vous serez amené(e) à vous déplacer mais Paris sera votre point d'attache pour la première année. Puis, vous pourrez assister l'animateur de notre antenne hiloise ou rester à Paris. Plus tard, vous pourrez demander à créer votre propre antenne régionale.

Si un tel parcours de formation et de conseil vous tente, écrivez-nous : OPENS - 5, rue du Helder 75009 PARIS



Recherche de cadres et de dirigeants

Jo LOUIS, ancien directeur d'agence chez EGOR, a le plaisir de vous confirmer qu'il a rejoint le Groupe COURTAUD pour y développer l'activité recrutement à partir de Rennes.

Ses nouvelles coordonnées :

Courtaud et Associés, Espace Performance, Bat. J,

35769 Rennes - Saint-Grégoire.

Tel : 99.23.14.33 Fax : 99.23.10.15

GRUPE COURTAUD

Changement de bastion ...

CAPFOR ATLANTIQUE S.A.

s'est installée au

2 rue du Château de l'Eraudière 44300 NANTES

le numéro de téléphone reste inchangé : 40.12.77.77.

par contre un nouveau numéro de télécopie lui est attribué : 40.52.36.35.

Merci d'en prendre bonne note ...

CAPFOR



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

LE MONDE DES CADRES



Première agence de communication corporate en France, avec 137 M.F. de marge brute, 160 collaborateurs et 350 missions par an, filiale du groupe BDDP, nous souhaitons, aujourd'hui affiner notre expertise conseil, en développant un réseau de compétences en région.

CONSULTANTS INDEPENDANTS

POUR UN PARTENARIAT DE HAUT NIVEAU EN RÉGIONS

Conseil en entreprise ou consultant en communication, vous avez choisi le statut d'indépendant.

Maîtrisant la communication locale, notamment en termes de relations presse, vous avez une bonne connaissance du tissu économique de votre région dans le domaine politique et associatif, et une vision éclairée des grands sujets que sont l'emploi, l'environnement et le développement économique.

Dans le cadre de notre stratégie - rassembler toutes les conditions essentielles à la meilleure réalisation - nous vous proposons d'enrichir votre activité en vous associant à notre démarche dans une relation étroite de partenariat.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV et photo à Christiane QUÉNARD Directeur Général - COMPAGNIE CORPORATE 66, rue de Villiers - 92532 LEVALLOIS - PERRET CEDEX.



Illustration: Michel Toubert

UN CHOIX QUI DÉTERMINE VOTRE AVENIR.

Une grande figure mondiale du conseil, 2 000 consultants pluridisciplinaires en Europe, 150 consultants en Marketing, une clientèle de qualité dans tous les secteurs de l'économie.

CONSULTANTS en MARKETING

Dans le conseil en marketing, le quotidien n'existe pas. Chaque mission exige une approche différente, porte sur des domaines variés : stratégie de distribution, étude de positionnement, systèmes d'intelligence marketing, amélioration de la performance commerciale, organisation de la force de vente...

La nature des missions que nous vous proposons va vous permettre d'apporter votre savoir-faire dans des contextes variés où chaque client et chacun de ses problèmes ont leurs spécificités.

Vous maîtrisez certaines techniques de recherche et savez quand les appliquer.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous référence MK2 à Catherine VERDIER, PRICE WATERHOUSE MANAGEMENT CONSULTANTS, 11 rue de Laborde, 75008 PARIS.

Price Waterhouse Management Consultants

LES DIRIGEANTS

Direction générale
Direction générale adjointe - Secrétariat général

ÉCOLE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR COMMERCIAL

qui forme, depuis plus de 30 ans des généralistes de haut niveau, dans la fonction commerciale et la stratégie internationale, cherche son/sa :

DIRECTEUR (H./F.)

De formation supérieure (Grandes Écoles d'Enseignement Supérieur Commercial, Sciences-Po, Universités, Écoles d'Ingénieurs...), vous avez acquis une expérience solide dans l'enseignement de la spécialité, ou du conseil.

Une expérience complémentaire en entreprise, direction commerciale notamment serait appréciée.

Si vous souhaitez mettre en valeur votre compétence, assurer le bon fonctionnement de notre école basée à Paris et pratiquez bien l'anglais...

... merci d'adresser C.V., photo et prétentions, sous réf. DIR. à : Millésimes - Jardin de la Jatte - 16, boulevard Vital-Bouhot - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE qui transmettra en toute confidentialité.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

CONSEILS EN CARRIÈRE

DIRECTEUR GENERAL

Notre société fabrique et commercialise des accessoires métalliques destinés aux industries de la chaussure et du prêt-à-porter (effectif : 110 personnes). Dans le cadre de notre développement, nous recherchons notre Directeur Général.

Rattaché au Président Directeur Général, vous assurez l'intégralité des responsabilités liées à la fonction de Directeur Général : commercial, marketing, production, gestion du personnel, administration générale de l'entreprise...

Soucieux de l'atteinte des objectifs (production et marge), vous identifiez, dans un second temps, de nouveaux marchés et contribuez au développement de nouveaux produits.

Agé de 35 à 45 ans, de formation commerciale supérieure, vous justifiez d'une expérience professionnelle réussie en PME/PMI. Véritable leader, communicatif, entreprenant et très disponible, vous souhaitez vous impliquer dans un challenge motivant.

Pour ce poste basé en région parisienne, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo d'identité et rémunération actuelle sous référence AM/9865/A à notre conseil : AURANTUM, 41/43 rue Paul Bert, 92100 BOULOGNE



Adjoint de Direction Générale

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
Protection de l'environnement

PARIS

Une Société en forte expansion, spécialisée dans la conception, la réalisation et l'exploitation d'usines de production d'eau potable, de dépollution des eaux et de traitement et valorisation des déchets en France et à l'étranger, filiale d'un groupe français d'importance mondiale recherche, pour être adjoint à la Direction Générale, un ingénieur généraliste expérimenté, agé d'environ 30 ans, de formation Grande École, rompu aux relations et aux négociations de haut niveau dans les secteurs de l'industrie, des services ou des collectivités. Après une période d'adaptation, pendant laquelle il suivra des affaires pour se familiariser avec l'activité de la société, il prendra progressivement en charge des opérations commerciales, des réalisations d'affaires et des passations de marchés. Parallèlement, il assurera les relations avec la clientèle française et étrangère et les filiales. Ce poste, basé en proche banlieue de Paris, avec des déplacements fréquents en France et à l'étranger, nécessite de parler couramment anglais et une autre langue : allemand, italien ou espagnol. Il comporte une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'avenir pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 312 LM à IDL CONSEIL S.A. - 54 rue du Docteur Ouriel - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.



Dirigeants prêts à changer ?

Pourquoi attendre ? Vous vous interrogez sur votre vie professionnelle ; vous avez le sentiment qu'il vous faut faire le point et vous êtes prêts à agir.

Les consultants de Forgeot, Weeks peuvent vous y aider très concrètement. Depuis 18 ans, ils ont ainsi conseillé et suivi plus de 8 000 dirigeants et cadres supérieurs. Y compris dans la prospection de la face cachée du marché.

Bilan de carrière, Outplacement ?

De plus en plus souvent, les entreprises prennent en charge nos prestations.

Alors, n'hésitez plus : prenez rendez-vous pour un premier entretien exploratoire strictement confidentiel et sans frais.

Forgeot, Weeks

CONSEILS PERSONNELS EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Paris : 3, rue du Fg St-Honoré, 75008. Tél. (1) 42.65.42.00
Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.342.52.49
Bureau associé : Londres

SECTEURS DE POINTE

*Participer à l'évolution du back-office
Titres et Bourse d'une grande banque
internationale*

DANS LE CADRE DE NOTRE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT, nous recherchons des personnes pour rejoindre nos équipes de titres et bourse d'une grande banque internationale. Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle de 2 à 6 ans dans le domaine des titres et bourse, et être capables de travailler en équipe. Les candidats doivent également avoir une bonne connaissance des marchés financiers internationaux et être capables de travailler sous pression.

■ RESPONSABLE DE PROJET ■ CHARGÉ D'ÉTUDES

Vous assurerez l'analyse des besoins des utilisateurs et la conception d'applicatifs informatiques.

Vous avez :

- une formation universitaire BAC + 4/5, école de commerce ou d'ingénieurs,
- de 2 à 6 ans d'expérience professionnelle,
- une bonne connaissance du domaine des Titres et de la Bourse, acquise dans un établissement financier ou un cabinet de consultant,
- la volonté de rejoindre des équipes projets motivées, travaillant en relation étroite avec les utilisateurs, et recherchant des solutions concrètes et efficaces à leurs besoins.

Suivant votre degré d'expérience et votre maîtrise de la conduite des projets, vous pourrez occuper les fonctions de :

- chargé d'études
- responsable de projet, impliquant l'animation d'une équipe

(Réf. ETU)
(Réf. REPO)

■ RESPONSABLE DE PROJET ■ TRAITEMENT DES VALEURS ÉTRANGÈRES

Vous assurerez la conduite du projet et l'analyse des besoins des utilisateurs. Dans ce cadre, vous prendrez en charge l'animation d'une équipe de chargés d'études.

Vous avez :

- une formation universitaire BAC + 4/5, école de commerce ou d'ingénieurs,
- de 4 à 6 ans d'expérience professionnelle,
- une compétence affirmée dans le domaine des valeurs mobilières, acquise chez un intermédiaire français ou étranger (banque, établissement financier, organisme de clearing, broker, ...) ou dans un cabinet de consultant,
- un savoir-faire en termes d'analyse des besoins et de pilotage de projet.

Une bonne connaissance des circuits internationaux de règlement/livraison des valeurs mobilières constituerait un atout supplémentaire.

(Réf. REPVE)

Postes basés en Province (grande ville de l'Ouest).

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions, sous référence choisie, à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Groupe de distribution (5.000 personnes), leader dans son domaine recherche son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Responsable de l'élaboration de la stratégie informatique, il assure la coordination de la recherche et de la définition des besoins, propose les solutions et assure les développements.

Pilote d'une équipe de 30 personnes, son action s'inscrit dans un environnement AS 400 (40 sites en réseau) qu'il gère dans un cadre d'organisation de type "grand système".

Homme de dialogue, il développe une informatique centralisée dans une structure décentralisée et entretient de bonnes relations avec nos centres de distribution utilisateurs.

De formation supérieure (ingénieur, MAGE...), votre expérience de 8/10 ans minimum dans des fonctions études et grands projets vous ont permis de développer vos points forts : maîtrise technique, management d'équipes importantes, autonomie.

Ce poste est basé en banlieue sud de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2438 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

UN MONDE NOUVEAU SE CRÉE TOUS LES JOURS



SILEC
GROUPE SAGEM

Chef de projet produits nouveaux

Au sein du groupe SAGEM, notre société (3 100 personnes, 2,5 milliards de francs de CA) fabrique et commercialise des câbles, du matériel de raccordement et des équipements de signalisation. Le développement de nouvelles lignes de produits au sein du département signalisation ferroviaire et industrielle nous conduit à recruter un chef de projet. Ce collaborateur, en liaison avec les clients et nos ingénieurs commerciaux, participe à la conception de nouveaux produits et à l'élaboration du cahier des charges ; il prend en charge la réalisation des études techniques affectées en interne ou avec des partenaires extérieurs. Véritable coordinateur, il mène à bien ces nouveaux projets. Il constitue progressivement son équipe. Agé de 27 à 30 ans, ingénieur SUPLEC ou équivalent, vous avez une première expérience de deux ans dans les études appliquées au traitement du signal et vous pratiquez l'anglais ; nous vous réservons de réelles possibilités d'évolution au sein de ce département. Le poste est basé à Paris.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence A 1442.93 M mentionnée sur l'enveloppe à notre conseil Chantal Baudron s.a. 61, boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre Département Informatique un :

INGENIEUR RESEAU DSA

Directement rattaché au DSA, X25, ETHERNET, vous participerez au développement de notre réseau d'entreprise et des échanges informatiques avec nos clients.

De formation supérieure en informatique (Bac + 5 ou équivalent), vous justifiez d'une expérience d'au moins trois années dans le domaine des réseaux et vous maîtrisez les techniques suivantes :

Nous vous offrons d'enrichir vos compétences dans un environnement performant et évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à BFCODRH - Référence MOIN - BP 211 - 92002 NANTERRE Cedex.

**CREDIT
COOPERATIF**
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE



Homme de terrain et de réflexion souhaitant exprimer largement ses compétences techniques et ses qualités d'animateur, vous avez une formation d'ingénieur en mécanique ou électromécanique et une expérience de plusieurs années en fabrication. Vous êtes le **RESPONSABLE DE FABRICATION** que nous recherchons. Nous sommes une PMI de 280 personnes, dont 180 à la fabrication, 300 MF de CA, spécialisée dans la fabrication de systèmes de manœuvres et d'automatismes pour fermatures du bâtiment. Présents dans le monde entier, nous exportons plus du tiers de notre production avec la concours de nos trois filiales à l'étranger.

Vous aurez pour mission :

- d'animer et manager notre structure de production en proposant et développant une stratégie d'amélioration des produits en qualité, coûts et délais ;
- de veiller à l'application et au respect des procédures ISO 9001 et d'améliorer la flexibilité de production en just à temps ;
- de faire évoluer notre gestion informatique et production en GPAO.

Adressez votre dossier de candidature à :
SIMU S.A., J.-P. JOUSSAUME ■ BP 71 ■ 70103 GRAY Cedex



Filiale d'Europe, dans le groupe français de logiciels et services pour l'industrie, INTELLITIC INTERNATIONAL ADRE MATISSE, 6020 de technologie ODET, en vue du PORTAGE du SOD, sur ordinateur plate-forme (11, IBM RS 6000, PC...), notre équipe est amenée à se développer et recherche un :

INGENIEUR DEVELOPPEMENT Unité à profil Système

- De formation Ingénieur, vous justifiez d'une première expérience où vous avez acquis de solides connaissances OS et réseaux (SYSE, OSF1 - TCP/IP, TLI, DCE).
- Connaissances C, UNIX, maîtrise de l'anglais technique.
- VMS, DECnet ou protocoles OSI appréciés.

Poste basé à Compiègne.

Adressez votre dossier à : INTELLITIC INTERNATIONAL - 57 avenue de l'Industrie 60200 COMPIEGNE.

**INTELLITIC
INTERNATIONAL**

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Nous évoluons dans un contexte international et recherchons pour notre Direction Marketing un :

CHEF DE PRODUIT HAUTE TECHNOLOGIE GRAND PUBLIC

Paris Ouest

Missions et Responsabilités

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, vous contribuez à la définition et à la mise en oeuvre du marketing produit des terminaux cellulaires. Vous étudiez le marché, la concurrence, les besoins des utilisateurs et les attentes des circuits de distribution. Vous élaborez le cahier des charges des produits (spécifications fonctionnelles), des documentations et du packaging. En liaison étroite avec nos équipes R & D, vous êtes l'un des acteurs principaux du développement de la stratégie produit.

A 30 ans environ, vous bénéficiez idéalement d'une double formation (Ingénieur + 3ème cycle). Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le développement de produits de haute technologie destinés au grand public (micro-informatique, télécoms...). Rodé aux projets internationaux, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. L'allemand serait un plus. Vous avez une forte personnalité, des idées, un excellent esprit d'analyse et des aptitudes certaines pour le travail en équipe et la mobilisation des énergies.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 2094 à notre conseil : PREMIERE LIGNE - 31, avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne Fax : 41 41 00 15 qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

حکومت العمل

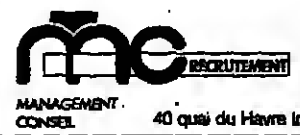
SECTEURS DE POINTE

Notre Centre situé aux environs de Rouen vous propose d'intégrer son département "Recherche" chargé de fournir un appui scientifique en hydrodynamique à la section Essais.

Ingénieur Hydrodynamicien

Notre division "Tenue à la Mer et Manoeuvrabilité" a pour objectif de modéliser les écoulements à surface libre et d'étudier les mouvements des navires. Diplômé ENSTA, ECN ou DEA (en Hydrodynamique navale ou Océanographie de l'Ecole Centrale) vous avez présenté une thèse portant sur des aspects théoriques de la modélisation en mécanique des fluides ou éventuellement en acoustique. Vous serez plus particulièrement chargé du développement des outils de calculs, du suivi d'études, du développement d'outils d'analyse, du développement et de la programmation de nouvelles méthodes. Vos recherches en hydrodynamique navale vous amèneront à assumer : missions de représentation, publications et conférences pour le département concerné. Suivant votre niveau d'expérience, vous pourrez rapidement être Responsable de la Division et participer à la définition du programme des études.

Notre équipe, prête à vous accueillir vous remercie d'adresser votre CV + lettre manuscrite + photo d'identité sous la réf. 93115 à notre Conseil.



40 quai du Havre Immeuble "Front de Seine" - 76000 ROUEN

Premier diffuseur de radio et télévision, TDF, société anonyme au sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe FRANCE TELECOM), avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour créer et faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites, radiomessagerie, radiotéléphone, réseaux câblés...). Dans le cadre de nos activités de maintenance, nos Directions Régionales recherchent deux Cadres Techniques de Maintenance.

Poitou-Charentes Ile-de-France

De formation Bac + 4 en électronique ou hyperfréquence, débutant motivé par le domaine des transmissions, vos connaissances en radiocommunication seront appréciées. Organisé et disponible, vous aimez coordonner et vous avez de réelles qualités pour animer une équipe. Dans le cadre de notre Direction Régionale Ile-de-France située à Chateaufort-Malabry, vous serez chargé auprès du Responsable du Groupe Maintenance d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements du réseau transmission et des systèmes de télégestion. Vous contribuerez au maintien opérationnel des systèmes de radiocommunication. Garant du respect des normes de sécurité et des standards de qualité, vous procéderez aux modifications nécessaires, rassemblez les documentations et assurez les actions de formation indispensables à l'efficacité de votre équipe. (Réf. ET/LM)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, prétentions et photo), en précisant la référence du poste choisi à TDF, Labelle Martin, DIRM, Département Développement des Carrières, 21-27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

2 Cadres techniques de maintenance

LA PASSION DU HIGH-TECH



Ingénieur informaticien

Participez au développement du service informatique (42 personnes) d'un Etablissement Financier regroupant 700 collaborateurs. Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, dans le cadre d'une création de poste, vous aurez pour missions :
• d'être à l'écoute des besoins des utilisateurs, dans le contexte particulier d'une salle des marchés
• d'élaborer le cahier des charges et réaliser les applications micro (Excel, Windows 3.1, C, SQL)
• d'apporter une assistance permanente aux opérateurs.

Débutant ou première expérience, de formation supérieure en informatique (école d'ingénieurs, de commerce ou MAGE), vous êtes capable de travailler en anglais, et vous maîtrisez Windows et Excel. Avidé d'apprendre, vous souhaitez vous investir personnellement dans le milieu financier. Ce poste évolutif est basé à Paris Saint-Lazare. Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 1185/LM, à Bernard Krief Recrutement, BP 106-07, 75326 Paris Cedex 07. Nous répondrons à toutes les candidatures correspondant aux exigences ci-dessus énoncées.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
Un département de l'Institut Krief Consulting Group
Washington Moscou Bruxelles Paris

PPG Glass Group Europe

CA : 3,8 milliards de francs, 3 300 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un Groupe International, 37 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous souhaitons intégrer un :

INGENIEUR PRODUCTION

AM, IDN, HEL, ENSEM...

Disposant d'une expérience industrielle de 4 à 5 ans en production pour prendre des responsabilités importantes au sein d'une unité de production de verre tempéré automobile située à MALBEUGE (400 personnes) où il sera chargé :
• d'animer et de développer un potentiel humain de 80 personnes avec le soutien de s'inscrire dans les objectifs globaux du Groupe en matière de sécurité et de qualité
• de participer à l'amélioration et au développement des process.

Son ouverture aux nouvelles technologies (automatismes, informatique industrielle), ses qualités de contact et son dynamisme lui permettront d'avoir un rôle moteur tant sur le plan technique et organisation que sur le plan social où il devra être un interlocuteur reconnu et fiable.

Ce poste offre à un candidat disposant d'un bon potentiel une évolution rapide soit vers une activité élargie en Production, soit vers une responsabilité de Développement des Process au sein du département automobile.

La maîtrise de la langue anglaise est nécessaire.

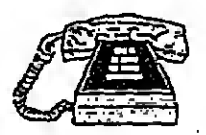


Ecrire sous réf.
268 2523 3M
Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



Les quelques uns des marques prestigieuses que commercialise SOVEDI FRANCE (CA : plus d'1 milliard de francs) qui souhaite renforcer aujourd'hui son équipe Systèmes d'Information en recrutant un :

RESPONSABLE BUREAUTIQUE INFOCENTRE

Chef de projet à fort potentiel, vous garantirez l'optimisation des systèmes existants et participerez par vos propositions, à l'amélioration de la performance de notre réseau (IBM AS 400 - réseaux locaux et distants).

Vous organiserez et assurerez la mise en œuvre de projets nouveaux dans le domaine des applications de gestion. Vous serez garant de la promotion des systèmes d'information auprès des utilisateurs de nos différents sites.

De formation supérieure (ESG, universitaire, MAGE), à 30 ans, vous maîtrisez les réseaux locaux et justifiez d'une expérience réussie de mise en œuvre des systèmes d'information en entreprise. Une réelle capacité d'écoute, un esprit de synthèse, d'excellentes qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite à ce poste évolutif. Anglais indispensable.

Sigée Paris. Merci d'adresser lettre + CV sous réf. 5793 à notre Conseil RESSOURCES & DEVELOPPEMENT, 116 rue de la Tour - 75016 Paris.

RESPONSABLE ACHATS METAL

Notre Groupe, équipementier de l'industrie automobile, est leader sur son marché. L'une de nos sociétés européennes réalise près de 5 milliards de F, de CA avec 7000 personnes. Elle poursuit avec succès une politique industrielle (20 sites de production) basée sur une technologie de pointe et de la qualité totale.

Se direction des Achats participe à cet effort par la rationalisation de son organisation interne, l'accroissement de son professionnalisme et une coordination accrue avec les autres Sociétés du Groupe dans la gestion de produits stratégiques. Elle recherche,

Ingénieur, de préférence électro-mécanicien, âgé de 35 à 40 ans environ vous avez acquis une bonne connaissance du marché national et international de produits métallurgiques de base, de pièces métalliques sur plans, de mécanismes élaborés.

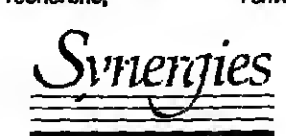
Vous gèrerez près de 700 Millions de F, vous rationaliserez les achats, vous entretiendrez des rapports de haut niveau avec les fournisseurs, vous participerez à la coordination européenne des achats de vos spécialités. Anglais et/ou allemand indispensables (Réf. 1116/D)

RESPONSABLE ACHATS CHIMIE

Ingénieur chimiste, votre expérience vous permettra d'exercer un rôle leader européen sur la marché de nos matières stratégiques chimie.

Vous serez chargé des achats des matières premières pour la société pour un montant voisin de 400 Millions de F. Anglais et/ou allemand indispensables (Réf. 1116/E)

Ces postes sont à pourvoir en Sud de la Région Parisienne. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prêt) en précisant la réf. du poste choisi portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre conseil : Pierre LEMAHIEU



14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

هكذا من الرجل

SECTEURS DE POINTE

La CAR, filiale de la Coisse des Députés, exerce deux missions : spécialisée dans les activités de refinancement, elle fait aujourd'hui figure d'émetteur de référence tant sur les marchés domestiques qu'internationaux ; centre de recherche-développement du Groupe CDC, elle développe et diffuse ses techniques quantitatives au sein du Groupe CDC pour lequel elle est devenue le pôle d'innovation financière. Les principaux projets de modélisation financière actuellement conduits par l'équipe Recherche et Développement (R & D) de la CAR concernent l'évaluation et la couverture de produits complexes, la gestion quantitative, la gestion actif-passif.

CAR

Recherche et Développement
dans le domaine de la
Développement financier
et de la modélisation
financière. Les principaux
projets de modélisation
financière actuellement
conduits par l'équipe
Recherche et Développement
(R & D) de la CAR
concernent l'évaluation
et la couverture de
produits complexes,
la gestion quantitative,
la gestion actif-passif.

OST

RESPONSABLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE L'ORGANISATION

Rattaché à notre Direction Générale, vous garantissez le fonctionnement optimal de nos systèmes d'information. Votre rôle est de comprendre, évaluer et synthétiser les besoins des utilisateurs, de proposer des scénarios et des schémas d'organisation, de négocier et de gérer leur mise en œuvre informatique par notre prestataire extérieur (facilités management).

Cadre confirmé de formation supérieure, votre expérience de 5 à 10 ans minimum acquise dans une fonction similaire, en environnement industriel, vous donne d'excellentes connaissances du fonctionnement de l'entreprise, la maîtrise des moyens informatiques, ainsi que de la gestion de projets et de l'analyse fonctionnelle.

Vous créez ce poste-clé dans lequel vous nous apporterez votre savoir-faire, vos talents d'analyse et d'organisateur mais aussi vos capacités de dialogue et de négociateur. Vous serez basé(e) à notre siège de Rennes.

Merci d'adresser votre CV, photo et rémunération actuelle à notre conseil
MERCURI URVAL 1 rue Eugène Varlin, BP 3939,
44039 Nantes Cedex 04, sous la référence 50.0365/LM.

Mercuri Urval

barphone

BARPHONE, partenaire d'AT&T, est concepteur et constructeur de systèmes de télécommunications (autocommutateurs privés). Avec 350 personnes, nous réalisons actuellement 250 MF de CA. Nous consacrons 12% de notre CA à la Recherche et au Développement. Dans le cadre de notre partenariat avec AT&T, nous allons notamment nous développer sur le marché français pour la commercialisation de systèmes à plus fortes capacités (100 postes et plus). Nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT PABX

PABX DE MOYENNE CAPACITÉ

VOTRE MISSION : En collaboration avec notre Directeur Marketing et Communication, à partir de la gamme de systèmes de notre partenaire, vous prenez en charge l'ensemble des tâches de spécification, planification, marketing mix. Vous coordonnez, avec beaucoup de cohérence, l'action des services internes : R&D, achats, marketing, commercial.

NOUS VOUS OFFRONS : ☐ le cadre d'une société saine, en croissance et avec de réelles perspectives de développement ☐ des responsabilités complètes et diversifiées ☐ des contacts fréquents à l'international (déplacements aux États-Unis) ☐ les moyens nécessaires pour soutenir votre succès ☐ la possibilité d'être basé à SAUMUR ou PARIS.

VOUS AVEZ : ☐ au moins la trentaine ☐ une formation supérieure d'ingénieur de préférence ☐ une formation complémentaire de marketing ou gestion ☐ une expérience confirmée dans le domaine des PABX de moyenne capacité ☐ anglais courant ☐ une grande aisance relationnelle ☐ de la rigueur ☐ l'énergie, l'enthousiasme nécessaires à la réussite.

Pour un entretien individuel avec la société le 15/07/93

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à OPTÉAMAN - 114 bis, rue Michel-Ange - 75016 PARIS. Fax : (1) 40 71 28 41 en indiquant la référence 2302 sur la lettre et sur l'enveloppe.

OPTÉAMAN

AFPA, association pour la formation des adultes, organisme national employant 10 000 personnes réparties dans 150 établissements recherche

POUR SON CENTRE PÉDAGOGIQUE ET TECHNIQUE
SITUÉ EN RÉGION LYONNAISE

INGENIEUR CHIMISTE

(R&I)

Vous êtes issu d'une école d'ingénieur, vous avez une expérience professionnelle de plus de 5 ans en chimie de fabrication

INGENIEUR SOUDEUR

(R&I)

Vous avez un diplôme d'ingénieur ou de technicien supérieur avec spécialisation de soudure et une expérience professionnelle de plus de 5 ans en chaudronnerie et tuyauterie industrielle.

Ces deux postes exigent un bon esprit de synthèse, la capacité à être autonome, une aptitude à communiquer et une bonne maîtrise de l'anglais et (ou) de l'allemand.

La rémunération sera à la hauteur de l'expérience apportée.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo (en précisant la référence choisie) à J. LOUIS JOUANIN - AFPA CPTA 35 Bd Jodard - BP 211 - 69639 VENISSIEUX cedex ou déposer votre candidature par minitel 3618 EURCOMES code 7790

afpa formation

RESPONSABLE BUREAU D'ETUDES DÉVELOPPEMENT ÉQUIPEMENTS

Pour poursuivre notre croissance au niveau international sur le marché des composants électroniques passifs de grande série, nous renforçons notre potentiel technique et souhaitons intégrer un ingénieur confirmé possédant un bon niveau d'anglais.

Il prendra la responsabilité de la mise en œuvre des investissements en vue d'augmenter nos capacités de production et d'améliorer l'outil existant ainsi que les procédés de fabrication tout en respectant les contraintes de coût, délais et qualité. Il veillera à l'évolution technologique du parc machines dans un souci constant de productivité.

Il recherchera et mettra en œuvre des solutions techniques performantes au niveau des projets, et organisera personnellement les implantations nouvelles.

Si cette proposition est susceptible de retenir votre attention, adressez votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. PFG/LM à notre conseil MF PARTNERS, 54, rue du Faubourg Salot Hooort, 75008 PARIS. Une confidentialité totale est assurée.

MF PARTNERS

PARIS - LILLE - BARCELONE - LYON - REIMS

Votre challenge : l'assurance qualité ! au sein d'un important groupe français de dimension internationale

CHEFS DE PROJET CONFIRMES BORDEAUX - GRENOBLE - ORLÈANS

A 40 ans environ, de formation bac + 4/5 souhaitée et de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie, acquise en SSL, de 7 à 10 ans en conduite de projets informatiques. Vous maîtrisez non seulement les aspects ingénierie et méthodologie, mais aussi l'aspect assurance qualité ISO 9000.

L'entité "Développements informatiques", chargée de l'ingénierie des logiciels applicatifs de gestion pour l'ensemble de cet important groupe, vous propose de rejoindre ses équipes et de mettre votre expérience au profit de son action en vue de l'obtention de la certification AFAQ.

Rattaché au Directeur de la Qualité et basé au sein de l'un des centres de production de logiciels, vous aurez un rôle de soutien et de conseil en matière d'ingénierie et de méthodologie, en vue de développer la qualité technique des productions : missions d'études et de contrôle, coordination des activités de production, promotion des normes, méthodes et outils nécessaires à la réalisation de l'assurance qualité, dynamisation des actions de mise en œuvre du système Qualité.

Environnement technique : IBM/BULL/client-serveur, MVS, GCOS8, UNIX, OS2, Merise, PacBase.

Outre votre professionnalisme, vos qualités de rigueur, de management et votre sens relationnel contribueront à votre réussite à ce poste.

Réf. PB (Bordeaux), réf. PG (Grenoble), réf. FO (Orléans)

Merci d'adresser, sous la référence choisie et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à :

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Premier diffuseur de radio et de télévision, TDF, société anonyme ou sein d'un groupe prestigieux (COGECOM - Groupe FRANCE TÉLÉCOM) avec ses 4 000 professionnels de l'audiovisuel, exporte son savoir-faire dans le monde entier et réalise un CA de 4 milliards de francs. A la pointe de la technique, nous innovons en permanence pour créer et faire évoluer les nouveaux services de diffusion des images, du son et des données (satellites, radiomessagerie, radiotéléphonie, réseaux câblés...). Notre sous-Direction des Etudes d'Organisation recherche un Chef de Projet confirmé.

De formation Bac + 5, avec 5 ans d'expérience dans la conduite de projets d'organisation, vous intervenez principalement dans le domaine de la gestion et élaborez les modèles conceptuels du système d'information. Véritable prestataire de services interne, vous serez chargé d'animer ou de participer à des groupes de travail constitués d'utilisateurs. Vous réaliserez les pré-études et études préliminaires en respectant la méthodologie MERISE et en utilisant l'Atelier de Génie Logiciel MEGA pour la modélisation et la présentation des projets. Vous assurerez bien sûr la mise en place de la solution retenue (porte organisation) dans le respect des délais et des coûts, fûtes dans le cadre d'une relation contractuelle fournisseur/client, en respectant la cohérence globale des systèmes organisationnels de TDF.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, et prétentions) sous la réf. CP/UM à TDF, Lydia Garnier, DRH Département Développement des Carrières, 21/27 rue Barbès, 92120 Montrouge.

Chef de projet en organisation

LA PASSION DU HIGH-TECH TDF Groupe France Télécom

SECTEURS P

Mission auprès
Général

Responsable

Responsable

Responsable

Responsable

Responsable

Responsable

Responsable

سكان النحل

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

REGION NORD-PAS DE CALAIS
CONSEIL REGIONAL



Le Conseil Régional crée le poste

Chargé de Mission auprès du Directeur Général

chargé des systèmes d'organisation et du contrôle de gestion

Vous aurez pour mission première de définir avec les services du Conseil Régional les objectifs attendus du contrôle de gestion, en particulier en matière de procédures et d'organisation interne et pour l'évaluation des politiques régionales. Vous assurerez quatre fonctions auprès du Directeur Général : - l'organisation des procédures internes dans tous les domaines permettant d'améliorer et de moderniser les échanges internes/externes de gestion, d'information et de communication ; - la définition et l'application de techniques modernes de planification de l'activité du Conseil Régional dans les domaines administratifs, techniques et de gestion ; - la définition et le plan d'action du contrôle de gestion de l'ensemble des activités du Conseil Régional ; - l'élaboration et la mise en place progressive des outils de contrôle de gestion et de tableaux de bord, en étroite liaison avec les services utilisateurs.

De formation supérieure, vous aurez à votre actif une expérience confirmée dans le domaine de la conception et de la mise en place des systèmes d'organisation et du contrôle de gestion. Vous bénéficierez également d'une expérience dans les collectivités territoriales.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet, et rémunération actuelle) sont à adresser sous référence 30 121 avant le 13 juillet à Madame la présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services - BP 2035 Lille Cedex.



Notre Département est reconnu comme un endroit où il fait particulièrement bon vivre, qui se développe de manière harmonieuse. Notre Directeur de la Prévention et des Affaires Sociales s'efforce pour donner encore plus la mesure de son efficacité. Dans ce cadre, nous recherchons notre :

Directeur de la protection de l'enfance

Directement rattaché au DGA, vous êtes responsable, dans le cadre d'un budget que vous maîtrisez, de l'ensemble de la politique de l'A.S.E. ainsi que la P.M.I. s'inscrivant dans un projet global ambitieux en matière d'Action Sociale. Bien entendu, vous êtes un professionnel chevronné qui a préalablement déjà occupé cette fonction au sein d'une importante Collectivité Territoriale. Votre formation supérieure (IEP, DESS...), complétée par un cycle d'études adaptées au domaine de la santé ou de l'ACTION SOCIALE, fait de vous un spécialiste incontestable, passionné par l'ensemble des questions qui touchent à la protection de l'enfance.

Directeur de la protection sociale des personnes âgées et handicapées

Pour porter notre projet ambitieux en matière de protection sociale envers les personnes âgées et handicapées, vous êtes responsable, directement auprès de votre DGA, de l'ensemble des actions menées dans ce domaine, dans le cadre d'exigences budgétaires dont vous devez constamment tenir compte. Votre formation supérieure (IEP, DESS...), complétée utilement par un cycle d'études adaptées au domaine de la santé ou de l'ACTION SOCIALE, vous a permis d'exercer une fonction similaire dans le cadre d'une Collectivité Territoriale importante.

Pour ces deux postes, nous souhaitons, bien entendu, rencontrer des gestionnaires d'un très bon niveau technique, qui seront également dotés d'une forte personnalité, capable d'analyser, de coordonner et de motiver leurs équipes. L'intégration se fera dans le cadre de la fonction publique territoriale au grade de Directeur Territorial ou sous forme contractuelle. Postes basés à Tours.

Adresser votre candidature en précisant le poste choisi à notre conseil Jacques SKOWRON Consultants - 17, rue de la Baume - 75008 Paris. Tél. (16) 1 44 13 40 40

Jacques Skowron
CONSULTANTS



Avec 200 000 habitants, l'ensemble de nos 13 communes forme le District de Grand Caen. Pour nourrir la réflexion et animer la politique de l'agglomération et ses projets, nous vous proposons la fonction de

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT AGGLOMÉRATION

Directeur Adjoint du Directeur Général, et en liaison avec les élus, vous aurez pour mission principale la mise en œuvre de notre "Atelier Développement". Réflexion stratégique, analyse économique, approche technique et opérationnelle seront les dimensions principales de votre action.

Diplômé de troisième cycle d'urbanisme, vous privilégiez "l'aménagement urbain et l'approche sociologique".

Nous vous offrons de valoriser votre compétence fondée sur une réelle expérience du travail avec les élus de collectivités territoriales.

Merci de bien vouloir adresser votre résumé de carrière et votre projet professionnel sous la référence DI/8080-01. JMLP Consultants Sa ACTIS TECHNOPOLE - 12 rue du Col-Rémy, 14000 CAEN - Tél : 31 43 67 67 Confidentialité assurée.

JMLP



Chef du Service Financier Cadre A ou Contractuel

32.000 HABITANTS CHEF LIEU DU DÉPARTEMENT DE LOT ET GARONNE CENTRE D'UNE AGGLOMÉRATION DE 80.000 HABITANTS

Adresser candidatures avec CV et photo à Monsieur le Député-Maire, Service des Ressources Humaines - Hôtel de Ville - Place Dorian - 47015 AGEN Cedex

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint, vous prendrez la tête du Service Financier, chargé : - de la préparation et du suivi du budget dans le respect de la stratégie financière de la ville, - de la gestion de la dette et de la trésorerie, - des études et des analyses financières et fiscales, - du contrôle et du conseil aux services.

De niveau Bac + 5, vous alliez solides connaissances financières et comptables, notions d'informatique (tableur), rigueur, précision et qualités relationnelles. Une expérience similaire, de préférence au sein d'une collectivité territoriale, est souhaitée.

ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE Intervenant dans les domaines du développement rural en Afrique de l'Ouest et de l'insertion des migrants en France

recrute

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

De formation supérieure (bac + 4), 30-40 ans, vous avez dirigé une équipe avec succès.

Vous possédez une expérience de l'Afrique et du monde associatif, une forte capacité d'écoute et un bon esprit de synthèse.

Envoyer CV et lettre manuscrite (sous réf. SG) à : EUROPACT, 44, rue de la Paroisse - 78000 Versailles

FONDATION SANITAIRE ET SOCIALE gérant plusieurs établissements, principalement sous convention collective 1951 (Maisons d'accueil pour personnes âgées dépendantes, Institut médico-éducatif, Centre de rééducation fonctionnelle)

CHERCHE POUR SES SERVICES CENTRAUX

SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Technicien comptable, il sera chargé de l'élaboration des comptes et bilans, du suivi des investissements et des trésoreries, de l'informatique (connaissances micro et AS 400 souhaitées), du contrôle de gestion et des études financières. Connaissances en droit social et payes appréciées. Goût et implication associative demandés.

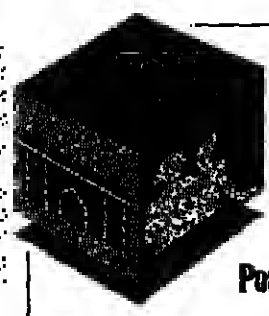
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à M. le Directeur Général FONDATION ARC-EN-CIEL, 64 C, Fanbourg de Besançon - 25200 MONTBÉLIARD

ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SUD-BRETAGNE Recherche :

DÉLÈGUÉ GÉNÉRAL

Mission : - Mise en œuvre de la politique de développement économique du secteur (100 000 habitants) ; - Gestion de la structure (10 salariés, 2 MF). Le candidat devra avoir une bonne connaissance du milieu économique et des collectivités locales, ainsi qu'un sens aigu de la relation avec les élus et les partenaires du développement local.

Envoyer curriculum vitae et lettre manuscrite à : Monsieur le Président Pays des Portes de Cornouaille 1, rue Nationale, 29380 BANNALEC



67.000 HABITANTS - BANLIEUE OUEST
RER 15 MN DE L'ÉTOILE - RECRUTE

REDACTEUR ou ATTACHE TERRITORIAL POUR LE SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

Chargé de l'élaboration et du suivi du budget en matière de personnel, vous serez ainsi en relation avec l'ensemble des services de la Mairie. Vous développerez également des outils de gestion (tableaux de bord, etc.).

Vous aurez, par ailleurs, la charge de certaines missions ponctuelles.

Titulaire d'un Bac + 2 minimum, vous maîtrisez l'informatique (Winword, Excel...).

Une connaissance du statut des fonctionnaires territoriaux et une expérience de la fonction sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à : M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Ruell-Malmaison, 13 bd du Maréchal Foch, 92501 RUELL-MALMAISON cedex

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE VENDÉE RECHERCHE SON



CONSEILLER TECHNIQUE POUR L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

Sous l'autorité du Directeur de Cabinet du Président du Conseil Général, vous assurerez : - le suivi des principaux dossiers ; - l'information du Président du Conseil Général ; - les relations avec les élus, les organisations professionnelles, les associations et les administrations ; - la préparation des manifestations publiques.

A 30/35 ans environ, vous possédez une formation supérieure à dominante juridique ou économique (niveau 3ème cycle) ainsi qu'une excellente connaissance du monde agricole, des problèmes d'environnement et des collectivités locales. Dynamique, motivé et disponible, vous avez également de très bonnes qualités rédactionnelles.



SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

Saint Etienne DIRECTEUR DES FINANCES

La ville de Saint-Etienne, 200 000 habitants, 2 milliards de francs de budget, 4 000 agents, recherche son Directeur des Finances.

Membre du Comité de Direction, il sera chargé d'animer et de gérer une direction de 30 personnes dont les missions sont d'assurer, dans le cadre d'une organisation décentralisée, la maîtrise des équilibres financiers, des étapes de la préparation des budgets (depuis les orientations jusqu'aux comptes administratifs) et de la programmation pluriannuelle la gestion des recettes (fiscalité, dotations, emprunt) et des dépenses (dette) dont la direction est en charge - la fonction d'ordonnement du budget, la relation avec le comptable municipal et la gestion de la trésorerie - l'expertise financière en assistance aux départements opérationnels (contrôle de la gestion déléguée, subventions aux associations, garanties d'emprunt). Des qualités d'animation d'équipe et de négociation sont demandées, ainsi qu'une pratique de la gestion financière tant publique que privée. Une formation de niveau Bac + 5 est souhaitée. Le recrutement sera effectué dans le cadre du statut ADMINISTRATEUR (OU DIRECTEUR) TERRITORIAL.

Les candidatures doivent être adressées à :

Ville de Saint-Etienne, Direction Générale, Hôtel de Ville, BP 503, 42007 Saint-Etienne Cedex 1.

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique

Organiser c'est déjà maîtriser

Activités de marché, ingénierie financière, assurance-vie, gestion de patrimoine... dans tous ces domaines, BIP affirme le savoir-faire d'une équipe de professionnels. Notre métier : maîtriser et gérer les risques du marché pour en saisir toutes les opportunités. C'est pourquoi notre service Organisation est au cœur de nos structures.

Organisateur Activités de marché



Notre équipe Organisation, pôle de compétences diversifiées, est un véritable prestataire de service interne à la disposition de l'ensemble des responsables du groupe : directeurs, chefs de département... Chargé des marchés financiers, vous assurerez les missions de diagnostic et de conseil auprès des différentes directions. Pour cette fonction pluridisciplinaire, vous avez une formation d'ingénieur (Mines, Centrale, ENSAE...) et une expérience d'au moins 3 ans dans la finance, de préférence, sur les marchés financiers. Créatif et rigoureux, vous avez d'excellentes qualités de contact et la volonté de faire aboutir vos projets. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. OFADM à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Banque Internationale de Placement
Groupe Drescher Bank

AFLS - AGENCE FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

CHEF DE SERVICE "COMMUNICATION" (h/f)

Chef du département coordination de la formation, de l'information, de la communication vous serez l'animateur et le fédérateur d'une équipe créative (10 personnes) qui :

- évalue l'état de l'opinion,
- assure la valorisation et la diffusion de l'information spécialisée ou grand public,
- anime la politique de communication multimédia destinée au grand public,
- conduit les actions de formation et de relations publiques avec les professionnels de santé,
- contrôle l'efficacité des actions de l'agence.

Nous vous imaginons :

- des talents de communicateur,
- de la créativité,
- une réelle expérience de l'animation d'équipe,
- une bonne expérience de la communication sociale et/ou médicale et de l'information scientifique,
- de la rigueur et le sens de l'organisation.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez votre candidature et C.V., sous référence 683, à notre conseil : Jean HERPIN - Interface Recrutement - 13 rue Saint Germain l'Auxerrois - 75001 Paris

2 CONSULTANTS

RECRUTEMENT - EVALUATION DE POTENTIEL

Trois raisons essentielles à notre développement : une expertise reconnue dans l'évaluation et la détection des potentiels, une clientèle de grande notoriété, et donc, une forte image de professionnalisme.

Impérativement spécialiste du CONSEIL EN RECRUTEMENT, entrepreneur dans l'âme, vous souhaitez que votre réussite actuelle soit associée à des valeurs de dynamisme, de créativité et de transparence.

Les conditions offertes, le partage de nos méthodes et de notre savoir-faire, sont de nature à vous motiver et à vous responsabiliser.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV, photo et présentations) sous référence CO1/15 à D.G. - ASSOCIES - 51, rue du Rocher - 75008 PARIS.

VILLE de BLAGNAC

VILLE DE BLAGNAC recrute

UN DIRECTEUR du Centre culturel « ODYSSEUD »

Comprenant, sur une surface de 10 000 m² : une salle de spectacle de 950 places, un auditorium de 100 places, un studio-théâtre de 120 places, une salle d'exposition de 250 m², une médiathèque de 1 400 m², une bibliothèque, une halte-garderie, différents locaux ou commerces de droit privé installés sur l'espace.

Vous serez chargé : de diriger et d'animer la totalité des services (80 personnes), de concevoir une programmation tous publics et de haut niveau dans une perspective d'agglomération, d'assurer la communication, au nom de l'équipement et de la ville, de conduire une gestion rigoureuse dans un cadre de régie municipale directe.

Le poste est à pourvoir à partir du 1^{er} janvier 1994.

Adresser lettre de motivation manuscrite, curriculum détaillé et photographie, avant le 31-08-1993, à Monsieur le Maire, Direction des Ressources humaines, place Jean-Louis-Puig, 31706 BLAGNAC CEDEX.

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Council of Europe Conseil de l'Europe



Donnez une dimension européenne à votre carrière. Rejoignez l'Europe des 29 à Strasbourg !

Vous êtes chargé d'assurer le secrétariat de comités de parlementaires ou d'experts dans le cadre de la coopération intergouvernementale notamment dans les domaines juridique, social, administratif, de la santé publique et de la protection de l'environnement. A moins de 35 ans (limite normale), vous avez sanctionné vos études universitaires par un diplôme en droit, sciences politiques ou sciences sociales, diplôme permettant l'accès aux emplois de la catégorie supérieure de l'administration nationale turque. Vous avez enrichi vos connaissances par une expérience professionnelle

effectuée dans le domaine administratif ou juridique par exemple, ou par des études de troisième cycle. Votre talent pour rédiger de façon claire et précise, ainsi que votre esprit d'analyse et de synthèse, sont les points forts qui vous distinguent des autres candidats. De langue maternelle turque, vous possédez une très bonne connaissance de l'une des deux langues officielles du Conseil de l'Europe (anglais - français) et êtes capable de travailler dans cette langue. Pour certains postes à pourvoir, une bonne pratique de l'autre langue serait appréciée. La connaissance d'autres langues européennes et

celle de l'outil informatique est souhaitable. Enfin, votre discrétion et votre aptitude à travailler en équipe dans un contexte interculturel, dans une perspective internationale, sont les gages de votre réussite parmi nous. Demandez le dossier de candidature ainsi que le formulaire officiel à retourner avant le 1^{er} octobre 1993 au Conseil de l'Europe, réf. AN 93/93, Bureau des Concours (Pers.), 67075 Strasbourg Cedex, France. Des renseignements complémentaires vous seront envoyés avec le formulaire de candidature officiel. (Veuillez joindre une enveloppe 23x32 cm non timbrée libellée à votre adresse).

Administrateurs HF

Ces postes sont ouverts, par voie de concours, à tous les ressortissants turcs répondant aux conditions énoncées.

حفظ الاموال

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Groupe français très dynamique (CA > 9 milliards de francs), implanté en Europe, recherche pour son siège social son

Responsable Financier

Lille

Rattaché au Directeur Administratif et Financier du groupe, vous serez chargé, à la tête d'une équipe d'une dizaine de personnes, de la gestion financière du groupe : trésorerie franc et devises, financements long terme, montages financiers internationaux, gestion du risque de taux, analyses financières, moyens de paiement, équilibre financier...

Homme de finance, vous avez une expérience réussie

en entreprise ; une expérience bancaire serait un plus.

Agé de 28/35 ans, vous avez une formation supérieure (Ecole de Commerce ou d'Ingénieur).

Adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Gilles de Mentque, Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex sous réf. GM9278MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Nous sommes une organisation internationale ouvrant dans le secteur éducatif et de la recherche, reconnue et financée par différents Etats (100 MF de budget environ). Le développement de nos moyens nous conduit à créer le poste de

Responsable Administratif et Financier

± 300 KF

Paris

Directement rattaché au Directeur du bureau parisien, le titulaire aura la responsabilité complète de toutes les opérations comptables, budgétaires et financières. Encadrant une petite équipe comptable (3 personnes), il sera chargé d'organiser et mettre en place les différentes procédures nécessaires à notre bon fonctionnement, d'établir et suivre les budgets relatifs au suivi de nos projets, d'assurer la gestion de notre trésorerie et de créer puis développer les différents tableaux de bord utiles à notre Direction.

Il sera d'autre part responsable de la gestion du personnel et du suivi administratif de nos

De formation universitaire ou équivalente (Ecole de Commerce), notre candidat est âgé de 40 ans environ. Sa maturité, son bon sens relationnel et son adaptabilité font de lui un interlocuteur capable d'intervenir à tous les niveaux avec aisance et souplesse.

Doté de charisme, rigoureux mais également curieux, il saura s'investir durablement au sein de notre organisation pour mener à bien sa tâche.

Adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Sylvain Rongean, Michael Page Finance, 3 bd Bineau, 92380 Levallois-Perret, sous réf. SR8981MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

DIRECTEUR FINANCIER

Sous la responsabilité de la Direction Générale, il participe à la définition des objectifs généraux de l'entreprise au sein du comité de direction.

Animant une équipe de 12 personnes, il fait appliquer, développe et optimise les procédures comptables et financières de l'entreprise en assurant la rentabilité des opérations et la fiabilité des données relatives aux tableaux de bord et au reporting Europe et US.

Sur le plan de l'informatique, il participe aux grands choix de l'entreprise et assure la cohérence des investissements en la matière.

Agé de 40/45 ans, de formation supérieure, avec une quinzaine d'années d'expérience, vous êtes au-delà de la maîtrise des techniques liées à la fonction, un homme de terrain et d'industrie au relationnel développé.

Ce poste basé à Cergy Pontoise (siège) exige une maîtrise totale de l'anglais.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) à notre conseil : OPTIMUM - réf. 039 - rue de Gascogne - 60000 BEAUVAIS.



Notre Société : 3.000 personnes, CA : 4.600 MF, recherche pour son département Management des Contrats :

JURISTE D'AFFAIRES INTERNATIONAL

Vous assurez en tant qu'expert juridique la rédaction ou le contrôle des contrats et des accords clients/partenaires français et étrangers. Vous conseillez les opérationnels et les négociateurs commerciaux en contact avec nos clients lors du montage des dossiers et au cours des négociations commerciales. Vous assurez ensuite le suivi des affaires sur le plan juridique.

Diplômé de 3ème cycle en droit des affaires, parlant anglais couramment, vous justifiez d'une expérience d'au minimum 5 ans en droit des affaires dans un contexte industriel ayant des activités internationales.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et vos prétentions sous référence 046 J à Joëlle Digeon - DRH

MATRA DEFENSE
37 avenue Louis Bréguet
78146 Velizy Villacoublay Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Groupe international dans le domaine de la presse spécialisée recherche pour la mise en place de sa structure européenne un

Controller

Paris

Rattaché au Vice-Président Finance Europe, vous êtes chargé de la consolidation et du contrôle financier des 8 sociétés existantes et futures. Vous développez un nouveau système de trésorerie afin d'en assurer la gestion centralisée et vous participez à la croissance externe du groupe. Votre rôle vous amène également à optimiser et homogénéiser les procédures comptables et de gestion.

Agé de 28 à 35 ans, de formation grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum en cabinet d'audit (Big 6), complétée par un poste opérationnel en entreprise. Votre ouverture d'esprit et votre adaptabilité vous permettront de vous imposer en douceur auprès de nos filiales.

Votre maîtrise de l'anglais ainsi que d'une autre langue européenne (polonais, italien, allemand...) est indispensable pour réussir dans cette mission.

Contacter Eric Gandibleux au (1) 47.57.24.24 ou adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex, sous réf. EG9243MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Important organisme financier recherche son

RESPONSABLE JURIDIQUE ET FISCAL

Spécialiste des questions immobilières, du droit des sociétés et du crédit, vous jouez un rôle de conseil auprès de la Direction Générale et des différents départements du groupe.

Agé de 34/42 ans, vous êtes titulaire d'un DESS de droit privé avec si possible une option fiscalité. Votre expérience d'au moins 8 ans vous a permis d'acquérir une spécialisation en droit immobilier et en droit des sociétés.

Vous avez une pratique de la réglementation fiscale et une bonne connaissance du fonctionnement d'un établissement de crédit.

Rémunération envisagée : 400 à 450.000 francs.

Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence VAD/2125-2.

FAIRWAY Horizon Juridique
GROUPE STEPHEN BABY SINGER
27, rue Marbeuf 75008 PARIS



SLIGOS, l'une des principales Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique européennes (5 800 personnes - 3,6 milliards de francs de CA en 1992) recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE CONSOLIDATION

Rattaché au Directeur Comptable vous assurez la consolidation des résultats des différentes sociétés du Groupe à la tête d'une équipe de trois personnes. Vous êtes en charge également de l'animation et de l'évolution du système de consolidation du Groupe SLIGOS.

Titulaire du DECS, vous pratiquez la comptabilité depuis au moins 5 ans et la consolidation depuis 2 ans. Vous avez acquis votre expérience au sein d'un grand cabinet d'expertise ou d'une grande entreprise. Vous maîtrisez l'anglais.



Rejoignez une entreprise en développement qui vous offre des outils de travail performants et une évolution digne de votre potentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MT/RD/93 à Martine TURPIN - SLIGOS - D.R.H. - 3, place de la Pyramide - Cedex 49 - 92067 Paris la Défense.



LA DOUBLE COMPETENCE INFORMATIQUE

Responsable Division Gestion, Tableau de bord

France Telecom Réseaux et Services Internationaux, opérateur international de France Telecom, renforce ses services financiers.

Rattaché au Responsable du Département Informatique, vous assurez la gestion de ce département : suivi des achats et des commandes, suivi du budget, facturation des services, établissement des tableaux de bord, gestion des effectifs, gestion du parc micro, élaboration et mise en place de nouvelles procédures...

Dans le cadre de votre mission, vous animez une petite équipe de gestionnaires.

A 30 ans environ, de formation supérieure gestion/finances, vous justifiez d'une expérience similaire réussie de 3 ans minimum.

Le Groupe ouvre des perspectives d'évolution intéressantes à un candidat de valeur.

Le poste est basé à Molsay-le-Grand (93).

Merci d'adresser, sous réf. GT et en précisant votre rémunération actuelle, votre dossier de candidature à : SAÏ CONSEIL, 3 rue Treillard, 75008 Paris.



France Telecom

Réseaux et Services Internationaux
Worldwide Networks and Services

هكذا من العمل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

CIC Banque Scalbert Dupont

Au sein du Groupe CIC, la BANQUE SCALBERT DUPONT, avec 2400 personnes, 150 agences couvrant les cinq départements du Nord de la France est le premier employeur bancaire de la métropole lilloise. Elle recherche son JURISTE SOCIAL.

DIRECTEUR DE DEPARTEMENT RELATIONS SOCIALES ET COMMUNICATION INTERNE

Intégré au sein de la Direction des Ressources Humaines, ce juriste de valeur préside le Comité d'Établissement du siège et ses missions concernent :

- les relations de travail et les négociations au niveau de l'entreprise,
- le suivi des accords signés et les relations avec les membres des Institutions représentatives du personnel,
- l'assistance et le conseil auprès des chefs d'établissement en matière d'application du droit du travail,
- la communication interne,
- l'animation d'une équipe de jeunes professionnels performants.

La réussite dans ces fonctions implique :

- une formation maîtrise de droit, complétée par une spécialisation en droit social,
- 8 à 10 ans d'expérience de fonction "personnel", avec une dominante Relations Sociales acquise de préférence en milieu bancaire ou administratif,
- des qualités marquées de praticien, de dialogue, d'animateur lui permettant de prendre une part active aux responsabilités stratégiques et opérationnelles de la Direction des Ressources Humaines et à la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Poste basé à Lille

etap

Ecrire sous réf.
268 2569 3M
Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Lille

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Une grande entreprise (1600 personnes) faisant partie d'un groupe français de tout premier plan, recherche son Directeur Administratif et Juridique.

De formation supérieure (Grande Ecole de gestion, droit...). Agé d'au minimum 40 ans, il aura une solide expérience de type "secrétariat général".

Il se verra confier des responsabilités importantes et polyvalentes :

- gestion du patrimoine immobilier
- suivi des Investissements
- gestion des assurances et du contentieux
- suivi juridique des grands contrats avec les clients et fournisseurs.

La réussite dans ce poste implique des qualités exceptionnelles de rigueur et de contact, permettant d'élaborer des liens de profonde confiance avec l'ensemble des partenaires extérieurs et intérieurs.

La connaissance du fonctionnement des collectivités publiques, sans être indispensable, serait un atout important.

etap

Ecrire sous réf.
26A 2575 3M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Vingt ans après sa création, LE BARREAU DES HAUTS-DE-SEINE, quatrième Barreau de France, compte aujourd'hui 800 membres dont nombre font partie de très importants cabinets de consultants d'entreprises sur une structure judiciaire importante : le deuxième TGI de France, dix Tribunaux d'Instance, un Tribunal de Commerce et deux Conseils de Prud'hommes.

Autour du Centre d'Affaires international de la Défense, le département des Hauts-de-Seine rassemble les sièges de très grandes entreprises et des milliers de PME/PMI de pointe. Le Barreau, cumule aujourd'hui sa mission traditionnelle de défense du citoyen et celle de conseil rapproché des entreprises, et ce dans un contexte européen croissant.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER H/F

Agé de 35 à 45 ans, vous avez une formation comptable, juridique et économique (maîtrise, grandes écoles de gestion, cursus d'expertise comptable) qui vous a orienté vers la fonction financière dans laquelle vous avez acquis une expérience.

En relation directe avec le Bâtonnier et en liaison avec le Trésorier et la Commission Finances, vous serez chargé de la gestion des budgets, des finances et de la comptabilité de l'Ordre (fonds d'Etat, fonds de séquestres judiciaires, etc.). Vous exercerez votre activité avec autorité, courtoisie et diplomatie, au sein d'une profession libérale dynamique et en constante évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 1144/A portée sur la lettre et sur l'enveloppe à notre conseil : Pierre LEMAHIEU

Synergies

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

Contrôleur de Gestion FRANCE/EUROPE MÉRIDIONALE

NICE • 370/460 KF

Basé à Nice et dépendant directement du Directeur Régional, le poste exige un excellent niveau professionnel (DESS complet ou équivalent) et de 5 à 10 années d'expérience de comptabilité, d'administration et de contrôle de gestion, soit dans une PME/PMI, soit dans un centre de profit de grande entreprise. Une expérience directe des méthodes et du reporting anglo-saxons est souhaitable. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. L'italien et/ou l'espagnol seraient utiles.

Le poste offre des contacts internationaux de haut niveau et des possibilités de développement de carrière sur le plan international.

Si cela vous paraît motivant, écrivez-nous avec votre CV et votre numéro de téléphone personnel ou direct. Nous répondrons à toutes les candidatures. Indiquez sur votre enveloppe la référence 2096/LM et adressez-la à Noël Wickland.

WICKLAND WESTCOTT

HUMAN RESOURCE CONSULTANTS
Wickland Westcott & Partners
15, avenue Victor-Hugo
75016 PARIS



Notre groupe, présent dans plus de 20 pays (3 300 personnes, 3 milliards de CA) conçoit et commercialise un progiciel de gestion intégré couvrant l'ensemble du système d'information de l'entreprise dans l'environnement grande systèmes et Unix.

CADRE COMMERCIAL ■ APPLICATIONS FINANCIÈRES

De formation bac + 5 ou équivalent, vous avez une expérience de 5 à 10 ans en entreprise et/ou en SSII dans les domaines financiers et les systèmes d'information.

Votre sens de la communication et des relations, ou une expérience commerciale réussie vous permettent :

- d'assurer la gestion du cycle de vente (relations, négociations commerciales...);
- d'analyser les besoins et valider l'adéquation du progiciel;
- d'assurer les présentations et démonstrations.

Veuillez adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence FI/CO-9307 à l'attention de

EVA WERTHMANN, SAP FRANCE, 14, rue des Olympiades
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



Nous sommes une maison d'Éditions de premier plan en matière fiscale, juridique et sociale. En constant développement, nous recherchons un(e)

Juriste confirmé(e) Responsable logiciels juridiques

Créée depuis 1985, notre activité éditoriale de logiciels juridiques et fiscaux se développe et se diversifie.

- Vos fonctions vous amèneront à :
 - Encadrer et animer une équipe de juristes;
 - Concevoir, réaliser et développer nos produits logiciels;
 - Former et assister notre clientèle à nos produits et leurs développements.

En liaison avec nos équipes techniques (juristes spécialisés, directions commerciale et marketing, informaticiens), vous aurez une latitude et une autonomie importantes pour proposer, gérer et faire évoluer cette activité d'avenir pour notre développement.

A 30-35 ans environ, de formation juridique supérieure Droit des Sociétés (DESS, DEA), et après six à huit ans ou moins comme juriste praticien en Cabinet ou Entreprise, vous avez acquis une solide pratique de la micro-informatique (maîtrise des logiciels, environnement Dos, Windows, réseau) qui, ajoutée à vos qualités de management et de communication font de vous notre futur collaborateur pour une fonction évolutive et gratifiante.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. 2463 à UN des TROIS - 31, rue Chaplaine - 75009 PARIS.

Conseil en dynamique Humaine

هكذا من العمل

$1du$

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

GROUPE COURTAUD

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

RESSOURCES HUMAINES

CONCORDANCES - 129 rue Servient - 69003 LYON. Tél. 78 63 65 60. Fax 78 63 65 59

CONCORDANCES

Entre les Hommes et les Entreprises

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Pour ceux qui veulent gagner la reconnaissance sans perdre le sourire !



Vous voulez acquérir une expérience significative du conseil, évoluer rapidement dans vos responsabilités commerciales, sans pour autant en perdre la fâim, la soif et le sourire : votre place est à EURALLIANCE ! Nous gagnons jour après jour de nouvelles parts de marché dans le domaine de l'Assurance Vie - Capitalisation, tant auprès des entreprises que des particuliers. L'appartenance au groupe Fortis (15ème assureur européen) et un réseau national dense nous assurent une grande amplitude d'action sur le plan stratégique comme sur le terrain. C'est là que la jeunesse de nos équipes, leur vision nouvelle de l'assurance, leur ambition s'expriment avec succès. Nous y veillons : en offrant à nos professionnels le contexte psychologique privilégié d'une entreprise à dimension humaine, une formation théorique et pratique de tout premier plan et d'importantes perspectives d'évolution !

COMMERCIAUX

Entre 20 et 35 ans, de formation commerciale (Bac à Bac +4), vous êtes prêt à vous investir dans une activité pluridisciplinaire de prospection, de vente et de conseil. Placés sous le signe du terrain, vos responsabilités exigent des qualités personnelles d'ouverture, d'écoute mais aussi une réelle faculté à convaincre. Réactif, combatif, organisé, vous voulez mettre en oeuvre toute votre énergie (et vous n'en manquez pas !) pour vous réaliser. Nous nous engageons à vous donner tous les moyens techniques, logistiques et financiers pour y parvenir !

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :
s/réf. CPR à EURALLIANCE - Cécile Ternade
Responsable du Recrutement - 1 rue Blanche - 75009 PARIS.

EURALLIANCE
La vie avec assurance

VICE-PRÉSIDENT VENTES

Cabinet de Conseil en Management International

Notre client est l'un des leaders mondiaux du conseil, spécialisé dans l'amélioration de la productivité. Ses clients comptent parmi les plus prestigieux en Europe, Amérique, Australie et en Asie du Sud-Est, et notre client doit répondre à un nombre important de demandes.

L'un des facteurs les plus significatifs de son succès est la qualité de ses hommes et la force de son Équipe Vente et Marketing. Afin de perpétuer cette réussite, notre client cherche actuellement à recruter des Directeurs Commerciaux qui devront assurer la responsabilité d'un large territoire en France.

Vous avez 35 ans minimum, vous êtes un professionnel avec une expé-

rience de Vente ou de Direction Générale, vous êtes créatif et vous avez la faculté de faire passer votre message au niveau du management. Une expérience antérieure du Conseil serait un atout mais n'est pas indispensable.

La rémunération proposée est très motivante.

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

Veuillez adresser votre CV en anglais à :

ID. Ref FR/LM/VPS
European Recruitment Manager
Litchfield Associates N.V.
Kruisweg 825A
2132 NG Hoofddorp
Netherlands

Fax : (31) 25-03-26-737

En indiquant la référence FR/LM/VPS sur l'enveloppe et le CV

Nous sommes la filiale d'un des premiers groupes de communication à dimension internationale. Nous venons de créer et de commercialiser une gamme nouvelle et originale de produits culturels et artistiques de grande qualité et de grande diffusion sur le plan mondial. Devant notre succès et pour assurer notre développement, nous recherchons notre

Directeur Commercial International

Vous aurez, avec une grande autonomie, la responsabilité de la politique de communication, de la stratégie commerciale et du développement des ventes de nos produits au travers d'un système original de vente. Vous participerez également à la conception et à l'élaboration de ces produits. Vous serez basé à Paris, mais vous aurez à effectuer de nombreux déplacements à l'étranger. Si vous êtes un commercial chevronné, âgé d'au moins 27 ans, aimant et connaissant les Arts, si vous avez une expérience des marchés internationaux et si possible de la grande distribution, si vous connaissez l'anglais et l'allemand de

manière courante, venez nous rejoindre pour réussir ce challenge sur un créneau porteur et innovant.

Merci d'adresser une lettre de candidature + CV + préférences sous réf. 4447, à VOG, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

Responsable du Développement Commercial

PAYS DE L'EST - AFRIQUE ANGLOPHONE

Notre Société, grossiste répartiteur de produits pharmaceutiques, réalise un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de Francs avec un très bon résultat financier. Elle est implantée et leader dans de nombreux pays dans le Monde. Pour accélérer son développement, elle crée un poste de responsable commercial chargé des pays de l'Est, de l'Afrique Anglophone. Rechercher de nouveaux partenaires pour l'activité de grossiste-répartiteurs et réaliser des opérations de négoce direct de produits pharmaceutiques dans ces pays, ce sont les missions que nous vous proposons. Mener à bien les négociations jusqu'à la signature des accords ou des contrats, c'est le challenge que vous devez réussir.

Vous avez 30-40 ans, une formation supérieure et possédez une expérience d'ingénierie de développement à l'international (recherche de partenaires, négociations d'accords) et de commerce international (lettres de crédit, dossiers Coface...). Vous parlez l'anglais, si possible l'espagnol et pouvez voyager 30 % de votre temps.

Une expérience dans le secteur du médicament serait intéressante. Ce poste très évolutif dans le cadre d'une société en fort développement, est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 12/1007 A à Bernard Krief Ressources Humaines - 26, rue de la Baume 75008 PARIS.

BERNARD KRIEF RESSOURCES HUMAINES

Le Groupe SOLIC accentue sa pénétration commerciale dans les très grands GROUPES.

APPORTEUR D'AFFAIRES

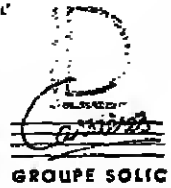
Vous nous garantessez :

- une longue expérience à haut niveau, dans les métiers du CONSEIL de l'ORGANISATION et de l'INFORMATIQUE.
- un carnet d'adresses étoffé procuré par une solide expérience commerciale au plus haut niveau de décisions dans l'entreprise : DG, DSI, DRH et DRH.
- une exclusivité avec le Groupe SOLIC.

Nous vous proposons de :

- dépendre directement du Président du Groupe SOLIC et de travailler en étroite relation avec les principaux dirigeants de SOLIC.
- de bénéficier d'une structure d'accueil très performante.
- de défructer avec vous les conditions de notre collaboration.

Merci de nous adresser CV + photo sous réf. 05.



LD CARRIERES (SA) - 31, Av. de l'Opéra - 75001 PARIS.

Cabinet Conseil en Organisation et en Informatique de Gestion spécialisée dans les Moyens de Paiement, l'Informatique Bancaire et l'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage recherche un

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous êtes âgé de 25/30 ans environ et possédez une expérience commerciale réussie de 3 à 5 ans dans la vente de prestations intellectuelles dans nos domaines d'activité, acquise au sein d'un Cabinet Conseil ou d'une SSI.

Rattaché directement au Directeur Général, vous serez responsable de l'action commerciale auprès d'une clientèle Grands Comptes essentiellement bancaire. Vous participerez également à la stratégie marketing et à l'élaboration de propositions en collaboration avec les Consultants et les Responsables Techniques.

Votre efficacité commerciale est confortée par une solide connaissance des Moyens de Paiement, de l'informatique et du monde Bancaire. Vous possédez des qualités de clarté d'esprit, de synthèse et de créativité. Vous êtes dynamique, tenace et organisé ; votre sens de la négociation, vos qualités d'écoute et de diplomatie feront de vous l'interlocuteur privilégié d'une clientèle de haut niveau.

L'évolution au sein du Cabinet est envisageable vers la responsabilité d'un département technique ou d'un centre de profit. Poste basé à Paris.



Si vous souhaitez rejoindre une structure dynamique et ambitieuse, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. COM à SME Conseil - Département Recrutement - 24 rue des Jeunes - 75002 Paris.

GRUPE METALLURGIQUE INTERNATIONAL

recherche un

Responsable Commercial

FRANCE et EXPORT

Vous avez 35 à 45 ans et l'expérience de la commercialisation de biens d'équipements industriels destinés aux industries chimiques, pétrolières et pétrochimiques.

Vous êtes de formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce Paris, avec, si possible un MBA).

Vous parlez couramment l'Anglais, l'Espagnol (si possible) ou, à défaut, toute autre langue de la Communauté Européenne.

Rémunération importante et véhicule de fonction fournis.

De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir en France et à l'étranger.

Adresser CV détaillé et prétentions sous réf. 8661
LE MONDE PUBLICITE - 15-17, rue du Colonel Pierre Avia - 75002 PARIS cédex 15.